



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2016

Volume III

**Informations
et analyses
supplémentaires**

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2016

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Volume **III**

Comptes publics du Canada

2015-2016

Table des matières

Section

Introduction

1. États financiers des fonds renouvelables
2. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
3. Services professionnels et spéciaux
4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux
5. Acquisition de machinerie et matériel
6. Paiements de transfert
7. Frais de la dette publique
8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
11. Autres informations diverses
12. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Introduction aux *Comptes publics du Canada*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 1

Comptes publics du Canada

2015-2016

États financiers des fonds renouvelables

Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel	1.2
Bureau de la traduction.....	1.12
Commission canadienne des grains.....	1.23
CORCAN.....	1.37
Géomatique Canada.....	1.50
Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	1.59
Office national du film	1.70
Passeport Canada.....	1.86
Production de défense.....	1.97
Services immobiliers	1.99
Services optionnels	1.109

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Secrétariat du Conseil du Trésor*. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Directeur exécutif,
Agence canadienne du pari mutuel
Steve Suttie

Directeur général, Direction des services des finances
et de la gestion des ressources par intérim
Adjoint au dirigeant principal des finances
Angela Murphy

Sous-ministre adjoint, Gestion intégrée
Dirigeant principal des finances
Pierre Corriveau

Le 27 mai 2016
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	1 012	1 680	1 317	2 126
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	334	490	395	476
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	1 346	2 170	1 712	2 602
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles.....	(1 281)	(1 274)	(375)	(303)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	67	–	18
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arriérés.....	–	–	–	(84)
Autorisation fournie (employée).....	65	963	1 337	2 233

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	9 318	8 057
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(1 242)	(856)
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice.....	191	104
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	8 267	7 305
Virement du Conseil du Trésor - besoin en matière de rémunération (crédit 30).....	302	352
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	10 569	9 657

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée, Dirigeant principal des finances d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds afin de satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable. Les états financiers ont été préparés pour aider l'Agence canadienne du pari mutuel à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel et au Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel ou le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 27 mai 2016
Ottawa, Ontario

1.4 États financiers des fonds renouvelables

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit	60	65
Débiteurs (note 3)	245	272
Avances à justifier consenties aux employés.....	1	1
	306	338
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance.....	12	6
Immobilisations corporelles (note 4).....	2 213	1 429
	2 531	1 773
Passif		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	1 228	810
Indemnités de vacances	215	219
Tranche à court terme de l'obligation au titre des avantages futurs du personnel.....	14	47
	1 457	1 076
Passifs à long terme		
Obligation au titre des avantages futurs du personnel.....	69	111
Actif net (note 6).....	1 005	586
	2 531	1 773

Engagements contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Dépendance économique (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels.....	10 181	10 074
Autres.....	30	25
	10 211	10 099
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux.....	3 141	3 293
Provision pour avantages futurs du personnel.....	(19)	71
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants.....	3 053	2 506
Recherche sur les stupéfiants.....	245	291
Autres.....	996	673
Transport et télécommunications.....	275	265
Locations.....	213	308
Amortissement des immobilisations corporelles.....	334	395
Services publics, matériaux et fournitures.....	101	109
Radiation d'immobilisations corporelles.....	156	10
Divers.....	36	52
	8 531	7 973
Résultats nets.....	1 680	2 126
Actif net, à l'ouverture de l'exercice.....	586	1 244
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(1 261)	(2 700)
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(84)
Actif net, à la clôture de l'exercice.....	1 005	586

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets	1 680	2 126
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	334	395
Radiation d'immobilisations corporelles	156	10
	2 170	2 531
Variation de l'État de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit	5	32
Diminution (augmentation) des débiteurs	27	23
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	(6)	6
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	418	422
Augmentation (diminution) des indemnités pour vacances	(4)	20
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des avantages futurs du personnel	(75)	53
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés	–	(84)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	2 535	3 003
Activités d'investissement en capital		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 274)	(303)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'investissement	(1 274)	(303)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 261	2 700
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice	8 057	5 357
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la clôture de l'exercice	9 318	8 057

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM ou le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi no 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor du Canada (« Conseil du Trésor ») pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi no 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de régler et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 21 mars 2012, l'ACPM a fait l'objet d'un virement d'affectation de 503 000 \$ du crédit 30 (besoins en matière de rémunération) du Conseil du Trésor. Cette augmentation de l'autorisation de dépenser vise à couvrir l'élimination des indemnités accumulées pour les départs volontaires des employés de l'ACPM qui ont choisi d'encaisser immédiatement les indemnités de départ accumulées. L'ACPM remboursera le Conseil du Trésor au cours des dix prochaines années, commençant pendant l'exercice clos le 31 mars 2013.

2. Principales méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés selon les principales méthodes comptables publiées par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent sensiblement des principes comptables généralement reconnus du Canada, étant donné que les indemnités de vacances sont fondées sur une estimation des passifs, faite par la direction, plutôt que sur une évaluation actuarielle et que les services reçus, sans frais, d'autres ministères et organismes gouvernementaux, ne sont pas comptabilisés en charges.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 pour cent sur chaque somme de un dollar mise dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits. Les autres revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils sont gagnés.

b) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent l'encaisse et les chèques reçus avant le 31 mars mais non déposés avant l'exercice suivant.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

1.8 États financiers des fonds renouvelables

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

e) Avantages futurs du personnel

- i. Prestations de retraite : Les employés admissibles de l'ACPM participent au régime de pension de la fonction publique, un régime de pension multiemployeurs administré par l'État. Les cotisations de l'ACPM à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale de l'ACPM à l'égard du régime. La responsabilité de l'ACPM à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.
- ii. Indemnités de cessation d'emploi : Les employés admissibles de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'elles sont indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité gagnée par les employés de l'ACPM est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

h) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges comptabilisés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que des revenus et charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

3. Débiteurs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	114	36
Tiers	131	236
	245	272

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde	Acquisitions	Cessions, mise	Solde de
	d'ouverture		hors service et radiations	
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 557	641	(399)	1 799
Équipement de traitement électronique de données.....	1 544	735	–	2 279
Véhicules motorisés	86	74	–	160
Bâtiments.....	575	49	–	624
Terrains.....	98	–	–	98
Améliorations locatives.....	816	–	–	816
Actifs en construction	225	(225)	–	–
	4 901	1 274	(399)	5 776
	(en milliers de dollars)			
Amortissement cumulé	Solde	Amortissement	Ajustements	Solde de
	d'ouverture			
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 010	109	(243)	876
Équipement de traitement électronique de données.....	1 012	220	–	1 232
Véhicules motorisés	59	5	–	64
Bâtiments.....	575	–	–	575
Améliorations locatives.....	816	–	–	816
	3 472	334	(243)	3 563
	(en milliers de dollars)			
Valeur comptable nette			2016	2015
			(en milliers de dollars)	
Ameublement et équipement			923	547
Équipement de traitement électronique de données.....			1 047	532
Véhicules motorisés			96	27
Bâtiments.....			49	–
Actifs en construction			–	225
Terrains.....			98	98
Améliorations locatives.....			–	–
			2 213	1 429

5. Crédoeurs et charges à payer

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	37	60
Tiers.....	1 191	750
Total des crédoeurs.....	1 228	810

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 – fin

6. Actif net

Le surplus cumulé est une accumulation du montant net des surplus et des déficits, de chacun des exercices, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie des fonds.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Surplus cumulé, à l'ouverture de l'exercice	8 643	6 601
Résultats nets.....	1 680	2 126
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(84)
Surplus cumulé, à la clôture de l'exercice	10 323	8 643
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à l'ouverture de l'exercice.....	(8 057)	(5 357)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	(1 261)	(2 700)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la clôture de l'exercice	(9 318)	(8 057)
Actif net, à la clôture de l'exercice.....	1 005	586

7. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre l'ACPM et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. L'ACPM est aussi liée à d'autres obligations contractuelles pour la location d'équipements. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
2017.....	205
2018.....	31
2019.....	29
2020.....	30
2021 et par la suite	35

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACPM s'engage dans diverses poursuites judiciaires. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers.

9. Dépendance économique

L'ACPM est financée uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (« Woodbine ») de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016, Woodbine a généré 6 561 355 \$ (6 304 486 \$ en 2015), ou 64 pour cent (63 pour cent en 2015) du montant total des prélèvements de l'ACPM sur les paris mutuels. Au 31 mars 2016, 50 367 \$ (18 627 \$ en 2015) ou 38 pour cent (8 pour cent en 2015) des débiteurs - tiers de l'ACPM étaient des montants dus de cette organisation.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représente un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, et ce, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient présents dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci un rapport d'auditeur indépendant qui est annexé à ces états financiers.

Approuvée par :

Dirigeante principale des finances p.i.
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Julie Charron, CPA, CA

Présidente-directrice générale,
Bureau de la traduction
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Donna Achimov

Le 27 mai 2016
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	28	1 818	(1 341)	9 017
Éléments n'affectant pas l'encaisse	–	3 795	–	3 226
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	28	5 613	(1 341)	12 243
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	–	(1 760)	–	(2 871)
Indemnités de départ aux employés imputées au Fonds.....	–	(41)	–	(1 577)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10).....	–	(45)	(1 511)	(3 246)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	2 487	–	23
	–	641	(1 511)	(7 671)
Autorisation fournie (employée)	28	6 254	(2 852)	4 572

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	20 333	11 878
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(11 075)	(11 680)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	7 624	10 408
Autres éléments.....	6 391	4 902
Autorisation fournie, à la fin d'exercice	23 273	15 508
Allocation du Conseil du Trésor pour les paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	–	1 511
Limite de l'autorisation (note 1).....	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	43 273	37 019

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Autre point

Les états financiers du Fonds au 31 mars 2015 et pour l'exercice clos à cette date ont été audités par d'autres auditeurs, qui ont exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 28 mai 2015.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 27 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	4	2
Débiteurs (note 3)	7 889	10 741
Autres actifs (note 4)	774	660
	8 667	11 403
Actifs non-financiers		
Charges payées d'avance	19	62
Immobilisations corporelles (note 5)	7 751	9 786
	7 770	9 848
	16 437	21 251
Passifs		
Passifs à court terme		
Créiteurs et charges à payer (note 6)	14 404	12 398
Indemnités de vacances et congés compensatoires	3 241	3 338
	17 645	15 736
Passif à long terme		
Indemnités de départ aux employés (note 7)	6 002	6 043
	23 647	21 779
Passif net (note 8)	(7 210)	(528)
	16 437	21 251

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus		
Services de traduction	129 342	127 074
Services d'interprétation	16 932	17 165
Services de terminologie	13 850	14 017
Autres	6 935	7 352
Total des revenus	167 059	165 608
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	97 338	97 040
Services professionnels et spéciaux	32 152	23 589
Services généraux et administratifs	21 386	21 861
Coûts d'occupation	7 822	8 659
Amortissement	3 795	3 164
Transports et télécommunications	1 046	1 221
Indemnités de départ aux employés (note 7)	920	(241)
Autres charges	655	649
Services publics, fournitures et approvisionnements	127	649
Total - frais d'exploitation	165 241	156 591
Résultats nets	1 818	9 017
Passif net, au début de l'exercice	(528)	(2 171)
Transferts des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10)	(45)	(3 246)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	(8 455)	(4 128)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(7 210)	(528)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets	1 818	9 017
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 795	3 164
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	–	62
	3 795	3 226
Variation de l'état de la situation financière		
(Augmentation) diminution des fonds en transit	(2)	6
Diminution (augmentation) des débiteurs.....	2 852	(1 551)
Augmentation des autres actifs	(114)	(170)
Diminution (augmentation) des dépenses payées d'avance	43	(32)
Augmentation des créditeurs et charges à payer.....	2 006	1 880
Diminution des indemnités de vacances et congés compensatoires	(97)	(554)
Diminution des indemnités de départ aux employés	(41)	(1 577)
	4 647	(1 998)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10).....	(45)	(3 246)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	10 215	6 999
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5)	(1 760)	(2 871)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(1 760)	(2 871)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8)	8 455	4 128
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	11 878	7 750
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	20 333	11 878

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1^{er} avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor* et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables prescrites par le Receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des normes comptables canadiennes pour le secteur public parce que :

- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie; et
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux sur la base proportionnelle de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés pour le programme de standardisation de terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel et outillage	3 à 15 ans
Matériel informatique	3 à 10 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

1.18 États financiers des fonds renouvelables

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

e) Avantages sociaux futurs

i. Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

ii. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulent à mesure que les services y donnant droit sont rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers.

g) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs, d'autres actifs et des créditeurs et charges à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, le taux de change ou le crédit.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, les charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	7 624	10 408
Parties externes.....	268	337
	7 892	10 745
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(3)	(4)
Débiteurs nets	7 889	10 741

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

4. Autres actifs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	768	655
Autres avances.....	6	5
Total autres actifs.....	774	660

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel et outillage.....	114	–	(114)	–
Matériel informatique.....	1 930	–	–	1 930
Logiciels informatiques.....	29 135	1 019	182	30 336
Améliorations locatives.....	9 220	158	(631)	8 747
Actifs en construction.....	451	583	(182)	852
	40 850	1 760	(745)	41 865
Amortissement accumulé				
	(en milliers de dollars)			
Matériel et outillage.....	(114)	–	114	–
Matériel informatique.....	(1 930)	–	–	(1 930)
Logiciels informatiques.....	(22 249)	(3 231)	–	(25 480)
Améliorations locatives.....	(6 771)	(564)	631	(6 704)
	(31 064)	(3 795)	745	(34 114)
Valeur comptable nette			2016	2015
			(en milliers de dollars)	
Matériel et outillage.....			–	–
Matériel informatique.....			–	–
Logiciels informatiques.....			4 856	6 886
Améliorations locatives.....			2 043	2 449
Actifs en construction.....			852	451
			7 751	9 786

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Parties externes.....	9 705	10 025
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	1 370	1 655
	11 075	11 680
Charges à payer.....	3 329	718
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	14 404	12 398

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice.....	6 043	7 620
Charge de l'exercice	920	(241)
Prestations versées au cours de l'exercice.....	(961)	(1 336)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice.....	6 002	6 043

8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	11 350	5 579
Résultats nets.....	1 818	9 017
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(45)	(3 246)
Solde accumulé, fin de l'exercice	13 123	11 350
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice.....	(11 878)	(7 750)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(8 455)	(4 128)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(20 333)	(11 878)
Passif net, à la fin de l'exercice.....	(7 210)	(528)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2017	8 320
2018	5 702
2019	3 744
2020	887
2021 et exercices suivants	1 339
Total des obligations contractuelles	19 992

10. Transferts des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en oeuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. Les paiements émis cette année sont liés aux employés étant en congé non payé lorsque le paiement ponctuel initial a été versé et qui ont depuis, repris le travail. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

12. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conforme à la présentation de l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor concernant les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel de vérification a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport ministériel sur le rendement* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2016, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Chef de la direction financière par intérim
David Peters

Le 26 mai 2016
Winnipeg, Canada

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(2 511)	29 303	3 867	29 882
Éléments n'affectant pas l'encaisse	3 104	3 394	3 295	277
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	593	32 697	7 162	30 159
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	3 159	1 906	3 961	3 343
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	–	8	–	1 093
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(2 566)	3 899	11 147	1 307
Autorisation fournie (employée)	–	26 884	(7 946)	24 416

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	91 086	63 284
Imputation des crédateurs sur le crédit après le 31 mars	(3 257)	(2 339)
Montants affectés au crédit après le 31 mars	41	292
Autre	6 249	5 998
Autorisation fournie	94 119	67 235
Montants imputés à l'initiative de transformation des services administratifs.....	(232)	–
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	93 887	67 235
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	95 887	69 235

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel de vérification du
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016 et les états des résultats et de l'actif net ainsi que des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été établis par la direction du Fonds de manière à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération les contrôles internes de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2016, ainsi que de ses résultats et actifs nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers sont préparés afin d'aider le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à se conformer aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ainsi, les états financiers peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Notre rapport s'adresse uniquement à la direction du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et au Conseil du Trésor du Canada, et il ne doit pas être utilisé par des parties autres que le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 25 mai 2016
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit	84	807
Débiteurs (note 3)	11 192	8 718
Avances comptables	9	7
	11 285	9 532
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	119	268
Immobilisations corporelles (note 4)		
Au coût	28 443	31 728
Amortissement cumulé.....	(20 635)	(23 369)
	7 927	8 627
	19 212	18 159
Passif et actif net		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	1 718	1 767
Salaires à payer (note 6).....	3 688	3 821
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	1 942	1 854
Produits reportés	952	830
Tranche à court terme du passif lié aux indemnités de départ (note 7).....	220	346
	8 520	8 618
Passif à long terme		
Passif lié aux indemnités de départ (note 7)	2 439	2 781
	10 959	11 399
Actif net (note 9).....	8 253	6 760
	19 212	18 159

Obligations contractuelles (note 10)

Passifs éventuels (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Administrateur général par intérim

Jim Smolik

Chef des finances

Cheryl Blahey

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

											2016		2015
	Assurance de la qualité		Assurance de la quantité		Recherche sur la qualité des grains		Protection des producteurs		Services internes		Total		Total
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Réel
Produits													
Honoraires de service.....	46 672	69 190	3 721	6 150	–	1	533	265	20	84	50 946	75 690	73 858
Crédits parlementaires (note 8)	–	–	–	–	5 230	5 230	–	–	245	245	5 475	5 475	5 475
Droits exigés pour les licences et wagons de producteurs	–	–	–	–	–	–	1 928	1 940	–	–	1 928	1 940	1 969
Produits tirés de contrats....	728	852	–	–	410	525	–	–	–	16	1 138	1 393	1 607
Crédits spéciaux (note 8) ...	–	–	–	–	–	–	–	–	–	137	–	137	815
Crédits pour indemnités de fin de contrat de travail (note 8)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 201
Produits, montant total	47 400	70 042	3 721	6 150	5 640	5 756	2 461	2 205	265	482	59 487	84 635	84 925
Charges													
Salaires et avantages sociaux.....	21 750	20 179	1 491	754	4 969	4 350	2 952	2 669	10 736	10 130	41 898	38 082	38 614
Frais d'occupation	2 984	2 697	57	57	1 441	1 290	325	280	752	1 075	5 559	5 399	5 345
Déplacements.....	1 771	1 403	245	163	377	281	164	139	798	689	3 355	2 675	2 381
Réparations et fournitures..	972	749	14	9	1 408	1 275	137	77	880	816	3 411	2 926	2 953
Amortissement des immobilisations corporelles.....	1 054	887	73	–	952	872	53	10	972	687	3 104	2 456	2 603
Services professionnels et spéciaux.....	191	107	7	–	290	226	6	10	2 410	2 135	2 904	2 478	1 512
Communications	22	17	–	–	6	8	16	55	922	754	966	834	874
Frais de poste et de messagerie.....	271	229	–	–	100	18	5	90	131	144	507	481	481
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles.....	–	–	–	–	–	(9)	–	–	–	3	–	(6)	280
Autres charges.....	272	3	–	–	–	–	–	2	22	2	294	7	–
Charges, montant total.....	29 287	26 271	1 887	983	9 543	8 311	3 658	3 332	17 623	16 435	61 998	55 332	55 043
Résultat net.....	18 113	43 771	1 834	5 167	(3 903)	(2 555)	(1 197)	(1 127)	(17 358)	(15 953)	(2 511)	29 303	29 882
Actif net, au début de l'exercice												6 760	5 645
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages (note 13).....												(8)	(1 093)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice												(27 802)	(27 674)
Actif net, à la fin de l'exercice.....												8 253	6 760

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

États des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice	29 303	29 882
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 456	2 603
Provision pour indemnités de départ.....	–	(67)
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles	(6)	264
	31 753	32 682
Paiement des indemnités de départ.....	(468)	(2 523)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	(8)	(1 093)
Variation de la situation financière		
Fonds en transit	723	(313)
Débiteurs	(2 474)	903
Avances comptables	(2)	1
Charges payées d'avance.....	149	109
Créditeurs et charges à payer	(50)	571
Salaires à payer	(133)	497
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer	89	(44)
Produits reportés.....	122	227
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	29 701	31 017
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 907)	(3 343)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles.....	8	–
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(1 899)	(3 343)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du		
Fonds, au cours de l'exercice	27 802	27 674
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	63 284	35 610
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	91 086	63 284

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (« CCG », le « Fonds renouvelable » ou le « Fonds ») détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grain, ainsi que d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Dans le but d'accomplir efficacement son mandat, la CCG vise le résultat stratégique suivant : les grains du Canada sont salubres, fiables et commercialisables et les producteurs de grains canadiens sont dûment rémunérés pour les livraisons de grains aux entreprises céréalières agréées.

L'architecture d'alignement des programmes de la CCG comporte cinq programmes : notamment le programme d'assurance de la qualité, le programme d'assurance de la quantité, le programme de recherches sur la qualité des grains et le programme de protection des producteurs. Chacun des programmes contribue à l'atteinte du résultat stratégique. Le programme de services internes vient appuyer tous les autres programmes de la CCG.

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés et il est autorisé à effectuer des prélèvements de 2 000 000 \$.

La CCG n'a pas demandé de prélèvement sur son autorisation nette fournie par le Conseil du Trésor. Pour l'exercice 2015-2016, la CCG a reçu un montant total de 5 612 526 \$ en vertu de la *Loi de crédits* approuvé par le Parlement.

Les modifications à la *Loi sur les grains du Canada* sont entrées en vigueur le 1^{er} août 2013. Par suite des modifications législatives et de la restructuration des droits d'utilisation, la CCG a procédé à une rationalisation de son personnel (note 6), de sa structure organisationnelle et de ses activités. Un modèle de financement révisé est également entré en vigueur le 1^{er} août 2013 et il repose sur un recouvrement intégral des coûts par le biais des droits d'utilisation et des crédits continus. Avant la mise en œuvre de ce modèle, le financement de la CCG provenait de crédits continus, de recettes et de crédits spéciaux.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto assurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance. La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- Les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles.
- Les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles et les passifs liés aux congés annuels, aux indemnités de départ et aux indemnités de fin de contrat de travail. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

b) Constatation des produits

Les produits sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont touchés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des honoraires de services, tels que l'inspection et les activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore touchés, sont présentés à titre de produits reportés. Les produits reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

c) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

d) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent la trésorerie et les chèques qui sont reçus avant le 31 mars, mais qui ne sont déposés que l'exercice suivant.

e) Crédits parlementaires et crédits pour indemnités de fin de contrat de travail

Le financement des activités provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) selon laquelle la CCG est autorisée à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherches sur la qualité des grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Des crédits spéciaux ont également été reçus pour couvrir les indemnités de fin de contrat de travail des employés concernés. Ces crédits ont été constatés en tant que produits du Fonds.

f) Débiteurs

Les débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêts ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours.

g) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds renouvelable.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans (durée des contrats de location)

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

h) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

i) Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. La CCG constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

j) Indemnités de fin de contrat de travail

Les employés touchés par les modifications apportées à la *Loi sur les grains du Canada* ont droit à des indemnités de fin de contrat de travail, calculées selon les échelons salariaux en vigueur à la date de fin de contrat de travail comme le stipulent leurs conventions collectives. L'obligation est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

k) Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

l) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces droits à ces congés de maladie ne deviennent pas acquis et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

3. Débiteurs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	41	292
Tiers.....	11 156	8 426
	11 197	8 718
Moins : la provision pour créances douteuses de tiers.....	(5)	–
	11 192	8 718

4. Immobilisations corporelles

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions	Solde de clôture	2016	2015
	(en milliers de dollars)									
Matériel scientifique.....	16 563	306	(2 622)	14 247	12 231	1 255	(2 622)	10 864	3 383	4 332
Matériel et mobilier de bureau	304	–	(114)	190	304	–	(114)	190	–	–
Matériel opérationnel	2 205	374	–	2 579	679	209	–	888	1 691	1 526
Véhicules automobiles	323	42	(21)	344	161	50	(21)	190	154	162
Matériel informatique et logiciels	5 689	647	(224)	6 112	4 974	590	(224)	5 340	772	715
Améliorations locatives.....	6 054	19	(2 211)	3 862	5 020	352	(2 209)	3 163	699	1 034
Actifs en cours de construction.....	590	519	–	1 109	–	–	–	–	1 109	590
	31 728	1 907	(5 192)	28 443	23 369	2 456	(5 190)	20 635	7 808	8 359

Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et de logiciels conçus à l'interne.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	1 065	519
Tiers.....	503	1 248
Païement de garanties.....	150	–
	1 718	1 767

6. Salaires à payer

En raison des modifications à la *Loi sur les grains du Canada*, une partie des membres du personnel de la CCG sont devenus admissibles à une disposition sur les indemnités de fin de contrat de travail. Par conséquent, la CCG a constaté une obligation relative aux indemnités de fin de contrat de travail dans les salaires à payer afin de tenir compte des coûts estimés de la rationalisation du personnel. Puisque les modifications sont entrées en vigueur, les employés ont reçu leurs indemnités de fin de contrat de travail, et une partie de ces indemnités est exigible au cours d'exercices futurs.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, au début de l'exercice.....	1 162	1 666
Charges au cours de l'exercice.....	(608)	715
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(453)	(1 219)
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, à la fin de l'exercice.....	101	1 162
Autres coûts salariaux, incluant les indemnités.....	3 587	2 659
Salaires à payer.....	3 688	3 821

7. Passif lié aux indemnités de départ

La CCG offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives de la CCG ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les employés ont la possibilité de les toucher immédiatement ou de les recouvrer au moment de leur départ de la fonction publique.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ, au début de l'exercice.....	3 127	5 717
Charge de l'exercice.....	–	(67)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(468)	(2 523)
Passif lié aux indemnités de départ, à la fin de l'exercice.....	2 659	3 127
Tranche à court terme du passif lié aux indemnités de départ.....	(220)	(346)
Tranche à long terme du passif lié aux indemnités de départ.....	2 439	2 781

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

8. Crédits parlementaires, crédits spéciaux et crédits pour indemnités de fin de contrat de travail

Le financement de la CCG provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation de la CCG pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Les tableaux qui suivent détaillent les crédits reçus et utilisés.

Crédits reçus et utilisés :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus.....	5 719	9 262
Affectations bloquées.....	(107)	–
Indemnités de fin de contrat de travail		
Affectations bloquées (périmées).....	–	(10)
Solde non dépensé (périmé).....	–	(1 761)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice	5 612	7 491

Le total des crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice se compose des éléments suivants :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Crédits spéciaux	137	815
Crédits pour les indemnités de fin de contrat de travail.....	–	1 201
Crédits parlementaires.....	5 475	5 475
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice	5 612	7 491

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

9. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde d'ouverture	65 103	36 314
Résultat net	29 303	29 882
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	(8)	(1 093)
Solde de clôture	94 398	65 103
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture	(63 284)	(35 610)
Variation des ressources nettes fournies	(27 802)	(27 674)
Solde de clôture	(91 086)	(63 284)
Total de l'actif net	8 253	6 760

10. Obligations contractuelles

La CCG loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent la CCG et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. La CCG a conclu 15 ententes d'occupation assorties d'échéances diverses. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2017	4 748
2018	3 943
2019	3 749
2020	3 790
2021 et par la suite	7 460

11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la CCG peut être impliquée dans diverses actions en justice. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si l'un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers. Au 31 mars 2016, la CCG faisait l'objet d'une réclamation, tel qu'il est indiqué ci-après.

Des griefs ont été déposés contre la CCG en ce qui concerne les primes de fin de semaine dont il est fait mention dans la convention collective. Les questions n'ont toujours pas été mises au rôle aux fins d'arbitrage et le dénouement de ces réclamations ne peut être établi en date des présentes. Aucun montant au titre de cette éventualité n'a été constaté dans les états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

12. Opérations entre parties liées

La CCG est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net de la CCG, comme suit :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux.....	7 390	7 475
Frais d'occupation.....	4 925	5 094
Services professionnels et spéciaux		
Services d'audit et de comptabilité.....	615	25
Services-conseils.....	152	99
Services juridiques.....	315	367
Services de traduction.....	237	252
Autres.....	55	116
	13 689	13 428

À la fin de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les créditeurs, les débiteurs et les salaires à payer.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs.....	41	292
Créditeurs.....	1 065	519
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer.....	644	680

13. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser le processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Services publics et Approvisionnement Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

14. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable se composent des fonds en transit, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des salaires à payer, des congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer, et des indemnités de départ. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, sauf pour les indemnités de départ et les indemnités de fin de contrat de travail qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les six plus grandes entités intégrées représentaient 5 183 527 \$ ou 93 pour cent du solde des débiteurs indépendants de la CCG (six entités pour 3 768 507 \$ ou 89 pour cent en 2015).

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

Fonds renouvelable CORCAN

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale,
CORCAN
Lynn R. Garrow B.Soc(Crim), MBA

A/Directrice, Services financiers de CORCAN,
CORCAN
Chadi Haddad MBA, CPA, CMA

Le 27 mai 2016
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	–	(468)	–	(3 324)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	2 007	1 670	1 800	2 314
Fonds provenant de l'exploitation	2 007	1 202	1 800	(1 010)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(200)	(22)	(2 500)	1 281
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	–	(5)	–	(1 023)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(700)	(1 264)	(400)	(266)
Autorisation fournie (employée)	1 107	(89)	(1 100)	(1 018)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10 598	8 879
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(15 044)	(10 717)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	3 602	1 083
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	(844)	(755)
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	4 156	4 245

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport des auditeurs indépendants

Au commissaire du Service correctionnel du Canada pour le Fonds renouvelable de CORCAN

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN pour se conformer à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances.

Un audit comprend des tests des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2016 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds renouvelable de CORCAN de se conformer aux dispositions en matière d'information financière du Conseil du Trésor du Canada mentionnées ci-dessus. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds renouvelable de CORCAN et au Conseil du Trésor du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de CORCAN et le Conseil du Trésor du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 26 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actif		
À court terme		
Débiteurs (note 4)	5 309	3 432
Stocks (note 5)	11 848	10 219
Autres	–	1
	17 157	13 652
À long terme		
Immobilisations (note 6)	4 473	5 981
	21 630	19 633
Passif et actif net		
À court terme		
Créditeurs (note 7)	12 834	8 930
Revenus reportés	221	107
Salaires et vacances à payer	3 419	3 222
Tranche à court terme de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 15)	19	–
	16 493	12 259
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	1 547	1 689
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 15)	96	–
Actifs nets (note 10)	3 494	5 685
	21 630	19 633

Engagements (note 9)

Éventualités (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus (note 3 et note 11)	73 287	65 676
Coût des marchandises vendues (note 11).....	74 240	69 005
Marge brute	(953)	(3 329)
Autres revenus		
Frais de formation et frais correctionnels (note 3)	20 197	14 514
Divers	152	94
	20 349	14 608
Dépenses (note 12)		
Administration centrale/régionale	7 442	8 552
Programmes d'emploi et d'employabilité.....	8 384	2 861
Vente et commercialisation	4 038	3 190
	19 864	14 603
Résultats nets des activités poursuivies	(468)	(3 324)
Résultats nets	(468)	(3 324)
Actif net, au début de l'exercice	5 685	11 041
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 719)	(1 009)
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 14).....	(5)	(1 023)
Autres.....	1	–
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10)	3 494	5 685

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(468)	(3 324)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8)	29	679
Amortissement (note 6).....	1 569	1 639
Perte sur cession d'immobilisations	72	(4)
	1 202	(1 010)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(1 877)	(593)
Stocks	(1 629)	676
Autres	1	1
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(171)	(237)
Créditeurs	3 909	1 095
Revenus reportés	114	(142)
Salaires et vacances à payer.....	197	961
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 14).....	(5)	(1 023)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	1 741	(272)
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(16)	(109)
Produits de cession d'immobilisations	–	1 390
Paiements des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	(6)	–
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(22)	1 281
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 719	1 009
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	8 879	7 870
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10).....	10 598	8 879

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou le « Fonds ») est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada (« SCC ») qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits no 4 de 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1^{er} avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le « Conseil du Trésor »). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente les actifs nets pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1^{er} avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Principales méthodes comptables

a) Règles comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation de l'information pour les fonds renouvelables du Conseil du Trésor tel qu'il est prescrit par le receveur général du Canada. Les règles comptables utilisées dans la préparation des états financiers diffèrent du référentiel des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants :

- Le passif au titre des vacances des employés est fondé sur les conventions collectives signées.
- Le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation fournie à la direction par le Conseil du Trésor.
- Aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.
- Le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport et non comme réduction des coûts des immobilisations.
- Les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges.
- L'état de la situation financière ne présente pas de façon distincte les actifs non financiers.
- L'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

b) Constatation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus, mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

La méthode de l'avancement des travaux est utilisée pour comptabiliser les contrats de construction. La détermination du degré d'avancement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues.

Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

c) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor et tous les décaissements effectués par CORCAN proviennent du Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

e) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds constitue des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

f) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Matériel	10 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Autres	3 ans

g) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au *Régime de pension de retraite de la fonction publique* (« le Régime ») administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN, tel qu'il est stipulé dans leur convention collective, ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont constatées lorsque les employés rendent les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

i) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs, des créiteurs et des indemnités de cessation d'emploi. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions du Conseil du Trésor du Canada, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le SCC, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers ainsi que les services de ressources humaines. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le SCC visent à compenser les coûts des salaires et du fonctionnement que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le SCC et d'autres ministères fédéraux :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation	17 325	17 896
Formation, services correctionnels et autres frais	20 197	14 514
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation	48 712	40 849
	86 234	73 259

4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	3 602	1 342
Tiers	1 758	2 112
	5 360	3 454
Provision pour créances douteuses	(51)	(22)
	5 309	3 432

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	6 225	5 177
Travaux en cours	829	290
Produits finis	5 151	5 233
	12 205	10 700
Provision pour stocks périmés	(357)	(481)
	11 848	10 219

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de fermeture
(en milliers de dollars)				
Matériel	27 434	16	365	27 085
Améliorations locatives.....	1 343	–	–	1 343
Parc de véhicules.....	2 050	58	–	2 108
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition.....	–	120	–	120
Autres	114	–	–	114
	30 941	194	365	30 770
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de fermeture
(en milliers de dollars)				
Matériel	21 785	1 365	290	22 860
Améliorations locatives.....	1 145	135	–	1 280
Parc de véhicules.....	1 931	46	(58)	2 035
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition.....	–	8	–	8
Autres	99	15	–	114
	24 960	1 569	232	26 297
Valeur comptable nette			2016 Valeur comptable nette	2015 Valeur comptable nette
(en milliers de dollars)				
Matériel			4 225	5 649
Améliorations locatives.....			63	198
Parc de véhicules.....			73	119
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition.....			112	–
Autres			–	15
			4 473	5 981

7. Crédoiteurs

Les crédoiteurs comprennent les éléments suivants :

	2016	2015
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada.....	3 943	1 015
Tiers.....	8 891	7 915
	12 834	8 930

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

8. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite : Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique (« RRFP »), dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. À compter de janvier 2013, d'importants changements, tels qu'instaurés dans la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, ont été apportés à la *Loi sur la pension de la Fonction publique* (la Loi qui gouverne le RRFP), comme suit :

- Les taux de cotisation de tous les participants présents et futurs du RRFP ont été haussés à compter de janvier 2013 dans le but d'atteindre au fil du temps un ratio de partage des coûts employeur-employé plus équilibré, soit de 50/50;
- L'âge auquel un nouvel employé ayant commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations qu'il a versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, celui-ci étant le promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi : À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée.

On a offert à ces employés les trois options suivantes : un encaissement immédiat et complet de leur indemnité de départ, le report de ce paiement au moment où leur emploi prend fin, ou une combinaison de ces deux options.

Les indemnités de cessation d'emploi ont été ajustées en utilisant un taux actuariel fourni par le Conseil du Trésor pour le gouvernement dans son ensemble.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice.....	1 689	1 247
Charges pour l'exercice	29	679
Indemnités versées pendant l'exercice	(171)	(237)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice.....	1 547	1 689

9. Obligations contractuelles

CORCAN s'est engagé à payer un montant total de 1 358 944 \$ aux termes de contrats de location relatifs à l'entrepôt de Kingston, aux locaux de l'Administration centrale ainsi que d'autres engagements minimes. Le montant payé au cours de l'exercice pour l'entrepôt de Kingston était de 1 152 000 \$ (1 136 000 \$ en 2015).

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sont estimés comme suit :

	(en milliers de dollars)
2017.....	1 102
2018.....	195
2019.....	42
2020.....	19
2021 et exercices ultérieurs.....	1
	1 359

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

10. Actif net

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(10 598)	(8 879)
Déficit accumulé	(16 446)	(14 955)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(5)	(1 023)
Autres	1	–
Actif net à la fin de l'exercice	3 494	5 685

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente affectée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice terminé le 31 mars 2016	Fabrication	Construction	Textile	Services	Autres	Total
	(en milliers de dollars)					
Revenus	45 567	12 123	9 087	6 510	–	73 287
Coût des marchandises vendues.....	46 449	11 849	8 551	7 391	–	74 240
Marge brute	(882)	274	536	(881)	–	(953)
Actifs identifiables :						
Actifs financiers.....	1 435	470	172	900	2 332	5 309
Stocks.....	8 627	–	2 801	420	–	11 848
Immobilisations nettes.....	3 622	35	59	615	142	4 473
Amortissement des immobilisations	1 147	34	25	190	173	1 569
Exercice terminé le 31 mars 2015	Fabrication	Construction	Textile	Services	Autres	Total
	(en milliers de dollars)					
Revenus	40 604	12 741	5 955	6 376	–	65 676
Coût des marchandises vendues.....	41 578	13 809	6 579	7 039	–	69 005
Marge brute	(974)	(1 068)	(624)	(663)	–	(3 329)
Actifs identifiables :						
Actifs financiers.....	1 180	391	80	1 515	266	3 432
Stocks.....	8 150	–	1 565	504	–	10 219
Immobilisations nettes.....	4 717	69	75	805	315	5 981
Amortissement des immobilisations	1 227	35	16	189	172	1 639

Fonds renouvelable CORCAN – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

12. Dépenses

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et régionale, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Salaires	9 224	7 289
Avantages sociaux.....	1 867	1 560
Services professionnels et spéciaux	6 658	3 801
Locations	1 247	1 211
Transports et télécommunications	262	182
Services publics, fournitures et approvisionnement	308	323
Autres dépenses.....	225	164
Achat de services de réparation et d'entretien.....	70	65
Information.....	3	8
	19 864	14 603

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existait aucune réclamation au 31 mars 2016.

14. Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

15. Paiements futurs exigibles en vertu du bail et montant

Le 1^{er} décembre, 2015, CORCAN a signé une entente avec Giben America Inc. pour la location de matériel spécial en vertu d'un contrat de location-acquisition. Un montant de 120 438 \$ a été capitalisé, selon un taux d'intérêt implicite de 8 pour cent. L'obligation correspondante est réglée à la fin du bail de 5 ans et est séparée à l'état de la situation financière entre les tranches à court terme et à long terme. Les paiements minimaux exigibles en vertu d'un bail pour l'exercice courant ont totalisé 9 053 \$, ce qui inclut les intérêts de 3 156 \$ imputés aux résultats.

L'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées comprend :

	(en milliers de dollars)
2017	27
2018	27
2019	27
2020	27
2021 et exercices ultérieurs	32
	140
Moins : intérêt	25
Moins : frais accessoires	-
	115
Tranche à court terme.....	19
Tranche à long terme.....	96

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par la *Politique du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les exigences de rapport et les normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément aux principes conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base consistante avec ceux de l'exercice précédent.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes Publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet de directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvée par :

Directeur principal des finances adjoint
Secteur de la gestion et des services intégrés
Marc Bélisle, CPA, CA

Sous-ministre adjointe,
Dirigeante principale des finances
Secteur de la gestion et des services intégrés
Kami Ramcharan, CPA, CMA

Le 30 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	100	262	100	(39)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds				
Amortissement des immobilisations.....	–	–	–	29
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	100	262	100	(10)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs (passifs).....	–	209	–	(438)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	–	–	(20)
Autorisation fournie (employée)	100	471	100	(468)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	2 520	1 347
Imputation des crédateurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars.....	(682)	(129)
Montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	–	149
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	1 838	1 367
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	6 838	6 367

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe et dirigeante principale des finances, Ressources naturelles Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada (« le Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016 et les états des résultats et de l'actif (du passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été établis par la direction du Fonds de manière à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération les contrôles internes de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2016, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément à l'article 6.4 du *Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers sont préparés afin d'aider le Fonds Renouvelable de Géomatique Canada à se conformer aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique comptable du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ainsi, les états financiers peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Notre rapport s'adresse uniquement à la direction de Ressources naturelles Canada et au Conseil du Trésor du Canada, et il ne doit pas être utilisé par des parties autres que Ressources naturelles Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 30 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada.....	–	755
Tiers (note 3).....	2	53
Stocks (note 4).....	24	15
	26	823
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	15	–
Immobilisations corporelles (note 5)		
Au coût.....	2 868	2 868
Amortissement cumulé.....	(2 868)	(2 868)
	41	823
Passif et actif (passif) net		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada.....	324	418
Tiers.....	367	128
Indemnités de vacances	32	13
	723	559
À long terme		
Obligation au titre des avantages sociaux futurs	35	70
	758	629
Actif (passif) net (note 6).....	(717)	194
	41	823

Éventualités (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus		
Services	2 494	1 977
Produits	880	566
	3 374	2 543
Charges		
Services professionnels et spécialisés	1 440	1 459
Traitements et avantages sociaux	1 049	636
Services publics, fournitures et approvisionnements	393	31
Service du ministère et du secteur	125	403
Entretien et réparation	52	–
Location	26	15
Transport et communications	25	1
Autres dépenses	1	3
Provision pour avantages sociaux futurs	1	2
Amortissement des immobilisations corporelles	–	29
Provision pour désuétude des stocks	–	3
	3 112	2 582
Résultat net	262	(39)
Actif (passif) net, au début de l'exercice	194	157
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 9)	–	(20)
Ressources financières nettes fournies (utilisées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 173)	96
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	(717)	194

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultat net des activités courantes	262	(39)
Élément ne nécessitant aucune utilisation de fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	–	29
	262	(10)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	–	(20)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des débiteurs	806	23
Diminution (augmentation) des stocks	(9)	3
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(15)	20
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	145	(114)
Augmentation des indemnités de vacances	19	–
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des avantages sociaux futurs	(35)	2
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	1 173	(96)
Ressources financières nettes utilisées (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 173	(96)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	1 347	1 443
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	2 520	1 347

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits no 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

2. Principales méthodes comptables

a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables significatives émises par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada parce que les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge, et l'obligation au titre des avantages sociaux futurs est fondée sur la meilleure estimation de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles.

b) Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs et la divulgation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants déclarés des produits et des charges durant la période. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers incluent les charges à payer, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles, la provision pour créances douteuses, la provision pour désuétude des stocks, la répartition des coûts des services du ministère et du secteur et les estimations liées à l'obligation au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus.

d) Charges

À moins d'indication contraire dans les présentes, les charges sont comptabilisées durant la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les coûts de services internes de Ressources naturelles Canada encourus qui se rapportent au Fonds sont comptabilisés dans ces états financiers comme coûts de services du ministère et du secteur. Les frais d'occupation qui ont été divulgués séparément à l'exercice financier précédent ont été reclassés comme coûts de services du ministère et du secteur pendant l'exercice financier en cours.

e) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

f) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par le Fonds depuis le 1^{er} avril 1994 sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Équipement informatique	2 à 5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement mécanique	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Équipement d'impression	8 ans
Équipement scientifique	10 ans

h) Avantages sociaux futurs

i. Prestations de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

ii. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de départ, selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût des indemnités gagnées est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

i) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

j) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

3. Débiteurs

Les débiteurs provenant des tiers se détaillent de la façon suivante :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs avec des tierces parties	39	94
Moins : provision pour créances douteuses	(37)	(41)
	2	53

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

4. Stocks

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Cartes topographiques.....	312	309
Cartes géographiques.....	24	19
	336	328
Moins : provision pour désuétude des stocks.....	(312)	(313)
	24	15

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Équipement informatique.....	1 186	–	1 186
Ameublement.....	10	–	10
Équipement mécanique.....	398	–	398
Matériel de bureau.....	5	–	5
Équipement d'impression.....	988	–	988
Équipement scientifique.....	281	–	281
	2 868	–	2 868
	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
Amortissement cumulé	(en milliers de dollars)		
Équipement informatique.....	1 186	–	1 186
Ameublement.....	10	–	10
Équipement mécanique.....	398	–	398
Matériel de bureau.....	5	–	5
Équipement d'impression.....	988	–	988
Équipement scientifique.....	281	–	281
	2 868	–	2 868

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

6. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(2 520)	(1 347)
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	(20)	(20)
Surplus cumulé.....	385	123
Actif (passif) net.....	(717)	194

7. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'était en cours au 31 mars 2016.

8. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

9. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

10. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée de l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les exigences relatives aux rapports du Receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvée par :

Présidente,
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Johanne Béglise

Dirigeant principal des finances,
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
David Enns

Le 25 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(590)	12 362	2 659	8 705
Éléments n'affectant pas l'encaisse	909	619	1 191	1 649
Fonds provenant de l'exploitation	319	12 981	3 850	10 354
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(9 362)	(3 147)	(10 784)	(1 843)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	412	(6 238)	(1 884)	(5 356)
Paie ment de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	–	(12)	–	(2 890)
Autorisation fournie (employée)	(8 631)	3 584	(8 818)	265

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	175 998	173 041
Imputation des créiteurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(11 312)	(12 540)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	297	837
Autres éléments	6 007	6 068
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	170 990	167 406
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	175 990	172 406

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapports de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016 et les états des résultats et du passif net ainsi que des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été établis par la direction du Fonds de manière à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération les contrôles internes de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2016, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers sont préparés afin d'aider le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à se conformer aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ainsi, les états financiers peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Notre rapport s'adresse uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, le sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada et au Conseil du Trésor du Canada, et il ne doit pas être utilisé par des parties autres que le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, le sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 25 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actif		
Actifs financiers		
Petite caisse.....	3	2
Débiteurs (note 3).....	936	837
Revenus non facturés.....	10 060	8 682
	10 999	9 521
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance.....	339	377
Immobilisations corporelles (note 4).....	6 677	4 149
	18 015	14 047
Passifs		
Passif à court terme		
Comptes de dépôts.....	3 263	3 711
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	11 312	9 304
Indemnités de congé.....	3 403	3 236
Tranche à court terme de l'obligation pour indemnités de départ (note 6).....	951	–
Revenus reportés.....	38 562	40 694
	57 491	56 945
Passif à long terme		
Obligation pour indemnités de départ (note 6).....	3 323	4 133
Revenus reportés.....	27 586	32 747
	30 909	36 880
Passif net (note 7).....	(70 385)	(79 778)
	18 015	14 047

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus.....	162 621	153 460
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	99 215	95 678
Services professionnels.....	34 330	34 400
Logement.....	7 441	7 399
Matériels et fournitures.....	3 092	988
Information.....	2 102	2 048
Provision pour indemnités de départ.....	896	(354)
Entretien et réparation.....	883	966
Amortissement des immobilisations corporelles.....	619	839
Fret et courrier.....	599	582
Formation.....	556	804
Voyages et déménagements.....	462	506
Location.....	62	87
Communications.....	2	3
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles.....	–	809
	150 259	144 755
Résultats nets.....	12 362	8 705
Passif net, au début de l'exercice.....	(79 778)	(83 968)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(2 957)	(1 625)
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10).....	(12)	(2 890)
Passif net, à la fin de l'exercice.....	(70 385)	(79 778)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets	12 362	8 705
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	619	839
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	–	810
	12 981	10 354
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) de la petite caisse.....	(1)	1
Diminution (augmentation) des débiteurs.....	(99)	(212)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	38	(73)
Diminution (augmentation) des revenus non facturés	(1 378)	(705)
Augmentation (diminution) des comptes de dépôt	(448)	537
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	2 008	1 014
Augmentation (diminution) des indemnités de congé	167	(265)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ.....	141	(1 016)
Augmentation (diminution) des revenus reportés	(7 293)	(3 277)
Total des variations de l'état de la situation financière	(6 865)	(3 996)
Paiement de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	(12)	(2 890)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	6 104	3 468
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 147)	(1 843)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	2 957	1 625
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	173 041	171 416
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 7).....	175 998	173 041

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'OPIC acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'OPIC est financé par un fonds renouvelable (le « Fonds ») qui a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et aux exigences en matière de rapports relatives aux fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada parce que :

- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge;
- les passifs liés aux vacances et aux prestations de cessation d'emploi sont basés sur des estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles; et
- les passifs éventuels sont divulgués plutôt qu'enregistrés.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

Améliorations locatives	5 ans
Logiciels	3-10 ans
Matériel informatique	5-10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

c) Avantages sociaux futurs

i. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le Gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

1) un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) tel que stipulé dans la convention collective, ou

2) un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou

3) une combinaison des options 1) et 2).

En rapport avec l'option 1) et 3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur.

ii. Prestations de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

3. Débiteurs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Ministères et organismes.....	297	59
Parties externes.....	639	778
	936	837

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde au	
	1 ^{er} avril 2015				31 mars 2016	
(en milliers de dollars)						
Améliorations locatives.....	22 434	–	–	–	22 434	
Logiciels.....	31 953	–	–	(309)	31 644	
Matériel informatique.....	481	–	–	(187)	294	
Ameublement.....	494	–	–	–	494	
Actifs en construction.....	2 899	3 147	–	–	6 046	
	58 261	3 147	–	(496)	60 912	
(en milliers de dollars)						
Amortissement cumulé	Solde au	Amortissement	Ajustements		Solde au	
	1 ^{er} avril 2015				31 mars 2016	
(en milliers de dollars)						
Améliorations locatives.....	22 287	67	–	–	22 354	
Logiciels.....	31 163	491	–	(309)	31 345	
Matériel informatique.....	395	12	–	(187)	220	
Ameublement.....	267	49	–	–	316	
Actifs en construction.....	–	–	–	–	–	
	54 112	619	–	(496)	54 235	
(en milliers de dollars)						
Valeur comptable nette			2016	2015		
			(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives.....			80	147		
Logiciels.....			299	790		
Matériel informatique.....			74	86		
Ameublement.....			178	227		
Actifs en construction.....			6 046	2 899		
			6 677	4 149		

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Ministères et organismes.....	1 324	1 992
Parties externes.....	9 988	7 312
	11 312	9 304

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

6. Obligation pour indemnités de départ

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ, début de l'exercice.....	4 133	5 149
Prestations payées au cours de l'exercice		
Pour retraites et départs de la fonction publique.....	(741)	(401)
Pour employés ayant choisi de liquider leurs indemnités de départ tel que convenu dans les conventions collectives.....	(14)	(261)
Dépense de l'exercice.....	896	(354)
Obligation pour indemnités de départ, fin de l'exercice	4 274	4 133
Tranche à court terme de l'obligation pour indemnités de départ.....	(951)	–
Tranche à long terme de l'obligation pour indemnités de départ.....	3 323	4 133

7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds renouvelable.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	93 263	87 448
Résultats net.....	12 362	8 705
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(12)	(2 890)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	105 613	93 263
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice.....	(173 041)	(171 416)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de au cours de l'exercice.....	(2 957)	(1 625)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(175 998)	(171 416)
Passif net, fin de l'exercice.....	(70 385)	(78 153)

8. Obligations contractuelles

L'OPIC loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent l'OPIC et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2017.....	7 408
2018.....	7 428
2019.....	5 667
2020.....	79
	20 582

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, au contentieux, à la rémunération et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties concernées dans le cours normal des opérations.

10. Transferts des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en oeuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. En 2014-2015, ces paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

11. Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

12. Changement d'estimation comptable

Suite à une modification apportée à la méthodologie utilisée pour calculer le solde des revenus reportés, un ajustement de 2 500 000 \$ a été enregistré pour réduire la portion à long terme du compte de revenus reportés pour l'exercice 2015-2016.

Office national du film

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2016 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film (« l'Office »). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public. Ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de l'Office.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fera périodiquement l'objet d'audits des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilisera les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor*.

Entretemps, l'Office a entrepris une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2016, conformément à la *Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor*, et on trouve en annexe, disponible sur le site web de l'Office national du film, un résumé des résultats et du plan d'action.

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles interne de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
Claude Joli-Coeur

Directrice générale, Finances, opérations et technologie
(Dirigeante principale des finances)
Luisa Frate, CPA, CA

Le 8 juillet 2016
Montréal, Canada

Office national du film – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Coût de l'exploitation.....	(61 797)	(60 060)	(63 894)	(60 715)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	2 438	–	3 511
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(61 797)	(57 622)	(63 894)	(57 204)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	–	(2 210)	–	(3 827)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	–	–	(1 108)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(89)	–	(424)
Autorisation fournie (employée).....	(61 797)	(59 921)	(63 894)	(62 563)
Autorisation annuelle votée (employée).....	–	59 832	–	61 032
Autorisation législative du fonds renouvelable employée.....		(89)		(1 531)

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(5 033)	(3 353)
Imputation des créiteurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit.....	(6 099)	(7 690)
Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice.....	(11 132)	(11 043)
Allocation du Conseil du Trésor pour les paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	1 108	–
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable.....	15 000	15 000
Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée.....	4 976	3 957

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office national du film, qui comprennent l'État de la situation financière au 31 mars 2016, et l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'État de la variation de la dette nette ministérielle et l'État des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À mon avis, les opérations de l'Office national du film dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la *Loi sur le cinéma* et au règlement administratif de l'Office national du film.

Pour le vérificateur général du Canada,
René Béliveau, CPA auditeur, CA
directeur principal

Le 8 juillet 2016
Montréal, Canada

Office national du film – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	4 662	6 980
Salaires à payer	1 915	1 859
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales.....	1 046	765
Revenus reportés	445	232
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5).....	166	–
Avantages sociaux futurs (note 6)	2 651	2 880
Total des passifs nets	10 885	12 716
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor.....	4 463	5 694
Débiteurs (note 7)	1 730	2 117
Dépôts	100	96
Total des actifs financiers nets.....	6 293	7 907
Dette nette ministérielle.....	4 592	4 809
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	469	461
Stocks	131	72
Immobilisations corporelles (note 8)	7 431	7 939
Total des actifs non financiers	8 031	8 472
Situation financière nette ministérielle	3 439	3 663

Obligations contractuelles (note 9)

Passif éventuel (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
Président de l'Office National du Film Canada
Claude Joli-Coeur

Membre du conseil d'administration
Louis Puddister

Le 8 juillet 2016

Office national du film – suite

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2016	2015
	Résultats prévus		
Charges (note 11a)			
Programmation anglaise			
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles			
Programme de l'Office.....	19 459	20 306	19 924
Production commanditée et prévente	–	22	15
	19 459	20 328	19 939
Programmation française			
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles			
Programme de l'Office.....	14 160	12 749	12 942
Production commanditée et prévente	178	327	326
	14 338	13 076	13 268
Distribution	6 560	5 912	5 987
Marketing, accessibilité et rayonnement	12 922	11 128	13 383
Développement et applications numériques	4 549	4 783	2 959
Services internes	8 192	8 220	8 909
	32 223	30 043	31 238
Total des charges.....	66 020	63 447	64 445
Revenus (note 11b)			
Institutionnel et éducatif	1 765	1 337	1 629
Télévision.....	1 010	519	509
Plans d'archives.....	545	489	612
Consommateur	550	446	400
Production commanditée et prévente.....	228	349	341
Salles.....	50	45	59
Divers.....	75	202	180
	4 223	3 387	3 730
Total des revenus	4 223	3 387	3 730
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.....	61 797	60 060	60 715
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	60 473	61 067	60 341
Variations des montants à recevoir du Trésor	–	(1 231)	1 798
Transferts des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 13)	–	–	(1 108)
	1 324	224	(316)
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts.....	1 324	224	(316)
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice	3 663	3 663	3 347
Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice.....	2 339	3 439	3 663

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2016	2015
	Résultats prévus		
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts.....	1 324	224	(316)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	861	2 375	3 827
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(2 185)	(2 722)	(2 302)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles.....	–	(161)	–
Total de la variation due aux immobilisations corporelles.....	(1 324)	(508)	1 525
Variation due aux stocks.....	–	59	(27)
Variation due aux charges payées d'avance.....	–	8	119
Diminution nette de la dette nette ministérielle.....	–	(217)	1 301
Dette nette ministérielle, début de l'exercice.....	4 809	4 809	3 508
Dette nette ministérielle, fin de l'exercice.....	4 809	4 592	4 809

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.....	60 060	60 715
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(2 722)	(2 302)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles.....	(161)	–
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	1 108
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer.....	(56)	(1 330)
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales.....	(281)	(414)
Variation nette pour avantages sociaux futurs.....	229	(225)
Variation pour créditeurs et charges à payer.....	2 455	(939)
Variation des débiteurs.....	(387)	(153)
Variation des dépôts.....	4	(181)
Variation des revenus reportés.....	(213)	143
Variation des charges payées d'avance.....	8	119
Variation des stocks.....	59	(27)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement.....	58 995	56 514
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles.....	2 034	3 827
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations.....	2 034	3 827
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	38	–
Encaisse utilisée pour les activités de financement.....	38	–
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada.....	61 067	60 341

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film (« Office ») est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectif intégré au *Rapport sur les plans et les priorités 2015-2016*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

1.76 États financiers des fonds renouvelables

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des dotations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

e) Production de films et autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés à l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle comme suit :

– Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions et des coproductions de films ou autres formes de présentations visuelles non commanditées.

– Production commanditée et prévente

La portion des coûts engagés pour des productions et des coproductions de films ou autres formes de présentations visuelles correspondant aux montants commandités. L'excédent du coût sur les montants commandités est imputé au programme de l'Office.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

f) Revenus

Les revenus de production de films et d'autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commanditée et de prévente dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où la production est terminée.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

g) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

h) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

i) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciel et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'État de la situation financière et à la note 8 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

j) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses)
- dépôts liés aux productions à l'étranger

Les passifs financiers sont constitués des créanciers et charges à payer et des salaires à payer.

k) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquièrent pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

l) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

m) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	60 060	60 715
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles.....	(161)	–
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	(281)	(414)
Variation des charges à payer non imputées aux autorisations	498	(570)
Variation nette pour avantages sociaux futurs	229	(225)
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 722)	(2 302)
	(2 437)	(3 511)
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	2 171	3 827
Païement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	38	–
Païements de transition pour la mise en oeuvre des païements de salaires en arrérages (note 13).....	–	1 108
	2 209	4 935
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	59 832	62 139

b) Autorisations fournies et utilisées :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies		
Budget principal des dépenses	59 652	59 912
Budget supplémentaire des dépenses	2 964	4 506
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(2 733)	(2 246)
Affectation bloquée	(51)	(33)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	59 832	62 139

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs - autres ministères et organismes	1 210	1 132
Crédoiteurs - parties externes.....	3 324	4 848
Total des crédoiteurs.....	4 534	5 980
Charges à payer.....	128	1 000
Total des crédoiteurs et des charges à payer.....	4 662	6 980

Au 31 mars 2016, le montant des charges à payer représente le solde non déboursé de l'obligation au titre des prestations de cessation d'emploi enregistrée en 2015 pour un montant de 1 000 \$, relativement à la réorganisation des opérations annoncée en 2015.

5. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

L'Office a une entente pour la location d'équipement technique en vertu d'un contrat de location-acquisition. L'actif a été capitalisé en utilisant un taux d'intérêt implicite de 3,85 pour cent. L'obligation correspondante sera remboursée pendant la durée du bail de 3 ans. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 totalisent 41 \$ (2015 – Néant). Des intérêts de 3 \$ (2015 – Néant) sont imputés aux résultats.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
2017.....	71	–
2018.....	71	–
2019.....	29	–
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition.....	171	–
Moins : intérêts théoriques.....	(5)	–
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	166	–

6. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du Régime. En raison de la modification de la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre de provisions liées au *Plan d'action économique du Canada de 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants du régime au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les membres qui ont adhéré au régime à partir du 1^{er} janvier 2013.

En 2016, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 3 220 \$ (2015 – 3 377 \$) correspondant à environ 1,3 fois (2015 – 1,5 fois) les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

Indemnités de départ et absences rémunérées

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2016, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération de 0,96 pour cent (2015 – 0,96 pour cent), un taux d'actualisation de 1,61 pour cent (2015 – 1,65 pour cent) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquiescent pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 289 \$ (2015 – 287 \$), un taux d'augmentation des salaires de 0,96 pour cent (2015 – 0,96 pour cent), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,6 pour cent (2015 – 2,8 pour cent), un taux d'actualisation de 1,61 pour cent (2015 – 1,65 pour cent), un taux de départ de 5,16 pour cent (2015 – 5,00 pour cent) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 1,61 pour cent.

Au 31 mars 2016, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
	(en milliers de dollars)		
Solde au 31 mars 2014	1 217	1 438	2 655
Charge pour l'exercice.....	22	525	547
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(295)	(27)	(322)
Solde au 31 mars 2015	944	1 936	2 880
Charge pour l'exercice.....	84	(111)	(27)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(175)	(27)	(202)
Solde au 31 mars 2016	853	1 798	2 651

7. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes.....	363	494
Débiteurs - parties externes.....	1 698	1 971
	2 061	2 465
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(331)	(348)
Total des débiteurs	1 730	2 117

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

8. Immobilisations corporelles

	31 mars 2015	Additions	Aliénations et radiations	Transferts	31 mars 2016
(en milliers de dollars)					
Équipement technique					
Coût	19 673	614	(1 654)	–	18 633
Amortissement cumulé.....	(18 221)	(697)	1 726	–	(17 192)
	1 452	(83)	72	–	1 441
Logiciels et équipement informatique					
Coût	14 525	297	(2 326)	1 457	13 953
Amortissement cumulé.....	(10 831)	(1 533)	2 093	–	(10 271)
	3 694	(1 236)	(233)	1 457	3 682
Mobilier, équipement de bureau et autres					
Coût	589	–	(52)	–	537
Amortissement cumulé.....	(576)	(5)	52	–	(529)
	13	(5)	–	–	8
Améliorations locatives					
Coût	6 932	222	(2 593)	70	4 631
Amortissement cumulé.....	(5 679)	(487)	2 593	–	(3 573)
	1 253	(265)	–	70	1 058
Collection ¹	–	–	–	–	–
Travaux en cours	1 527	1 242	–	(1 527)	1 242
Total					
Coût	43 246	2 375	(6 625)	–	38 996
Amortissement cumulé.....	(35 307)	(2 722)	6 464	–	(31 565)
Valeur nette comptable.....	7 939	(347)	(161)	–	7 431

¹ La collection de l'ONF a une valeur symbolique de 1 \$

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 204 \$ (2015 – Néant) moins l'amortissement cumulé de 29 \$ (2015 – Néant). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 29 \$ (2015 – Néant).

Les aliénations et radiations de l'exercice de 6 625 \$ (2015 – 8 268 \$) sont reliées à l'abandon d'équipements désuets.

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2017	2018	2019	2020	2021-2031	Total
(en milliers de dollars)						
Locaux.....	4 533	3 902	529	476	1 743	11 183
Autres biens et services.....	893	130	35	18	6	1 082
Total.....	5 426	4 032	564	494	1 749	12 265

Les ententes pour la location de locaux totalisent 11 183 \$ et ont été signées avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction estime que le règlement final de ces réclamations ne devrait pas avoir d'effet important sur les états financiers.

11. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

a) Charges

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux.....	35 653	37 027
Services professionnels et spécialisés.....	10 122	9 897
Location.....	6 265	6 719
Transport et communication.....	3 120	2 765
Amortissement des immobilisations corporelles.....	2 722	2 302
Matériel et fournitures.....	1 724	1 588
Réparations et entretien.....	1 081	933
Participation en espèces dans les coproductions.....	1 020	1 225
Redevances.....	675	796
Information.....	491	436
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire.....	389	517
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles.....	161	–
Divers.....	24	240
	63 447	64 445

b) Revenus

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Redevances.....	1 874	1 984
Plans d'archives.....	489	612
Copies de films.....	473	613
Production commanditée et prévente.....	349	341
Divers.....	202	180
	3 387	3 730

12. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2016, l'Office a loué des locaux de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un montant de 5 006 \$ (2015 – 5 639 \$).

Office national du film – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par SPAC, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes.....	363	494
Créditeurs - autres ministères et organismes.....	1 210	1 132
Charges - autres ministères et organismes.....	13 509	14 148
Revenus - autres ministères et organismes.....	377	487

13. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Ministère. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Ministère. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Services publics et Approvisionnement Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement. L'impact pour 2015-2016 n'est pas significatif.

14. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 pour cent, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'État des résultats au montant de 113 \$ (137 \$ en 2015).

15. Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de Passeport Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité d'audit et de revue du ministère examine ces états financiers, lors de leur revue des états financiers ministériels. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

Le Secteur des Finances du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La Direction a présenté les états financiers à l'auditeur, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Directeur général
Opérations financières
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Benoit St-Jean, CPA, CA

Sous-ministre adjoint et
dirigeant principal des finances
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Tony Matson, CPA, CMA

Le 30 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de l'autorisation fournie (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	244 903	253 337	294 110	290 113
Éléments n'affectant pas l'encaisse	7 250	6 813	10 082	8 164
Fonds provenant de l'exploitation.....	252 153	260 150	304 192	298 277
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	20 000	76	19 338	2 851
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	(1 209)	–	3 829
Investissement dans l'initiative de la modernisation - logiciel (note 13)	30 000	8 866	30 662	2 625
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arriérés	–	12	–	1 585
Autorisation fournie	202 153	252 405	254 192	287 387

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	753 805	426 695
Imputation des créateurs sur le Fonds à la fin de l'exercice.....	(46 390)	(56 871)
Créances affectées au Fonds à la fin de l'exercice.....	9 608	12 908
Montants cumulatifs affectés au Fonds pour des dépenses payées pour le compte d'autres ministères ¹	–	81 886
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	717 023	464 618
Limite de l'autorisation	–	–
Autorisation non employée reportée.....	717 023	464 618

¹ Le montant de 81 886 000 \$ présenté contre les Montants cumulatifs affectés au Fonds pour des dépenses payées pour le compte d'autres ministères a été transféré au solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Rapport des auditeurs indépendants

Au Sous-ministre adjoint et Dirigeant principal des Finances, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, les états des résultats et de la variation de l'actif (du passif) net, et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément à l'article 6, sous-section 4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6, sous-section 4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable du Passeport Canada au 31 mars 2016, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie, pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6, sous-section 4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Méthode comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 afférente aux états financiers, qui décrit la méthode comptable appliquée. Les états financiers sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable, sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances de Citoyenneté et Immigration Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer de l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnel agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 30 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs et avances (note 4).....	10 486	13 773
Frais payés d'avance.....	637	772
Stocks (note 5).....	16 992	17 381
	28 115	31 926
Actifs non-financiers		
Immobilisations corporelles (note 6).....	11 803	17 752
	39 918	49 678
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 7).....	49 436	59 148
Indemnités de cessation d'emploi.....	–	72
	49 436	59 220
Passif à long terme		
Indemnités de cessation d'emploi.....	3 098	2 850
	52 534	62 070
Actif (passif) net (note 8).....	(12 616)	(12 392)
	39 918	49 678
Obligations contractuelles (note 9)		
Passif éventuel (note 10)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus		
Droits gagnés	610 207	644 903
Revenus divers	252	245
	610 459	645 148
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux (notes 3 et 11)	203 597	199 926
Traitements et avantages sociaux (note 3)	62 196	55 972
Fret, messagerie et camionnage	32 792	34 281
Matériel de passeport	30 564	34 116
Entretien et réparation (note 3)	7 322	6 532
Locaux	4 363	4 656
Services de passeports dans les missions à l'étranger	4 337	4 339
Amortissement des immobilisations corporelles	4 032	5 415
Imprimerie, papeterie et fournitures	2 779	4 148
Information	2 192	2 957
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	1 993	1 904
Voyages et déménagements	394	333
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 3)	248	292
Services postaux et affranchissements	240	59
Location	58	65
Services publics	2	23
Télécommunications	1	8
Autres	12	9
	357 122	355 035
Résultats nets	253 337	290 113
Actif (passif) net, au début de l'exercice	(12 392)	45 626
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(245 224)	(346 268)
Transferts des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 12)	(12)	(1 585)
Investissement net dans l'initiative sur la modernisation - logiciel (note 13)	(8 325)	–
Éléments transférés entre ministères	–	(278)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(12 616)	(12 392)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets	253 337	290 113
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	4 032	5 415
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles	1 993	1 904
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	248	292
Charge d'utilisation pour l'initiative sur la modernisation - logiciel (note 13).....	541	–
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages (note 12).....	(12)	(1 585)
Résultats nets excluant les éléments n'affectant pas l'encaisse.....	260 139	296 139
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des débiteurs et avances	3 287	35 878
Diminution des frais payés d'avance.....	135	103
Diminution (augmentation) des stocks	389	(3 932)
Augmentation (diminution) des créditeurs et des charges à payer.....	(9 712)	20 859
Augmentation (diminution) des indemnités de cessation d'emploi	(72)	72
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	254 166	349 119
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(76)	(2 851)
Investissement dans l'initiative sur la modernisation - logiciel (note 13).....	(8 866)	–
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(8 942)	(2 851)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	245 224	346 268
Ajustement provenant de l'exercice précédent de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 8)	81 886	–
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	426 695	80 427
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 8).....	753 805	426 695

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le « Fonds ») a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

À compter du 2 juillet 2013, la responsabilité du programme de passeport et du Fonds est passée du ministère des Affaires Mondiales Canada (AMC) à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Le Fonds a aussi transféré ses activités de prestation de services et de traitement des demandes de passeports à Emploi et Développement Social Canada (EDSC) à compter du 2 juillet 2013.

Une autorisation permanente du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 6 sous-section 4 de la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor* et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables prescrites par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada puisque les revenus tirés des droits de demande de services de passeports sont comptabilisés au moment de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande tel qu'il est indiqué dans les règlements prescrivant les droits exigibles pour les services de passeports; et parce que le financement reçu du Conseil du Trésor au titre d'immobilisations corporelles est comptabilisé comme un apport en capital et non pas comme une réduction du coût de ces immobilisations corporelles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

b) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machinerie et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Au cours de 2015-2016, le Fonds a révisé son estimé des vies utiles des actifs amortissables. Les changements ont été appliqués prospectivement. Le changement de la base d'amortissement a eu comme effet de diminuer la dépense d'amortissement de 1 029 413 \$ en 2015-2016.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

d) Avantages sociaux futurs

- i. Prestations de retraite : Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- ii. Indemnités de cessation d'emploi : Les employés admissibles du Fonds ont droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit.

3. Modification de la présentation des états financiers

Quelques dépenses de l'année antérieure ont été reclassées afin de se conformer avec la présentation des états financiers de 2015-2016. Le résultat net est une augmentation dans les traitements et avantages sociaux avec une diminution correspondante dans la Provision pour indemnités de cessation d'emploi pour un montant de 891 586 \$ ainsi qu'une augmentation dans les Entretien et réparation avec une diminution correspondante dans les Services professionnels et spéciaux pour un montant de 102 615 \$.

4. Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs et avances du Fonds :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs et avances		
Débiteurs – Gouvernement du Canada	10 219	13 728
Débiteurs – parties externes	256	45
Avances aux employés.....	11	–
	10 486	13 773

5. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks détenus pour fins de consommation	3 678	1 922
Stocks pour revente	13 314	15 459
	16 992	17 381

Les stocks détenus pour fins de consommation sont principalement composés d'enveloppes pré-payées et de matériel informatique. Les stocks pour revente sont des livrets de passeports.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que dépenses dans l'État des résultats et de l'actif (passif) net du Fonds est 57 519 097 \$ pour 2015-2016 (60 712 473 \$ pour 2014-2015).

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

6. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

Immobilisations corporelles	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	32 934	–	(28 581)	4 353
Mobilier de bureau	95	–	(54)	41
Matériel informatique.....	5 231	–	–	5 231
Logiciels	30 247	76	(3 599)	26 724
Véhicules.....	21	–	–	21
Machinerie et matériel.....	406	–	–	406
	71 840	76	(32 234)	39 682
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	29 987	956	(26 590)	4 353
Mobilier de bureau	69	3	(52)	20
Matériel informatique.....	2 051	921	–	2 972
Logiciels	18 917	2 131	(3 599)	17 449
Véhicules.....	5	2	–	7
Machinerie et matériel.....	153	19	–	172
	54 088	4 032	(30 241)	27 879
(en milliers de dollars)				
Valeur comptable nette			2016	2015
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie			–	–
Améliorations locatives.....			–	2 947
Mobilier de bureau			21	26
Matériel informatique.....			2 259	3 180
Logiciels			9 275	11 330
Véhicules.....			14	16
Machinerie et matériel.....			234	253
			11 803	17 752

7. Crédoeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le début des crédoeurs à payer du Fonds :

	2016	2015
(en milliers de dollars)		
Crédoeurs et charges à payer		
Crédoeurs – Gouvernement du Canada.....	29 298	45 021
Crédoeurs – Parties externes.....	12 933	6 695
Charges à payer – Parties externes	7 205	5 422
Retenues sur paiements aux entrepreneurs – Parties externes.....	–	2 010
	49 436	59 148

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

8. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

Le surplus (déficit) accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'apport en capital constitue un accord de financement approuvé par le Conseil du Trésor visant à remplacer le financement habituel des autorités du Fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de nouvel apport en capital du Conseil du Trésor servant à financer les projets d'immobilisations corporelles du Fonds.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Actif (passif) net		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(753 805)	(426 695)
Surplus accumulé.....	660 715	333 829
Apport en capital	80 474	80 474
	(12 616)	(12 392)

Au cours de l'année 2015-2016, un ajustement pour un montant de 81 885 760 \$ a été apporté entre l'Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds et le Surplus accumulé afin de corriger une erreur de présentation qui a eu lieu en 2013-2014. Cette correction n'a aucune incidence sur le total de l'actif (passif) net.

9. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus au contrat avec son fournisseur de passeports vierges, la location de locaux et les autres fournisseurs se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2017.....	47 165
2018.....	43 921
2019.....	2 988
2020.....	314
	94 388

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation le Fonds fait l'objet de différentes réclamations. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'une ou plusieurs situations futures se produisent ou ne se produisent pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers du Fonds. Selon son évaluation juridique d'un élément de passif possible au 31 mars 2016, le Fonds a une réclamation en suspens contenant un passif éventuel de 175 597 \$.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

11. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Une partie intégrante des activités d'opération du Fonds est de percevoir les frais consulaires pour le compte de la division des affaires consulaires des AMC. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net. Pour l'exercice 2015-2016 le Fonds a perçu et remis aux AMC des frais consulaires de 93 085 666 \$ (101 007 265 \$ en 2014-2015).

Le coût présenté sur la ligne Services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et de l'actif (passif) net inclut les transactions suivantes avec Services Partagés Canada (SPC) et Emploi et Développement Social Canada (EDSC) :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Services liés aux technologies de l'information (SPC).....	14 551	11 473
Prestation de services, opérations et services internes (EDSC).....	159 125	161 619
Traitement des demandes de passeport (EDSC).....	10 835	10 712
Transition et modernisation (EDSC).....	6 056	4 412
	190 567	188 216

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que la location de locaux, les services juridiques et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Dépenses – Autres ministères et organismes.....	25 928	23 192

12. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

13. Investissement dans l'initiative de la modernisation

Le programme de Passeport d'IRCC va passer progressivement du Système intégré de récupération d'information (IRIS) au Système mondial de gestion des cas (SMGC) et au système intégré de gestion des paiements et des revenus (SIGPR) pour le traitement des demandes de passeport. Ceci servira de fondement au futur mode de prestation de services en ligne. Les dépenses affectées au Fonds liés à cette initiative sont capitalisés dans les états financiers d'IRCC. Chaque année, IRCC charge le Fonds pour l'utilisation du SMGC et du SIGPR. En 2015-2016, les dépenses payées par le Fonds d'un montant de 8 865 996 \$ ont été transférées et capitalisées dans les états financiers d'IRCC. Au cours de l'année, les charges internes totalisant 541 186 \$ ont été transférées au Fonds pour tenir compte de l'utilisation annuelle.

Fonds renouvelable de la production de défense

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2016.

Approuvée par :

Julie Charron, CPA, CA
Dirigeante principale des finances p.i.
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Lisa Campbell
Sous-ministre adjointe
Approvisionnement en matière de défense
Direction générale des approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Le 27 mai 2016
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds.....	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée.....	100 000	100 000

Compte de prêts de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense.....	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée.....	-	-

Fonds renouvelable de la production de défense – fin

Notes afférentes aux états financiers (non audités) pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions \$ en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représente un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, et ce, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient présents dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci un rapport d'auditeur indépendant qui est annexé à ces états financiers.

Approuvée par :

Dirigeante principale des finances p.i.,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Julie Charron, CPA, CA

Sous-ministre adjoint,
Direction générale des biens immobiliers
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Kevin Radford

Le 27 mai 2016
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(4 800)	(3 992)	(4 600)	3 310
Éléments affectant l'encaisse				
Indemnités de départ aux employés imputées au Fonds.....	–	(2 455)	(2 098)	(4 511)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10).....	–	(69)	–	(7 274)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	17 387	–	(11 815)
Autorisation fournie (employée)	(4 800)	10 871	(6 698)	(20 290)

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	167 894	168 984
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(302 859)	(265 406)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice.....	171 958	125 468
Autres éléments.....	8 016	2 994
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	45 009	32 040
Allocation du Conseil du Trésor pour les indemnités de départ versées durant l'exercice.....	–	2 098
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée.....	195 009	184 138

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Autre point

Les états financiers du Fonds au 31 mars 2015 et pour l'exercice clos à cette date ont été audités par d'autres auditeurs, qui ont exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 28 mai 2015.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 27 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	58	25
Débiteurs (note 3)	175 542	144 453
Autres actifs (note 4).....	23 291	17 158
	198 891	161 636
Actifs non-financiers		
Charges payées d'avance.....	1 404	1 376
	200 295	163 012
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	308 154	268 151
Indemnités de vacances et congés compensatoires	10 718	10 820
Dépôts de garantie des entrepreneurs	4 720	1 912
	323 592	280 883
Passifs à long terme		
Indemnité de départ aux employés (note 6).....	13 895	16 350
	337 487	297 233
Passif net (note 7)	(137 192)	(134 221)
	200 295	163 012
Obligations contractuelles (note 8)		
Passifs éventuels (note 9)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus		
Services de biens immobiliers - autres ministères.....	1 344 413	1 120 127
Services de biens immobiliers - portefeuille Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.....	198 995	208 753
Autres revenus	1 144	529
	1 544 552	1 329 409
Coût des ventes.....	(1 187 418)	(966 236)
Bénéfice brut	357 134	363 173
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	218 992	223 680
Activités indirectes des biens immobiliers	79 537	76 549
Services généraux et administratifs	47 728	45 940
Coûts d'occupation.....	14 476	13 982
Autres charges.....	324	(747)
Services professionnels et spéciaux.....	72	149
Indemnités de départ aux employés (note 6).....	(3)	310
Total - frais d'exploitation	361 126	359 863
Résultats nets	(3 992)	3 310
Passif net, au début de l'exercice	(134 221)	(143 279)
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10).....	(69)	(7 274)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7).....	1 090	13 022
Passif net, à la fin de l'exercice (note 7).....	(137 192)	(134 221)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(3 992)	3 310
Variation de l'état de la situation financière		
Augmentation des fonds en transit.....	(33)	(21)
(Augmentation) diminution des débiteurs.....	(31 089)	4 470
(Augmentation) diminution des autres actifs.....	(6 133)	1 971
Augmentation des charges payées d'avance	(28)	–
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	40 003	(12 215)
Diminution des indemnités de vacances et congés compensatoires.....	(102)	(245)
Augmentation des dépôts de garantie des entrepreneurs	2 808	1 493
Diminution des indemnités de départ aux employés	(2 455)	(4 511)
	2 971	(9 058)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10).....	(69)	(7 274)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7).....	(1 090)	(13 022)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	168 984	182 006
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	167 894	168 984

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds ») est un mécanisme de financement pour le programme de Services de biens immobiliers (SBI). Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations ainsi que des avis. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de TPSGC ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Selon la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 \$ la somme des recettes perçues.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor du Canada* et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des Fonds renouvelables prescrites par le Receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des normes comptables canadiennes pour le secteur public parce que :

- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie; et
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus. Les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de tiers de l'extérieur sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les activités indirectes des biens immobiliers, les services ministériels et administratifs et les coûts d'occupation sont alloués selon les dépenses directes du personnel.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

i. Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

ii. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulent à mesure que les services y donnant droit sont rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers.

f) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds comprennent des fonds en transit, des débiteurs, des autres actifs, des créditeurs et charges à payer ainsi que des dépôts de garantie des entrepreneurs. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, le taux de change ou le crédit.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes, les charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	171 958	125 468
Parties externes.....	3 599	19 006
	175 557	144 474
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(15)	(21)
Débiteurs nets	175 542	144 453

4. Autres actifs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	23 285	17 149
Autres avances	6	9
Total autres actifs.....	23 291	17 158

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Parties externes.....	298 379	254 721
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	4 480	10 685
	302 859	265 406
Charges à payer.....	5 295	2 745
Total des parties externes et charges à payer.....	308 154	268 151

6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice.....	16 350	20 861
Charge de l'exercice.....	(3)	310
Prestations versées au cours de l'exercice.....	(2 452)	(4 821)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice.....	13 895	16 350

7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	34 763	38 727
Résultats nets.....	(3 992)	3 310
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(69)	(7 274)
Surplus accumulé, fin de l'exercice.....	30 702	34 763
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice.....	(168 984)	(182 006)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	1 090	13 022
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice.....	(167 894)	(168 984)
Passif net, à la fin de l'exercice.....	(137 192)	(134 221)

Fonds renouvelable des Services immobiliers – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2017.....	464 438
2018.....	79 077
2019.....	16 202
2020.....	3 013
2021 et les exercices suivants.....	5 424
Total des obligations contractuelles.....	568 154

9. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, des réclamations ont été faites auprès du Fonds, totalisant 10,7 millions \$ (20,2 millions \$ en 2014-2015). Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres ne le sont pas. Comme il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne sont pas comptabilisées. Les règlements éventuels de ces réclamations seront imputés à l'exercice au cours duquel ils seront déterminés et une estimation raisonnable peut être effectuée.

10. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés dans l'exercice et sera recouvré des employés à l'avenir. Les paiements émis cette année sont liés aux employés étant en congé non payé lorsque le paiement ponctuel initial a été versé et qui ont depuis, repris le travail. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

11. Opérations entre apparentée

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

12. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conforme à la présentation de l'exercice en cours.

Fonds renouvelable des Services optionnels

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représente un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, et ce, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient présents dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci un rapport d'auditeur indépendant qui est annexé à ces états financiers.

Approuvée par :

Dirigeante principale des finances p.i.,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Julie Charron, CPA, CA

Sous-ministre adjointe,
Approvisionnement en matière de défense
Direction générale des approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Lisa Campbell

Le 27 mai 2016
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016		2015	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	–	344	–	942
Éléments affectant l'encaisse				
Indemnités de départ aux employés imputées au Fonds.....	–	(7)	–	(71)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 8).....	–	(1)	–	(55)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	–	(1 442)	–	(6 178)
Autorisation employée.....	–	(1 106)	–	(5 362)

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	16 165	13 238
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(23 255)	(18 858)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice.....	1 158	887
Autres éléments.....	(1 526)	(1 619)
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice	(7 458)	(6 352)
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée.....	27 542	28 648

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Sous-ministre, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Autre point

Les états financiers du Fonds au 31 mars 2015 et pour l'exercice clos à cette date ont été audités par d'autres auditeurs, qui ont exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 28 mai 2015.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 27 mai 2016
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3)	14 267	12 578
Avances remboursables de la taxe de vente	134	19
	14 401	12 597
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	23 260	18 858
Indemnités de vacances et congés compensatoires	49	56
	23 309	18 914
Passifs à long terme		
Indemnités de départ aux employés (note 5)	66	73
	23 375	18 987
Passif net (note 6)	(8 974)	(6 390)
	14 401	12 597

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus		
Vaccins et médicaments.....	142 786	155 069
Services liés aux voyages et aux réinstallations	11 323	11 535
Services d'approvisionnement en communication.....	1 953	2 886
	156 062	169 490
Coûts des ventes	(151 593)	(164 366)
Bénéfice brut	4 469	5 124
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux	1 835	1 986
Salaires et avantages sociaux.....	1 553	1 583
Services généraux et administratifs	546	593
Coûts d'occupation.....	114	122
Autres charges.....	70	(31)
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	7	(71)
Total - frais d'exploitation	4 125	4 182
Résultats nets	344	942
Passif net, au début de l'exercice	(6 390)	(8 978)
Transferts des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 8)	(1)	(55)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6).....	(2 927)	1 701
Passif net, à la fin de l'exercice (note 6).....	(8 974)	(6 390)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2016	2015
Activités d'exploitation		
Résultats nets	344	942
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des fonds en transit	–	29
Augmentation des débiteurs.....	(1 689)	(6 120)
(Augmentation) diminution des avances remboursables de la taxe de vente	(115)	112
Augmentation des créditeurs et charges à payer.....	4 402	3 479
Diminution des indemnités de vacances et congés compensatoires	(7)	(17)
Diminution des indemnités de départ aux employés	(7)	(71)
	2 584	(2 588)
Paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages (note 8).....	(1)	(55)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6).....	2 927	(1 701)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	13 238	14 939
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	16 165	13 238

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n°4 de 1991-1992* qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor du Canada* et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables prescrites par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des normes comptables canadiennes pour le secteur public parce que :

- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie; et
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés selon un taux pondéré établi par contrat à prix fixe sur la base proportionnelle des biens livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont engagées.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et frais, et ils sont constatés sur une base d'utilisation.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

i. Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

ii. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulent à mesure que les services y donnant droit sont rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers.

f) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds comprennent des débiteurs et des créditeurs et charges à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, le taux de change ou le crédit.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Parties externes.....	13 109	11 691
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	1 158	887
Débiteurs nets	14 267	12 578

4. Crédoiteurs et charges à payer

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Parties externes.....	23 223	18 803
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	32	55
	23 255	18 858
Charges à payer.....	5	–
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	23 260	18 858

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – suite

5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courues.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice.....	73	144
Charge pour l'exercice.....	7	(71)
Prestations versées au cours de l'exercice.....	(14)	–
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice.....	66	73

6. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2016	2015
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	6 848	5 961
Résultats nets	344	942
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	(1)	(55)
Surplus accumulé, fin de l'exercice	7 191	6 848
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice.....	(13 238)	(14 939)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 927)	1 701
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(16 165)	(13 238)
Passif net, à la fin de l'exercice.....	(8 974)	(6 390)

Fonds renouvelable des Services optionnels – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 – fin

7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2017	1 163
2018	625
2019	625
2020	498
2021 et exercices subséquents	–
Total des obligations contractuelles.....	2 911

8. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. Les paiements émis cette année sont liés aux employés étant en congé non payé lorsque le paiement ponctuel initial a été versé et qui ont depuis, repris le travail. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

9. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

10. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conforme à la présentation de l'exercice en cours.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 2

Comptes publics du Canada

2015-2016

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Table des matières

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	2.2
Créances – radiations ou renoncations.....	2.7
Avances à justifier	2.12
Pertes de fonds et de biens publics	
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2015-2016.....	2.15
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2015-2016.....	2.16
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2015-2016.....	2.19
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016.....	2.24
Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs	2.30

Comptes publics du Canada 2015-2016

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sommaire des remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description	Montant ¹
<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> (Article 23)	
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Citoyenneté et Immigration	2 350 310
Justice	
Justice.....	4 963 238
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Pêches et Océans.....	43 400
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	1 975 513 785
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	599 183 292
Tarif des douanes (Article 115)	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	87 426 042
Total	2 669 480 067

¹ Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques	
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Citoyenneté et Immigration	
C.P. 2006-0366, 11 mai 2006, a accordé une remise des frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit un remboursement du montant de 485 \$ aux personnes qui ont acquitté des frais de 975 \$ pour l'acquisition du statut de résident permanent, le ou après le 3 mai 2006.	2 910
C.P. 2014-0897, 31 juillet 2014, a accordé une remise concernant le règlement modifiant le <i>Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015) afin d'autoriser un type de demande modifié, ce qui permettra de faciliter l'entrée des membres de la famille des Jeux panaméricains et des membres de la famille des Jeux parapanaméricains étrangers sans compromettre l'intégrité du système d'immigration ou la santé et la sécurité des Canadiens, et de renoncer aux frais liés à la délivrance d'un visa de résidence temporaire ou un permis de séjour temporaire pour séjours multiples.	2 347 400
Total	<u>2 350 310</u>
Justice	
Justice	
C.P. 1994-0269, 16 février 1994, modification du règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	<u>4 963 238</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Pêches et Océans	
C.P. 2009-0967, 11 juin 2009, fait remise à Bluewater Ferry Inc. et à Walpole-Algonac Ferry Line Ltd., exploitants de traversiers sur la rivière St. Clair en Ontario, des droits à payer pour les services de déglacage fournis par la Garde côtière canadienne du 1 ^{er} avril 2001 au 15 mai 2009, de même que d'une partie des droits à payer pour ces mêmes services au cours des années suivantes.	<u>43 400</u>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1976-1026, 6 mai 1976, fait remise d'impôt payable en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances au projet Syncrude.	266 211
C.P. 1990-2850, 21 décembre 1990, Décret de remise relatif aux bases américaines établies à Terre-Neuve, fait remise des taxes d'accise, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada, et les fournitures de produits, d'immeubles ou de services destinés à être utilisés par le personnel affecté sur les bases américaines établies à Terre-Neuve.	11 163
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	1 962 487 043
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu et de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	4 188 116
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.	4 554 507

Comptes publics du Canada 2015-2016

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada, une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	62 831
C.P. 1994-0585, 14 avril 1994, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	190 000
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	1 738 677
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du Décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996.	492 923
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College.	578 952
C.P. 2003-0989, 18 juin 2003, Décret de remise visant l'établissement indien de Camp Ipperwash, fait remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou payables par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash.	228 262
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, Décret modifiant le Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada.	48 858
C.P. 2014-1477, 12 décembre 2014, fait remise d'une partie des intérêts sur arriérés pour les années d'imposition 1996-2000, et de pénalités pour production tardive pour les années d'imposition 1996-2003, ainsi que de tous les intérêts s'y rapportant, payés ou à payer par les successions de Kathleen McGowan et William F. McGowan en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> .	49 349
C.P. 2015-0054, 29 janvier 2015, fait remise d'impôt sur le revenu, ainsi que des intérêts y afférents, payés ou à payer par Allan Pysker pour les années d'imposition 1999 à 2008 et 2011.	45 119
C.P. 2015-0326, 12 mars 2015, fait remise d'une partie de l'intérêt, ainsi que tous les intérêts y afférents, payés ou à payer par Dale Roberts pour une année d'imposition antérieure à 1986.	18 703
C.P. 2015-0416, 1 avril 2015, fait remise à titre de taxe en application de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> par Sharyn Van Zon pour la période commençant le 1 janvier 2006 et se terminant le 31 décembre 2012.	36 179
C.P. 2015-0838, 17 juin 2015, fait remise d'une partie de l'intérêt, ainsi que de tous les intérêts s'y rapportant, payés ou à payer par Daniel J. Egan, relativement à l'année d'imposition 1978.	1 728
C.P. 2015-0839, 17 juin 2015, fait remise d'impôt sur le revenu, ainsi que des intérêts y afférents, payés ou à payer par Céline Hamel pour les années d'imposition 2005, 2006 et 2007.	1 336
C.P. 2015-0840, 17 juin 2015, fait remise de l'impôt sur le revenu et d'une pénalité, ainsi que de tous les intérêts sur ces impôts et cette pénalité, payés ou à payer par George Richard, relativement à l'année d'imposition 1989.	850
C.P. 2016-0075, 19 février 2016, fait remise des sommes d'impôt et de pénalités, payées ou à payer par Lorie Armalis pour les années d'imposition 1999 et 2000 et d'une partie des intérêts sur arriérés pour l'année d'imposition 1999.	146 982
C.P. 2016-0078, 19 février 2016, faire remise des sommes représentant la taxe sur les produits et services, payées ou à payer par Glenda Skene, ainsi que de la pénalité et des intérêts y afférents, à titre de taxe en application de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> pour la période commençant le 1 janvier 2002 et se terminant le 31 décembre 2004.	513

2.4 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 2016-0098, 26 février 2016, fait remise de la TPS que la Motors Insurance Corporation a payée par erreur pour des services financiers qu'elle a importés pendant la période commençant le 1er janvier 2002 et se terminant le 31 décembre 2002 et pendant la période commençant le 1er janvier 2004 et se terminant le 31 décembre 2004.	365 483
Total	<u>1 975 513 785</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	634
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	30 878
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada.	306 564
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	308 870
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale.	664 278
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.	6 243
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger.	556 044 834
C.P. 1984-0867, 15 mars 1984, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	212 749
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messageries.	298 597
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	191 700
C.P. 1988-1203, 17 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des pâtes.	16
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la TPS sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.	2 904
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de Pâques d'une catégorie non disponible au Canada.	47 403
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	40 964 579
C.P. 1992-2397, 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers.	213
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leurs ménages au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ; la remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	1 208

Comptes publics du Canada 2015-2016

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – fin

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas.	1 608
C.P. 2015-1087, 16 juillet 2015, fait de remise de somme payée ou à payer par Yosuke Kawasaki, incluant les intérêts afférents, en vertu de l'alinéa 133(1)c) de la <i>Loi sur les douanes</i> , représentant une partie de la dette due pour la restitution des biens à la suite de la saisie du 8 décembre 2012 en vertu de l'article 110 de la <i>Loi sur les douanes</i> , ainsi que tous les intérêts y afférents.	100 014
Total	599 183 292
En vertu de l'article 115 sur le Tarif des douanes	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires.	300 653
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.	26 742
C.P. 1997-0952, 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt.	2 396
C.P. 1998-1456, 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.	11 608
C.P. 2008-0815, 1 ^{er} mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du Tarif des douanes en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire, sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire, et qui sont ensuite expédiés directement au Canada.	1 136 088
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du Décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge.	78 830 804
C.P. 2014-0680, 12 juin 2014, remise des droits de douane et de taxes d'accise payés sur les marchandises importées temporairement au Canada par un membre de la famille de la coupe du monde 2015 pour son usage exclusif.	268 473
C.P. 2014-1273, 20 novembre 2014, remise des droits de douane et de taxes d'accise payés sur les marchandises importées temporairement au Canada par un membre de la famille ou le titulaire d'une accréditation de média pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 pour son usage exclusif dans le cadre des Jeux.	1 018 391
C.P. 2014-1299, 27 novembre 2014 remise des droits de douane payés aux compagnies figurant à l'annexe 1 à l'égard de textiles et vêtements pour lesquelles l'Agence des services frontaliers du Canada a délivré, par erreur, des autorisations de remise des droits de douane dans le cadre de l'administration des premiers décrets de remise.	5 830 887
Total	87 426 042

2.6 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

Créances – radiations ou renoncations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renoncations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

- i) Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement comme suit :
 - L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
 - L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
 - Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.
- ii) Une approbation du Conseil du Trésor – L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute dette, obligation ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- iii) Une autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire
 - L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
 - L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
 - L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Comptes publics du Canada 2015-2016

Créances – radiations ou renoncements

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la gestion des finances publiques										
Affaires autochtones et du Nord										
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens.....	A	2	2 283	–	–	–	–	–	2	2 283
Affaires mondiales										
Affaires étrangères, Commerce et Développement	A	5	468 296	–	–	–	–	–	5	468 296
Agriculture et Agroalimentaire										
Agriculture et Agroalimentaire.....	A	520	52 766 956	–	–	–	–	–	520	52 766 956
Anciens Combattants										
Anciens Combattants.....	A	268	1 147 252	–	–	–	–	–	268	1 147 252
Conseil du Trésor										
Secrétariat	D	1	15	–	–	–	–	–	1	15
Défense nationale										
Défense nationale.....	A	87	585 879	–	–	–	–	–	87	585 879
Environnement et Changement climatique										
Environnement.....	A	1	8 137	–	–	–	–	–	1	8 137
Agence Parcs Canada.....	A	43	145 572	–	–	–	–	–	43	145 572
Famille, Enfants et Développement social										
Emploi et Développement social.....	A/D	20 978	139 174 761	–	–	7c / 9c	33 963	172 107 292	54 941	311 282 053
Finances										
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	A	4	5 000	–	–	–	–	–	4	5 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	A	5	80 521	–	–	–	–	–	5	80 521
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Citoyenneté et Immigration.....	A/C	188	956 279	–	–	²	23 480	2 350 310	23 668	3 306 589
Innovation, Sciences et Développement économique										
Industrie	A/D	169	19 566 220	–	–	–	–	–	169	19 566 220
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	A	2	1 691	–	–	–	–	–	2	1 691
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec..	A	8	759 729	–	–	–	–	–	8	759 729
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	A/D	106	18 101 810	–	–	–	–	–	106	18 101 810
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	A	4	5 632 237	–	–	–	–	–	4	5 632 237
Conseil national de recherches du Canada....	A	142	414 012	–	–	–	–	–	142	414 012
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	A	1	660 159	–	–	–	–	–	1	660 159
Statistique Canada.....	A/D	39	3 538	–	–	–	–	–	39	3 538
Justice										
Justice.....	C	–	–	–	–	²	63 339	4 963 238	63 339	4 963 238
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	A	3	1 104	–	–	–	–	–	3	1 104
Commission canadienne des droits de la personne	A	2	4 655	–	–	–	–	–	2	4 655
Commissariats à l'information et la protection de la vie privée du Canada....	A	1	934	–	–	–	–	–	1	934
Service administratif des tribunaux judiciaires	A	2	5 700	–	–	–	–	–	2	5 700

2.8 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

Créances – radiations ou renoncations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Patrimoine canadien										
Patrimoine canadien.....	A	2	7 798	–	–	–	–	–	2	7 798
Bibliothèque et Archives du Canada	A	15	1 551	–	–	–	–	–	15	1 551
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A	5	40 911	–	–	–	–	–	5	40 911
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Pêches et Océans.....	A/C/D	131	95 319	–	–	2	1	43 400	132	138 719
Ressources naturelles										
Ressources naturelles.....	D	63	1 961	–	–	–	–	–	63	1 961
Commission canadienne de sûreté nucléaire	A	8	11 502	–	–	–	–	–	8	11 502
Revenu National										
Agence du revenu du Canada	A	910 978	2 383 040 286	–	–	–	–	–	910 978	2 383 040 286
Santé										
Santé.....	A	65	1 882 373	–	–	–	–	–	65	1 882 373
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	96	118 235	–	–	–	–	–	96	118 235
Agence de la santé publique du Canada	A	4	245 224	–	–	–	–	–	4	245 224
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada...	A	7 527	2 121 275	–	–	–	–	–	7 527	2 121 275
Service canadien du renseignement de sécurité.....	A/D	16	43 679	–	–	–	–	–	16	43 679
Service correctionnel du Canada	A	138	13 496	–	–	–	–	–	138	13 496
Services publics et Approvisionnement										
Travaux publics et Services										
Gouvernementaux	A/D	16	163 954	–	–	–	–	–	16	163 954
Fonds renouvelable des services immobiliers.....	A/D	3	1 630	–	–	–	–	–	3	1 630
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	A	1	1 053	–	–	–	–	–	1	1 053
Pension de retraite.....	A	38	520 000	–	–	–	–	–	38	520 000
Transports										
Transports	A	246	149 606	–	–	–	–	–	246	149 606
		941 933	2 628 952 593	–	–	–	120 783	179 464 240	1 062 716	2 808 416 833
Loi de l'impôt sur le revenu										
Revenu National										
Agence du revenu du Canada ³	B/D	414 116	681 059 746	–	–	–	–	–	414 116	681 059 746
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Emploi et Développement social	B	295 619	238 236 858	–	–	–	–	–	295 619	238 236 858
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Emploi et Développement social	B	70	34 696	–	–	–	–	–	70	34 696
Loi sur la faillite et l'insolvabilité										
Innovation, Sciences et Développement économique										
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec..	A	26	14 764 515	–	–	–	–	–	26	14 764 515

Comptes publics du Canada 2015-2016

Créances – radiations ou renoncements – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Revenu National										
Agence du revenu du Canada	A	33 797	350 289 641	–	–	–	–	–	33 797	350 289 641
Transports										
Transports	A	13	62 538	–	–	–	–	–	13	62 538
		33 836	365 116 694	–	–	–	–	–	33 836	365 116 694
Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes										
Défense nationale										
Défense nationale.....	C	10	86 661	–	–	–	–	–	10	86 661
Loi sur la sécurité de la vieillesse										
Famille, Enfants et Développement social										
Emploi et Développement social	C	8 483	4 097 041	–	–	–	–	–	8 483	4 097 041
Loi sur la taxe d'accise										
Revenu National										
Agence du revenu du Canada ³	B	11 011	72 504 460	–	–	–	–	–	11 011	72 504 460
Loi sur l'agence canadienne d'inspection des aliments										
Santé										
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	C	12 426	1 061 204	–	–	–	–	–	12 426	1 061 204
Loi sur l'assurance-emploi										
Famille, Enfants et Développement social										
Emploi et Développement social	A/B	187 873	108 346 117	–	–	–	–	–	187 873	108 346 117
Loi sur le bureau du surintendant des institutions financières										
Finances										
Bureau du surintendant des institutions financières	A	8	6 650	–	–	–	–	–	8	6 650
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada										
Innovation, Sciences et Développement économique										
Industrie	A	992	68 330 038	–	–	–	–	–	992	68 330 038
Loi sur le ministère des Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Anciens Combattants	B	3	8 018	–	–	–	–	–	3	8 018
Loi sur les douanes										
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada.....	B	155	2 538 138	–	–	–	–	–	155	2 538 138
Loi sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes										
Anciens Combattants										
Anciens Combattants	B	109	1 964 254	–	–	–	–	–	109	1 964 254

2.10 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

Créances – radiations ou renonciations – fin

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur les pensions										
Anciens Combattants										
Anciens Combattants	B	78	377 626	–	–	–	–	–	78	377 626
Sécurité publique et protection civile										
Gendarmerie royale du Canada.....	C	33	221 649	–	–	–	–	–	33	221 649
		111	599 275	–	–	–	–	–	111	599 275
		1 906 755	4 172 942 443	–	–	–	120 783	179 464 240	2 027 538	4 352 406 683
Sommaire										
Radiations	A	1 164 399	3 170 648 219	–	–	–	33 963	172 107 292	1 198 362	3 342 755 511
Renonciations	B	368 775	687 545 637	–	–	–	–	–	368 775	687 545 637
Remises.....	C	20 952	5 466 555	–	–	–	86 820	7 356 948	107 772	12 823 503
Dispenses.....	D	352 629	309 282 032	–	–	–	–	–	352 629	309 282 032
		1 906 755	4 172 942 443	–	–	–	120 783	179 464 240	2 027 538	4 352 406 683

¹ Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.² Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.³ Renonciation afférente au dossier Équité provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2016		Avances réglées en avril 2016		Avances en circulation au 30 avril 2016	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Affaires autochtones et du Nord						
Affaires indiennes et du Nord canadien.....	19	20 011	4	1 765	15	18 246
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	9	7 392	5	4 685	4	2 707
	28	27 403	9	6 450	19	20 953
Affaires mondiales						
Affaires étrangères, Commerce et Développement.....	2 371	22 608 554	9	52 814	2 362	22 555 740
Commission mixte internationale (section canadienne).....	4	12 199	3	2 029	1	10 170
	2 375	22 620 753	12	54 843	2 363	22 565 910
Agriculture et Agroalimentaire						
Agriculture et Agroalimentaire.....	105	108 566	64	72 332	41	36 234
Commission canadienne des grains	18	9 163	14	3 875	4	5 288
Commission canadienne du lait.....	1	400	–	–	1	400
	124	118 129	78	76 207	46	41 922
Anciens Combattants						
Anciens Combattants.....	50	33 833	45	30 062	5	3 771
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	5	2 700	–	–	5	2 700
Conseil du Trésor						
Secrétariat	49	66 226	5	3 386	44	62 840
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	4	4 341	1	1 000	3	3 341
Commissariat au lobbying	1	200	1	200	–	–
École de la fonction publique du Canada	11	7 819	–	–	11	7 819
	65	78 586	7	4 586	58	74 000
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	60	105 687	10	43 645	50	62 042
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	14	9 200	–	–	14	9 200
Bureau du directeur général des élections	7	1 600	–	–	7	1 600
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité...	1	300	–	–	1	300
Commissariat aux langues officielles	7	2 000	7	2 000	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	2	600	–	–	2	600
	91	119 387	17	45 645	74	73 742
Défense nationale						
Défense nationale.....	10 938	39 051 802	4 684	10 141 794	6 254	28 910 008
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1	300	–	–	1	300
Centre de la sécurité des télécommunications	156	651 191	101	342 561	55	308 630
Comité externe d'examen des griefs militaires	1	500	1	500	–	–
	11 096	39 703 793	4 786	10 484 855	6 310	29 218 938

Avances à justifier – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2016		Avances réglées en avril 2016		Avances en circulation au 30 avril 2016	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Environnement et Changement climatique						
Environnement.....	160	229 720	28	31 781	132	197 939
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	13	14 255	–	–	13	14 255
Agence Parcs Canada.....	241	273 795	225	256 799	16	16 996
	414	517 770	253	288 580	161	229 190
Famille, Enfants et Développement social						
Emploi et Développement social.....	108	435 729	55	25 196	53	410 533
Finances						
Finances.....	8	7 957	1	830	7	7 127
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	3	6 026	–	–	3	6 026
Bureau du surintendant des institutions financières.....	6	5 700	–	–	6	5 700
Bureau du vérificateur général.....	6	1 800	6	1 800	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	5	4 750	–	–	5	4 750
	28	26 233	7	2 630	21	23 603
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Citoyenneté et Immigration.....	139	540 617	33	97 540	106	443 077
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	27	48 203	3	8 211	24	39 992
	166	588 820	36	105 751	130	483 069
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	2	1 200	–	–	2	1 200
Innovation, Sciences et Développement économique						
Industrie.....	61	29 482	61	29 482	–	–
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	1	250	–	–	1	250
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	20	4 913	1	175	19	4 738
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	12	2 150	–	–	12	2 150
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	5	5 082	1	1 582	4	3 500
Agence spatiale canadienne.....	4	7 309	–	–	4	7 309
Conseil de recherches en sciences humaines.....	1	350	–	–	1	350
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	7	2 150	–	–	7	2 150
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	5	1 600	–	–	5	1 600
Statistique Canada.....	561	886 894	191	213 732	370	673 162
	677	940 180	254	244 971	423	695 209
Justice						
Justice.....	52	8 024 150	–	–	52	8 024 150
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	198	1 496 122	–	–	198	1 496 122
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	22	16 030	2	1 750	20	14 280
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	5	2 102	–	–	5	2 102
Commission canadienne des droits de la personne.....	3	2 500	3	2 500	–	–
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	3	1 650	–	–	3	1 650
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	40	7 495	40	7 495	–	–
	323	9 550 049	45	11 745	278	9 538 304
Parlement						
Bibliothèque du Parlement.....	6	2 100	–	–	6	2 100
Chambre des communes.....	399	717 435	2	1 064	397	716 371
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	1	500	–	–	1	500
Conseiller sénatorial en éthique.....	1	250	–	–	1	250
Sénat.....	14	5 150	–	–	14	5 150
	421	725 435	2	1 064	419	724 371

Comptes publics du Canada 2015-2016

Avances à justifier – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2016		Avances réglées en avril 2016		Avances en circulation au 30 avril 2016	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Patrimoine canadien						
Patrimoine canadien.....	21	12 753	1	843	20	11 910
Bibliothèque et Archives du Canada	12	4 650	–	–	12	4 650
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	18	13 857	1	1 000	17	12 857
Office national du film.....	56	45 556	9	11 859	47	33 697
	<i>107</i>	<i>76 816</i>	<i>11</i>	<i>13 702</i>	<i>96</i>	<i>63 114</i>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Pêches et Océans.....	260	231 133	222	209 239	38	21 894
Ressources naturelles						
Ressources naturelles.....	70	364 474	12	29 107	58	335 367
Commission canadienne de sûreté nucléaire	5	1 150	–	–	5	1 150
	<i>75</i>	<i>365 624</i>	<i>12</i>	<i>29 107</i>	<i>63</i>	<i>336 517</i>
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	284	239 206	58	102 537	226	136 669
Santé						
Santé.....	123	55 137	118	54 056	5	1 081
Agence canadienne d'inspection des aliments	103	138 938	58	37 160	45	101 778
Agence de la santé publique du Canada	23	7 850	23	7 850	–	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	1	500	1	500	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada	1	1 300	–	–	1	1 300
	<i>251</i>	<i>203 725</i>	<i>200</i>	<i>99 566</i>	<i>51</i>	<i>104 159</i>
Sécurité publique et Protection civile						
Sécurité publique et Protection civile.....	22	15 295	3	3 314	19	11 981
Agence des services frontaliers du Canada	602	1 084 018	34	97 567	568	986 451
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	1	300	–	–	1	300
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	1	250	–	–	1	250
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	3	1 300	–	–	3	1 300
Commission des libérations conditionnelles du Canada	7	4 337	2	2 837	5	1 500
Gendarmerie royale du Canada.....	2 107	14 316 859	1 046	10 746 925	1 061	3 569 934
Service canadien du renseignement de sécurité.....	74	7 715 268	1	6 501 913	73	1 213 355
Service correctionnel du Canada	230	334 337	11	13 126	219	321 211
	<i>3 047</i>	<i>23 471 964</i>	<i>1 097</i>	<i>17 365 682</i>	<i>1 950</i>	<i>6 106 282</i>
Services publics et Approvisionnement						
Travaux publics et Services gouvernementaux	110	100 493	80	53 428	30	47 065
Services partagés Canada.....	33	33 802	–	–	33	33 802
	<i>143</i>	<i>134 295</i>	<i>80</i>	<i>53 428</i>	<i>63</i>	<i>80 867</i>
Transports						
Transports	818	276 332	2	11 000	816	265 332
Total	20 958	100 489 095	7 288	29 266 846	13 670	71 222 249

Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel exigé en vertu de la *Directive sur les pertes de fonds et de biens* du Conseil du Trésor.

Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2015-2016

(en dollars)

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'ARC du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement)					
Autres pertes administrées	3	527 068	–	1	1
Impôt sur le revenu.....	84	46 130 732	–	1	1
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	30	48 960 178	–	1	1
	117	95 617 978	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu.....	39	4 594 597	1 201 361	509 662	2 883 574
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	16	1 251 325	308 753	491 246	451 326
	55	5 845 922	1 510 114	1 000 908	3 334 900
	172	101 463 900	1 510 114	1 000 908	3 334 900
Environnement et Changement climatique					
Agence Parcs Canada					
Perte de revenus due à un numéro de carte de crédit erroné	5	447	–	447	–
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>					
Autres infractions	2	14 299	–	8 199	6 100
Fausse déclaration – Valeur.....	1	1 887	–	1 887	–
Non déclaration/Contrebande	15	45 750	–	45 750	–
	18	61 936	–	55 836	6 100
Services publics et Approvisionnement					
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Perte de revenus dans le cadre du programme GCSurplus					
Fraude par carte de crédit.....	30	42 850	–	42 850	–
Total	225	101 569 133	1 510 114	1 100 041	3 341 000

¹ Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2015-2016

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2015-2016	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires autochtones et du Nord					
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Demande de contribution falsifiée (1 cas)		153 250	–	–	153 250
Perte de recette (2 cas)	1	359	–	359	–
Affaires mondiales					
Affaires étrangères, Commerce et Développement					
Demande de subventions et de contributions falsifiée (1 cas)		27 000	–	27 000	–
Facture gonflée par des fournisseurs et employés (1 cas)		1 728 000	–	1 728 000	–
Fausse monnaie dans le dépôt bancaire (2 cas)	1	97	–	97	–
Perte d'argent due à une erreur administrative (2 cas)	1	333	–	333	–
Perte de revenus consulaires (1 cas)	1	365	–	365	–
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de carte de voyage et d'achat (1 cas)		13 872	–	–	13 872
Vol de fonds de petite caisse (1 cas)		229	229	–	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Agriculture et Agroalimentaire					
Utilisation frauduleuse de coupon de taxi (1 cas)		8 597	8 597	–	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat					
Demande de prestation falsifiée (4 cas)	20	320 150	–	–	320 150
Défense nationale					
Défense nationale					
Avance à justifier en double (1 cas)		3 810	–	–	3 810
Différence dans le compte du capital d'exploitation (2 cas)		1 990	–	–	1 990
Emploi frauduleux d'une carte d'achat désignée (1 cas)	1	10 301	1 000	–	9 301
Erreur de dépôt direct (3 cas)		781	–	500	281
Perte d'avance à justifier (2 cas)		2 515	47	2 468	–
Environnement et Changement climatique					
Environnement					
Emploi non autorisé d'une carte de voyage désignée (4 cas)	1	8 617	100	–	8 517
Agence Parcs Canada					
Carte de voyage non payée (1 cas)	1	433	–	433	–
Déficit net de caisse (déficit brut 115 521 \$; surplus brut 102 534 \$)	1	12 987	–	12 987	–
Perte de fonds de caisse (1 cas)	1	50	–	50	–
Utilisation frauduleuse d'une carte d'acquisition (1 cas)	1	1 632	1 632	–	–
Vol d'argent d'une voûte (90 cas)	1	1 000	–	1 000	–
Vol de fonds de caisse (2 cas)	1	658	–	658	–
Vol de petite caisse (1 cas)	1	100	–	100	–
Famille, Enfants et Développement social					
Emploi et Développement social					
Déficit de caisse (7 cas)	1	130	–	130	–
Perte de dépôt (5 cas)	1	1 290	–	1 290	–
Perte due à une erreur administrative (6 cas)	1	1 505	–	1 505	–
Réclamation frauduleuse de prêts canadiens aux étudiants (25 cas)	(S)	267 856	34 104	14 412	219 340

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2015-2016	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Réclamation frauduleuse de prestations d'assurance-emploi (86 146 cas).....	(S)	117 596 841	34 074 862	22 720	83 499 259
Réclamation frauduleuse de la sécurité de la vieillesse (15 cas).....	(S)	795 157	145 350	–	649 807
Réclamation frauduleuse du régime de pensions du Canada (40 cas).....	(S)	491 332	61 359	149 858	280 115
Réclamation frauduleuse ou non justifiée de subventions et de contributions (2 cas).....	5	2 756 135	–	106 127	2 650 008
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Citoyenneté et Immigration					
Emploi non autorisé de billet de taxi (1 cas).....	1	45	–	45	–
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Encaissement frauduleux de chèque par le fournisseur (1 cas).....		7 514	–	7 514	–
Innovation, Sciences et Développement économique					
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Vol de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	500	–	500	–
Agence spatiale canadienne					
Emploi frauduleux d'une carte d'achat (1 cas).....		2 058	2 058	–	–
Emploi frauduleux d'une carte de voyage (4 cas).....		4 170	4 170	–	–
Justice					
Justice					
Perte de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	197	–	197	–
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Perte de dépôt (1 cas).....	1	3 610	–	510	3 100
Parlement					
Sénat					
Perte suite à une revue des réclamations de frais de subsistance dans la région de la capitale nationale et/ou des dépenses de voyages et/ou dépenses de bureau (15 cas).....		694 161	29 424	–	664 737
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Pêches et Océans					
Emploi frauduleux de carte d'achat dû à un vol d'identité (10 cas).....	1	31 904	31 882	22	–
Emploi non autorisé de carte d'acquisition (5 cas).....	1	4 646	172	4 474	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (12 cas).....	1	23 688	8 258	–	15 430
Ressources naturelles					
Ressources naturelles					
Vol de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	525	–	525	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Demande de congé de maladie et autre congé falsifiée (3 cas).....	1	1 588	973	–	615
Demande de congé de maladie et autre congé falsifiée et emploi non autorisé d'avance de voyage (1 cas).....	1	2 257	1 373	–	884
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	1	4 430	4 430	–	–
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (3 cas).....	1	10 610	1 243	–	9 367

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2015-2016 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2015-2016	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Santé					
Santé					
Trop payé - fournisseur de services de santé non assuré (1 cas).....	1	360 255	–	–	360 255
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement (1 cas).....	1	11 963	–	–	11 963
Vol de fonds de petite caisse (3 cas).....	1	1 019	–	1 019	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Emploi non autorisé de bon de taxi (3 cas).....	1	63	53	–	10
Emploi non autorisé de carte d'achat (4 cas).....	1	397	397	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	1	295	295	–	–
Perte de recette (2 cas).....	1	60	–	60	–
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada					
Emploi non autorisé de carte d'achat (1 cas).....	1	614	–	–	614
Perte de fonds de caisse (1 cas).....	1	700	–	700	–
Perte de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	80	–	80	–
Vol de dépôt de garantie (1 cas).....	1	150	–	150	–
Gendarmerie royale du Canada					
Perte de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	60	–	60	–
Perte de rentrée de fonds (1 cas).....	1	390	–	390	–
Service correctionnel du Canada					
Perte de petite caisse (4 cas).....	1	750	–	400	350
Services publics et Approvisionnement					
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Emploi frauduleux de connexion de réseau sans fil (1 cas).....		260	–	260	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (4 cas).....	1	8 697	3 045	–	5 652
Emploi non autorisé de téléphone cellulaire (1 cas).....	1	4 944	4 944	–	–
Erreur administrative sur dépôt direct (1 cas).....	1	9 053	–	–	9 053
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique.....		169 594	3 347	121 882	44 365
Receveur général — Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance - emploi et les chèques de la Banque du Canada					
Endossement frauduleux (2 156 cas).....		1 742 850	1 741 911	939	–
Endossement irrégulier (72 cas).....		93 720	93 720	–	–
Paiement électronique mal dirigé (11 723 cas).....		8 332 870	6 474 678	1 137 125	721 067
Non endossé (896 cas).....		783 217	783 217	–	–
Autres (1 432 cas).....		3 899 382	3 856 386	42 996	–
Transports					
Transports					
Contravention (6 cas).....	1	221	–	221	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (7 cas).....	1	16 504	1 644	–	14 860
Emploi non autorisé d'un billet de taxi (1 cas).....	1	24	–	24	–
Total		140 437 407	47 374 900	3 390 485	89 672 022

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2015-2016

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la Perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires autochtones et du Nord				
Affaires indiennes et du Nord canadien				
Vandalisme à un meuble (1 cas).....	145	–	145	–
Vol de BlackBerry (5 cas).....	1 000	–	1 000	–
Vol de télévision (1 cas).....	2 933	–	2 933	–
Vol d'équipement de sécurité (1 cas).....	300	–	300	–
Affaires mondiales				
Affaires étrangères, Commerce et Développement				
Vol de montre reçue en cadeau à l'État (1 cas).....	2 000	–	2 000	–
Agriculture et Agroalimentaire				
Agriculture et Agroalimentaire				
Vandalisme à un édifice de l'État (1 cas).....	15 000	–	15 000	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas).....	226	–	226	–
Vandalisme à une propriété de l'État (1 cas).....	24 950	–	–	24 950
Vol de BlackBerry (3 cas).....	600	–	600	–
Vol de matériel et de fourniture (2 cas).....	3 399	–	3 399	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	200	–
Vol de véhicule de l'État (1 cas).....	6 206	–	6 206	–
Vol d'ordinateur (1 cas).....	1 500	–	1 500	–
Commission canadienne des grains				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Conseil du Trésor				
Secrétariat				
Vol de projecteur (1 cas).....	1 000	–	1 000	–
Vol de tablette (3 cas).....	2 400	–	2 400	–
École de la fonction publique du Canada				
Vol de poteau d'aluminium (1 cas).....	7 750	–	7 750	–
Conseil privé				
Bureau du Conseil privé				
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	695	–	–	695
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	392	–	392	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
Vol d'ordinateur portatif (2 cas).....	4 000	–	4 000	–
Défense nationale				
Défense nationale				
Vol d'armes et accessoires (2 cas).....	14	–	14	–
Vol de tenue de combat (345 cas).....	27 858	745	27 113	–
Vol d'équipement de télécommunication (2 cas).....	1 086	–	1 086	–
Vol d'équipement de transport (2 cas).....	9 300	–	9 300	–
Vol d'équipement non spécifique au militaire (76 cas).....	4 916	10	4 906	–
Vol d'équipement spécifique au militaire (85 cas).....	17 532	1 471	16 061	–
Vol d'ordinateur (1 cas).....	1 800	–	1 800	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	843	150	693	–
Vol d'outil (13 cas).....	2 945	53	2 892	–

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la Perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Environnement et Changement climatique				
Environnement				
Vandalisme à un immeuble (2 cas).....	1 250	–	1 250	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (6 cas).....	4 485	–	4 485	–
Vol d'attache remorque (1 cas).....	300	–	300	–
Vol de bateau (1 cas).....	4 300	–	4 300	–
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Vol de remorque (1 cas).....	500	–	500	–
Vol d'équipement de terrain (5 cas).....	38 912	–	38 912	–
Vol d'ordinateur portable (10 cas).....	9 790	–	9 790	–
Agence Parcs Canada				
Vandalisme à de l'équipement (2 cas).....	430	–	430	–
Vandalisme à un bien immobilier (27 cas).....	15 300	1 280	14 020	–
Vandalisme à un édifice (13 cas).....	6 641	541	6 100	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (3 cas).....	1 300	–	1 300	–
Vol de chargement de gravier (1 cas).....	1 000	–	1 000	–
Vol de cuivre (1 cas).....	4 000	–	4 000	–
Vol de matériel et de fourniture (4 cas).....	576	–	576	–
Vol de permis d'entrée journalier (1 cas).....	78	–	78	–
Vol de plaque de bronze (2 cas).....	8 000	–	8 000	–
Vol de véhicule (2 cas).....	75 800	60 700	15 100	–
Vol d'équipement (20 cas).....	35 264	–	35 264	–
Vol d'équipement de télécommunication (1 cas).....	200	–	200	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 801	–	1 801	–
Vol d'outils (2 cas).....	402	–	402	–
Vol et vandalisme d'équipement (1 cas).....	10 275	–	10 275	–
Famille, Enfants et Développement social				
Emploi et Développement social				
Vandalisme à un édifice et autre bien immobilier (2 cas).....	1 271	–	1 271	–
Vandalisme à un mobilier de bureau (1 cas).....	500	–	500	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas).....	985	–	985	–
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Vol de matériel et de fourniture (13 cas).....	430	–	430	–
Vol d'ordinateur portable (13 cas).....	4 270	–	4 270	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté				
Citoyenneté et Immigration				
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Vol d'équipement informatique et accessoires (1 cas).....	150	–	150	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	1 719	–	1 719	–
Innovation, Sciences et Développement économique				
Industrie				
Vandalisme à un terrain (1 cas).....	1 115	–	1 115	–
Vandalisme à une clôture de périmètre (1 cas).....	200	–	200	–
Vandalisme à une remorque (1 cas).....	167	–	167	–
Vol de BlackBerry (3 cas).....	600	–	600	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	175	–	175	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la Perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Vol d'équipement électronique (1 cas)	300	–	300	–
Conseil national de recherches du Canada				
Vol d'équipement technique (1 cas)	30 629	–	–	30 629
Vol d'ordinateur portable (1 cas)	1 800	–	–	1 800
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Vol de tablette (3 cas)	4 093	–	4 093	–
Vol de téléphone cellulaire (2 cas)	400	–	400	–
Statistique Canada				
Vol d'ordinateur portable (1 cas)	1 165	–	1 165	–
Parlement				
Chambre des communes				
Vol de logiciel (2 cas)	512	–	512	–
Vol de récepteur GPS (1 cas)	367	–	367	–
Vol de système de microphone (1 cas)	599	–	599	–
Vol de tablette (1 cas)	851	–	851	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas)	2 557	–	2 557	–
Patrimoine Canadien				
Patrimoine Canadien				
Vol d'ordinateur portable (1 cas)	1 100	–	1 100	–
Office national du film				
Vol de tablette (2 cas)	1 800	–	1 800	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Vol d'écouteurs (2 cas)	200	–	200	–
Vol d'ordinateur portable (3 cas)	6 500	–	6 500	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne				
Pêches et Océans				
Vandalisme à de la machinerie et de l'équipement (2 cas)	31 045	–	31 045	–
Vandalisme à un édifice (5 cas)	6 375	–	6 375	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas)	1 000	–	1 000	–
Vandalisme de matériel et de fourniture (1 cas)	150	–	150	–
Vol de machinerie et d'équipement (2 cas)	1 700	1 200	500	–
Vol de matériel et de fourniture (6 cas)	11 040	–	11 040	–
Vol d'équipement de transport (4 cas)	7 440	6 000	1 440	–
Vol d'équipement électronique (2 cas)	1 750	–	1 750	–
Vol d'équipement informatique (3 cas)	2 670	–	2 670	–
Vol d'équipement de télécommunication (3 cas)	600	–	600	–
Vol d'un véhicule de l'État (1 cas)	14 200	–	–	14 200
Ressources naturelles				
Ressources naturelles				
Vol d'équipement (1 cas)	800	–	800	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas)	1 430	–	1 430	–
Revenu national				
Agence du revenu du Canada				
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas)	242	–	242	–
Vol de pièce informatique (1 cas)	250	–	250	–

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la Perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Santé				
Santé				
Vol de BlackBerry (3 cas)	600	–	600	–
Vol de chargeur de téléphone cellulaire (2 cas)	20	–	20	–
Vol de fourniture de bureau (2 cas)	213	–	213	–
Vol d'ordinateur portatif (14 cas).....	15 400	4 400	11 000	–
Vol d'un appareil photo (1 cas).....	973	–	973	–
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Vandalisme à un véhicule de l'État (27 cas).....	18 946	–	18 946	–
Vol de vêtement de protection (1 cas).....	400	–	400	–
Agence de la santé publique du Canada				
Vol de BlackBerry (1 cas)	200	200	–	–
Vol de cloison (2 cas)	300	–	300	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	1 100	–	1 100	–
Sécurité publique et Protection civile				
Sécurité publique et Protection civile				
Vol de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Vol de iPad (1 cas).....	890	–	890	–
Agence des services frontaliers du Canada				
Vol d'article d'uniforme (14 cas)	3 283	–	3 283	–
Vol de carte d'autorité (7 cas).....	28	–	28	–
Vol de clé (2 cas)	120	–	120	–
Vol de téléphone cellulaire (7 cas)	1 300	–	1 300	–
Vol d'uniforme (2 cas)	18	–	18	–
Gendarmerie royale du Canada				
Dompage à un édifice de l'État (2 cas)	85 413	–	795	84 618
Dompage à un véhicule de l'État (18 cas)	92 111	4 822	6 668	80 621
Vandalisme à un cellulaire (1 cas).....	200	–	–	200
Vol de cellulaire (3 cas)	600	–	600	–
Vol d'équipement de l'État (6 cas).....	2 290	–	2 290	–
Vol d'équipement informatique (8 cas)	4 228	–	4 228	–
Service correctionnel du Canada				
Dompage à la suite d'un incendie intentionnel (11 cas).....	393 095	–	391 794	1 301
Dompage à la suite d'une perturbation de détenu (92 cas).....	58 061	1 968	49 892	6 201
Dompage à la vitrine (9 cas).....	4 300	148	3 687	465
Vandalisme à un bien et à l'équipement (418 cas).....	48 994	1 217	45 249	2 528
Vandalisme à un véhicule motorisé (3 cas).....	3 624	–	3 624	–
Vol de matériel (25 cas).....	11 652	–	11 652	–
Services publics et Approvisionnement				
Travaux publics et Services gouvernementaux				
Vandalisme à un immeuble (7 cas).....	10 447	–	10 447	–
Vol de BlackBerry (4 cas)	800	–	800	–
Vol de plaque en laiton (2 cas)	2 030	–	2 030	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Vol d'équipement informatique (3 cas)	345	–	345	–
Vol d'ordinateur portatif (4 cas).....	3 846	–	3 846	–
Services partagés Canada				
Vol d'équipement informatique (1 cas)	100	–	100	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	700	–	700	–

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2015-2016 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la Perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Transports				
Transports				
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas)	329	–	329	–
Vol de bateau et de remorque (1 cas)	2 000	–	2 000	–
Vol de BlackBerry (5 cas)	1 000	–	1 000	–
Vol de tablette (1 cas)	500	–	500	–
Vol de téléphone cellulaire (2 cas)	400	–	400	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	600	–	600	–
Total	1 280 197	84 905	947 084	248 208

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires autochtones et du Nord				
Affaires indiennes et du Nord canadien				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (1 cas)	3 689	–	3 689	–
Perte de BlackBerry (11 cas)	2 200	–	2 200	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	1 200	–	1 200	–
Affaires mondiales				
Affaires étrangères, Commerce et Développement				
Incendie au Haut-commissariat du Canada en Malaisie (1 cas).....	123 000	–	123 000	–
Perte d'écouteurs (1 cas)	50	–	50	–
Perte d'ordinateur portable (3 cas)	4 500	–	4 500	–
Perte d'une tablette électronique (1 cas)	350	–	350	–
Agriculture et Agroalimentaire				
Agriculture et Agroalimentaire				
Dommage à de l'équipement scientifique (1 cas)	2 200	–	2 200	–
Dommage à un édifice de l'État (2 cas)	535	–	535	–
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (21 cas)	45 168	–	42 847	2 321
Perte de BlackBerry (14 cas)	2 800	–	2 800	–
Commission canadienne des grains				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	1 725	–	–	1 725
Anciens Combattants				
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
Perte d'enregistreur de voix (1 cas).....	400	–	400	–
Conseil du Trésor				
Secrétariat				
Perte de BlackBerry (20 cas)	4 000	600	3 400	–
Perte d'ordinateur portable (11 cas)	9 220	–	9 220	–
Conseil privé				
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Dommage à un BlackBerry (2 cas)	400	–	400	–
Bureau du directeur général des élections				
Perte de BlackBerry (7 cas)	2 199	–	2 199	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	85	–	85	–
Perte d'un iPad (1 cas).....	350	–	350	–
Commissariat aux langues officielles				
Dommage à un écran tactile (1 cas).....	1 596	–	1 596	–
Défense nationale				
Défense nationale				
Dommage à de l'équipement non spécifique aux militaires (9 cas)	2 990	–	2 990	–
Dommage à de l'équipement spécifique aux militaires (38 cas)	9 842	100	9 742	–
Dommage à de l'équipement technique (1 cas)	28	–	28	–
Dommage à des outils (1 cas).....	58	–	58	–
Dommage à un véhicule de l'État (8 cas)	6 200	–	6 200	–
Dommage à une tenue de combat (63 cas).....	6 111	82	6 029	–
Dommage aux unités de logement résidentiel (72 cas)	78 960	15 661	21 927	41 372
Dommages à un édifice causé par l'eau (1 cas)	63 000	–	63 000	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Dommmages à un édifice causé par un incendie (34 cas).....	99 093	–	99 093	–
Perte d'armes et accessoires (1 285 cas).....	36 584	4 158	32 426	–
Perte de machinerie (9 cas).....	15 549	–	15 549	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	200	–
Perte de tenues de combat (6 054 cas).....	504 434	19 422	485 012	–
Perte d'équipement de technologie de construction (4 cas).....	7 821	–	7 821	–
Perte d'équipement de télécommunication (114 cas).....	169 740	2 051	167 689	–
Perte d'équipement de transport (47 cas).....	134 942	–	134 942	–
Perte d'équipement électrique (227 cas).....	239 622	686	238 936	–
Perte d'équipement non spécifique aux militaires (2 863 cas).....	327 448	4 581	322 867	–
Perte d'équipement spécifique aux militaires (4 573 cas).....	966 949	85 321	881 628	–
Perte d'équipement technique (285 cas).....	203 268	1 502	201 766	–
Perte d'ordinateur (132 cas).....	263 989	1 166	262 823	–
Perte d'ordinateur portable (2 cas).....	3 061	–	3 061	–
Perte d'outils (1 525 cas).....	56 023	3 463	52 560	–
Environnement et Changement climatique				
Environnement				
Dommmage à un immeuble causé par un feu accidentel (1 cas).....	3 500	–	3 500	–
Perte d'analyseur de vapeur (1 cas).....	20 000	–	20 000	–
Perte d'appareil photographique digital (1 cas).....	200	–	200	–
Perte de BlackBerry (8 cas).....	1 600	–	1 600	–
Perte de lecteur DVD (1 cas).....	50	–	50	–
Perte de moniteur d'ordinateur (2 cas).....	400	–	400	–
Perte de radio portative (1 cas).....	100	–	100	–
Perte de sonde (1 cas).....	20 000	–	20 000	–
Perte d'équipement de terrain (60 cas).....	15 000	–	15 000	–
Perte d'équipement scientifique (200 cas).....	50 000	–	50 000	–
Perte d'ordinateur (1 cas).....	500	–	500	–
Perte d'ordinateur portable (7 cas).....	5 000	–	5 000	–
Perte d'un GPS (1 cas).....	100	–	100	–
Agence Parcs Canada				
Dommmage à de l'équipement (4 cas).....	28 038	–	28 038	–
Dommmage à de l'équipement de télécommunication (7 cas).....	1 400	–	1 400	–
Dommmage à de l'équipement informatique (2 cas).....	200	–	200	–
Dommmage à de l'équipement lourd (2 cas).....	127 000	–	124 000	3 000
Dommmage à des meubles (2 cas).....	1 810	–	1 810	–
Dommmage à un bateau (3 cas).....	10 190	–	10 190	–
Dommmage à un bien immobilier (11 cas).....	45 298	13 260	8 419	23 619
Dommmage à un édifice (2 cas).....	11 868	–	11 868	–
Dommmage à un terrain de camping suite à une inondation (1 cas).....	2 271 500	–	2 271 500	–
Dommmage à un véhicule de l'État (61 cas).....	130 235	3 938	125 797	500
Perte d'équipement (1 cas).....	818	–	818	–
Perte d'équipement de télécommunication (8 cas).....	3 320	–	3 320	–
Perte d'équipement informatique (1 cas).....	250	–	250	–
Famille, Enfants et Développement social				
Emploi et Développement social				
Dommmage à de l'équipement informatique (1 cas).....	50	–	50	–
Dommmage à un véhicule de l'État (2 cas).....	6 079	–	6 079	–
Perte de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Perte de clé USB (12 cas).....	854	–	854	–
Perte de matériel et de fournitures (679 cas).....	12 071	–	12 071	–
Perte d'équipement informatique (58 cas).....	6 972	–	6 972	–
Perte d'ordinateur portable (44 cas).....	2 200	–	2 200	–

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Finances				
Finances				
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Bureau du surintendant des institutions financières				
Dommage à un ordinateur portable (8 cas)	9 717	–	9 717	–
Perte de BlackBerry (6 cas)	810	–	810	–
Bureau du vérificateur général				
Perte de BlackBerry (1 cas)	100	–	100	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté				
Citoyenneté et Immigration				
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Perte d'enveloppes prépayées (1 cas)	7 652	–	7 652	–
Perte d'ordinateur portable (20 cas)	24 000	–	24 000	–
Perte de tablette (1 cas)	1 200	–	1 200	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Perte de clé USB (3 cas)	120	–	120	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Infrastructure et Collectivités				
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Perte de BlackBerry (4 cas)	800	–	800	–
Innovation, Sciences et Développement économique				
Industrie				
Dommage à un véhicule de l'État (6 cas)	67 106	–	67 106	–
Perte d'antenne (2 cas)	5 391	–	5 391	–
Perte de BlackBerry (17 cas)	3 400	–	3 400	–
Perte de boîte de papier à en-tête (3 cas)	200	–	200	–
Perte d'équipement de laboratoire scientifique (4 cas)	5 629	–	5 629	–
Perte d'imprimante (1 cas)	25	–	25	–
Perte de lecteur DVD (3 cas)	170	–	170	–
Perte de mallette de sécurité (1 cas)	700	–	700	–
Perte de moniteur (3 cas)	2 132	–	2 132	–
Perte de projecteur (5 cas)	8 971	–	8 971	–
Perte de réfrigérateur (1 cas)	322	–	322	–
Perte de serveur (1 cas)	431	–	431	–
Perte de tablette (4 cas)	1 331	–	1 331	–
Perte de téléphone satellite (1 cas)	312	–	312	–
Perte de transmetteur (2 cas)	1 289	–	1 289	–
Perte de transpondeur (1 cas)	50	–	50	–
Perte d'ordinateur (9 cas)	1 509	–	1 509	–
Perte d'ordinateur portable (7 cas)	2 918	–	2 918	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Perte de iPad (1 cas)	258	–	258	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Dommage à un véhicule de l'État (3 cas)	2 426	–	2 426	–
Agence spatiale canadienne				
Dommage à un édifice suite à une fuite d'eau (1 cas)	68 683	–	68 683	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
Perte de BlackBerry (3 cas)	600	–	600	–
Perte d'équipement informatique (4 cas)	190	–	190	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Justice				
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	1 256	–	1 256	–
Perte de BlackBerry (2 cas)	400	–	400	–
Perte de carte d'identité et d'accès (11 cas)	186	20	166	–
Perte de clé (2 cas)	6	–	6	–
Perte d'équipement informatique (5 cas)	810	–	810	–
Commission canadienne des droits de la personne				
Perte de BlackBerry Passport (1 cas)	300	–	300	–
Perte de BlackBerry Q10 (1 cas)	130	–	130	–
Registraire de la Cour suprême du Canada				
Perte de iPad (1 cas)	800	–	800	–
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	1 800	–	1 800	–
Dommage d'équipement et de meuble suite à une inondation (1 cas)	13 234	–	13 234	–
Parlement				
Chambre des communes				
Perte d'appareil photographique (1 cas)	209	–	–	209
Perte de clavier (1 cas)	115	–	–	115
Perte de lecteur de carte (1 cas)	298	–	–	298
Perte de logiciel (8 cas)	3 048	–	–	3 048
Perte de meuble (8 cas)	1 800	–	–	1 800
Perte de meuble et d'équipement dans un incendie (2 cas)	57 483	27 993	29 490	–
Perte de numériseur à balayage (4 cas)	1 744	–	–	1 744
Perte de petit électroménager (1 cas)	200	–	–	200
Perte d'équipement de bureau (1 cas)	109	–	–	109
Perte de récepteur GPS (2 cas)	352	–	–	352
Perte de tablette (2 cas)	655	–	–	655
Perte de téléviseur (3 cas)	471	–	–	471
Perte d'imprimante (2 cas)	1 539	–	–	1 539
Perte d'ordinateur (8 cas)	8 094	–	–	8 094
Patrimoine canadien				
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Dommage dû à la rupture d'une conduite d'eau (11 cas)	3 941	–	3 941	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne				
Pêches et Océans				
Dommage à de la machinerie et de l'équipement (3 cas)	13 185	–	13 185	–
Dommage à de l'équipement de télécommunication (6 cas)	1 200	–	1 200	–
Dommage à du matériel et des fournitures (1 cas)	400	–	400	–
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier (inclus des Ports pour petits bateaux) (7 cas)	1 454 587	–	1 454 587	–
Dommage à un véhicule de l'État (33 cas)	73 558	–	61 472	12 086
Perte de machinerie et d'équipement (13 cas)	271 859	–	271 859	–
Perte de matériel et de fourniture (1 cas)	37 500	–	7 500	30 000
Perte d'équipement de télécommunication (19 cas)	4 250	–	4 250	–
Perte d'équipement électronique (1 cas)	1 979	–	1 979	–
Perte d'équipement informatique (1 cas)	1 350	–	1 350	–

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Ressources naturelles				
Ressources naturelles				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	887	–	887	–
Perte de BlackBerry (1 cas)	200	–	200	–
Office national de l'énergie				
Perte de BlackBerry (12 cas)	4 800	–	4 800	–
Perte d'ordinateur portable (3 cas)	5 274	–	5 274	–
Revenu national				
Agence du revenu du Canada				
Dommage à de l'équipement informatique (1 cas)	300	–	300	–
Dommage à un véhicule de l'État (8 cas)	11 566	1 597	9 969	–
Perte de BlackBerry (26 cas)	5 200	–	5 200	–
Perte d'équipement et de pièce informatique et de télécommunication (117 cas).....	7 849	–	7 849	–
Perte de téléphone cellulaire (13 cas)	2 600	–	2 600	–
Santé				
Santé				
Perte de BlackBerry (10 cas)	2 000	–	2 000	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Destruction de support pour bicyclettes (2 cas).....	1 480	–	1 480	–
Destruction d'ordinateur portable (1 cas).....	700	–	700	–
Dommage à un BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Dommage à un téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	200	–
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (87 cas)	176 901	19 809	106 911	50 181
Dommage à une clôture (1 cas)	500	–	500	–
Dommage à une propriété publique suite à une inondation (1 cas)	5 750	–	5 750	–
Perte de badge d'inspecteur (3 cas).....	120	–	120	–
Perte de BlackBerry (4 cas)	800	–	800	–
Perte de carte de désignation (22 cas).....	96	–	96	–
Perte de clé USB (1 cas)	10	–	10	–
Perte de téléphone cellulaire (4 cas)	800	–	800	–
Agence de la santé publique du Canada				
Perte de BlackBerry (7 cas)	1 400	–	1 400	–
Instituts de recherche en santé du Canada				
Perte d'un enregistreur (1 cas).....	180	–	180	–
Perte d'une clé USB cryptée (1 cas).....	33	–	33	–
Sécurité publique et Protection civile				
Sécurité publique et Protection civile				
Dommage à des meubles de bureau suite à une inondation (1 cas)	41 362	–	41 362	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas)	1 519	–	1 519	–
Agence des services frontaliers du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas)	2 850	–	2 850	–
Perte d'article d'uniforme (54 cas)	6 189	1 055	5 134	–
Perte de carte de contrôle d'accès (186 cas)	4 586	510	4 076	–
Perte d'équipement (54 cas)	15 053	7	15 046	–
Perte d'équipement informatique (58 cas)	6 372	3 045	3 327	–
Perte de téléphone cellulaire (18 cas)	2 889	110	2 779	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Gendarmerie royale du Canada				
Dommage à un édifice de l'État (13 cas)	49 107	1 041	48 066	–
Dommage à un véhicule de l'État (848 cas)	2 158 520	292 623	1 533 267	332 630
Perte d'équipement de l'État (127 cas)	160 157	–	31 933	128 224
Perte de téléphone cellulaire (66 cas)	13 200	–	13 200	–
Service correctionnel du Canada				
Dommage à des biens et de l'équipement (12 cas)	64 815	–	64 815	–
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (55 cas)	94 053	9 510	62 467	22 076
Dommage à la suite d'un incendie accidentel (19 cas)	18 655	–	18 025	630
Dommage à une vitrine (2 cas)	898	–	898	–
Dommage causé par un bris d'une conduite d'eau (5 cas)	7 522	–	7 522	–
Perte d'actifs en inventaire (92 cas)	88 501	–	86 821	1 680
Perte de BlackBerry (15 cas)	3 000	–	3 000	–
Perte de téléphone cellulaire (3 cas)	600	–	600	–
Services publics et Approvisionnement				
Travaux publics et Services gouvernementaux				
Dommage à des écouteurs (1 cas)	147	–	147	–
Dommage à la propriété (2 cas)	9 558	–	9 558	–
Dommage à un BlackBerry (6 cas)	1 200	–	1 200	–
Dommage à un immeuble (2 cas)	11 873	–	11 873	–
Dommage à un véhicule de l'État (5 cas)	11 067	7 324	3 743	–
Perte de BlackBerry (20 cas)	4 000	–	4 000	–
Perte de clé de cabinet (1 cas)	248	–	248	–
Perte d'équipement informatique (3 cas)	415	–	415	–
Perte de téléphone cellulaire (13 cas)	2 600	–	2 600	–
Services partagés Canada				
Perte de BlackBerry (17 cas)	3 400	–	3 400	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas)	200	–	200	–
Transports				
Transports				
Dommage à un véhicule de l'État (20 cas)	50 349	5 300	44 284	765
Dommage à une balayeuse de piste (1 cas)	27 760	–	27 760	–
Dommage à une porte (1 cas)	1 000	–	1 000	–
Perte de BlackBerry (12 cas)	2 400	–	2 400	–
Perte de carte d'identité (15 cas)	965	–	965	–
Perte de jeton Entrust (2 cas)	10	–	10	–
Perte d'équipement de sécurité (1 cas)	800	–	800	–
Total	11 454 758	525 935	10 259 380	669 443

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires autochtones et du Nord								
Affaires indiennes et du Nord canadien								
Emploi non autorisé de cartes de voyage (1 cas).....	2014-2015	5 033	–	5 033	418	628	–	3 987
Réclamations frauduleuses dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec (1 cas).....	2005-2006	60 000	–	60 000	–	–	9 000	51 000
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat (1 cas).....	2010-2011	29 972	–	29 972	11 616	–	–	18 356
Affaires mondiales								
Affaires étrangères, Commerce et Développement								
Réclamation frauduleuse de dépenses de déplacement	2014-2015	663	–	663	–	663	–	–
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires (3 cas).....	2003-2004	42 559	(410)	42 149	–	–	1 149	41 000
Réclamation frauduleuse pour des paiements de réinstallation.....	2013-2014	2 604	1 291	3 895	2 604	–	–	1 291
Utilisation inappropriée de fonds pour achats personnels	2010-2011	11 220	–	11 220	5 924	–	–	5 296
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-1995	176 857	–	176 857	–	–	–	176 857
Vol de fonds de mission (3 cas)	2000-2001	935 794	–	935 794	–	–	–	935 794
Vol de fonds publics par un employé.....	2014-2015	44 585	–	44 585	–	–	–	44 585
Vol de recettes d'une vente de biens.....	2013-2014	2 756	–	2 756	1 060	–	1 696	1
Agriculture et Agroalimentaire								
Commission canadienne des grains								
Emploi frauduleux de carte de voyage (2 cas).....	2014-2015	8 537	–	8 537	5 730	–	–	2 807
Mauvais usage des droits relatifs au réaménagement de l'effectif (1 cas).....	2014-2015	9 670	–	9 670	–	–	–	9 670
Mauvais usage d'une carte de voyage du gouvernement (2 cas).....	2011-2012	12 274	–	12 274	10 317	–	–	1 957
Perte d'équipement (2 cas).....	2014-2015	2 919	–	2 919	–	–	2 859	60
Usage inapproprié d'une carte de voyage d'employés (4 cas).....	2009-2010	13 472	–	13 472	12 588	–	–	884
Utilisation inappropriée d'une carte de voyage désignée (1 cas).....	2012-2013	1 162	–	1 162	–	–	–	1 162
Anciens Combattants								
Anciens Combattants								
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas).....	1995-1996	71 625	(19 185)	52 440	19 289	–	5 947	27 204
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire.....	2003-2004	27 888	–	27 888	–	–	–	27 888
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire.....	2004-2005	30 108	(18 908)	11 200	686	2 405	–	8 109
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire.....	2005-2006	9 846	–	9 846	2 610	–	7 236	1

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire.....	2006-2007	2 328	–	2 328	120	1 398	–	810
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (5 cas).....	2008-2009	378 004	(1)	378 003	44 689	–	221 791	111 523
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (7 cas).....	2010-2011	743 112	–	743 112	141 118	100	586 967	¹ 14 927
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire.....	2011-2012	49 698	–	49 698	–	–	–	49 698
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (2 cas).....	1992-1993	97 219	(5 634)	91 585	28 800	4 800	18 584	39 401
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas).....	1999-2000	107 828	–	107 828	14 274	–	79 289	14 265
Usage personnel de carte d'achat de l'État par un employé.....	2003-2004	13 704	–	13 704	1 352	–	–	12 352
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (3 cas).....	2007-2008	51 893	(10 464)	41 429	12 203	496	–	28 730
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (6 cas).....	2008-2009	83 556	(14 175)	69 381	15 047	–	39 985	14 349
Conseil du Trésor								
Secrétariat								
Demande de prestations falsifiée (5 cas).....	2014-2015	70 725	–	70 725	–	3 429	–	67 296
Demande de prestations falsifiée (Régime de soins de santé et de soins dentaires) (5 cas).....	2013-2014	189 739	–	189 739	20 803	11 578	–	157 358
Conseil privé								
Bureau du Conseil privé								
Vol de coupon de taxi (2 cas).....	2009-2010	5 509	–	5 509	945	–	50	4 514
Défense nationale								
Défense nationale								
Différence dans le compte du capital d'exploitation (BFC Wainwright).....	2013-2014	2 612	48	¹ 2 660	–	–	–	2 660
Différence dans le compte du capital d'exploitation (NCSM Protecteur).....	2013-2014	5 500	–	5 500	–	–	–	5 500
Différence dans le compte du capital d'exploitation (NCSM Regina).....	2013-2014	1 100	(1 100)	¹ –	–	–	–	–
Divergence d'avances à justifier (OP LOBE R6).....	2014-2015	266	–	266	–	–	–	266
Dommage aux unités de logement résidentiels (586 cas).....	2014-2015	95 780	–	95 780	–	56 982	24 708	14 090
Écart dans une avance permanente - BFC Halifax.....	2002-2003	3 000	–	3 000	–	–	3 000	¹ –
Paiements frauduleux déposés dans un compte bancaire personnel - Ottawa.....	2007-2008	33 948	1 341	¹ 35 289	17 626	8 905	–	8 758
Perte d'avance à justifier (3 cas).....	2013-2014	1 933	–	1 933	1 245	388	300	–
Perte d'avance à justifier - BFC Edmonton (16 cas).....	2010-2011	10 528	–	10 528	5 709	900	3 919	¹ –

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte d'avance à justifier -								
Borden (2 cas).....	2011-2012	344	–	344	17	–	–	327
Perte d'avance à justifier -								
Libye (1 cas).....	2011-2012	13 039	(12 849)	190	–	–	–	190
Perte d'avance à justifier -								
Ottawa (1 cas).....	2012-2013	12 966	–	12 966	–	–	–	12 966
Perte d'avances permanentes Kandahar -								
vol suspecté.....	2008-2009	20 538	(1 879)	18 659	9 632	–	–	9 027
Perte d'avance permanente - 8 Wing								
Trenton - vol.....	2009-2010	3 870	2 688	6 558	2 688	–	–	3 870
Perte d'avance permanente - FOI								
Afghanistan (5 cas).....	2009-2010	19 803	591	20 394	9 258	–	162 ¹	10 974
Perte d'avance permanente -								
USFC(E) (1 cas).....	2012-2013	6 735	–	6 735	–	–	6 735 ¹	–
Réclamations frauduleuses,								
encaissement de chèques et reçu de								
paye - USFC Ottawa.....	1999-2000	28 305	69 952 ¹	98 257	24 391	2 250	– ¹	71 616
Réclamations frauduleuses - BFC								
Halifax (1 cas).....	2010-2011	68 374	872	69 246	–	–	–	69 246
Réclamations frauduleuses pour frais de								
scolarité - USFC Bruxelles.....	2002-2003	92 000	–	92 000	27 000	–	–	65 000
Trop-payé d'avantages en matière								
d'emploi (BFC Esquimalt).....	2013-2014	20 278	–	20 278	7 859	10 078	–	2 341
Vol d'avances à justifier								
(BFC Comox).....	2014-2015	363	(363) ¹	–	–	–	–	–
Vol de revenus (Shearwater).....	2014-2015	6 401	–	6 401	–	6 401	–	–
Vol d'équipement informatique et de								
périphérique d'ordinateur (1 cas).....	2014-2015	281 094	–	281 094	–	–	–	281 094
Environnement et Changement								
climatique								
Environnement								
Dommages à une résidence de l'État								
de Yellowknife par un ancien								
employé.....	2010-2011	13 986	–	13 986	7 802	2 659	–	3 525
Emploi frauduleux de carte de voyage								
(1 cas).....	2014-2015	7 307	–	7 307	2 887	–	–	4 420
Emploi non autorisé de carte d'achat								
(1 cas).....	2014-2015	5 319	–	5 319	5 153	–	–	166
Emploi non autorisé d'une carte de								
voyage désignée (7 cas).....	2012-2013	15 855	–	15 855	9 161	–	2 711	3 983
Perte de la petite caisse (5 cas).....	2013-2014	7 894	–	7 894	–	–	–	7 894
Agence Parcs Canada								
Dommage à de l'équipement (2 cas).....	2012-2013	102 599	–	102 599	–	–	102 599 ¹	–
Dommage à de l'équipement (5 cas).....	2013-2014	44 951	–	44 951	10 599	–	34 352 ¹	–
Dommage à d'autres biens								
immobiliers (15 cas).....	2013-2014	140 127	426 ¹	140 553	32 078	40 426	68 049 ¹	–
Dommage à un véhicule de l'État								
(51 cas).....	2013-2014	217 650	–	217 650	42 356	1 251	174 043 ¹	–
Dommage à un véhicule de l'État								
(23 cas).....	2014-2015	84 631	–	84 631	1 095	8 526	75 010 ¹	–
Frais de voyage frauduleux (1 cas).....	2014-2015	5 000	–	5 000	–	–	5 000 ¹	–
Vandalisme sur bâtiment (10 cas).....	2010-2011	46 450	–	46 450	20 000	9 167	8 846 ¹	8 437
Vandalisme au meuble								
et aménagement (2 cas).....	2014-2015	1 300	–	1 300	–	–	1 300 ¹	–
Vandalisme à un bien immobilier								
(12 cas).....	2014-2015	18 229	–	18 229	–	280	17 949	–

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Famille, Enfants et Développement social								
Emploi et Développement social								
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (19 cas)								
	2009-2010	137 572	13 795	151 367	9 717	1 317	42 662	¹ 97 671
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (2 cas)								
	2010-2011	6 720	–	6 720	401	–	450	5 869
Paiement de déplacement faussé (1 cas)								
	2014-2015	5 025	–	5 025	–	–	–	5 025
Perte de deniers publics :								
Fraude par un employé (2 cas).....								
	2006-2007	11 767	(769)	10 998	1 450	–	–	9 548
Opération frauduleuse par un employé (Sécurité de la vieillesse) (3 cas).....								
	2008-2009	115 669	(49 798)	65 871	18 393	–	673	46 805
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (2 cas).....								
	2012-2013	11 003	2 437	13 440	–	–	–	13 440
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (75 cas).....								
	2013-2014	696 810	(3 833)	692 977	239 704	¹ 31 089	43 864	378 320
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (30 cas).....								
	2014-2015	266 102	–	266 102	23 903	21 258	–	220 941
Réclamations frauduleuses pour prestations :								
Allocations familiales								
	1988-1989	144 968	(21 875)	123 093	60 664	–	61 849	580
Allocations familiales								
	1991-1992	79 520	(5 817)	73 703	25 689	–	42 967	5 047
Allocations familiales								
	1993-1994	113 772	42 974	156 746	44 191	–	111 252	1 303
Prestations d'assurance-emploi								
	2008-2009	116 135 633	(7 425 239)	108 710 394	83 848 105	¹ 665 925	24 196 364	–
Prestations d'assurance-emploi (112 561 cas).....								
	2009-2010	119 124 773	(14 482 172)	104 642 601	78 846 758	¹ 2 705 472	6 041 911	¹ 17 048 460
Prestations d'assurance-emploi (115 812 cas).....								
	2010-2011	136 713 797	(10 443 387)	126 270 410	87 656 330	¹ 5 782 806	2 814 306	¹ 30 016 968
Prestations d'assurance-emploi (104 909 cas).....								
	2011-2012	128 656 145	(7 309 633)	121 346 512	76 707 011	¹ 7 414 863	2 364 366	¹ 34 860 272
Prestations d'assurance-emploi (112 693 cas).....								
	2012-2013	158 787 153	(10 727 028)	148 060 125	80 123 126	¹ 12 369 615	2 422 739	¹ 53 144 645
Prestations d'assurance-emploi (87 613 cas).....								
	2013-2014	127 571 441	(7 073 283)	120 498 158	51 523 534	¹ 16 098 893	1 097 865	¹ 51 777 866
Prestations d'assurance-emploi (80 696 cas).....								
	2014-2015	106 864 887	(7 213 746)	99 651 141	24 185 751	¹ 23 199 933	420 161	¹ 51 845 296
Régime de pensions du Canada								
	1986-1987	3 034	6 807	9 841	3 034	–	–	6 807
Régime de pensions du Canada								
	1989-1990	204 857	(183 862)	20 995	11 946	–	–	9 049
Régime de pensions du Canada								
	1990-1991	1 237 299	(1 025 534)	211 765	181 024	2 395	6 070	22 276
Régime de pensions du Canada								
	1991-1992	400 740	99 929	500 669	406 881	5 529	25 764	62 495
Régime de pensions du Canada								
	1992-1993	305 029	86 403	391 432	319 654	4 618	17 741	49 419
Régime de pensions du Canada								
	1993-1994	244 571	(39 300)	205 271	167 328	10 260	8 562	19 121
Régime de pensions du Canada								
	1994-1995	554 947	(182 831)	372 116	311 944	1 007	10 479	48 686
Régime de pensions du Canada								
	1995-1996	724 248	443 520	1 167 768	893 278	27 832	23 598	¹ 223 060
Régime de pensions du Canada								
	1996-1997	287 024	503 087	790 111	548 654	1 279	120 338	¹ 119 840
Régime de pensions du Canada								
	1997-1998	1 862 075	(1 005 627)	856 448	585 457	9 641	42 716	218 634
Régime de pensions du Canada								
	1998-1999	922 012	345 788	1 267 800	720 202	16 349	202 996	¹ 328 253
Régime de pensions du Canada								
	1999-2000	1 166 820	343 444	1 510 264	934 403	20 244	38 181	517 436
Régime de pensions du Canada								
	2000-2001	1 426 831	(353 761)	1 073 070	599 894	27 892	98 214	347 070
Régime de pensions du Canada								
	2001-2002	1 675 005	(714 864)	960 141	677 095	14 547	137 911	¹ 130 588
Régime de pensions du Canada								
	2002-2003	540 077	106 811	646 888	448 661	9 212	60 990	128 025
Régime de pensions du Canada								
	2003-2004	331 076	605 698	936 774	435 175	10 942	63 870	¹ 426 787
Régime de pensions du Canada								
	2004-2005	709 351	(89 341)	620 010	322 878	6 712	18 812	271 608

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Régime de pensions du Canada	2005-2006	392 020	108 410	¹ 500 430	299 570	2 860	11 198	186 802
Régime de pensions du Canada	2006-2007	27 486	1 167 244	¹ 1 194 730	493 483	19 145	127 339	554 763
Régime de pensions du Canada	2007-2008	852 364	233 011	¹ 1 085 375	470 488	5 570	68 257	541 060
Régime de pensions du Canada	2008-2009	724 860	(382 226)	¹ 342 634	197 576	1 032	3 953	140 073
Régime de pensions du Canada (292 cas)	2009-2010	606 033	475 509	¹ 1 081 542	543 493	8 573	22 976	506 500
Régime de pensions du Canada (336 cas)	2010-2011	983 060	(494 643)	488 417	179 107	22 162	–	287 148
Régime de pensions du Canada (36 cas)	2011-2012	319 457	(40 629)	278 828	102 295	5 877	24 066	146 590
Régime de pensions du Canada (35 cas)	2013-2014	963 674	12 514	¹ 976 188	32 630	24 398	8 881	910 279
Régime de pensions du Canada (61 cas)	2014-2015	710 001	(33)	¹ 709 968	173 894	77 890	27 597	¹ 430 587
Sécurité de la vieillesse	1985-1986	168 923	430 684	599 607	205 671	4 200	184 955	204 781
Sécurité de la vieillesse	1986-1987	173 459	68 877	242 336	97 864	–	143 876	596
Sécurité de la vieillesse	1987-1988	348 198	(103 471)	244 727	146 435	2 946	82 923	12 423
Sécurité de la vieillesse	1988-1989	1 149 776	(478 928)	670 848	234 114	2 581	276 880	157 273
Sécurité de la vieillesse	1989-1990	745 061	16 679	761 740	199 163	2 847	216 743	342 987
Sécurité de la vieillesse	1990-1991	450 788	34 157	484 945	120 607	–	192 431	171 907
Sécurité de la vieillesse	1991-1992	563 001	147 469	710 470	161 316	2 914	461 358	84 882
Sécurité de la vieillesse	1992-1993	541 650	565 793	1 107 443	178 306	241	821 811	107 085
Sécurité de la vieillesse	1993-1994	256 140	168 824	424 964	90 260	–	171 205	163 499
Sécurité de la vieillesse	1994-1995	1 076 882	138 857	1 215 739	209 131	–	775 160	231 448
Sécurité de la vieillesse	1995-1996	558 177	446 246	1 004 423	503 458	2 114	443 435	55 416
Sécurité de la vieillesse	1996-1997	556 744	1 014	557 758	48 688	300	419 849	88 921
Sécurité de la vieillesse	1997-1998	808 271	402 230	1 210 501	208 975	4 300	673 710	323 516
Sécurité de la vieillesse	1998-1999	955 473	203 073	1 158 546	305 397	7 204	422 651	423 294
Sécurité de la vieillesse	1999-2000	517 463	(63 522)	453 941	256 546	1 387	105 433	90 575
Sécurité de la vieillesse	2000-2001	985 419	(273 128)	712 291	233 249	920	121 558	356 564
Sécurité de la vieillesse	2001-2002	3 658 263	(3 147 092)	511 171	110 374	¹ 9 802	69 331	321 664
Sécurité de la vieillesse	2002-2003	843 538	(248 553)	594 985	151 849	4 344	258 992	179 800
Sécurité de la vieillesse	2003-2004	2 330 524	(1 016 831)	1 313 693	153 293	2 129	89 517	1 068 754
Sécurité de la vieillesse	2004-2005	1 013 070	(694 547)	318 523	132 921	7 999	–	177 603
Sécurité de la vieillesse	2005-2006	718 362	(253 155)	465 207	71 205	5 400	160 743	227 859
Sécurité de la vieillesse	2008-2009	134 360	(18 514)	115 846	70 666	12 821	–	32 359
Sécurité de la vieillesse (15 cas)	2009-2010	606 989	(16 326)	590 663	122 266	8 853	–	459 544
Sécurité de la vieillesse (2 cas)	2010-2011	95 829	–	95 829	17 555	–	–	78 274
Sécurité de la vieillesse (1 cas)	2011-2012	14 995	–	14 995	5 760	1 644	–	7 591
Sécurité de la vieillesse (15 cas)	2012-2013	659 405	(8 707)	650 698	131 056	10 265	–	509 377
Sécurité de la vieillesse (16 cas)	2013-2014	585 092	(696)	¹ 584 396	128 733	¹ 72 324	169 901	213 438
Sécurité de la vieillesse (41 cas)	2014-2015	2 055 396	(157 638)	¹ 1 897 758	295 328	291 774	111 068	¹ 1 199 588
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires (1 cas)	2013-2014	8 147	–	8 147	7 679	–	–	468
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (2 cas)	2011-2012	14 000	300	14 300	12 600	1 100	–	600
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (1 cas)	2012-2013	8 500	–	8 500	–	–	–	8 500
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (3 cas)	2014-2015	40 000	–	40 000	1 200	1 800	–	37 000
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (2 cas)	2011-2012	468 767	17 273	486 040	521	245	–	485 274

2.34 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (3 cas).....	2012-2013	620 814	(288 008) ¹	332 806	22 563	69 099	82 102 ¹	159 042
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions (1 cas).....	2014-2015	390 540	–	390 540	–	–	–	390 540
Finances								
Bureau du surintendant des institutions financières								
Perte de BlackBerry (11 cas).....	2014-2015	4 400	–	4 400	–	400	4 000	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté								
Citoyenneté et Immigration								
Détournement de fonds.....	2002-2003	178 540	(316)	178 224	87 739	–	–	90 485
Emploi non autorisé de carte de voyage (2 cas).....	2014-2015	24 567	–	24 567	–	3 107	–	21 460
Commission de l'immigration et du statut de réfugié								
Vol de rétroprojecteur (2 cas).....	2014-2015	250	–	250	–	250	–	–
Innovation, Sciences et Développement économique								
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec								
Demandes de contribution faussées ou falsifiées qui ont été payées (2 cas).....	2011-2012	975 185	–	975 185	24 537	(939)	951 587 ¹	–
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien								
Perte d'un ordinateur (1 cas).....	2012-2013	50	–	50	–	50	–	–
Parlement								
Sénat								
Perte due à des réclamations de frais de subsistance dans la région de la capitale nationale et/ou des dépenses de voyage (4 cas).....	2012-2013	314 758	141 408	456 166	410 226	36 695	–	9 245
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne								
Pêches et Océans								
Emploi non autorisé de carte d'acquisition (5 cas).....	2014-2015	1 028	–	1 028	–	1 000	28	–
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (5 cas).....	2012-2013	9 582	–	9 582	6 345	2 446	–	791
Emploi non autorisé de carte de voyage (9 cas).....	2013-2014	22 100	–	22 100	10 621	2 483	4 072 ¹	4 924
Emploi non autorisé de carte de voyage (17 cas).....	2014-2015	27 758	–	27 758	8 599	8 239	7 204 ¹	3 716
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée (258 cas).....	2011-2012	63 046	196	63 242	58 419	–	3 829 ¹	994
Paiement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs (1 cas).....								
	2012-2013	228 850	–	228 850	–	–	–	228 850
Perte d'un navire suite à un incendie (1 cas).....								
	2010-2011	50 000	–	50 000	–	–	15 000	35 000

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Ressources naturelles								
Ressources naturelles								
Emploi frauduleux de billet de taxi (1 cas).....	2014-2015	12	–	12	–	–	12	¹ –
Encaissement frauduleux des chèques de voyage (2 cas).....	2007-2008	12 895	–	12 895	8 664	–	–	4 231
Vol d'équipement électronique (1 cas).....	2014-2015	8 563	–	8 563	–	8 563	–	–
Vol et utilisation non-autorisée de coupons de taxi.....	2010-2011	769	–	769	–	–	–	769
Revenu national								
Agence du revenu du Canada								
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada et réclamations frauduleuses de paiement.....	2005-2006	7 752	–	7 752	3 359	3 726	–	667
Achats personnels par un employé avec une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada.....	2008-2009	3 219	–	3 219	397	583	–	2 239
Demande de congé de maladie et autres congés falsifiée (8 cas).....	2012-2013	34 939	–	34 939	31 190	1 377	–	2 372
Demande de congé de maladie et autres congés falsifiée (5 cas).....	2013-2014	6 020	–	6 020	4 657	517	563	¹ 283
Demande de frais de voyage falsifiée (1 cas).....	2012-2013	20 993	(13 434)	7 559	7 548	–	11	¹ –
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (4 cas).....	2014-2015	2 839	–	2 839	700	1 273	–	¹ 866
Dompage à un véhicule de l'État (9 cas).....	2014-2015	33 758	–	33 758	–	1 417	32 341	¹ –
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (6 cas).....	2013-2014	77 379	–	77 379	46 877	–	17 772	¹ 12 730
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées (4 cas).....	2014-2015	52 768	–	52 768	39 248	9 897	–	3 623
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)								
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2002-2003	13 042 536	–	13 042 536	1 148 573	7 425	11 886 538	¹ –
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2003-2004	6 800 491	–	6 800 491	2 752 099	–	3 864 279	184 113
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2004-2005	4 581 548	–	4 581 548	1 291 998	321	3 134 655	¹ 154 574
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2005-2006	5 924 283	–	5 924 283	1 552 309	3 532	4 346 645	¹ 21 797
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2006-2007	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 864 243	2 510	5 651 492	¹ 156 434
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2007-2008	17 198 434	–	17 198 434	3 396 302	56 503	13 333 605	¹ 412 024
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2008-2009	13 735 115	–	13 735 115	5 353 941	12 125	8 303 784	¹ 65 265
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2009-2010	7 265 375	–	7 265 375	1 976 627	27 531	4 672 743	¹ 588 474
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2010-2011	4 445 660	–	4 445 660	1 896 562	39 877	1 806 687	¹ 702 534
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2011-2012	13 871 865	–	13 871 865	8 248 757	89 223	4 926 003	¹ 607 882

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2012-2013	21 919 300	–	21 919 300	1 364 844	167 914	18 961 290	¹ 1 425 252
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2013-2014	18 502 691	–	18 502 691	704 331	21 681	17 209 084	¹ 567 595
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	2014-2015	8 703 643	–	8 703 643	1 296 861	143 602	6 183 012	¹ 1 080 168
Impôt sur le revenu	2002-2003	8 768 905	–	8 768 905	4 756 128	3 708	4 007 542	1 527
Impôt sur le revenu	2003-2004	12 026 416	–	12 026 416	8 622 886	–	3 369 886	33 644
Impôt sur le revenu	2004-2005	7 922 895	–	7 922 895	5 586 807	–	2 308 731	¹ 27 357
Impôt sur le revenu	2005-2006	9 648 565	–	9 648 565	6 168 031	–	3 113 942	¹ 366 592
Impôt sur le revenu	2006-2007	5 865 180	–	5 865 180	2 795 677	–	2 937 914	¹ 131 589
Impôt sur le revenu	2007-2008	13 004 212	–	13 004 212	4 027 857	7 801	8 856 799	¹ 111 755
Impôt sur le revenu	2008-2009	15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 339 380	17 248	6 074 920	¹ 630 217
Impôt sur le revenu	2009-2010	7 428 731	–	7 428 731	3 342 583	90 644	3 333 062	¹ 662 442
Impôt sur le revenu	2010-2011	22 442 722	–	22 442 722	9 559 828	310 739	11 306 297	¹ 1 265 858
Impôt sur le revenu	2011-2012	4 611 681	–	4 611 681	2 107 066	150 798	954 298	1 399 519
Impôt sur le revenu	2012-2013	11 841 323	–	11 841 323	4 965 088	397 748	3 381 338	¹ 3 097 149
Impôt sur le revenu	2013-2014	8 814 118	–	8 814 118	1 752 120	292 285	3 181 439	¹ 3 588 274
Impôt sur le revenu	2014-2015	3 508 671	–	3 508 671	1 238 466	151 153	168 473	¹ 1 950 579
Autres pertes administrées.....	2006-2007	72 003	–	72 003	68 465	3 030	508	–
Autres pertes administrées.....	2008-2009	96 645	–	96 645	7 444	2 345	83 072	3 784
Autres pertes administrées.....	2009-2010	111 065	–	111 065	56 432	2 233	30 700	21 700
Autres pertes administrées.....	2010-2011	161 040	–	161 040	153 913	1 067	3 087	2 973
Autres pertes administrées.....	2011-2012	431 140	–	431 140	143 076	4 590	60 593	222 881
Autres pertes administrées.....	2012-2013	47 923	–	47 923	25 893	–	–	22 030
Autres pertes administrées.....	2013-2014	30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
Autres pertes administrées.....	2014-2015	209 003	–	209 003	21 022	–	164 906	23 075
Santé								
Santé								
Demandes de contributions								
faussées ou falsifiées (3 cas).....	2009-2010	8 399 000	(97 107)	8 301 893	769 437	79 302	4 518 071	2 935 083
Demandes de contributions								
faussées ou falsifiées (1 cas).....	2010-2011	260 827	–	260 827	122 000	24 000	–	114 827
Demandes de prestations frauduleuses								
(2 cas).....	2007-2008	149 674	(438)	149 236	27 900	2 200	–	119 136
Demandes de prestations frauduleuses								
(2 cas).....	2009-2010	251 000	43 466	294 466	69 376	–	–	225 090
Demande de contribution falsifiée								
(2 cas).....	2012-2013	115 926	(15 596)	100 330	31 909	–	–	68 421
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage (2 cas)								
	2014-2015	15 707	–	15 707	–	6 302	–	9 405
Fausse réclamation d'heures supplémentaires et usage inapproprié de coupons de taxi (1 cas).....								
	2009-2010	30 000	(21 462)	8 538	–	–	8 538	¹ –
Réclamations de déplacement falsifiées et absences non déclarées (1 cas).....								
	2010-2011	63 714	(25 969)	37 745	–	–	–	37 745
Trop-payé - Fournisseur de services de santé aux non assuré (5 cas).....								
	2009-2010	10 683 689	(6 772 053)	3 911 636	1 870 000	5 000	349 329	1 687 307
Trop-payé - Fournisseur de services de santé aux non assuré (2 cas).....								
	2013-2014	1 097 566	–	1 097 566	36 509	–	842 172	218 885
Trop-payé - Fournisseur de services de santé aux non assuré (1 cas).....								
	2014-2015	46 676	–	46 676	–	–	–	46 676

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État (1 cas).....	2009-2010	19 222	–	19 222	5 443	–	–	13 779
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement et salaire non gagné (1 cas).....	2013-2014	141 423	–	141 423	22 365	–	–	119 058
Vol des services sans fil (1 cas).....	2013-2014	7 924	–	7 924	–	–	7 924	¹ –
Agence canadienne d'inspection des aliments								
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (102 cas).....	2013-2014	190 761	50 350	241 111	24 323	–	216 788	¹ –
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (87 cas).....	2014-2015	103 497	–	103 497	9 853	–	64 486	29 158
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (12 cas).....	2012-2013	44 290	83	44 373	37 873	1 590	83	¹ 4 827
Emploi non autorisé d'une carte de voyage (6 cas).....	2014-2015	26 698	–	26 698	26 381	39	–	278
Agence de la santé publique du Canada								
Emploi non autorisé de service interurbain (1 cas).....	2013-2014	1 800	–	1 800	–	–	1 800	¹ –
Instituts de recherche en santé du Canada								
Demande de subvention falsifiée (1 cas).....	2013-2014	88 750	–	88 750	750	1 500	–	86 500
Sécurité publique et Protection civile								
Agence des services frontaliers du Canada								
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>								
Fausse déclaration — Valeur.....	2014-2015	2 567 929	–	2 567 929	–	–	1 870 364	697 565
Non déclaration/Contrebande.....	2011-2012	290 396	–	290 396	26 174	137 648	126 574	¹ –
Non déclaration/Contrebande.....	2013-2014	5 163 486	–	5 163 486	1 800	3 200	5 128 318	¹ 30 168
Non déclaration/Contrebande.....	2014-2015	22 205	–	22 205	–	–	22 205	¹ –
Autres infractions.....	2013-2014	27 266	–	27 266	9 623	8 000	–	9 643
Vol de dépôt de garantie (1 cas).....	2014-2015	2 000	–	2 000	–	–	2 000	–
Gendarmerie royale du Canada								
Dommage à un édifice et autre bien immobilier (21 cas).....	2014-2015	191 697	7 550	¹ 199 247	18 919	–	180 328	¹ –
Dommage à un véhicule (1 068 cas).....	2010-2011	2 864 071	1 311	2 865 382	597 611	–	2 252 352	¹ 15 419
Dommage à un véhicule (688 cas).....	2011-2012	2 517 580	(18 587)	2 498 993	652 091	–	1 830 976	15 926
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (27 cas).....	2012-2013	39 797	–	39 797	10 298	–	28 624	875
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (616 cas).....	2012-2013	1 687 182	–	1 687 182	287 666	7 786	1 337 875	¹ 53 855
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (917 cas).....	2013-2014	2 368 257	–	2 368 257	336 435	27 278	1 797 510	¹ 207 034
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (37 cas).....	2014-2015	88 577	–	88 577	698	4 037	81 656	¹ 2 186
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (954 cas).....	2014-2015	2 836 969	(51 860)	¹ 2 785 109	143 420	302 966	1 705 287	¹ 633 436
Vandalisme à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (7 cas).....	2012-2013	2 861	–	2 861	55	760	2 046	¹ –
Vol de pièces à conviction (1 cas).....	2013-2014	116 231	(219)	¹ 116 012	–	–	–	116 012

2.38 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Service correctionnel du Canada								
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (111 cas).....	2013-2014	222 240	7 321 ¹	229 561	4 150	–	224 152 ¹	1 259
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (60 cas).....	2014-2015	205 612	–	205 612	4 446	–	175 986 ¹	25 180
Dommage à un bien et de l'équipement (19 cas).....	2014-2015	47 609	–	47 609	–	–	34 854	12 755
Dommage suite à un incendie volontaire (17 cas).....	2012-2013	9 069	–	9 069	–	400	8 669	–
Perte de la petite caisse (4 cas).....	2014-2015	310	–	310	–	–	310 ¹	–
Perte provenant d'un mandat frauduleux d'un détenu.....	2012-2013	10 391	–	10 391	5 617	–	–	4 774
Vandalisme à un bien et à l'équipement (344 cas).....	2014-2015	43 128	–	43 128	1 287	942	40 657 ¹	242
Services publics et Approvisionnement								
Travaux publics et Services gouvernementaux								
Dommage à la propriété (5 cas).....	2014-2015	55 738	(12 538) ¹	43 200	1 094	32 237	9 869 ¹	–
Emploi non autorisé de carte d'achat (3 cas).....	2014-2015	5 669	(312) ¹	5 357	58	2 328	–	2 971
Emploi non autorisé de carte de voyage (4 cas).....	2014-2015	11 450	–	11 450	2 053	6 512	–	2 885
Fraude — Employé de la paye.....	2006-2007	250 000	–	250 000	67 274	7 292	–	175 434
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2006-2007	1 185 000	(912 069)	272 931	80 966	2 600	129 767	59 598
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2007-2008	87 464	(49 031)	38 433	1 870	–	–	36 563
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2008-2009	58 187	74 834	133 021	6 053	–	109 830	17 138
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2011-2012	71 131	–	71 131	11 355	–	2 000	57 776
Malfaisance par un employé.....	2007-2008	2 775 542	–	2 775 542	939 229	12 401	1 469 947 ¹	353 965
Perte de fonds attribuable à un acte illégal.....	2004-2005	3 452 066	–	3 452 066	444 896	18 998	2 972 822 ¹	15 350
Programme des commandites (2 cas).....	2007-2008	2 568 561	–	2 568 561	1 248 512	–	–	1 320 049
Programme des commandites.....	2008-2009	2 140 000	–	2 140 000	107 808	15 000	1 987 192	30 000
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2007-2008	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977	–	98 160	17 882
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2009-2010	211 459	–	211 459	104 833	3 438	52 245	50 943
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2010-2011	145 480	–	145 480	81 258	750	14 623	48 849
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2012-2013	174 014	–	174 014	64 670	9 836	–	99 508
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2013-2014	497 792	–	497 792	121 682	32 644	6 549 ¹	336 917
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2014-2015	124 567	–	124 567	6 867	8 915	–	108 785
Utilisation frauduleuse de coupons de taxi (2 cas).....	2009-2010	21 156	–	21 156	110	160	1 156	19 730
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat.....	2009-2010	4 087	–	4 087	2 099	–	–	1 988
Vol de la petite caisse (1 cas).....	2013-2014	171	–	171	–	–	171 ¹	–

Comptes publics du Canada 2015-2016

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2015-2016	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Receveur général — Direction du contrôle du remboursement des chèques								
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada — Paiements électroniques mal dirigés (8 693 cas)								
	2014-2015	6 050 395	—	6 050 395	4 513 715	534 879	1 001 801	¹ —
Transports								
Transports								
Destruction d'un édifice par un incendie (2 cas)								
	2014-2015	120 504	—	120 504	—	18 283	102 221	¹ —
Réclamation de déplacement falsifiée (7 cas)								
	2009-2010	7 939	—	7 939	3 275	537	—	4 127
Total		1 287 091 917	(78 634 850)	1 208 457 067	610 227 420	72 740 877	238 262 836	287 225 934

¹ Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

Section 3

Comptes publics du Canada

2015-2016

Services professionnels et spéciaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux	3.2

Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services Informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Affaires autochtones et du Nord						
Affaires indiennes et du Nord canadien.....	9 191 446	–	82 249 224	1 660 587	29 078 316	3 642 028
Commission canadienne des affaires polaires	15 231	–	–	–	10 451	219
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	185 887	–	–	300	20 891	786 000
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	51 529	–	–	–	72 409	76 939
	9 444 093	–	82 249 224	1 660 887	29 182 067	4 505 186
Affaires mondiales						
Affaires étrangères, Commerce et Développement	35 258 662	–	7 438 022	314 684	31 138 807	7 627 326
Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	5 577	–	7 410	105 811
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	3 521 776	–	–	–	–	–
	38 780 438	–	7 443 599	314 684	31 146 217	7 733 137
Agriculture et Agroalimentaire						
Agriculture et Agroalimentaire	12 889 325	–	8 515 661	87 571	33 964 724	3 829 355
Commission canadienne des grains	581 970	–	–	17 813	695 438	236 864
	13 471 295	–	8 515 661	105 384	34 660 162	4 066 219
Anciens Combattants						
Anciens Combattants	28 698 240	–	–	345 304 183	2 387 016	1 610 679
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) ..	126 187	–	–	3 900	–	91 116
	28 824 427	–	–	345 308 083	2 387 016	1 701 795
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	213 941	–	–	26 257	469 575	402 970

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2016/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
65 978 391	23 204 911	3 144 817	14 241 324	1 034 913	2 744 376	4 325 159	40 016 326	280 511 818
–	–	–	1 219	837	–	–	–	27 957
217 036	45 552	–	11 840	13 765	–	11 000	1 333 167	2 625 438
–	63 465	–	360 655	86 951	82 828	52 533	172 634	1 019 943
66 195 427	23 313 928	3 144 817	14 615 038	1 136 466	2 827 204	4 388 692	41 522 127	284 185 156
13 840 448	22 160 634	67 275 507	499 788	13 600 951	23 635 916	19 600 469	5 219 198	247 610 412
600	–	23 000	1 250 202	28 349	20 472	24 391	341 119	1 806 931
–	–	–	–	–	–	–	–	3 521 776
13 841 048	22 160 634	67 298 507	1 749 990	13 629 300	23 656 388	19 624 860	5 560 317	252 939 119
3 502 935	2 677 002	3 036 603	14 071 892	594 190	461 243	3 787 809	20 710 848	108 129 158
314 552	286 022	19 232	108 571	116 178	8 606	475 994	15 297	2 876 537
3 817 487	2 963 024	3 055 835	14 180 463	710 368	469 849	4 263 803	20 726 145	111 005 695
963 253	489 894	2 187 470	–	655 912	1 148 803	1 239 982	10 567 709	395 253 141
–	–	65 448	–	8 826	–	57 512	–	352 989
963 253	489 894	2 252 918	–	664 738	1 148 803	1 297 494	10 567 709	395 606 130
16 250	33 652	10 545	–	23 007	348 941	50 473	524 180	2 119 791

Comptes publics du Canada 2015-2016

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services Informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Conseil du Trésor						
Secrétariat	3 094 639	–	–	104 735	33 551 287	3 128 597
Commissariat à l'intégrité du secteur public	260 038	–	–	2 393	267 692	33 764
Commissariat au lobbying	290 713	–	–	1 299	562 673	76 776
École de la fonction publique du Canada	23 871	–	6 900	125 114	8 719 141	968 403
	3 669 261	–	6 900	233 541	43 100 793	4 207 540
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	271 066	–	–	–	2 588 740	1 865 965
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	352 884	–	34 893	26 471	216 374	306 705
Bureau du directeur général des élections	4 985 457	–	–	31 464	24 147 069	970 360
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	95 972	–	–	–	80 269	49 961
Commissariat aux langues officielles	348 145	–	20 467	7 476	1 861	307 063
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	218 689	–	–	46	77 681	599 270
	6 272 213	–	55 360	65 457	27 111 994	4 099 324
Défense nationale						
Défense nationale	298 451 693	–	1 934 220 826	192 788 707	127 277 418	22 000 608
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	119 500	–	–	910	31 571	14 477
Comité externe d'examen des griefs militaires	128 995	–	–	2 332	101 253	139 937
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	128 775	–	–	1 790	68 291	30 870
	298 828 963	–	1 934 220 826	192 793 739	127 478 533	22 185 892
Environnement et Changement climatique						
Environnement	20 031 784	–	31 197 733	123 160	8 306 460	8 274 559
Agence canadienne d'évaluation environnementale ...	118 470	–	–	–	836 876	803 078
Agence Parcs Canada	4 155 080	–	95 948 376	78 313	6 274 860	5 342 993
	24 305 334	–	127 146 109	201 473	15 418 196	14 420 630
Famille, Enfants et Développement social						
Emploi et Développement social	362 362 265	–	–	7 623 348	186 935 571	7 892 677
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail ...	551 322	–	–	–	–	76 276
	362 913 587	–	–	7 623 348	186 935 571	7 968 953

3.4 Services professionnels et spéciaux

Comptes publics du Canada 2015-2016

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
5 428 414	13 935 328	92 027	4 602 708	595 025	332 549	5 567 408	48 277 784	118 710 501
108 154	98 013	4 752	–	13 775	–	19 490	49 341	857 412
1 690	59 193	3 346	–	12 253	41 913	17 618	30 353	1 097 827
101 063	132 455	412 630	–	120 655	597 863	2 963 587	1 384 192	15 555 874
5 639 321	14 224 989	512 755	4 602 708	741 708	972 325	8 568 103	49 741 670	136 221 614
442 979	529 298	1 528 162	8 226	304 501	501 179	950 941	636 342	9 627 399
180 312	390 604	63 082	19 988	45 276	101 392	410 350	2 490	2 150 821
183 416	5 816 428	1 562 874	960 444	354 760	1 233 527	751 297	1 057 576	42 054 672
22 180	4 175	1 745	–	13 098	–	30 327	43 500	341 227
11 996	1 365 338	46 196	50 846	50 415	82 494	248 592	163 066	2 703 955
–	64 750	26 193	–	2 561	–	19 106	189 672	1 197 968
840 883	8 170 593	3 228 252	1 039 504	770 611	1 918 592	2 410 613	2 092 646	58 076 042
13 325 233	44 066 323	85 606 730	13 081 379	5 060 454	30 073 475	119 184 886	471 729 257	3 356 866 989
6 718	135 720	2 800	–	10 239	–	5 558	15 906	343 399
38 761	–	4 778	–	12 984	58 609	59 370	–	547 019
110 152	3 465	499	–	19 596	62 320	62 825	333 591	822 174
13 480 864	44 205 508	85 614 807	13 081 379	5 103 273	30 194 404	119 312 639	472 078 754	3 358 579 581
8 778 880	12 394 987	3 171 366	29 052 927	1 131 089	3 262 759	6 131 100	4 261 568	136 118 372
2 265 257	170 879	99	43 965	50 584	85	144 735	32 355	4 466 383
3 337 670	1 165 641	2 499 838	4 053 515	793 687	916 555	2 434 221	47 747 159	174 747 908
14 381 807	13 731 507	5 671 303	33 150 407	1 975 360	4 179 399	8 710 056	52 041 082	315 332 663
13 772 292	7 414 540	7 135 202	2 183 850	1 442 327	1 130 752	10 592 876	4 919 358	613 405 058
–	–	11 580	–	73 907	–	51 180	666 713	1 430 978
13 772 292	7 414 540	7 146 782	2 183 850	1 516 234	1 130 752	10 644 056	5 586 071	614 836 036

Comptes publics du Canada 2015-2016

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services Informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Finances						
Finances	1 764 014	–	–	56 386	1 290 297	690 658
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	677 280	–	–	–	446 437	261 760
Bureau du surintendant des institutions financières....	99 648	–	–	181	7 565 073	261 969
Bureau du vérificateur général	1 405 190	–	–	4 149	374 255	622 352
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	18 777	–	–	5 938	2 926 415	366 681
	3 964 909	–	–	66 654	12 602 477	2 203 420
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Citoyenneté et Immigration	206 514 339	–	–	33 048 625	55 668 188	6 555 491
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	2 091 135	–	–	18 316	1 932 378	10 238 235
	208 605 474	–	–	33 066 941	57 600 566	16 793 726
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	2 152 196	–	20 804 617	25 611	5 442 903	542 224
Innovation, Sciences et Développement économique						
Industrie	17 327 340	–	840 908	376 834	20 363 471	4 515 806
Agence canadienne de développement économique du Nord	11 359	–	–	–	34 086	113 693
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	232 487	–	2 619	–	563 000	343 045
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	553 730	–	25 953	14 672	266 397	323 781
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	1 103 943	–	–	941	1 695 880	332 944
Agence spatiale canadienne.....	4 271 205	–	55 228 799	155 574	1 479 345	496 359
Commission du droit d'auteur.....	61 104	–	–	1 463	–	79 232
Conseil de recherches en sciences humaines	231 201	–	–	3 650	939 397	221 424
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	358 193	–	–	6 915	1 580 984	176 794
Conseil national de recherches du Canada.....	4 557 861	–	8 552 582	421 496	3 658 393	672 583
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 196 924	–	–	–	92 825	159 384
Statistique Canada	4 573 259	–	–	183 800	5 330 909	1 915 477
	34 478 606	–	64 650 861	1 165 345	36 004 687	9 350 522
Justice						
Justice	2 584 574	–	–	130 972	8 149 330	2 876 451
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale.....	455 294	–	–	–	341 625	129 025
Bureau du directeur des poursuites pénales	1 369 048	–	–	93 676	527 398	680 718
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	478 149	–	–	33 160	454 995	362 235
Commission canadienne des droits de la personne	69 989	–	–	10 810	295 292	181 136
Registraire de la Cour suprême du Canada	293 564	–	6 758	–	152 440	269 729
Service administratif des tribunaux judiciaires	1 650 800	–	133 287	8 336	694 875	3 893 717
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	535 206	–	4 965	65 743	999 145	2 585 220
	7 436 624	–	145 010	342 697	11 615 100	10 978 231

3.6 Services professionnels et spéciaux

Comptes publics du Canada 2015-2016

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
4 576 963	101 795	549 504	32 960	619 570	183 371	671 146	508 370	11 045 034
257 229	–	–	–	107 256	74 280	94 374	1 233 279	3 151 895
876 569	–	163 499	–	643 460	92 385	1 007 938	2 054 215	12 764 937
57 288	100 876	228 595	–	934 845	–	898 093	141 754	4 767 397
782 677	29 678	82 758	–	224 365	53 553	626 529	209 316	5 326 687
6 550 726	232 349	1 024 356	32 960	2 529 496	403 589	3 298 080	4 146 934	37 055 950
12 182 807	5 514 215	4 885 394	681 811	437 871	5 115 106	3 186 380	55 661 479	389 451 706
119 939	498 914	1 231 228	–	157 195	90 040	732 591	413 370	17 523 341
12 302 746	6 013 129	6 116 622	681 811	595 066	5 205 146	3 918 971	56 074 849	406 975 047
2 666 528	3 558 521	1 228 528	125 856	66 408	175 898	576 826	10 071 537	47 437 653
13 930 693	9 986 289	2 558 583	2 971 071	964 741	3 012 354	5 162 112	3 401 878	85 412 080
263 292	–	–	–	28 542	36 329	69 783	1 441 542	1 998 626
803 902	61 285	87 862	–	92 834	28 031	296 996	2 227 046	4 739 107
637 807	715 715	83 338	–	111 369	137 961	506 830	847 074	4 224 627
103 493	690 031	19 389	14 095	84 130	66 213	246 959	1 992	4 360 010
424 161	1 153 102	1 778 756	29 370 674	117 673	832 551	1 267 776	12 413 770	108 989 745
5 945	37 384	–	–	5 243	146 250	14 422	197 577	548 620
12 783	98 997	14 647	–	242 263	226 602	131 933	404 756	2 527 653
68 235	164 074	27 357	–	345 928	321 305	268 666	441 143	3 759 594
2 912 569	2 719 392	3 753 800	11 517 637	1 355 732	3 705 218	3 617 288	9 562	47 454 113
41 398	110 518	40 079	–	81 281	37 101	372 452	3 422 725	5 554 687
425 146	300 767	2 226 175	1 916 586	451 306	82 121	2 136 964	8 892 133	28 434 643
19 629 424	16 037 554	10 589 986	45 790 063	3 881 042	8 632 036	14 092 181	33 701 198	298 003 505
1 270 181	1 277 501	2 317 813	596 649	4 923 373	481 384	3 569 509	7 248 718	35 426 455
1 265 727	645 971	7 280	–	8 627 489	142 708	689 003	55 143	12 359 265
42 585 739	–	621 260	–	1 179 640	154 206	338 513	2 086 538	49 636 736
488 836	746 089	34 403	–	96 770	238 753	450 702	548 715	3 932 807
74 857	134 255	–	54 000	75 641	59 621	204 932	539 229	1 699 762
965	–	9 334	28 795	210 638	7 838	97 893	325 991	1 403 945
216 945	197 059	2 713 013	–	91 265	139 120	236 286	560 261	10 534 964
383 860	350 419	207 532	–	295 758	115 699	462 100	1 065 732	7 071 379
46 287 110	3 351 294	5 910 635	679 444	15 500 574	1 339 329	6 048 938	12 430 327	122 065 313

Comptes publics du Canada 2015-2016

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services Informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Parlement						
Bibliothèque du Parlement.....	46 964	–	–	7 141	1 390 923	2 565
Chambre des communes	1 458 549	–	–	419 160	10 789 914	195 130
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	186 470	–	–	–	476 559	–
Conseiller sénatorial en éthique.....	10 288	–	–	–	–	–
Sénat.....	130 156	–	–	87 451	127 467	3 623
Service de protection parlementaire	14 407	–	–	32 185	298 756	–
	1 846 834	–	–	545 937	13 083 619	201 318
Patrimoine canadien						
Patrimoine canadien.....	2 244 990	–	185 326	38 199	5 694 353	1 584 100
Bibliothèque et Archives du Canada	255 112	–	3 687	23 868	1 485 881	598 774
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	543 185	–	–	–	41 675	105 700
Commission des champs de bataille nationaux	37 874	–	–	–	25 495	15 798
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	98 070	–	–	–	2 097 129	940 587
Office national du film.....	4 792	–	7 550 011	–	247 506	173 704
	3 184 023	–	7 739 024	62 067	9 592 039	3 418 663
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Pêches et Océans.....	99 430 713	–	69 925 476	439 653	9 588 603	4 303 234
Ressources naturelles						
Ressources naturelles.....	49 221 007	–	99 640 659	348 844	11 474 348	2 454 372
Administration du pipe-line du Nord.....	149 395	–	–	–	18 344	585
Commission canadienne de sûreté nucléaire	803 049	–	654 299	21 697	9 612 405	1 441 214
Office national de l'énergie.....	766 432	–	151 952	–	3 163 911	239 460
	50 939 883	–	100 446 910	370 541	24 269 008	4 135 631
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	170 870 866	–	19 440	2 418 027	84 127 720	3 623 995
Santé						
Santé.....	9 086 961	–	408 215	347 037 196	31 763 923	6 085 803
Agence canadienne d'inspection des aliments	6 264 289	–	2 570 322	750 755	18 468 167	2 422 831
Agence de la santé publique du Canada	4 528 536	–	940 337	970 784	16 084 505	3 134 565
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	16 392	–	–	1 434	58 668	81 273
Instituts de recherche en santé du Canada	119 594	–	–	8 045	1 626 051	165 932
	20 015 772	–	3 918 874	348 768 214	68 001 314	11 890 404

3.8 Services professionnels et spéciaux

Comptes publics du Canada 2015-2016

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
178 905	107 979	72 815	–	257 298	189 517	256 292	23 456	2 533 855
252 356	1 097 876	201 348	1 237 674	2 204 822	693 946	1 045 866	645 968	20 242 609
1 892	–	52 305	–	11 266	7 662	33 630	74 609	844 393
11 715	1 680	–	–	4 168	–	1 541	26 101	55 493
725 848	485 194	1 882	384 745	321 877	25 900	348 574	260 093	2 902 810
26 819	–	22 342 756	–	7 478	5 735	98 864	31 152	22 858 152
1 197 535	1 692 729	22 671 106	1 622 419	2 806 909	922 760	1 784 767	1 061 379	49 437 312
2 048 399	128 327	1 113 768	738 667	310 204	221 867	1 508 632	5 173 525	20 990 357
509 584	181 408	1 311 094	–	206 373	46 437	694 412	1 796 882	7 113 512
–	–	1 800	19 693	46 643	7 479	69 334	167 026	1 002 535
48 429	–	423 218	–	18 870	39 175	6 719	22 900	638 478
231 453	931 439	150 539	82 050	314 602	76 839	572 565	28 339	5 523 612
25 438	689 212	121 201	173 922	146 195	–	252 516	1 394 591	10 779 088
2 863 303	1 930 386	3 121 620	1 014 332	1 042 887	391 797	3 104 178	8 583 263	46 047 582
16 146 992	12 500 656	6 334 987	24 739 275	1 343 166	2 707 443	7 525 546	7 061 872	262 047 616
7 515 219	3 949 540	3 332 489	16 298 439	991 507	3 002 466	4 283 977	1 046 913	203 559 780
13 835	–	–	–	–	–	–	20 011	202 170
92 767	587 227	318 852	1 537 725	188 181	916 489	1 970 050	980 906	19 124 861
1 166 861	281 325	241 882	100 000	286 126	211 131	511 203	2 804 039	9 924 322
8 788 682	4 818 092	3 893 223	17 936 164	1 465 814	4 130 086	6 765 230	4 851 869	232 811 133
63 759 902	990 618	6 376 496	65 423	6 225 857	121 541	10 513 970	5 091 737	354 205 592
18 492 262	14 829 504	4 119 433	13 616 940	1 518 022	10 665 203	7 478 386	14 844 222	479 946 070
6 724 568	94 973	1 356 820	16 071 533	2 316 382	379 352	2 711 199	15 563 870	75 695 061
2 293 636	3 113 700	52 232	17 566 673	733 791	3 305 871	2 415 745	34 733 397	89 873 772
581 957	19 800	220	267 148	21 624	55 449	102 334	448 498	1 654 797
6 124	174 959	318 284	67 394	400 503	193 364	251 825	921 210	4 253 285
28 098 547	18 232 936	5 846 989	47 589 688	4 990 322	14 599 239	12 959 489	66 511 197	651 422 985

Comptes publics du Canada 2015-2016

Services professionnels et spéciaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services Informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Sécurité publique et Protection civile						
Sécurité publique et Protection civile	1 776 963	–	–	6 474	1 332 635	2 512 754
Agence des services frontaliers du Canada	30 971 594	–	4 599 823	36 689 531	137 519 480	6 504 187
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	11 948	–	–	–	40 528	83 749
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	76 583	–	–	–	1 152	142 151
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	348 514	–	–	6 691	114 056	34 088
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	404 440	–	–	89 229	755 417	442 589
Gendarmerie royale du Canada.....	84 279 665	–	16 215 349	78 269 303	58 121 705	–
Service correctionnel du Canada	17 719 333	–	4 954 594	147 194 937	12 080 438	4 816 810
	135 589 040	–	25 769 766	262 256 165	209 965 411	14 536 328
Services publics et Approvisionnement						
Travaux publics et Services gouvernementaux	302 180 965	410 845 682	321 149 363	565 411	126 017 573	38 421 325
Commission de la fonction publique	462 753	–	–	37 490	526 414	350 388
Services partagés Canada.....	10 057 678	–	5 848 259	89 080	99 893 693	1 900 453
	312 701 396	410 845 682	326 997 622	691 981	226 437 680	40 672 166
Transports						
Transports	20 336 957	–	36 285 152	1 153 629	20 892 368	3 508 593
Office des transports du Canada	27 763	–	–	8 704	1 179 195	158 935
	20 364 720	–	36 285 152	1 162 333	22 071 563	3 667 528
Total	1 858 304 608	410 845 682	2 816 340 431	1 199 715 019	1 288 292 814	197 609 036

3.10 Services professionnels et spéciaux

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
2 967 372	2 065 362	1 909 042	596 697	500 371	518 313	2 031 454	715 720	16 933 157
17 652 879	3 120 449	13 249 592	497 138	352 502	2 067 166	5 218 923	17 830 935	276 274 199
–	100 038	2 177	–	26 054	–	19 761	2 760	287 015
–	–	–	–	18 977	26 435	8 305	–	273 603
–	339 897	4 277	–	42 725	98 109	176 129	13 950	1 178 436
604 549	23 366	26 235	–	24 390	18 155	282 132	153 895	2 824 397
23 603 868	3 322 061	131 147 546	2 246 844	1 374 940	8 650 772	12 472 609	2 600 400	422 305 062
13 045 564	1 253 869	13 984 065	177 463	832 158	1 788 200	35 731 710	60 547 514	314 126 655
57 874 232	10 225 042	160 322 934	3 518 142	3 172 117	13 167 150	55 941 023	81 865 174	1 034 202 524
14 569 631	145 546 713	32 930 003	23 696 733	1 611 191	6 960 712	7 598 077	227 476 477	1 659 569 856
1 290 227	174 782	288 644	–	66 571	145 771	657 965	2 829 796	6 830 801
1 026 267	31 648 032	4 216 733	117 030	323 176	3 307 820	4 179 677	28 865 566	191 473 464
16 886 125	177 369 527	37 435 380	23 813 763	2 000 938	10 414 303	12 435 719	259 171 839	1 857 874 121
14 767 557	22 540 597	4 430 329	10 012 258	1 198 482	2 659 679	5 161 924	8 815 720	151 763 245
31 009	190 991	–	44 016	44 749	327 924	347 490	361 977	2 722 753
14 798 566	22 731 588	4 430 329	10 056 274	1 243 231	2 987 603	5 509 414	9 177 697	154 485 998
430 799 050	416 392 690	453 239 712	262 268 953	73 134 892	132 044 577	323 745 121	1 220 241 573	11 082 974 158

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada

2015-2016

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	4.2

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2016/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- du détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Affaires autochtones et du Nord					
Affaires indiennes et du Nord canadien	–	–	51 743 012	–	51 743 012
Affaires mondiales					
Affaires étrangères, Commerce et Développement	–	1 823 546	35 653 270	25 387 996	62 864 812
Agriculture et Agroalimentaire					
Agriculture et Agroalimentaire.....	–	8 409 038	25 526 489	–	33 935 527
Anciens Combattants					
Anciens Combattants	400 000	–	116 644	–	516 644
Conseil du Trésor					
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	–	5 028	–	5 028
Conseil privé					
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	–	–	20 473	–	20 473
Bureau du directeur général des élections.....	–	30 728	21 897	–	52 625
	–	30 728	42 370	–	73 098
Défense nationale					
Défense nationale.....	–	119 703 691	282 056 162	80 112 248	481 872 101
Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	7 720 506	–	7 720 506
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	–	–	907 587	–	907 587
	–	119 703 691	290 684 255	80 112 248	490 500 194

4.2 Acquisitions de terrains, de bâtiments et de travaux

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Environnement et Changement climatique					
Environnement.....	–	143 444	689 649	–	833 093
Agence Parcs Canada	413 944	273 296 653	21 990 028	1 182 686	296 883 311
	413 944	273 440 097	22 679 677	1 182 686	297 716 404
Finances					
Finances	–	–	248 252	–	248 252
Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	1 772 620	–	1 772 620
	–	–	2 020 872	–	2 020 872
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	20 731 278	–	1 550	–	20 732 828
Innovation, Sciences et Développement économique					
Conseil national de recherches du Canada.....	–	42 275	23 736 963	–	23 779 238
Justice					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	12 288	–	12 288
Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	41 039	–	41 039
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	915 429	–	915 429
	–	–	968 756	–	968 756
Patrimoine canadien					
Commission des champs de bataille nationaux.....	–	4 354 531	211 593	–	4 566 124
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Pêches et Océans.....	92 153	150 605 088	11 105 122	142 335	161 944 698
Ressources naturelles					
Ressources naturelles.....	–	532 480	1 386 254	–	1 918 734
Office national de l'énergie.....	–	–	107 803	–	107 803
	–	532 480	1 494 057	–	2 026 537
Santé					
Santé.....	–	–	9 271 908	–	9 271 908
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	–	–	95 229	–	95 229
Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	15 000	–	15 000
	–	–	9 382 137	–	9 382 137
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada.....	–	–	34 702 545	–	34 702 545
Gendarmerie royale du Canada	1 760 916	8 163 394	54 998 518	6 735 656	71 658 484
Service correctionnel du Canada.....	114 313	2 884 637	116 877 147	–	119 876 097
	1 875 229	11 048 031	206 578 210	6 735 656	226 237 126

Comptes publics du Canada 2015-2016

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Services publics et Approvisionnement					
Travaux publics et Services gouvernementaux	24 212 254	105 195 498	149 861 914	900 336	280 170 002
Services partagés Canada	–	–	4 127 140	–	4 127 140
	24 212 254	105 195 498	153 989 054	900 336	284 297 142
Transports					
Transports	23 557 368	30 474 311	6 581 636	40 897	60 654 212
Total	71 282 226	705 659 314	842 520 695	114 502 154	1 733 964 389

4.4 Acquisitions de terrains, de bâtiments et de travaux

Section 5

Comptes publics du Canada

2015-2016

Acquisition de machinerie et matériel

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de machinerie et matériel.....	5.2

Acquisition de machinerie et matériel

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Acquisition de machinerie et matériel

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Affaires autochtones et du Nord			
Affaires indiennes et du Nord canadien	420 279	–	867 606
Commission canadienne des affaires polaires.....	–	–	–
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	–	–	2 417
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	290	–	–
	420 569	–	870 023
Affaires mondiales			
Affaires étrangères, Commerce et Développement	5 725 779	–	3 243 508
Commission mixte internationale (section canadienne)	–	–	–
	5 725 779	–	3 243 508
Agriculture et Agroalimentaire			
Agriculture et Agroalimentaire.....	5 906 098	–	816 295
Commission canadienne des grains.....	42 842	–	464 216
	5 948 940	–	1 280 511
Anciens Combattants			
Anciens Combattants	2 020	–	58 264
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	–	–	660
	2 020	–	58 924
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	3 518	–	45 247
Conseil du Trésor			
Secrétariat	55 690	–	119 841
Commissariat à l'intégrité du secteur public	–	–	916
Commissariat au lobbying	–	–	3 344
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	1 254 011
	55 690	–	1 378 112
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	55 717	–	187 268
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	32 734	–	25 271
Bureau du directeur général des élections.....	22 618	–	181 210
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	–	–	9 938
Commissariat aux langues officielles.....	34	–	27 030
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	29 766
	111 103	–	460 483

5.2 Acquisition de machinerie et matériel

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
2 597 626	1 051 319	994 148	85 600	207 911	177 924	6 402 413
1 516	–	–	–	–	–	1 516
9 332	–	593	–	256	–	12 598
208 873	–	5 186	–	–	551 489	765 838
2 817 347	1 051 319	999 927	85 600	208 167	729 413	7 182 365
16 319 408	5 974 899	9 759 600	–	1 881 241	8 182 776	51 087 211
30 016	–	4 409	–	6 715	–	41 140
16 349 424	5 974 899	9 764 009	–	1 887 956	8 182 776	51 128 351
5 030 000	26 438 016	1 003 683	167 676	122 098	11 292 267	50 776 133
872 863	945 604	114 976	–	6 411	405 498	2 852 410
5 902 863	27 383 620	1 118 659	167 676	128 509	11 697 765	53 628 543
3 123 299	–	941 345	–	511 286	64 937	4 701 151
111 515	–	2 121	–	17 283	–	131 579
3 234 814	–	943 466	–	528 569	64 937	4 832 730
184 297	3 013	331 824	–	19 022	20 712	607 633
1 990 530	–	3 902 568	–	302 641	75 259	6 446 529
32 517	–	3 655	–	–	–	37 088
22 005	–	4 206	–	1 458	–	31 013
762 834	–	450 926	–	34 064	73 536	2 575 371
2 807 886	–	4 361 355	–	338 163	148 795	9 090 001
1 064 767	12 548	229 857	–	52 403	8 801	1 611 361
99 752	19 553	9 620	–	24 549	25 539	237 018
651 237	–	37 468	–	83 085	167 371	1 142 989
6 477	–	–	–	–	–	16 415
57 211	–	132 113	–	17 866	–	234 254
60 989	–	1 389	–	9 116	–	101 260
1 940 433	32 101	410 447	–	187 019	201 711	3 343 297

Comptes publics du Canada 2015-2016

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Défense nationale			
Défense nationale.....	868 974 401	291 595 945	149 328 354
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	–	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	25 097
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	1 458
	868 974 401	291 595 945	149 354 909
Environnement et Changement climatique			
Environnement.....	5 836 836	35 175	997 572
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	–	–	4 776
Agence Parcs Canada	17 937 641	–	1 317 504
	23 774 477	35 175	2 319 852
Famille, Enfants et Développement social			
Emploi et Développement social.....	373 236	–	1 583 750
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	–	–	–
	373 236	–	1 583 750
Finances			
Finances	973	–	118 597
Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	308
Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	347 382
Bureau du vérificateur général	–	–	156 725
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	–	–	117 457
	973	–	740 469
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Citoyenneté et Immigration.....	1 613	–	524 312
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	–	–	175 975
	1 613	–	700 287
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	71 757	–	396 934
Innovation, Sciences et Développement économique			
Industrie	530 282	–	1 208 320
Agence canadienne de développement économique du Nord	–	–	1 009
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	109 679	–	17 934
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	49 113	–	33 548
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	–	111 363
Agence spatiale canadienne.....	21 252	–	1 068 097
Commission du droit d'auteur.....	–	–	219
Conseil de recherches en sciences humaines	27 191	–	7 223
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	23 024
Conseil national de recherches du Canada	1 102 760	–	388 657
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	313 949
Statistique Canada	175 718	–	201 689
	2 015 995	–	3 375 032

5.4 Acquisition de machinerie et matériel

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
288 302 450	305 785 728	30 558 562	8 121 023	4 404 849	393 631 767	2 340 703 079
14 640	–	–	–	–	–	14 640
58 165	–	2 603	–	140	–	86 005
1 973	–	231 926	–	1 165	190	236 712
288 377 228	305 785 728	30 793 091	8 121 023	4 406 154	393 631 957	2 341 040 436
3 630 107	19 862 768	864 207	–	188 537	3 176 205	34 591 407
49 467	332	22 290	–	1 713	–	78 578
3 918 398	3 601 153	2 135 632	962 990	241 135	7 405 692	37 520 145
7 597 972	23 464 253	3 022 129	962 990	431 385	10 581 897	72 190 130
13 571 922	699 248	14 262 292	–	510 212	149 898	31 150 558
227 321	–	–	–	8 738	–	236 059
13 799 243	699 248	14 262 292	–	518 950	149 898	31 386 617
361 988	–	387 026	–	17 035	4 036	889 655
257 786	–	49 508	–	–	–	307 602
1 707 994	–	659 043	–	–	11 996	2 726 415
553 106	–	75 991	–	15 195	–	801 017
2 343 648	–	99 959	–	71 530	–	2 632 594
5 224 522	–	1 271 527	–	103 760	16 032	7 357 283
8 624 819	452 824	3 502 120	–	319 567	139 332	13 564 587
1 037 435	10 462	388 741	–	25 501	25 470	1 663 584
9 662 254	463 286	3 890 861	–	345 068	164 802	15 228 171
463 476	–	438 322	–	–	28 446	1 398 935
6 098 131	1 799 807	2 936 511	79 522	96 320	2 593 505	15 342 398
9 067	–	647	–	–	–	10 723
440 939	–	48 178	–	115	17 033	633 878
393 557	–	158 736	–	12 576	–	647 530
152 283	–	138 824	–	1 398	81	403 949
1 132 244	160 731 014	74 687	42 968	28 719	606 348	1 637 053 29
11 738	60	62 000	–	46	–	74 063
328 650	–	11 264	–	3 434	615	378 377
621 069	–	28 308	–	6 621	366	679 388
4 621 992	36 796 540	1 200 924	10 844 008	56 634	5 497 093	60 508 608
230 694	–	309 606	–	4 512	–	858 761
3 929 776	110 444	1 116 150	–	348 640	160 534	6 042 951
17 970 140	199 437 865	6 085 835	10 966 498	559 015	8 875 575	249 285 955

Comptes publics du Canada 2015-2016

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Justice			
Justice.....	57 794	–	633 102
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	500
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	–	–	11 376
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	32 394	–	44 632
Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	76 137
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	–	–	148 645
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	62 090	–	653 562
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	–	–	276 817
	152 278	–	1 844 771
Parlement			
Bibliothèque du Parlement.....	–	–	18 508
Chambre des communes.....	662 306	5 673	1 822 267
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	–	–	37 720
Conseiller sénatorial en éthique.....	–	–	20
Sénat.....	12 171	7 025	130 144
Service de protection parlementaire.....	–	31 703	27 385
	674 477	44 401	2 036 044
Patrimoine canadien			
Patrimoine canadien.....	31 428	–	395 447
Bibliothèque et Archives du Canada.....	22 790	–	378 257
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	26 684	–	6 405
Commission des champs de bataille nationaux.....	175 062	–	175
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	705	–	335 810
Office national du film.....	–	–	96 115
	256 669	–	1 212 209
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Pêches et Océans.....	298 907 871	161 072	16 095 444
Ressources naturelles			
Ressources naturelles.....	1 042 270	–	211 821
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	128 269	–	445 896
Office national de l'énergie.....	–	–	11 695
	1 170 539	–	669 412
Revenu national			
Agence du revenu du Canada.....	26 360	–	528 508
Santé			
Santé.....	1 616 282	–	453 653
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	3 799 023	–	61 397
Agence de la santé publique du Canada.....	47 473	–	212 858
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	7 173
Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	–	15 793
	5 462 778	–	750 874

5.6 Acquisition de machinerie et matériel

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
3 444 671	2 650	1 270 886	–	193 900	119 078	5 722 081
176 399	–	13 435	–	–	100	190 434
517 799	17 146	132 230	–	2 167	25 096	705 814
1 040 080	–	150 177	–	24 232	–	1 291 515
228 489	–	111 430	–	14 691	–	430 747
375 242	2 000	132 557	–	1 018	62 347	721 809
1 901 144	68 154	324 838	–	51 117	385 419	3 446 324
919 631	16 533	200 511	–	49 011	74 449	1 536 952
8 603 455	106 483	2 336 064	–	336 136	666 489	14 045 676
414 070	1 653	56 322	–	7 391	2 320	500 264
10 321 628	281 645	2 388 677	–	367 175	1 606 840	17 456 211
22 524	–	3 430	–	4 557	–	68 231
424	–	940	–	–	68	1 452
924 878	19 253	190 578	–	38 762	155 717	1 478 528
104 712	16 300	23 950	–	3 581	44 529	252 160
11 788 236	318 851	2 663 897	–	421 466	1 809 474	19 756 846
334 043	501 413	1 159 495	–	42 225	239 484	2 703 535
1 345 958	95	323 865	–	46 194	107 427	2 224 586
30 763	–	81 924	–	20 090	2 439	168 305
20 245	21 199	–	71 353	19 364	12 570	319 968
477 737	–	54 389	–	30 419	–	899 060
1 371 684	–	25 236	–	–	196 161	1 689 196
3 580 430	522 707	1 644 909	71 353	158 292	558 081	8 004 650
10 482 433	9 030 870	2 990 962	303 309	499 075	16 534 003	355 005 039
6 144 236	9 212 787	1 277 559	–	327 142	2 672 203	20 888 018
3 289 763	323 253	214 586	–	–	21 186	4 422 953
828 107	–	279 602	–	–	12 257	1 131 661
10 262 106	9 536 040	1 771 747	–	327 142	2 705 646	26 442 632
11 357 459	–	5 242 107	–	905 095	2 244 342	20 303 871
3 719 994	39 910 440	2 500 646	51 809	403 096	844 601	49 500 521
4 644 383	9 238 489	405 938	–	280 365	861 018	19 290 613
1 914 679	4 160 533	630 224	109 195	89 886	971 162	8 136 010
117 301	–	16 511	–	457	–	141 442
463 274	–	36 341	–	3 476	755	519 639
10 859 631	53 309 462	3 589 660	161 004	777 280	2 677 536	77 588 225

Comptes publics du Canada 2015-2016

Acquisition de machinerie et matériel – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Sécurité publique et Protection civile			
Sécurité publique et Protection civile	–	–	198 307
Agence des services frontaliers du Canada.....	4 027 057	2 093 198	4 610 031
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	1 232
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	8 080
Commission des libérations conditionnelles du Canada	9 431	–	6 011
Gendarmerie royale du Canada.....	90 236 286	18 645 251	49 846 310
Service correctionnel du Canada	9 938 083	589 123	129 940
	104 210 857	21 327 572	54 799 911
Services publics et Approvisionnement			
Travaux publics et Services gouvernementaux	609 439	–	3 460 649
Commission de la fonction publique	–	–	86 280
Services partagés Canada.....	32 401	–	29 837 594
	641 840	–	33 384 523
Transports			
Transports	26 813 994	1 696	264 833
Office des transports du Canada	–	–	5 042
	26 813 994	1 696	269 875
Total	1 345 797 734	313 165 861	277 399 612

¹ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 772 024 075 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 259 964 892 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 282 891 905 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 30 916 862 \$.

² Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.

³ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie ³	Total
3 302 962	–	146 082	–	62 357	–	3 709 708
23 183 536	10 618 523	2 414 484	–	229 960	2 812 492	49 989 281
1 411	–	9 502	–	–	–	12 145
11 034	–	–	–	1 617	–	12 651
216 221	–	108 738	–	3 652	–	336 691
92 505	–	312 839	–	35 546	22 985	479 317
44 425 079	14 107 766	6 438 396	187 069	4 849 058	13 409 107	242 144 322
12 688 244	4 862 674	5 945 434	23 897	1 549	18 313 333	52 492 277
83 920 992	29 588 963	15 375 475	210 966	5 183 739	34 557 917	349 176 392
15 780 746	1 025 194	23 726 027	13 615 634	189 923	15 061 366	73 468 978
587 193	1 190	95 884	–	1 113	6 691	778 351
222 992 782	2 162	900 274	7 086	6 548 081	3 381 232	263 701 612
239 360 721	1 028 546	24 722 185	13 622 720	6 739 117	18 449 289	337 948 941
4 622 983	275 561	923 426	822 987	24 731	5 474 670	39 224 881
145 551	–	61 260	–	1 569	30 413	243 835
4 768 534	275 561	984 686	822 987	26 300	5 505 083	39 468 716
771 315 896	668 012 815	139 015 436	35 496 126	25 035 379	520 202 576	4 095 441 435

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section **6**

Comptes publics du Canada

2015-2016

Paiements de transfert

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert.....	6.2

Paiements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Paiements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Affaires autochtones et du Nord			
Affaires indiennes et du Nord canadien.....	11 167 676	652 971 256	958 647 632
Commission canadienne des affaires polaires.....	495 109	24 704	233 163
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	–	–	–
	11 662 785	652 995 960	958 880 795
Affaires mondiales			
Affaires étrangères, Commerce et Développement.....	241 205	–	–
Agriculture et Agroalimentaire			
Agriculture et Agroalimentaire.....	–	370 891 822	825 303 559
Anciens Combattants			
Anciens Combattants.....	2 668 931 794	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	560 186	–	–
Conseil du Trésor			
Secrétariat.....	334 546	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	21 432	–	–
	355 978	–	–
Conseil privé			
Bureau du directeur général des élections.....	–	–	–
Défense nationale			
Défense nationale.....	2 577 087	–	4 134 716
Environnement et Changement climatique			
Environnement.....	524 724	366 841	6 977 496
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	–	–	245 500
Agence Parcs Canada.....	–	–	–
	524 724	366 841	7 222 996
Famille, Enfants et Développement social			
Emploi et Développement social.....	56 676 377 798	14 495 334	1 050 187 738

6.2 Paiements de transfert

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2016/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	4 933 572 581	15 933 803	–	6 572 292 948
–	1 139 995	–	–	1 892 971
–	920 000	–	–	920 000
–	4 935 632 576	15 933 803	–	6 575 105 919
4 036 446 192	72 164 679	13 804 943	–	4 122 657 019
22 606 256	51 105 388	1 139	–	1 269 908 164
12 067 072	13 047 805	–	–	2 694 046 671
–	–	–	–	560 186
200 000	–	–	–	534 546
–	–	–	–	21 432
200 000	–	–	–	555 978
–	104 994 432	–	–	104 994 432
141 175 297	5 688 671	–	–	153 575 771
14 682 962	95 096 082	1 220 134	–	118 868 239
–	1 438 974	–	–	1 684 474
1 121 258	13 553 655	414 350	–	15 089 263
15 804 220	110 088 711	1 634 484	–	135 641 976
782 903	624 427 449	65 788 554	–	58 432 059 776

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paie ment de transfert – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Finances			
Finances	–	–	63 609 464 400
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Citoyenneté et Immigration	80 872 480	–	345 059 000
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	3 006 011	1 679 027 167
Innovation, Sciences et Développement économique			
Industrie	–	393 477 632	–
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	4 500	3 669 112	16 757 984
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	–	97 084 367	4 071 500
Agence de promotion économique du Canada atlantique	6 179	94 957 032	391 576
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	–	77 231 189	–
Agence spatiale canadienne	–	8 110 297	–
Conseil de recherches en sciences humaines.....	693 713 463	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 068 045 169	–	–
Conseil national de recherches du Canada	–	206 231 382	–
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	19 920 331	–
	1 761 769 311	900 681 342	21 221 060
Justice			
Justice.....	1 041 569	–	311 496 622
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	–
	1 041 569	–	311 496 622
Parlement			
Chambre des communes	–	–	–
Sénat.....	47 664	–	–
	47 664	–	–
Patrimoine canadien			
Patrimoine canadien.....	29 788 406	114 206 149	271 415 664
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	–	–	–
	29 788 406	114 206 149	271 415 664
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Pêches et Océans.....	62 854 806	105 329	725 000
Ressources naturelles			
Ressources naturelles.....	368 098	190 999 342	351 098 006
Commission canadienne de sûreté nucléaire	26 531	–	–
Office national de l'énergie.....	17 237	–	–
	411 866	190 999 342	351 098 006

6 . 4 Paiements de transfert

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
492 810 000	3 027 500	–	–	64 105 301 900
24 286 986	633 226 914	–	–	1 083 445 380
–	50 425 272	1 345 517 195	–	3 077 975 645
5 725 000	358 584 084	–	–	757 786 716
–	10 744 825	1 114 952	–	32 291 373
–	110 165 422	7 172 283	–	218 493 572
–	120 281 588	15 109 591	–	230 745 966
–	82 648 755	–	–	159 879 944
27 803 435	8 653 977	–	–	44 567 709
–	–	–	–	693 713 463
–	–	–	–	1 068 045 169
16 639 657	79 645 667	–	–	302 516 706
–	96 324 294	88 000	–	116 332 625
50 168 092	867 048 612	23 484 826	–	3 624 373 243
496 027	36 660 705	–	–	349 694 923
–	468 817	–	–	468 817
496 027	37 129 522	–	–	350 163 740
1 012 033	–	–	–	1 012 033
418 679	–	–	–	466 343
1 430 712	–	–	–	1 478 376
10 712 180	605 262 388	6 965 959	–	1 038 350 746
40 294	1 483 756	–	–	1 524 050
–	18 285 000	–	–	18 285 000
10 752 474	625 031 144	6 965 959	–	1 058 159 796
139 944	30 441 214	–	–	94 266 293
2 402 444	56 786 008	–	–	601 653 898
455 370	1 154 896	–	–	1 636 797
–	2 985 455	–	–	3 002 692
2 857 814	60 926 359	–	–	606 293 387

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paielement de transfert – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	309 173 282	–	121 481 095
Santé			
Santé.....	–	–	129 136 345
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	18 933 443	–	–
Agence de la santé publique du Canada	–	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada	936 785 581	–	–
	955 719 024	–	129 136 345
Sécurité publique et Protection civile			
Sécurité publique et Protection civile.....	–	–	151 001 174
Gendarmerie royale du Canada.....	179 890 362	–	14 230 446
Service correctionnel du Canada	–	–	–
	179 890 362	–	165 231 620
Services publics et Approvisionnement			
Travaux publics et Services gouvernementaux	–	–	–
Transports			
Transports	305 097	164 174 994	362 955 755
Total	62 743 105 424	2 411 923 124	70 214 041 538

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
-	-	-	-	430 654 377
-	1 746 475 132	-	-	1 875 611 477
-	-	-	-	18 933 443
17 831 123	184 029 747	-	-	201 860 870
-	36 037 340	-	-	972 822 921
17 831 123	1 966 542 219	-	-	3 069 228 711
642 500	118 168 861	2 049 750	-	271 862 285
90 209	680 946	-	-	194 891 963
-	5 822 992	-	-	5 822 992
732 709	124 672 799	2 049 750	-	472 577 240
-	-	450 405 783	(450 405 473)	310
470 453	30 619 651	32 483 686	-	591 009 636
4 831 058 274	10 346 240 917	1 958 070 122	(450 405 473)	152 054 033 926

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada

2015-2016

Frais de la dette publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	7.2

Comptes publics du Canada 2015-2016

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent :

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes et escomptes à l'émission de la dette non échue; et
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2015-2016
Dette non échue			
Intérêt sur les obligations négociables¹			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087TU88 – Juin 2015	11,25	–	5 757 210
CA135087TZ75 – Mars 2021	10,50	567 361 000	59 550 286
CA135087UE28 – Juin 2021	9,75	286 188 000	27 954 295
CA135087UM44 – Juin 2022	9,25	206 022 000	19 091 842
CA135087UT96 – Juin 2023	8,00	2 358 552 000	189 028 789
CA135087VH40 – Juin 2025	9,00	2 303 156 000	207 662 641
CA135087UL60 – Déc 2021	4,25	7 897 981 500	338 523 043
CA135087VS05 – Déc 2026	4,25	7 579 215 000	324 861 130
CA135087WV25 – Déc 2031	4,00	8 047 326 000	324 635 661
CA135087XQ21 – Déc 2036	3,00	7 201 759 500	217 893 855
CA135087YK42 – Déc 2041	2,00	7 467 065 500	150 614 088
CA135087ZH04 – Déc 2044	1,50	8 445 360 000	127 759 828
CA135087VW17 – Juin 2027	8,00	4 035 975 000	336 038 931
CA135087WL43 – Juin 2029	5,75	10 949 933 000	635 165 714
CA135087XG49 – Juin 2033	5,75	12 795 905 000	737 108 400
CA135087XW98 – Juin 2037	5,00	13 516 957 000	678 479 793
CA135087XX71 – Juin 2015	4,50	–	61 902 409
CA135087YB43 – Juin 2016	4,00	7 278 804 000	344 951 381
CA135087YF56 – Juin 2017	4,00	9 231 279 000	406 221 339
CA135087YL25 – Juin 2018	4,25	10 622 764 000	452 292 068
CA135087YQ12 – Juin 2041	4,00	15 693 000 000	628 866 521
CA135087YR94 – Juin 2019	3,75	17 650 000 000	663 083 904
CA135087YZ11 – Juin 2020	3,50	13 100 000 000	459 337 443
CA135087ZC17 – Juin 2015	2,50	–	14 003 041
CA135087ZF48 – Déc 2015	3,00	–	153 769 495
CA135087ZJ69 – Juin 2021	3,25	11 500 000 000	374 432 648
CA135087ZL16 – Juin 2016	2,00	7 398 392 000	166 830 498
CA135087ZQ03 – Sept 2016	2,75	7 916 918 000	250 440 163
CA135087ZS68 – Déc 2045	3,50	16 400 000 000	575 048 402
CA135087ZU15 – Juin 2022	2,75	12 700 000 000	349 887 900
CA135087ZV97 – Mars 2017	1,50	9 596 885 000	156 635 280
CA135087A388 – Août 2015	1,50	–	40 784 604
CA135087A461 – Sept 2017	1,50	10 200 000 000	152 894 066
CA135087A610 – Juin 2023	1,50	14 200 000 000	213 389 041
CA135087A792 – Fév 2016	1,25	–	116 282 105
CA135087A875 – Mars 2018	1,25	10 200 000 000	127 411 722
CA135087A958 – Mai 2015	1,00	–	6 537 329
CA135087B295 – Août 2016	1,00	14 071 505 000	159 739 159
CA135087B378 – Sept 2018	1,25	10 200 000 000	127 411 722
CA135087B451 – Juin 2024	2,50	13 800 000 000	345 630 137
CA135087B527 – Nov 2015	1,00	–	45 425 780
CA135087B600 – Fév 2017	1,50	14 167 693 000	251 286 285
CA135087B865 – Mars 2019	1,75	10 200 000 000	178 376 411
CA135087C699 – Mai 2016	1,00	7 979 309 000	88 107 046
CA135087B949 – Déc 2047	1,25	5 656 145 000	56 214 406
CA135087D507 – Juin 2025	2,25	13 100 000 000	292 206 164
CA135087C855 – Sept 2019	1,75	10 200 000 000	178 376 411
CA135087D275 – Août 2017	1,25	19 100 000 000	212 484 533

7.2 Frais de la dette publique

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2015-2016
CA135087D358 – Déc 2048.....	2,75	7 800 000 000	179 126 712
CA135087C939 – Déc 2065.....	2,75	3 500 000 000	96 425 799
CA135087D689 – Nov 2016.....	1,00	8 781 577 000	98 029 595
CA135087D929 – Mars 2020.....	1,50	10 200 000 000	152 894 066
CA135087E265 – Fév 2018.....	1,25	19 200 000 000	142 753 933
CA135087E349 – Mai 2017.....	0,25	10 017 906 000	25 278 759
CA135087E596 – Sept 2020.....	0,75	13 000 000 000	74 159 891
CA135087E679 – Juin 2026.....	1,50	7 500 000 000	49 006 849
CA135087E752 – Nov 2017.....	0,25	13 400 000 000	18 799 285
CA135087F254 – Mars 2021.....	0,75	13 800 000 000	28 952 312
CA135087F338 – Mai 2018.....	0,25	11 100 000 000	2 407 534
		504 120 933 500	12 898 219 654
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation.....		53 219 000	–
		504 067 714 500	12 898 219 654
À payer en devises étrangères			
2012-2017.....	0,88	3 896 100 000	35 301 131
2015-2018.....	1,13	4 545 450 000	50 873 123
2014-2019.....	1,63	3 896 100 000	65 094 778
2010-2020.....	3,50	2 955 400 000	109 393 334
2001-2003/19.....	8,25-9,70	68 602 528	3 906 273
		15 361 652 528	264 568 639
Moins : titres détenus par le gouvernement.....		56 102 463	3 239 765
		15 305 550 065	261 328 874
		519 373 264 565	13 159 548 528
Titres au détail			
Obligations d'épargne du Canada ²			
S48 – 1993/94-2015/16.....	0,50	–	411 654
S49 – 1994/95-2016/17.....	0,50	134 564 758	1 054 494
S50 – 1995/96-2017/18.....	0,50	108 640 428	816 624
S51 – 1996/97-2018/19.....	0,50	165 137 958	903 820
S52 – 1997/98-2017/18.....	0,50	184 609 019	853 155
S54 – 1998/99-2018/19.....	0,50	86 548 718	574 766
S55 – 1998/99-2018/19.....	0,50	6 248 970	40 910
S56 – 1998/99-2018/19.....	0,50	1 354 932	9 033
S57 – 1998/99-2018/19.....	0,50	899 552	5 721
S58 – 1998/99-2018/19.....	0,50	1 924 641	13 323
S59 – 1999/00-2019/20.....	0,50	1 174 134	7 526
S60 – 1999/00-2019/20.....	0,50	47 842 295	318 204
S61 – 1999/00-2019/20.....	0,50	4 128 931	26 336
S62 – 1999/00-2019/20.....	0,50	1 854 041	11 739
S63 – 1999/00-2019/20.....	0,50	1 111 698	7 045
S64 – 1999/00-2019/20.....	0,50	1 826 178	12 043
S65 – 2000/01-2020/21.....	0,50	1 776 003	11 370
S96 – 2005/06-2015/16.....	0,50	–	322 022
S97 – 2005/06-2015/16.....	0,50	–	24 598
S98 – 2005/06-2015/16.....	0,50	–	7 115
S99 – 2005/06-2015/16.....	0,50	–	4 931
S100 – 2005/06-2015/16.....	0,50	–	13 560
S101 – 2006/07-2016/17.....	0,50	1 702 466	9 768
S102 – 2006/07-2016/17.....	0,50	110 526 435	643 520
S103 – 2006/07-2016/17.....	0,50	6 761 997	38 569
S104 – 2006/07-2016/17.....	0,50	2 143 349	11 933
S105 – 2006/07-2016/17.....	0,50	1 619 353	8 953
S106 – 2006/07-2016/17.....	0,50	2 997 781	17 124

Comptes publics du Canada 2015-2016

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2015-2016
S107 – 2007/08-2017/18	0,50	2 388 323	13 297
S108 – 2007/08-2017/18	0,50	136 787 066	774 460
S109 – 2007/08-2017/18	0,50	10 290 744	58 789
S110 – 2007/08-2017/18	0,50	3 880 300	20 761
S111 – 2007/08-2017/18	0,50	3 760 127	20 549
S112 – 2007/08-2017/18	0,50	4 029 065	22 123
S113 – 2008/09-2018/19	0,50	6 387 185	34 172
S114 – 2008/09-2018/19	0,50	180 303 010	999 553
S115 – 2008/09-2018/19	0,50	20 672 874	111 581
S116 – 2008/09-2018/19	0,50	9 933 870	53 486
S117 – 2008/09-2018/19	0,50	4 703 630	24 753
S118 – 2008/09-2018/19	0,50	5 108 831	27 391
S119 – 2009/10-2019/20	0,50	5 008 011	25 755
S120 – 2009/10-2019/20	0,50	145 819 522	813 959
S121 – 2009/10-2019/20	0,50	8 961 877	46 866
S122 – 2009/10-2019/20	0,50	2 818 956	15 248
S123 – 2009/10-2019/20	0,50	1 508 807	9 414
S124 – 2009/10-2019/20	0,50	2 315 180	12 474
S125 – 2010/11-2020/21	0,50	1 519 014	7 734
S126 – 2010/11-2020/21	0,50	210 349 473	672 082
S127 – 2010/11-2020/21	0,50	14 791 007	78 422
S128 – 2011/12-2021/22	0,50	258 294 088	948 895
S129 – 2011/12-2021/22	0,50	11 590 962	61 964
S130 – 2012/13-2015/16	0,50	–	978 677
S131 – 2013/14-2016/17	0,50	354 290 015	1 252 559
S132 – 2014/15-2017/18	0,50	558 372 918	555 811
S133 – 2015/16-2018/19	0,50	771 851 126	793 690
S920 – 2015/16-2016/17	0,50	35 763	45
S921 – 2015/16-2016/17	0,50	18 878	16
S922 – 2015/16-2016/17	0,50	547 477	232
		3 611 731 736	14 614 614
Obligations à prime du Canada²			
P3 – 1998/99-2018/19	1,00-1,20	154 343 378	2 363 146
P4 – 1998/99-2018/19	1,00-1,20	17 103 893	271 040
P5 – 1998/99-2018/19	1,00-1,20	4 177 831	66 866
P6 – 1998/99-2018/19	1,00-1,20	2 748 199	42 192
P7 – 1998/99-2018/19	1,00-1,20	13 941 392	231 636
P8 – 1999/00-2019/20	1,00	9 168 534	137 791
P9 – 1999/00-2019/20	0,70-1,40	53 629 663	897 856
P10 – 1999/00-2019/20	0,70-1,40	16 628 043	291 268
P11 – 1999/00-2019/20	0,70-1,40	6 179 920	117 146
P12 – 1999/00-2019/20	0,70-1,40	4 930 330	95 203
P13 – 1999/00-2019/20	0,70-1,40	11 827 403	240 523
P14 – 2000/01-2020/21	1,40	13 621 141	285 603
P46 – 2005/06-2015/16	1,00	–	403 419
P47 – 2005/06-2015/16	1,00	–	189 942
P48 – 2005/06-2015/16	1,00	–	63 534
P49 – 2005/06-2015/16	1,00	–	74 890
P50 – 2005/06-2015/16	1,00	–	76 446
P51 – 2006/07-2016/17	1,00	7 763 874	90 736
P52 – 2006/07-2016/17	0,70-1,40	50 911 979	670 100
P53 – 2006/07-2016/17	0,70-1,40	14 015 469	193 161
P54 – 2006/07-2016/17	0,70-1,40	4 126 824	59 900
P55 – 2006/07-2016/17	0,70-1,40	3 075 787	47 608
P56 – 2006/07-2016/17	0,70-1,40	19 143 443	310 890

7.4 Frais de la dette publique

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2015-2016
P57 – 2007/08-2017/18	1,40	12 652 565	212 403
P58 – 2007/08-2017/18	1,20-1,40	49 170 584	722 290
P59 – 2007/08-2017/18	1,20-1,40	11 980 621	176 908
P60 – 2007/08-2017/18	1,20-1,40	3 488 620	50 255
P61 – 2007/08-2017/18	1,20-1,40	3 151 351	45 680
P62 – 2007/08-2017/18	1,20-1,40	7 219 639	103 544
P63 – 2008/09-2018/19	1,20	8 710 000	120 497
P64 – 2008/09-2018/19	1,00-1,20	93 235 764	1 138 053
P65 – 2008/09-2018/19	1,00-1,20	49 033 175	607 799
P66 – 2008/09-2018/19	1,00-1,20	20 167 466	241 769
P67 – 2008/09-2018/19	1,00-1,20	11 618 208	135 095
P68 – 2008/09-2018/19	1,00-1,20	12 943 129	146 730
P69 – 2009/10-2019/20	1,00	12 339 285	131 245
P70 – 2009/10-2019/20	0,70-1,40	48 207 040	588 753
P71 – 2009/10-2019/20	0,70-1,40	29 197 569	374 430
P72 – 2009/10-2019/20	0,70-1,40	11 283 476	149 798
P73 – 2009/10-2019/20	0,70-1,40	8 871 443	134 810
P74 – 2009/10-2019/20	0,70-1,40	8 609 217	124 423
P75 – 2010/11-2020/21	1,40	6 596 376	96 604
P76 – 2010/11-2020/21	1,20-1,40	70 365 604	960 292
P77 – 2010/11-2020/21	1,20-1,40	48 935 779	668 036
P78 – 2011/12-2021/22	1,00-1,20	91 011 047	1 050 910
P79 – 2011/12-2021/22	1,00-1,20	41 369 413	483 971
P80 – 2012/13-2015/16	1,40	–	1 113 530
P81 – 2012/13-2015/16	1,40	–	601 347
P82 – 2013/14-2016/17	1,20-1,40	109 427 529	1 190 995
P83 – 2013/14-2016/17	1,20-1,40	37 284 151	498 306
P84 – 2014/15-2017/18	1,00-1,20	66 111 725	34 085
P85 – 2014/15-2017/18	1,00-1,20	37 043 125	171 677
P86 – 2015/16-2018/19	0,70	82 901 926	243 822
P87 – 2015/16-2018/19	0,70	61 011 469	110 392
P970 – 2015/16-2016/17	0,70	297 558	522
P971 – 2015/16-2016/17	0,70	855 575	999
P972 – 2015/16-2016/17	0,70	1 893 878	1 107
		<i>1 464 321 410</i>	<i>19 651 973</i>
		5 076 053 146	34 266 587
Billets à moyen terme			
À payer en devises étrangères			
2013/14-2016/17	variable	519 480 000	1 457 989
2013/14-2019/20	1,85	64 935 000	1 207 826
2013/14-2019/20	variable	64 935 000	229 839
2013/14-2019/20	variable	162 337 500	623 474
2013/14-2020/21	2,30	64 935 000	1 519 326
2014/15-2020/21	variable	162 337 500	583 047
2014/15-2020/21	variable	129 870 000	459 601
2014/15-2020/21	variable	324 675 000	1 149 004
2014/15-2020/21	variable	64 935 000	225 796
2014/15-2020/21	0,15	221 655 000	352 648
2015/16-2021/22	variable	64 935 000	164 064
2015/16-2019/20	1,45	64 935 000	594 695
2015/16-2018/19	variable	324 675 000	603 637
2015/16-2019/20	1,28	194 805 000	345 238
		2 429 445 000	9 516 184
Total des intérêts sur la dette non échue		526 878 762 711	13 203 331 299

Comptes publics du Canada 2015-2016

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2015-2016
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2014-2015.....		–	330 974 318
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2015-2016.....		138 100 000 000	530 191 325
		<i>138 100 000 000</i>	<i>861 165 643</i>
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2014-2015.....		–	655 885
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2015-2016.....		4 747 403 045	9 169 253
		<i>4 747 403 045</i>	<i>9 825 138</i>
		142 847 403 045	870 990 781
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables		–	632 059 831
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations à rendement réel.....		–	(105 641 622)
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations en devises étrangères.....		–	6 056 837
Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel.....		–	970 521 521
		–	1 502 996 567
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes sur d'autres dettes.....		142 847 403 045	2 373 987 348
Réévaluation des swaps de devises	divers	8 391 392 315	(486 885 097)
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.....	divers	–	10 642 719
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés.....	divers	5 046 829 132	–
Obligation découlant de contrats de location-acquisition.....	divers	3 476 881 655	209 031 079
Autre dette non échue.....	divers	1 569 841 909	82 559 355
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue		688 211 110 767	15 392 666 703
Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes.....	divers	168 858 041	–
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	45 695 153 093	2 139 615 656
Compte de convention de retraite des parlementaires	divers	248 634 683	9 820 946
Compte d'allocations de retraite des parlementaires.....	divers	502 299 428	20 267 602
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique	divers	355 052 200	–
Compte de pension de retraite de la fonction publique	divers	95 566 249 001	4 443 345 828
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve	divers	(51 192 066)	–
Compte de convention de retraite			
CCR n° 1 – Forces canadiennes	divers	392 099 834	18 043 320
CCR n° 1 – Fonction publique	divers	1 163 127 305	53 426 014
CCR n° 1 – Gendarmerie royale du Canada.....	divers	33 541 785	1 558 394
CCR n° 2 – Fonction publique	divers	807 056 879	32 077 055
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	15 339 685	–
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	13 154 521 368	613 018 941
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges)	divers	215 089 000	1 553 165
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres)	divers	767 192	5 595
Société d'État et autres entités consolidées	divers	86 468 000	–
		<i>158 353 065 428</i>	<i>7 332 732 516</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite.....	divers	(6 126 000 000)	122 000 000
		152 227 065 428	7 454 732 516
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés.....		27 065 000 000	729 000 000

7.6 Frais de la dette publique

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2015-2016
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la Gendarmerie royale du Canada		5 650 000 000	218 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres		2 285 000 000	80 000 000
Régime de congés de maladie		1 617 000 000	39 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants.....		47 462 000 000	1 442 000 000
Indemnisation des accidents du travail		1 273 000 000	32 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités.....		329 311 000	– ³
	divers	85 681 311 000	2 540 000 000
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs.....		237 908 376 428	9 994 732 516
Autres passifs			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	34 728 735	1 618 643
Compte des rentes sur l'État.....	divers	133 820 091	9 577 581
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation.....	divers	21 651 436	–
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon.....	divers	97 935 129	537 385
Code canadien du travail - Appels sur recouvrement de salaire.....	divers	1 710 384	13 922
Dépôt en garantie pour échanges de devises.....		127 532 340	–
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	13 623 124	116 031
Dépôts de garantie générale	divers	6 618 716	–
Comptes ne portant pas intérêt.....		303 929 695	–
		573 000 824	667 338
Comptes en fiducie			
Comptes en fiducie gérés			
Service canadien du renseignement de sécurité		179 332	755
Bourses scolaires			
	divers	26 421	119
Service correctionnel du Canada			
Fonds de fiducie des détenus.....	divers	18 235 978	7 303
Fonds de successions.....	divers	263 830	1 182
Fonds des bandes indiennes	divers	710 294 325	16 578 322
Comptes de succession des Indiens	divers	25 815 533	361 499
Comptes d'épargne des Indiens	divers	30 699 225	617 904
Convention de règlement relative aux pensionnats indiens			
Paievements d'expérience commune.....	divers	82 150 713	779 246
Gendarmerie royale du Canada - Caisse fiduciaire de bienfaisance.....	divers	2 159 168	9 571
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants	divers	1 067 387	5 493
Comptes ne portant pas intérêt.....		778 562	–
		871 670 474	18 361 394
Total comptes de dépôt et en fiducie.....		1 444 671 298	19 028 732
Autres comptes à fins déterminées			
Comptes d'assurance et de prestations de décès			
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	3 526 551 938	160 841 600
Compte de prestations de décès de la Force régulière	divers	185 451 694	8 670 657
Comptes ne portant pas intérêt.....		4 135 889	–
		3 716 139 521	169 512 257
Comptes de pension			
Compte de pension pour les agents des rentes.....	divers	–	3
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place	divers	112 054	–
Gendarmerie royale du Canada			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	17 672 930	874 731
		17 784 984	874 734

Comptes publics du Canada 2015-2016

Frais de la dette publique – fin

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2015-2016
Autres comptes			
Programme Agri-investissement.....	divers	4 858 789	20 496
Programme Agri-stabilité (antérieurement Programme canadien de stabilisation du revenu agricole).....	divers	49 669 981	–
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec.....	5,00	2 677 771	133 889 ⁴
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Compte spécial.....	divers	6 991 808	31 042
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens.....	divers	43 042 581	1 011 519
Comptes ne portant pas intérêt.....		147 448 582	–
		254 689 512	1 196 946
Revenus reportés – Comptes à fins déterminées⁵			
Accords à frais partagés – Recherche – Agriculture.....	divers	–	34 584
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie.....	divers	–	1 094
Autres comptes à fins déterminées.....		3 988 614 017	171 619 615
Allocations de droits de tirage spéciaux.....	divers	– ⁶	5 787 659
Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs.....		5 601 834 141	207 632 230
Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie.....	divers	775 695	2 971
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causés par les navires.....	divers	411 288 187	3 009 549
Compte de fiducie de Mackenzie King.....	divers	225 000	4 163
Dons pour la recherche sur la santé.....	divers	140 267	30 331
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonds pour les boursiers de la Reine.....	divers	250 000	1 675
Comptes ne portant pas intérêt.....		3 539 949 945	–
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés.....		3 952 629 094	3 048 689
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation.....		935 673 950 430	25 598 080 138
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement).....		(3 952 629 094)	(3 048 689)
Total des frais de la dette publique.....		931 721 321 336	25 595 031 449
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives avant provision et redressements de consolidation.....			22 644 489 704
Total de la provision des frais de la dette publique.....			2 953 590 434
Redressements de consolidation.....			(3 048 689)
Total des frais de la dette publique.....			25 595 031 449

¹ Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent aux mois et à l'année d'échange.

² Les années pour chaque série d'obligation correspondent à l'année d'émission et à l'année d'échange.

³ Les intérêts sont présentés aux Autres charges de programmes – Sociétés d'États.

⁴ Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.

⁵ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume 1.

⁶ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume 1.

Section 8

Comptes publics du Canada

2015-2016

Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjudés par une cour

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État	8.2
Paiements à titre gracieux.....	8.25
Montants adjudés par une cour.....	8.28

Paievements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 1 000 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Lorsque la situation justifie la non-divulgarion, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paievements de réclamations contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires autochtones et du Nord	
Affaires indiennes et du Nord canadien	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Lavallée S.....	6 615
Paul E.....	10 000
Radzius J.....	21 036
Taylor SR.....	44 450
Règlement de réclamations d'abus	
Firmes d'avocats variées pour	
Noms retenus (2 159).....	221 589 180
Merchant law Group LLP en fiducie pour	
Nom retenu.....	250 000
Règlement d'une réclamation liée à une dispute contractuelle pour la possession de terrains	
Ratcliff & Company LLP en fiducie pour	
Les Premières Nations de Tzeachten, Skowkale et de Yakweakwoose.....	3 400 000
Règlement d'une réclamation liée à une indemnisation pour des cessions de terre	
Développement des terres de la collectivité autochtone de Debendmang à Manitouli	
Aundeck Omni Kaning Band (Ojibways of Sucker Creek), Sheguiandah Band, Sheshegwaning Band, West Bay of M'Chigeeng Band, Zhiibaahaasing Band (Cockburn Island Band).....	3 000 000
Règlement d'une réclamation liée à une indemnisation pour des droits donnés sur une partie du terrain d'une réserve	
Kirkby Fourie Law Office en fiducie pour	
Première Nation Ahtahkakoop.....	10 000
Règlement d'une réclamation liée à une indemnisation pour des transactions foncières historiques	
Gouvernement de Listuguj Mi'gmaq.....	64 500 000
Règlement d'une réclamation liée à une indemnisation pour la mise en oeuvre de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut	
Nunavut Tunngavik Inc.....	255 500 000
Règlement d'une réclamation liée à une indemnisation pour le droit de possession de terrain	
Michaels & Stern Law Corporation en fiducie pour	
Amos L, Anderson S, Peguis First Nations, Plishka B, Sinclair M, Sinclair R, Spence K, Sutherland P, Sutherland V.....	22 500
Règlement d'une réclamation liée à une indemnisation pour l'utilisation d'une route dans les réserves indiennes	
Affaires indiennes et du Nord canadien en fiducie pour	
Première Nation Saik'uz.....	600 000
Règlement d'une réclamation liée à une dispute contractuelle liée aux prix des produits du gaz naturel et des produits découlant du gaz	
Ackroyd LLP en fiducie pour	
La Bande Paul.....	2 503 594
Règlement d'une réclamation liée aux limites de baux adjacents à un différend frontalier de bail	
Canadian Arctic Holidays Limité.....	20 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (4).....	480
	551 477 855
Affaires mondiales	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Règlement d'un grief lié à l'expédition d'effets personnels	
Champ et Avocats en fiducie pour	
Gaumont M.....	1 500
Règlement d'une réclamation liée à des dommages causés par des inondations	
Collahuasi.....	1 296
Règlement d'une réclamation liée à des fonds de contribution récupérés	
Julian Heller et Associés en fiducie pour	
Noms retenus (3).....	166 000
Règlement d'une réclamation liée à l'annulation d'un contrat	
Kamal et Associés en fiducie pour	
Nom retenu.....	18 376

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à un licenciement	
Da Costa M	55 994
Noms retenus (2)	40 213
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (1)	5 217
	<u>288 596</u>
Agriculture et Agroalimentaire	
Agriculture et Agroalimentaire	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Assurance Economical pour	
Biggs AJ	3 728
Boyd Autobody & Glass Penticton pour	
Anderson R	1 743
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Pannekoek SJ	4 880
Saskatchewan Government Insurance pour	
Trane Saskatchewan	4 735
Unifund Assurance Company pour	
Toole L	1 099
Règlement d'une réclamation liée à un bien endommagé	
Cherpin K & L	20 505
Hempler G pour	
Chwartacki DJ, Vermeulen LM	5 250
Manz E	2 142
Règlement d'une réclamation liée à un véhicule endommagé	
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Penner L	2 967
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 598
	<u>48 647</u>
Anciens Combattants	
Anciens Combattants	
Règlement à l'amiable d'une réclamation liée à l'emploi	
White J	45 000
Règlement d'une réclamation liée à une lésion professionnelle	
Nom retenu	35 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3)	511
	<u>80 511</u>
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	400
Conseil du Trésor	
Secrétariat	
Règlement de réclamation liée au Régime d'assurance-invalidité de longue durée de la Gendarmerie royale du Canada	
McInnes Cooper en fiducie pour	
White D et al.	15 100 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (9)	2 541
	<u>15 102 541</u>
Commissariat à l'intégrité du secteur public	
Règlement hors cour dans le cadre d'un contrôle judiciaire	
Nom retenu	108 000

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
École de la fonction publique du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (6).....	812 913
	<u>16 023 454</u>
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Règlement d'une réclamation liée à la perte d'effets personnels	
Delisle C.....	1 858
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1).....	18
Bureau du directeur général des élections	
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu.....	12 500
Nom retenu.....	12 500
Règlement d'une réclamation pour perte d'honoraires – travailleur d'élection	
Nom retenu.....	3 000
	<u>28 000</u>
	<u>29 876</u>
Défense nationale	
Défense nationale	
Indemnisation pour dommages corporels	
Acheson Whitley Weeney Foley en fiducie pour	
Coulthick R.....	175 000
Paievement d'amende pour des dommages environnementaux	
Boyne Clark LLP en fiducie pour	
Environnement et Changement climatique.....	100 000
Paievement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Bima.....	1 610 068
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, en Allemagne	
Bafu.....	75 409
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule de l'État	
Aitkin C.....	1 211
Alexander B.....	5 653
Allstate du Canada, Compagnie d'assurance pour	
Smith C.....	5 375
Arby's.....	1 724
Assurance Federation pour	
Revelle R.....	2 763
Bima.....	4 064
Binnington C.....	2 889
Braithwaite Boyle en fiducie pour	
Lavoie C.....	12 500
Certas Direct Compagnie d'assurances	
Scott J.....	6 567
Desjardins Assurances générales pour	
Cameron J.....	2 160
Dionne M.....	2 205
Family Insurance Solutions pour	
Caviness S.....	1 821
Halifax-Dartmouth Bridge Commission.....	4 550
Hydro One Networks Inc.....	12 550

8.4 Paievements de réclamaions contre l'État, paievements à titre gracieux et montants adjugés par une cour

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Argueta R.....	2 161
Fuder J.....	2 015
Kumar R (Dr).....	2 929
Moog C.....	2 857
Ogmundson T.....	9 417
Rogers J.....	2 762
Schulte M.....	2 097
Sidhho S.....	1 894
Tsai J C.....	2 686
Volkman G.....	2 397
VonReisen I.....	11 738
Intact Compagnie d'assurance pour	
Maldague A.....	3 159
Johns Southward Glazier Walton & Margetts en fiducie pour	
Marsh J.....	35 000
Jolly Farmer Transport Inc pour	
Cunningham L.....	7 110
La Personnelle Compagnie d'assurances pour	
Gravel B.....	11 052
Michaud S.....	1 776
MRDC Operations Corporation.....	4 056
Pembridge Insurance Company pour	
Murphy S.....	5 302
Primum Compagnie d'assurance pour	
Morrell J.....	2 122
Saskatchewan Government Insurance pour	
Chomyn J.....	4 188
Drummond J.....	2 325
Miner Excavating and Trucking Ltd.....	2 949
Ministère de la Voirie et de l'Infrastructure de la Saskatchewan.....	4 956
White M.....	2 654
Windrim R.....	2 397
Sécurité Nationale Compagnie d'assurance pour	
Harrison D.....	1 044
Nearing M.....	2 627
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Hatley M.....	2 151
Hoborough D.....	2 292
Howie W.....	1 817
Hutchison B.....	2 979
Keating D.....	4 887
Taylor J.....	1 505
Valleta and Company pour	
Reimer G.....	3 847
Ville de Winnipeg.....	5 259
Wawanesa Assurance pour	
Guetg H.....	4 230
Miller W.....	2 180
Patry-Young J.....	3 972
Règlement de réclamation concernant assertion négligente et inexacte	
Burlington Teen Tour Band.....	21 922
Règlement de réclamation concernant un droit de l'aide au déplacement en congé	
Barfoot S.....	5 832
Susut M.....	5 489
Règlement de réclamation pour des dommages environnementaux	
K&L Land Partnership.....	1 650 000

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Déetail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Bosse F.....	2 500
Bouchard M.....	2 500
Boyd J.....	3 563
Flaman R.....	3 000
Michel Drapeau Law Office s r l en fiducie pour	
Ouellette B.....	6 000
Nelligan O'Brien Payne s r l pour	
Gladman B.....	1 500
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Discount Car & Truck Rentals.....	2 859
Enterprise Rent A Car.....	24 657
Gestion Porlier ltée.....	1 866
K-Sports Marine Inc.....	1 948
Location Brossard.....	1 867
Location Sauvageau.....	1 240
Rent a Car Canada.....	3 184
SM Sport Inc.....	4 585
Règlement de réclamation pour la perte d'usage et l'achat de terres de réserve	
Ratcliff & Company LLP en fiducie pour	
Tzeachten First Nations.....	4 400 000
Règlement de réclamation pour perte d'opportunités financières, de paie, de bénéfices sociaux et de pension	
Levasseur C.....	17 325
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens	
Chafe D.....	1 293
Elson D.....	2 168
Fellice-Simard M.....	1 056
Fergusso Y.....	2 941
Guilbault M.....	1 159
Keeping C.....	1 678
Tyrie S.....	1 095
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens personnels	
Boucher P-L.....	4 053
Cookomolin P.....	3 450
Cyr P.....	3 223
Daudet C.....	2 436
Desbiens M.....	2 064
Duff A.....	2 222
Duff F.....	1 565
Foord G E.....	2 423
Holmes C R.....	4 095
Korman M.....	3 872
Lavig J-S.....	1 031
Lavoie M.....	4 178
Osmond G P.....	3 736
Reardon D.....	1 787
Shecanapish S.....	1 875
Swappie N.....	2 057
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/biens personnels	
Affiliated FM Compagnie d'assurance pour	
Whistler Athletes Centre.....	262 673
Allstate du Canada, Compagnie d'assurance pour	
Crawford-Daniels N.....	4 582
Assurance Economical pour	
Duplessie C.....	1 865
Billard C.....	4 764
Bonnell G.....	1 889
Cinq-Mars R.....	23 172
Cote A.....	11 000

8.6 Paiements de réclamaions contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Delisle D.....	14 420
Intact Compagnie d'assurance pour Smith P	3 529
La Personnelle Compagnie d'assurances pour Lavallee G	1 572
Johnson D.....	1 516
Leclerc J, Vaugeois I.....	2 700
McClafferty J	1 726
McLeod A	5 163
McNary S	1 500
Nanaimo Port Authority.....	1 915
Paradis I, Régnière C.....	14 000
Patzer D.....	3 363
Pickrell B.....	2 794
Prince Albert Exhibition Association	2 000
Rodgers M.....	1 500
Romonow T.....	1 018
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances pour Gilbert L	1 636
Taylor L.....	1 400
TD Assurance Meloche Monnex pour Green N	1 077
Wilson I.....	3 830
Wilson R.....	4 500
Règlement de réclamation suite à des blessures corporelles	
Bima	14 836
Deveau Avocats en fiducie pour Pêcheries Bourque.....	121 000
Iginla and Company en fiducie pour Hibo A	17 500
Laliberty R	6 000
MacGillivray Injury & Insurance Law en fiducie pour Waters R.....	140 000
Michel Drapeau Law Office srl en fiducie pour Raymond S	5 000
Verville-Labbe L	85 000
Millars Law en fiducie pour Davis K.....	75 000
Degagne C	88 750
Dobbs A.....	122 000
Harms K.....	98 000
Weir Bowen en fiducie pour McNaughton R	52 491
Règlements ministériels en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Noms retenus (2) paiements de 5 000 \$ à 167 000 \$.....	172 000
Règlement pour réclamation de remboursement de frais de santé Ministère de la Santé de la Colombie-Britannique pour Coulthick R.....	3 083
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (76)	31 327
	9 827 683
Environnement et Changement climatique	
Environnement	
Accident impliquant un véhicule de l'État – Réparation de clôture Powers D	3 410
Coûts engendrés suite à un ajournement de cours Justice Canada pour JFK Law Corporation.....	9 920

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Ferguson D.....	15 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Bertrand F.....	7 000
Born K.....	13 400
Ferguson D.....	16 217
Patterson P.....	1 474
Sung S.....	25 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3).....	1 424
	92 845
Agence canadienne d'évaluation environnementale	
Dépenses engagées inutilement et payables aux intimés dans le dossier de Cour	
JFK Law Corporation en fiducie pour	
Chef Courtoreille S, Mikisew Cree First Nation.....	9 920
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour des services de santé	
Gouvernement de l'Alberta.....	2 243
Indemnisation pour dommage causé à la propriété	
Manitoba Hydro.....	3 332
Indemnisation pour dommage causé à un navire	
Breiling B.....	3 948
La Garantie Compagnie d'Assurance de l'Amérique du Nord.....	2 576
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Bida C.....	1 253
Challenger Motor Freight Inc.....	12 686
Enterprise Rent A Car.....	27 416
Golebiowski B.....	5 155
Hernandez L.....	1 168
Insurance Corporation of British Columbia.....	2 587
Kozicka P.....	3 866
Location Sauvageau Inc.....	4 793
Lockwood Auto Body.....	5 361
Pelz R.....	1 591
Sécurité Nationale Compagnie d'assurance.....	10 532
Stupple C.....	1 166
Travelers Insurance.....	3 843
Unifund Assurance Company.....	2 433
Zaugg M.....	1 957
Règlement de réclamation liée à l'accessibilité	
Nom retenu.....	1 961
Règlement de réclamation liée à un congédiement injustifié	
Nom retenu.....	55 000
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu.....	196 674
Règlement d'une réclamation pour décès résultant d'un accident	
Oatlet Vigmon en fiducie pour	
Nom retenu.....	225 000
Règlement pour des blessures corporelles	
Cummings Andrews Mackay LLP en fiducie pour	
Courtoreille D.....	93 555
Gouvernement de l'Alberta.....	3 055
Rogers Bristow & Moyses LLP en fiducie pour	
Gallivan S.....	10 000
Timperio Legal Services Professional Corporation en fiducie pour	
Sweetman D.....	20 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement pour mettre fin à une licence de tourisme et de pourvoirie McLennan Ross LLP en fiducie pour Nahanni Butte Outfitters Ltd.....	1 150 000 9 299 1 862 450
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (29).....	1 965 215
Famille, Enfants et Développement social	
Emploi et Développement social	
Accident impliquant un véhicule de l'État Primum Compagnie d'assurance pour Barlizo R.....	5 858
Règlement de réclamation pour dommage à un véhicule de location Driving Force.....	5 000
Règlement d'une réclamation en raison d'un retard dans le traitement d'une demande de passeport Murugiah S.....	1 120
Règlement d'une réclamation en vertu de la Charte Canadienne des Droits et Libertés Noms retenus (2).....	21 074
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Noms retenus (6).....	90 817
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> et devant la Commission des relations de travail de la fonction publique Noms retenus (9).....	130 923
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> Nom retenu.....	17 000
Règlement d'une réclamation liée à des frais médicaux dû à une erreur administrative Donoghue C..... MacGregor R.....	2 833 1 174
Règlement d'une réclamation liée à des griefs devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique Noms retenus (16).....	400 099
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi Noms retenus (4).....	125 353
Règlement d'une réclamation liée à une assurance dentaire dû à une erreur administrative Muzik J.....	1 019
Règlement d'une réclamation pour des frais de réinstallation Brisson C..... Choquette Landry M..... Taylor J.....	7 788 2 444 2 272
Règlement d'une réclamation pour des frais de réinstallation liée à des griefs Noms retenus (4).....	24 752
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux Nom retenu.....	50 000
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux dû à une erreur administrative Nom retenu.....	6 128
Règlement d'une réclamation pour pertes financières dû à une erreur administrative Nom retenu.....	6 200
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4 042).....	78 224
	980 078
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Citoyenneté et Immigration	
Règlement à l'amiable d'une réclamation des frais judiciaires pour abandonner la poursuite judiciaire Ali M Amini, Barrister & Solicitor en fiducie pour Al Rabie M.....	1 000
Czuma, Ritter, Barristers & Solicitors en fiducie pour Nom retenu.....	20 000

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Lisa R G Winter-Card, Barrister & Solicitor en fiducie pour Joseph L.....	1 886
Stewart Sharma Harsanyi, Barristers and Solicitors en fiducie pour Doad R.....	3 500
Vincent Dagenais Gibson s r l en fiducie pour Scott J.....	5 000
Waldman & Associates, Barristers and Solicitors en fiducie pour Karim M.....	3 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Nom retenu.....	1 500
Règlement d'une réclamation liée à un accident de travail Nom retenu.....	1 205
Règlement d'une réclamation liée à un grief Nom retenu.....	2 000
Remboursement de dépenses encourues à la suite d'une erreur administrative avec un passeport Li Y.....	4 884
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3).....	1 591
	<u>45 566</u>
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Entente de règlement liée aux avantages sociaux Nom retenu.....	1 071
Règlement d'une réclamation liée à un grief Nom retenu.....	12 000
Règlement en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Nom retenu.....	20 000
	<u>33 071</u>
	<u>78 637</u>
Infrastructure et Collectivités	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Règlement hors cour de réclamation liée à l'emploi Nom retenu.....	35 000
	<u>35 000</u>
Innovation, Sciences et Développement	
Industrie	
Accident impliquant un véhicule de l'État Novex Insurance Company pour Trask C.....	7 568
Règlement de réclamation pour le remplacement de barrières de route Ministère des Transports et de l'Infrastructure de la Colombie-Britannique.....	5 643
Règlement de réclamation suite à l'erreur d'assignation des fréquences radio Jalec Inc.....	9 608
Règlement d'une réclamation liée à un grief Nom retenu.....	14 688
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (11).....	2 783
	<u>40 290</u>
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1).....	764
Agence spatiale canadienne	
Règlement d'une réclamation liée à un grief Nom retenu.....	20 000
Conseil national de recherches du Canada	
Indemnisation pour dommages causés à un véhicule Farley M.....	3 021

8.10 Paievements de réclamaions contre l'État, paievements à titre gracieux et montants adjugés par une cour

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	100 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (6)	2 745
	<u>105 766</u>
Statistique Canada	
Indemnisation pour le dommage à un véhicule	
Driving Force	5 000
Driving Force	4 257
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (5)	1 396
	<u>10 653</u>
	<u>177 473</u>
Justice	
Justice	
Règlement hors cour pour réclamation liée à une poursuite abusive	
Nom retenu	2 500 000
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Aide Juridique Ontario	226 177
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	57
	<u>226 234</u>
	<u>2 726 234</u>
Parlement	
Sénat	
Règlement hors cour pour réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	65 010
Patrimoine canadien	
Patrimoine canadien	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (6)	2 698
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	
Règlement hors cour liée à la cessation d'emploi	
Godbout M	10 000
	<u>12 698</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Pêches et Océans	
Indemnisation pour perte financière personnelle	
Camp Fiorante Matthews Mogergerman en fiducie pour	
Burnell B et Iverson L	2 877 632
Indemnisation suite à un accident impliquant un navire de l'État	
Cameron C	2 395
Deveau Avocats en fiducie pour	
Nom retenu	379 000
Me Michel Barrette en fiducie pour	
Nom retenu	115 000
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Leger M	23 500
Deveau Avocats en fiducie pour	
Nom retenu	95 000

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Katz R.....	3 334
Loop D.....	3 236
Martin M.....	1 251
Intact Compagnie d'assurance	
Hamilton R.....	14 674
Jenkins W.....	2 827
Mosher Chedore en fiducie pour	
Campbell S.....	75 000
Sécurité Nationale Compagnie d'assurance pour	
Fougere W.....	1 068
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Wrixon D.....	1 052
Wiseman S.....	1 382
Règlement d'un grief en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu.....	6 621
Nom retenu.....	61 537
Nom retenu.....	33 138
Règlement d'un grief ministériel	
Nom retenu.....	60 000
Règlement d'une réclamation liée à des blessures personnelles	
Brian DeLorenzi en fiducie pour	
Nom retenu.....	58 716
Règlement pour dommage à des effets personnels	
Poupart & Poupart Avocats en fiducie pour	
Municipalité régionale de comté de Marguerite d'Youville.....	2 500
Robinson Sheppard Shapiro en fiducie pour	
MS Maple Rostock Schifffahrt GMBH & Co.....	715 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (18).....	7 792
	4 541 655
Ressources naturelles	
Ressources naturelles	
Paievement d'une décision arbitrale en vertu d'un différend au sujet de l'Accord de libre-échange nord-américain	
Exxon Mobil Corporation.....	15 258 354
Murphy Oil Corporation.....	3 702 324
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu.....	159 016
Règlement pour des dommages à une propriété	
Pihl Law Corporation en fiducie pour	
Randhawa K, Randhawa RK, Randhawa S.....	20 050
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1).....	585
	19 140 329
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Talk Science to Me.....	27 550
	19 167 879
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (2).....	24 000
Règlement de réclamation liée à du recouvrement fiscal	
Bacchus W.....	5 000
Nom retenu.....	16 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation liée à une plainte devant le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	
Nom retenu	20 000
Règlement d'une réclamation des frais judiciaires pour abandonner la poursuite judiciaire	
Dentons Canada S E N C R L en fiducie pour	
Banque Royale du Canada	5 250
Règlement pour plainte déposée en vertu de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i>	
Lloyd M.	7 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (47)	4 387
	81 637
Santé	
Santé	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Insurance Corporation of British Columbia.....	1 143
Sécurité Nationale Compagnie d'assurance	5 806
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu	45 000
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	200 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Noms retenus (46) paiements de 3 200 \$ à 12 800 \$	318 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Noms retenus (4) paiements de 1 000 \$ à 12 000 \$	18 454
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (7)	2 618
	591 021
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Maryn & Associates en fiducie pour	
DaSilva M.	237 500
McComb Witten en fiducie pour	
Takatch B.	27 452
McCourt Law Offices pour	
Dahrouge JR	60 000
Miller M	6 949
Saskatchewan Government Insurance pour	
Eberle F	1 467
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Kish M	1 279
Règlement d'une réclamation liée à la détection de la <i>Listeria monocytogenes</i>	
Nom retenu	425 000
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (2)	59 738
Règlement d'une réclamation liée à un bien d'entreprise endommagée	
Fedrau Farms	4 768
Règlement d'une réclamation liée à un établissement de viande agréé	
Nom retenu	150 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Noms retenus (76)	684 214
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule motorisé	
Cowley & Company pour	
Johal AS	45 000
Ministère des finances de la Colombie Britannique pour	
Mei JQ	3 950
Règlement pour réclamation des frais de cotisations syndicales	
Charbonneau MH	1 032

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement pour réclamation des frais juridiques	
Nom retenu	1 041
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (4)	1 341
	1 710 731
Agence de la santé publique du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	105 000
	2 406 752
Sécurité publique et Protection civile	
Sécurité publique et Protection civile	
Indemnisation pour perte financière	
Université Simon Fraser	10 000
Indemnisation suite à une entente de règlement	
Sirman GF en fiducie pour	
Robins G	16 667
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1)	449
	27 116
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour des frais d'entrepôt	
Ameublement Import Delux Inc	2 014
Komol Plastic	3 007
Strathcona Manufacturing Ltd	1 846
Indemnisation pour dommages à la propriété	
Bolan N	1 305
Northern Strands Co Ltd	2 483
Otubu O	1 834
Pillar5 Pharma Inc	4 178
Sherif AMG	2 893
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Brownrigg L	1 762
Camilleri M	1 835
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Latimer M	2 387
Wawanesa Assurance pour	
Huntley M	1 219
Winn S	1 049
Indemnisation pour dommages généraux	
Arvai Personal Injury Lawyers en fiducie pour	
Danylenko I	10 000
Grillo Barristers en fiducie pour	
Nom retenu	15 000
Kirwin Partners LLP en fiducie pour	
Nom retenu	65 000
Lerners LLP en fiducie pour	
Nom retenu	15 000
Règlement de réclamation en matière d'emploi	
Nom retenu	8 560
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
Noms retenus (2) paievements de 7 007 \$ à 50 000 \$	57 007
Noms retenus (6) paievements de 1 000 \$ à 20 000 \$	42 000
Règlement de réclamation pour des frais de cour dus à une erreur administrative	
Nom retenu	1 200
Waldman & Associates en fiducie pour	
Nom retenu	7 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (87)	21 569
	270 148

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Emond L.....	25 555
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (28).....	1 516 635
Régime de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	
Noms retenus (97).....	716 497
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
A & B Auto Body pour	
Thorsteinson C.....	1 140
Abawajy A.....	3 220
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Howell E & J.....	4 767
All Makes Collision Centre pour	
Kerr-Wilson V.....	1 078
Allstate du Canada, Compagnie d'assurance pour	
Gregory K.....	13 077
Assurance Economical pour	
Bouvier L.....	8 317
Kavanaugh J.....	2 321
Quinn P.....	6 539
Siemens B.....	10 457
Waschuk A.....	1 612
Aviva Canada Inc pour	
Blechert E.....	1 035
Hallstrom R.....	3 622
Manson D.....	10 582
Nixon Z.....	3 804
Phillips S.....	4 746
Ward J.....	2 882
BC Hydro.....	6 341
Braithwaite Boyle en fiducie pour	
Jaman C.....	80 000
Bronson Jones and Company LLP en fiducie pour	
Mohammad A.....	6 000
Brun-Way Highway Operations.....	6 746
Calata E.....	2 000
Canada Damage Recovery pour	
Enterprise Rent A Car.....	10 608
Canadian Claims Services, RML Auto Appraisal pour	
Proulx A.....	2 537
Canadian Direct Insurance pour	
Klassen A.....	12 712
Kuwabara S.....	1 215
Canadian Northern Shield Insurance pour	
Dosanjh J.....	3 057
Robinson A.....	1 205
Carol Automobile Ltd.....	1 925
CARSTAR Carrosserie et vitres d'auto pour	
Brown J.....	4 183
CEI Network Canada pour	
Zajacz K.....	2 710
Cement Masons Local 919 & Brick Layers.....	1 000
Centre de collision Dilawry pour	
Parker C.....	1 512
Chadi & Company en fiducie pour	
Berezuk J, Lesoway J.....	26 794

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Chicoine D	1 315
City Center Auto Body Ltd pour	
Graham C.....	1 046
Coastal Pacific Xpress pour	
Uens D.....	15 500
Collision Clinic pour	
Curl D.....	2 604
Commissions des accidents du travail en fiducie pour	
Chan S	15 000
Daszuta A	440 000
Continental Casualty Company pour	
Stilling D.....	7 058
Correia and Collins en fiducie pour	
Keleher T.....	10 000
Cowell K	1 425
Dang J.....	1 142
Devon transport Ltd pour	
DBA Budget Car and Truck Rental	2 444
Drysdale Bacon McStravick LLP en fiducie pour	
Young J.....	30 000
Dwight's Place Auto Body Ltd pour	
Stubbe B	1 677
Enterprise Rent A Car	1 424
Enterprise Rent A Car	2 941
Esurance pour	
Walter R.....	4 934
Evans E.....	1 221
Evans T.....	1 417
Family Insurance Solutions pour	
Parno S.....	1 889
Winters T.....	1 204
Fix Auto Chilliwack pour	
MacMillan M.....	1 342
Getzinger's Auto Body Ltd pour	
Pickett C	6 051
Golden Arrow Bus Lines	1 500
Gouvernement de l'Alberta	1 400
Gouvernement de l'Alberta pour	
Lindblom W.....	1 400
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour	
Moshenko D	4 038
Harding R	4 141
Harman M	4 892
Hi Tech Express Ltd.....	9 000
Hill & Hill en fiducie pour	
Friebus R	48 000
Spaan A	38 000
Howell S.....	1 163
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Abbotsford Taxi Ltd.....	4 419
Admin K.....	2 280
Angco R.....	1 526
Armouse K.....	4 001
Autocanada Mr Motors GP Inc	6 243
Basra B	1 757
Berkhjovent D	2 415
Bravo F	1 494
Byron A	4 594
Cernanska S	3 806

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Ching Chan P.....	2 503
Colby R.....	1 899
Corporation of Delta.....	1 300
Crouch W.....	2 976
Currie J.....	1 166
Davis J.....	2 505
Fink N.....	1 692
Fowler M.....	2 023
Garbo J.....	1 166
Gormick J.....	1 024
Haines K.....	1 895
Halpern C.....	3 944
Hocking B.....	3 860
Hodges D.....	1 366
Howard S.....	2 660
Jone D, McGowan C.....	7 571
Jones K.....	6 136
Jung H.....	1 301
Kaderabek I.....	1 914
Knapman R.....	1 746
Kraima M.....	2 403
Lapierre JF.....	1 382
Li R.....	1 048
Lime M.....	4 300
Liu L.....	1 652
Lui T.....	1 064
Lustig R.....	2 369
Ly S.....	4 805
Making C.....	1 358
Martin M.....	2 014
Marty S.....	6 507
McKinnon J.....	5 206
Monroy R.....	1 514
Olson L.....	2 515
Pascual J.....	5 613
Peachell J.....	1 652
Pelletier E.....	5 084
Penuela V.....	9 287
Rai H.....	2 553
Ramirez R.....	2 369
Razak S.....	2 767
River C.....	1 329
Robert S.....	308
Robilliard A.....	3 550
Rose L.....	4 750
Smith DG.....	4 475
Steiger F.....	5 026
Travis T.....	1 239
Val Mart Doors.....	3 262
Versatile Leasing.....	15 667
Vranici G.....	3 769
WFC Football GP.....	1 105
Wherley J.....	3 264
Willoughby L.....	4 366
Yates R.....	1 239
Zhu W.....	3 673
Intact Compagnie d'assurance pour	
Embury C.....	3 015
Hearn W.....	24 048

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Jefferies F	3 473
Murphy S	3 117
Sloan D	6 283
J Christopher Nagle PC Inc en fiducie pour	
Babineau J	10 000
Jurkowski Enterprises Inc	10 242
La Personnelle Compagnie d'assurances pour	
Charette D	6 306
Maillet M	10 054
La Souveraine Compagnie d'assurance générale pour	
Cement Masons Local 919 & Brick Layers	1 165
Labrador Motors Ltd pour	
Henneberry C	3 720
Leblanc ND	3 114
Legacy Ford Rimbey pour	
Lloyd T	2 319
Liberty Mutual Insurance pour	
Miller W	29 207
Lien M	2 350
Lounsbury Automotive Ltd pour	
Coleman T	1 506
Econoleasing	3 892
Maaco Collision Repair & Auto Painting Inc pour	
Gillispie C, Margetts S	1 303
Madore's Auto Body pour	
Dickey K	1 864
Maryn & Associates Barristers Solicitors en fiducie pour	
Bahic R	10 000
McCourt Law Offices en fiducie pour	
Martens D	5 000
McLellan Brennan Barristers & Solicitor en fiducie pour	
Albert C	17 500
MDSI pour	
Chen J	2 142
Meeres P	1 150
Micron Industries Inc pour	
Pyne P	1 912
Ministère des Transports et de l'Infrastructure de la Colombie-Britannique	4 659
Ministre des finances pour	
Services d'urgences de santé de la Colombie Britannique	1 544
Mintz Law Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Wallis S	2 213
Ngah N	4 070
Niemyer K	2 665
Noms retenus (36)	5 810 004
Norrad J	1 765
Owens SM	14 000
P.G. Klassic Autobody pour	
Lalonde D	2 671
Pai Pai taxi	5 643
Peter T	2 800
Petro Canada	1 294
Phillips R	4 892
Podkopai V	1 803
Pollock A	2 698
Pomeroy T	3 329
Power Dempsey Leefy and Reddy en fiducie pour	
Heim S	2 500

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Primum Compagnie d'assurance pour	
Krammer M	1 240
Raymond Brinton's Body Shop Ltd pour	
Smith E	1 355
Reddick M	7 306
Reynolds D	1 987
RL Debosselage	1 066
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances pour	
Glover R	58 764
Haider P	1 257
Martens M	3 452
Royles Auto Body Ltd pour	
MacNeil G	1 413
Ruscheinski D	18 000
Safo Transportation	1 500
Saskatchewan Government Insurance pour	
Aryan S	2 465
Bagenda F	13 022
Black & McDonald	1 745
Champion Technologies Ltd	1 545
Ciona C	3 339
Donahue L	7 260
Ellis R	1 489
Everett RG	19 359
Fleck D	3 171
Foreman B	6 754
Fulford Electric Inc	3 772
Gross T	6 216
Kowalski M	2 000
Mariano J	9 733
Mauthe E	8 604
Michelle C	4 970
Mitchell E	11 994
Olson E	1 331
Paul L	2 765
Pipunic K	4 044
Shafiul A	4 163
Siemens B	2 582
Volk HJ	1 834
Sécurité Nationale Compagnie d'assurance pour	
Perazzo H	3 750
Pym K	7 749
Slave Lake Autobody Specialist Ltd pour	
Knight J	2 560
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Abrochnov M	11 058
Bianchi E	7 492
Cook S	1 260
Cooke B	5 297
Dietrich D	7 085
Direct General Partner Corporation	34 676
Dominguez R	3 061
Fed Ex	3 448
Garrity M	6 344
Henault M	1 053
Hiebert V	1 545
Skulason L	2 716
Swan K	10 401
Slipp W	2 500

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Sporer Mah and Company en fiducie pour	
Boguta D.....	9 855
Stephens & Holman en fiducie pour	
Omer S.....	55 000
Telus.....	2 753
The Co-operators pour	
Brown J.....	7 509
Labant E & J.....	15 408
Larsen D.....	4 849
Pullan E.....	2 309
The Portage la Prairie Mutual Insurance Company pour	
Mellott C.....	3 883
Travelers Canada pour	
Gaehring D.....	1 274
Trophy Collision Ltd pour	
Tumbach-Marchesi B.....	1 080
Unifund Assurance Company pour	
Mohr C.....	2 052
Nielsen C.....	2 052
Weller G.....	13 842
Van Horne Towing 2001 Ltd.....	4 133
W J Desjardins Tech Collision pour	
Blanchette T.....	4 575
Wawanesa Assurance pour	
Galliah T.....	19 613
Jackson R.....	3 925
Martin N.....	10 460
Nichols B.....	1 173
Reinbold C.....	3 421
Rossignol G & T.....	2 469
Sparks W.....	2 724
Yu Lin C.....	2 897
Wells L.....	1 003
Wiebe C.....	5 250
Wildman C.....	1 908
Zurich Insurance Company Ltd pour	
Choi J, Park W.....	7 478
Règlement de réclamation pour dépenses encourues	
Andrew G Bell Prof en fiducie pour	
Cormier R.....	5 985
Travaux publics et Services gouvernementaux pour	
Barrieault L.....	1 071
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Ahn R.....	3 640
Alder Street Autobody pour	
Burian M.....	2 402
Assurance Economical pour	
Vince Walker Construction.....	1 239
Babchishin G.....	1 526
Borean S.....	2 064
Burgess W.....	1 545
Burke Thompson en fiducie pour	
Magrath M.....	1 311
Cain Lamarre Casgrain Wells en fiducie pour	
Petit D.....	25 000
Canadian Direct Insurance pour	
Midtdal D.....	2 706
Cavanagh S.....	1 200
Cheng H.....	7 269

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Chourfi A.....	1 029
Connors C.....	2 097
Cosgrove K.....	1 371
Enciso M.....	1 828
Ferron B.....	2 569
Gamble S.....	1 150
Gelinas K.....	2 000
Hadiken L.....	8 265
Halk R.....	1 200
Hilton Québec.....	5 040
Hokanson S.....	2 238
Home Depot pour Kloet J.....	2 127
Hu W.....	5 535
Insurance Corporation of British Columbia pour Andriashyk E.....	9 968
Best-Way Siding.....	6 182
Kachmar F.....	1 500
Kary L.....	2 500
Kelvin Electric.....	1 808
Lachance C.....	1 500
Lambert W.....	2 000
Law M.....	1 206
Lazic J.....	1 210
Leteta Farms Ltd.....	1 223
Lloyd S.....	1 176
McCormack J.....	265
Meindersma W.....	1 344
Noms retenus (2).....	37 300
Rainbow International Restoration pour Schoendorfer L.....	3 224
Ramdhania R.....	8 000
Rektec.....	1 109
RT Handyman.....	1 386
Schoendorfer L.....	3 500
Sitko A.....	1 311
Spruce Ridge Manor.....	2 423
Sterling Electrical Contracting Inc pour Sporidis J.....	1 733
Stratford Contracting Ltd pour Sporidis J.....	2 973
Thoman Properties pour Smith C.....	1 108
Village de Masset.....	17 839
Woodstock Home and Yard pour Rayner J.....	2 935
Règlement de réclamation pour dommages des biens personnels d'un fonctionnaire Chow P.....	1 076
Etienne R.....	3 419
MacMillian A.....	1 151
Règlement de réclamation pour frais d'entreposage BPK Mechanical Services pour Kotowich B.....	50 000
Règlement de réclamation pour perte des biens personnels d'un fonctionnaire Arseneau B.....	2 002
Saillant G.....	3 120
Règlement de réclamation pour préjudice personnel D'Angelo A.....	50 564

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Erika Norheim Professional Corporation pour	
Cooper J.....	5 000
Highet J.....	6 500
Hanniliaq V.....	10 000
Lindsay Kenney en fiducie pour	
Wilson D.....	18 600
Mackesy Smyth LLP.....	1 000
Mills-Gee K.....	1 900
Mulronev and Company pour	
Inkman S.....	10 000
Naistus V.....	5 000
Noms retenus (32).....	12 927 569
Smith Evans en fiducie pour	
Curtis E.....	4 194
Stringam Denecky LLP en fiducie pour	
Hawco I.....	6 000
Weibe E.....	55 000
Thomas Campbell LLP en fiducie pour	
Pelly E.....	25 000
Wanke H.....	2 800
Williamson D.....	6 750
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
Regina Beach Yacht Club.....	6 500
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G.....	19 867
Tri Community Volunteer Policing.....	10 000
Règlement de réclamation pour vol des biens personnels d'un fonctionnaire	
Scarlett T.....	1 478
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (241).....	106 528
	23 466 477
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour cas liés au travail	
Noms retenus (4).....	148 146
Indemnisation pour dommages causés à un véhicule	
Belleville Carstar pour	
Lester D.....	5 488
Discount Car Rentals.....	1 325
Saskatchewan Government Insurance.....	7 655
Saskatchewan Government Insurance pour	
M.D. Ambulance.....	3 709
Shorthouse G.....	1 279
Indemnisation pour perte et/ou dommages aux biens personnels	
Noms retenus (7).....	12 561
Shkwarek G.....	1 000
Règlement d'accidents de véhicules motorisés	
Fourlane Ford.....	2 404
Gouvernement de l'Alberta.....	2 098
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Larsen DM.....	11 520
Rivington T.....	5 491
Welch BR.....	2 587
Kent P.....	1 733
Nom retenu.....	155 000
Zurich Insurance Company Ltd pour	
Groupe Transport Paul Lessard (1982) Inc.....	5 093
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (9).....	232 122

Paievements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement hors cour pour erreurs et/ou omissions du Service correctionnel du Canada	
Gaudreau M.....	5 000
Noms retenus (31).....	881 690
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (995).....	107 350
	<u>1 593 251</u>
	25 382 547
Services publics et Approvisionnement	
Travaux publics et Services gouvernementaux	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Avis Budget Group	1 050
Kenny AM.....	1 076
Scottish & York Insurance Co Limited	12 460
Indemnisation pour frais juridiques suite à une disposition d'un terrain excédentaire	
Dubois A	2 200
Indemnisation pour perte de profits liée à un processus d'évaluation des soumissions	
Conway Baxter Wilson srl en fiducie pour	
Tritech Group Ltd.....	183 310
Indemnisation pour perte financière suite à une erreur administrative – Pension de retraite de la fonction publique	
Nom retenu	159 099
Règlement d'une réclamation en raison d'une rupture de contrat	
Nom retenu	20 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Noms retenus (3) paievements de 3 372 \$ à 49 093 \$	62 465
Règlement d'une réclamation liée à un processus d'approvisionnement	
Adirondack Information Management Inc.....	2 750
Règlement d'une réclamation pour des blessures corporelles	
Auger Hollingsworth srl en fiducie pour	
Blais R	5 000
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents	
Turpin A	25 000
Règlement d'une réclamation pour des dommages-intérêts généraux	
Roebathan McKay & Marshall en fiducie pour	
Reynolds M	70 000
Règlement d'une réclamation pour dommages à un terrain	
Nom retenu	1 250
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (6).....	2 631
	<u>548 291</u>
Commission de la fonction publique	
Règlement pour dommages et frais légaux	
Nom retenu.....	56 974
Services partagés Canada	
Règlement hors cour pour réclamation liée à une résiliation de contrat	
Carroll Simpson LLP en fiducie pour	
Nom retenu	10 000
	<u>615 265</u>
Transports	
Transports	
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Nom retenu	2 500
Règlement d'un grief relatif à la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i>	
Nom retenu	27 549

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paievements de réclamaions contre l'État – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> pour discrimination fondée sur la déficience visuelle	
Nom retenu	25 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Noms retenus (4)	49 457
Rahmani N	25 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief pour discrimination en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (2)	18 000
Règlement d'une réclamation pour un ouvrage de soutènement du ruisseau Bellevue à Verchères	
Poupart & Poupart Avocats en fiducie pour	
Nom retenu	1 250
Règlement extrajudiciaire pour un fonds d'indemnisation suite à la tragédie de Lac-Mégantic	
Richter Groupe Conseil Inc en fiducie pour	
Nom retenu	75 000 000
Règlement hors cour suite à un recours collectif de citoyens protestant contre le bruit causé par les avions des écoles de pilotage de l'aéroport de Saint-Hubert	
Lavery, de Billy S E N C R L en fiducie pour	
Nom retenu	11 916
Règlement pour des dommages causés à un yacht motorisé	
Isaacs & Co en fiducie pour	
Smart D et al	100 000
Règlement pour un accident mortel survenu à un passage à niveau d'une voie ferrée	
McKercher LLP en fiducie pour	
Nom retenu	10 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (4)	514
	<hr/>
	75 271 186
	<hr/>
Total	711 284 288

Paievements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire, consenti à titre de don dans l'intérêt public sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulcation, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paievements à titre gracieux

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Bourse d'études Annemarie Desloges	
Université d'Ottawa.....	150 000
Contribution à des frais funéraires	
Duevi S.....	323
	<u>150 323</u>
Anciens Combattants	
Anciens Combattants	
Ajustement d'indemnité pour blessure grave	
Nom retenu.....	70 000
Paievements d'avantages spéciaux aux anciens combattants de la marine marchande	
Nom retenu.....	10 000
Remboursement des frais de voyage dû à une erreur administrative	
Mercer L.....	1 279
	<u>81 279</u>
Conseil privé	
Bureau du directeur général des élections	
Indemnisation pour dommage causé à des effets personnels	
Bourque C.....	125
Indemnisation pour dommage causé à une automobile	
Léger M.....	569
Paievement pour services ambulanciers	
Alberta Health Services.....	385
Perte d'honoraires - travailleur d'élection	
Nom retenu.....	1 160
	<u>2 239</u>
Défense nationale	
Défense nationale	
Indemnisation pour des frais de déplacement pour l'intégration du programme des familles des disparus dans le dévoilement de la plaque à l'édifice de la Bravoure	
Noms retenus (20) paiements de 87 \$ à 9 598 \$.....	35 554
Indemnisation pour des frais de voyage	
Noms retenus (4) paiements de 163 \$ à 1 434 \$.....	3 413
Indemnisation pour dommage aux biens personnels	
Josey B.....	1 023
Indemnisation pour dommages corporels	
Thomson R.....	40 591
Indemnisation pour un grief lié à la libération	
Nom retenu.....	25 000
	<u>105 581</u>

Comptes publics du Canada 2015-2016

Paiements à titre gracieux – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Famille, Enfants et Développement social	
Emploi et Développement social	
Paiement pour les services ambulanciers	
Services Préhospitaliers Laurentides-Lanaudières	
Mainville N.....	144
Paiements inférieurs à 100 \$ (2).....	110
	254
Innovation, Sciences et Développement économique	
Conseil national de recherches du Canada	
Indemnisation à un entrepreneur pour la perte d'un colis	
Boshek M.....	495
Indemnisation pour les dommages au matériel et à l'équipement de lutte contre les incendies	
Municipalité de Mississippi Mills.....	6 082
	6 577
Statistique Canada	
Indemnisation pour un différend lié à l'emploi	
Nom retenu.....	64 794
	71 371
Patrimoine canadien	
Patrimoine canadien	
C.P. 2015-0831, 17 juin 2015, Son Excellence le Gouverneur général en conseil autorise à verser un paiement unique en l'honneur de la naissance de Son Altesse Royale la princesse Charlotte de Cambridge	
Association canadienne de santé publique pour	
Immunsation Canada.....	100 000
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Pêches et Océans	
Remboursement de frais de voyage	
Bouzane A.....	7 843
Remboursement pour la récupération d'une bouée	
Brinson I.....	200
Hoffe D.....	100
White S.....	100
	8 243
Ressources naturelles	
Office national de l'énergie	
Remboursement des frais juridiques	
Keith C.....	5 569
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Allocations pour frais de chauffage	
Amerongen JV.....	125
Santé	
Santé	
Compensations aux victimes de la thalidomide	
Noms retenus (9).....	1 125 000
Régime d'aide extraordinaire	
Nom retenu.....	120 000
	1 245 000

Paievements à titre gracieux – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Agence de la santé publique du Canada	
Remboursement des frais engagés et l'indemnisation pour perte de salaire	
Nom retenu	10 184
	<u>1 255 184</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Sécurité publique et Protection civile	
Indemnisation pour perte financière	
Nom retenu	22 330
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels	
Audet E.....	175
Gauthier JG	350
Paievements inférieurs à 100 \$ (3)	175
	<u>700</u>
Gendarmerie royale du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels	
Andrew D.....	1 300
Joseph A	1 178
Première Nation Champagne et Aishihik pour	
Rufiange-Holway T.....	1 935
Indemnisation pour un déplacement	
Pompeo D.....	1 109
Remboursement des frais de kilométrage	
Buliziuk D.....	874
Paievement inférieur à 100 \$ (1)	35
	<u>6 431</u>
	<u>29 461</u>
Total	<u>1 809 629</u>

Comptes publics du Canada 2015-2016

Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires autochtones et du Nord	
Affaires indiennes et du Nord canadien	
Autorisation—Cour d'appel de l'Alberta	
1203-0170-AC	
Adjugé des frais judiciaires	
Nation crie de Beaver Lake.....	2 684
Autorisation—Cour d'appel de l'Ontario	
M44539	
Adjugé des frais judiciaires	
Wilson Christen LLP en fiducie pour	
Brown M, Commanda R.....	1 510
Autorisation—Cour d'appel du Québec	
200-09-008935-154	
Adjugé des frais judiciaires	
Roy Laroche Avocats inc pour	
Blanchette S, Hubert L et al.....	1 437
Autorisation—Cour d'appel fédérale	
A-158-13	
Adjugé des frais judiciaires	
Champ & Associés en fiducie pour	
Beadle M et le conseil de la Bande indienne de Pictou Landing.....	1 549
Autorisation—Cour du Banc de la Reine du Manitoba	
CI 12-01-78354	
Adjugé des frais judiciaires	
Fillmore Riley LLP en fiducie pour	
Genivar Inc.....	2 500
Nation crie de Nisichawayasihk.....	3 722
Shirkey & Company en fiducie pour	
Cochrane Group Inc.....	2 285
Autorisation—Cour fédérale	
T-1032-99	
Adjugé des frais judiciaires	
Cabinet d'avocats de Mary Eberts pour	
Association des femmes autochtones du Canada.....	158 068
T-1035-14	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour	
Foster S C.....	13 783
T-195-92	
Adjugé des frais judiciaires	
Hutchins Legal Inc en fiducie pour	
Première Nation de Mississauga d'Alderville et al.....	2 945
T-1999-13	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour	
Howse A.....	13 503
T-2492-14	
Adjugé des frais judiciaires	
Hladun & Company Barristers en fiducie pour	
Première Nation des Chipewyan d'Athabasca, Nation crie d'Onion Lake, Première Nation de Sawridge.....	9 116
Parlee McLaws LLP en fiducie pour	
Première Nation de Sawridge.....	32 877

8. 28 Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-699-09</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Hutchins Legal Inc en fiducie pour	
Nation Huronne-Wendake de Wendake	60 000
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>95-CU-93574</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Maurice Law en fiducie pour	
Première Nation crie de Missanabie.....	20 373
<i>CV-09-372025-CP</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Wilson Christen LLP en fiducie pour	
Brown M, Commanda R	171 813
Autorisation—Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador	
<i>2007 OIT4955 CP</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ches Crosbie Avocats en fiducie pour	
Anderson C et al	1 000
Newfoundland Exchequer pour	
Anderson C et al	2 500
Autorisation—Cour suprême du Canada	
<i>35945</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Palairé Roland Rosenberg Rothstein LLP en fiducie pour	
Congrès des peuples autochtones, Daniels G, Daniels H, Gardner L, Joudrey T.....	206 000
Autorisation—Tribunal canadien des droits de la personne	
<i>T1340/7008</i>	
Adjugé pour dommages	
Cindy Blackstock pour	
Société de soutien à l'enfance et à la famille des premières nations du Canada.....	20 000
	727 665
Agriculture et Agroalimentaire	
Agriculture et Agroalimentaire	
Autorisation—Cour fédérale	
<i>T-975-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Price RT.....	500
Anciens Combattants	
Anciens Combattants	
Autorisation—Cour d'appel fédérale	
<i>A-226-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau S E N C R L en fiducie pour	
Cole A.....	8 873
Autorisation—Cour fédérale	
<i>T-2395-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Kravtsov V.....	651

Comptes publics du Canada 2015-2016

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-891-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cabinet juridique Michel Drapeau en fiducie pour	
Degeer B.....	2 500
	<u>12 024</u>
Défense nationale	
Défense nationale	
Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur	
<i>PPR-2014-025</i>	
Adjugé pour perte de profits et des frais	
Kinetic Solutions.....	52 826
	<u>52 826</u>
Environnement et Changement climatique	
Agence Parcs Canada	
Autorisation—Tribunal canadien du Commerce extérieur	
<i>PR-2015-012</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Space2place Design Inc.....	2 750
	<u>2 750</u>
Famille, Enfants et Développement social	
Emploi et Développement social	
Autorisation—Cour fédérale	
<i>IMM-3644-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Mary Lam Barrister & Solicitor en fiducie pour	
Euro Railings Ltd.....	2 500
<i>T-1151-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Norton Rose Fulbright Canada, S E N C R L, srl en fiducie pour	
Campbell DW, Despars P, Duval S, en qualité d'administrateurs de Exeltech Aérospatial Inc.....	5 511
<i>T-1420-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Carroll C.....	1 500
<i>T-15-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nathan M Ross Professional Corporation en fiducie pour	
Mette P.....	2 800
<i>T-1726-13</i>	
Adjugé pour des frais de réinstallation, dommages généraux, frais judiciaires et intérêts	
Hicks L.....	70 357
	<u>82 668</u>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Citoyenneté et Immigration	
Autorisation—Cour d'appel fédérale	
<i>A-102-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Hamza Kisaka en fiducie pour	
Dias J S.....	2 150
Autorisation—Cour fédérale	
<i>IMM-2786-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Karen Kwan Anderson en fiducie pour	
Patel D C.....	3 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>IMM-2894-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
David Davis en fiducie pour	
Adokpaye O.....	500
<i>IMM-3618-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Des Friedland en fiducie pour	
Le T T T.....	1 000
<i>IMM-3699-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Meghan Wilson en fiducie pour	
Selvaratnam S.....	1 500
<i>IMM-383-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Mario Bellissimo en fiducie pour	
Yaqoob F.....	500
<i>IMM-6791-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Leigh Salsberg en fiducie pour	
Buwu A.....	6 763
<i>IMM-7722-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Jared Will en fiducie pour	
Bibi A, Bibi A, Bibi H, Bibi R, Bibi S, Bibi S, Bibi S, Mehmood A, Shamim A.....	3 000
<i>T-1092-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Jared Will en fiducie pour	
Allen A A.....	3 000
<i>T-1344-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Hamza Kisaka en fiducie pour	
Dias J S.....	2 670
<i>T-1446-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
John Rokakis en fiducie pour	
Gaffaz R K.....	500
<i>T-1553-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Love S.....	250
<i>T-2359-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Downtown Legal Services en fiducie pour	
Selah R.....	750
	<u>25 583</u>
Innovation, Sciences et Développement économique	
Industrie	
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
<i>CV-15-10824-00CL</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Lax O'Sullivan Scott Lisus S E N C R L en fiducie pour	
Quadrangle Group LLC, QCP CW S A R L.....	45 579

Comptes publics du Canada 2015-2016

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Cour suprême du Canada	
<i>SCC 35314</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Torys S E N C R L en fiducie pour	
Babkirk Land Services Inc, Complete Environmental Inc, Tervita Corporation	92 090
Autorisation—Tribunal de la concurrence	
<i>CT-2010-002</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Association canadienne de l'immeuble	24 334
	<u>162 003</u>
Justice	
Justice	
Autorisation—Cour d'appel du Québec	
<i>500-09-025747-155</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Simon Lahaie en fiducie pour	
Saba PJ.....	55 284
Autorisation—Cour fédérale	
<i>T-2506-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Alani A	1 500
Autorisation—Cour suprême du Canada	
<i>35591</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Farris, Vaughan, Wills & Murphy LLP en fiducie pour	
Carter L.....	2 350 000
	2 406 784
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation—Cour fédérale	
<i>T-429-00</i>	
Adjugé des prestations de pension	
Corbett MC.....	62 370
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Autorisation—Cour de justice de l'Ontario	
<i>13-130801</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Sharon G Sabourin en fiducie pour	
Vachon J	2 000
	<u>2 471 154</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Pêches et Océans	
Autorisation—Cour d'appel de la Colombie-Britannique	
<i>CA041961</i>	
Adjugé sur des frais judiciaires	
Shields Harney en fiducie pour	
Carhoun and Sons Enterprises Ltd	13 000
Autorisation—Cour d'appel fédérale	
<i>A-119-14</i>	
Adjugé sur des frais judiciaires	
Ratcliff & Company LLP en fiducie pour	
Première nation Ahousaht	4 674

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Cour fédérale	
<i>T-404-14</i>	
Adjugé sur des frais judiciaires	
Ratcliff & Company LLP en fiducie pour	
Première nation Ahousaht	5 615
	<hr/>
	23 289
	<hr/>
Ressources naturelles	
Ressources naturelles	
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>Numéro de jugement retenu</i>	
Adjugé pour dommages	
Nom retenu	7 500 000
	<hr/>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Autorisation—Cour canadienne de l'impôt	
<i>2002-4824(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Robins Appleby LLP en fiducie pour	
Sackman J et al	1 912
<i>2004-4534(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Aujla A	4 472
<i>2004-4535(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
Aujla H	4 472
<i>2009-3012(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Felesky Flynn LLP en fiducie pour	
ville d'Edmonton.....	9 795
<i>2010-131(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Brott Holdings Inc.....	1 799
<i>2010-133(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Brott M	58
<i>2010-146(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Dick E.....	990
<i>2010-862(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
BCF S E N C R L en fiducie pour	
Lemire D.....	7 081
<i>2011-2705(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Patterson Law en fiducie pour	
Connolly MC.....	5 273

Comptes publics du Canada 2015-2016

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
2011-3726(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Sweibel Novek S E N C R L en fiducie pour	
Les Propriétés Belcourt inc	4 390
2011-4013(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Suncor Energy Inc	5 000
2012-1292(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Bennett Jones S E N C R L en fiducie pour	
Feedlot Health Management Services Ltd	60 000
2012-2593(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Gagné B	5 000
2012-2787(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
David J Thompson en fiducie pour	
Halbouni O	4 442
2012-3634(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
6379249 Canada inc	12 100
2012-383(IT)G, 2011-3058(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Sylvestre & Associés S E N C R L en fiducie pour	
Lavoie L et al	5 153
2012-4212(IT) G	
Adjugé relatif aux impôts	
Joli-Coeur Lacasse en fiducie pour	
Mercier D	2 585
2012-758(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Latham J	1 500
2012-759(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Latham D	500
2013-1038(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Perley-Robertson Hill & McDougall s r l en fiducie pour	
Staltari M	6 179
2013-1651(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Donne D D	3 085
2013-2193(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Sam B	3 000
2013-2648(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Browne Fitzgerald Morgan & Avis en fiducie pour	
Thistle W L	9 404
2013-2904(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Hatt J	500
2013-2920(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
Pellerin Potvin Gagnon S E N C R L en fiducie pour	
Pellerin M	1 935
2013-385(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Invesco Canada Inc	209 494

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2013-4468(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
SmartCentres Realty Inc.....	1 795
<i>2013-4566(IT)G, 2013-4567(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Wilson Vukelich LLP en fiducie pour	
Napora J.....	3 580
<i>2014-1356(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
KPMG cabinet juridique S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Marra N.....	8 569
<i>2014-1802(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Javaid F.....	1 732
<i>2014-2013(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Xu H.....	405
<i>2014-2977(EI)</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Akbari L.....	250
<i>2014-3694(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Susan G Tataryn Professional Corporation en fiducie pour	
Jennings R.....	815
<i>2014-4517(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Richard Yasny LLB en fiducie pour	
Kvas P.....	1 500
<i>2014-797(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Davies Ward Phillips & Vineberg S E N C R L/s r l en fiducie pour	
4508785 Canada Inc.....	4 547
<i>2014-94(11)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Aird & Berlis LLP en fiducie pour	
Presidential MSH Corporation.....	5 689
<i>2015-1200(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Lilley A L.....	350
<i>Numéros de jugement retenus (10)</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Noms retenus (10).....	607 638
Autorisation—Cour d'appel de la Colombie-Britannique	
<i>CA 41693</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Dentons Canada S E N C R L en fiducie pour	
Fiducie Pallen.....	8 117
<i>CA 41991</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Lawson Lundell LLP en fiducie pour	
British Columbia Investment Management Corporation.....	7 520
Autorisation—Cour d'appel de l'Ontario	
<i>Numéro de jugement retenu</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Nom retenu.....	20 000

Comptes publics du Canada 2015-2016

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Cour d'appel du Québec	
500-09-024124-133	
Adjugé relatif aux impôts	
Groupe Lafortune en fiducie pour	
Rice J L S et al.....	9 953
Autorisation—Cour d'appel fédérale	
A-103-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Misek P.....	1 000
A-155-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Patterson Law en fiducie pour	
Connolly MC.....	1 630
A-199-15	
Adjugé relatif aux impôts	
Fournie Mickleborough LLP en fiducie pour	
2225680 Ontario Ltd.....	2 500
A-312-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Di Mauro J.....	1 588
A-313-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Do Couto D.....	1 588
A-319-15	
Adjugé relatif aux impôts	
Marciano Beckenstein LLP en fiducie pour	
1455257 Ontario inc.....	675
A-381-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Leigh Somerville Taylor Professional Corporation en fiducie pour	
Tallon T.....	19 424
A-484-12	
Adjugé relatif aux impôts	
BCF S E N C R L en fiducie pour	
Lemire D.....	715
Numéros de jugement retenus (2)	
Adjugé relatif aux impôts	
Noms retenus (2).....	53 304
Autorisation—Cour du Banc de la Reine de l'Alberta	
1201-07308	
Adjugé des frais judiciaires	
Hobbs F W.....	2 500
Numéro de jugement retenu	
Adjugé relatif aux impôts	
Nom retenu.....	41 490
Autorisation—Cour fédérale	
T-1282-13	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
McNally R.....	29 187
T-1368-15	
Adjugé relatif aux impôts	
Shahnawazi M.....	250
T-1581-13	
Adjugé relatif aux impôts	
Pateras & Iezzoni Inc en fiducie pour	
Pavage St-Eustache Ltée.....	5 685

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-13-10004-00CL</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Fairmont Hotels Inc.....	25 000
<i>CV-14-10528-00CL</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Telus Communications inc.....	125 000
<i>CV-14-51859</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Burnet Duckworth & Palmer LLP en fiducie pour	
1171356 Alberta Ltd	20 000
<i>CV-15-523742</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Baker & McKenzie LLP en fiducie pour	
Aubrey D fiducie familiale.....	5 000
Numéro de jugement retenu	
Adjugé relatif aux impôts	
Nom retenu.....	47 500
Autorisation—Cour supérieure du Québec	
<i>500-17-074406-128</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Barsalou Lawson Rheault en fiducie pour	
Lemair G et al.....	452
Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>S-122679</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Inwest Investments Ltd	29 267
<i>S-132545</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Dentons Canada S E N C R L en fiducie pour	
Fiducie Pallen	13 472
Autorisation—Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador	
<i>201201G6615</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Discovery Trust et al	37 332
	1 517 138
Santé	
Santé	
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-08-362242</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Starkman Barristers en fiducie pour	
BIE Health Products.....	13 000
Sécurité publique et Protection civile	
Sécurité publique et Protection civile	
Autorisation—Cour d'appel du Manitoba	
<i>AL-15-30-08353</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Thliveris SJ en fiducie pour	
Nucci M.....	4 995

Comptes publics du Canada 2015-2016

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation—Cour fédérale	
<i>T-2132-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Tosti NCJ.....	125
<i>T-348-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Norris J en fiducie pour	
Carrera R.....	1 250
	6 370
Agence des services frontaliers du Canada	
Autorisation—Cour fédérale	
<i>A-368-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Lapointe Rosenstein en fiducie pour	
Eastern Division Henry Schein Ash Arcona Inc.....	2 903
<i>IMM-3113-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Chsherbini Litigation Professional Corporation en fiducie pour	
Apakidze S.....	1 000
<i>IMM-3295-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Waldeman & Associates en fiducie pour	
Sivalogan M.....	10 000
<i>T-2206-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu.....	275
<i>T-815-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
Wilkinson M et al.....	50
	14 228
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Autorisation—Cour d'appel de l'Alberta	
<i>1503-0116-AC</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Beresh Aloneissi O'Neil pour	
Gibson D.....	4 120
Autorisation—Cour fédérale	
<i>T-1211-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Lagossy D.....	236
	4 356
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>S22996</i>	
Adjugé pour dommages corporels	
Howard Smith & Company en fiducie pour	
Picco T.....	292 789
Service correctionnel du Canada	
Autorisation—Cour d'appel du Manitoba	
<i>AI-15-30-08353</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu.....	4 663

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine de l'Alberta</i>	
<i>150042901X1</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	500
<i>1503 13467</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	3 766
<i>1503-0116-AC</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	1 685
<i>151131323X1</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	2 958
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1215-07</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	602
<i>T-2132-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	125
<i>T-2225-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	355
<i>T-348-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	1 250
<i>T-492-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	150
<i>T-819-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	100
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
<i>411-2010</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	5 400
<i>56039</i>	
Adjugé pour dommages généraux et frais judiciaires	
Nom retenu	156 788
<i>A 135/12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	500
<i>SC-15-00159</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	1 500
<i>SC-15-00190</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	150
<i>Autorisation—Cour suprême du Canada</i>	
<i>36081</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu	22 315
	202 807
	520 550

Comptes publics du Canada 2015-2016

Montants adjugés par une cour – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Services publics et Approvisionnement	
Commission de la fonction publique	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-825-13</i>	
Adjugé pour dommages et des frais judiciaires	
Agnou Y	2 500
Services partagés Canada	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-136-15</i>	
Adjugé pour opportunité d'affaire perdue	
Conlin Bedard LLP en fiducie pour	
4Plan Consulting Inc	108 339
	<hr/>
	110 839
	<hr/>
Transports	
Office des transports du Canada	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>A-218-14</i>	
Adjugé des frais administratifs	
Lukacs G	2 509
Total	<hr/>
	13 224 498
	<hr/>

Section 9

Comptes publics du Canada

2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires autochtones et du Nord.....	9.2
Agriculture et Agroalimentaire	9.2
Environnement et Changement climatique	9.6
Famille, Enfants et Développement social.....	9.8
Finances	9.8
Infrastructure et Collectivités	9.10
Innovation, Sciences et Développement économique	9.10
Justice	9.12
Patrimoine canadien	9.12
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	9.14
Ressources naturelles.....	9.14
Revenu national.....	9.14
Santé	9.16
Sécurité publique et Protection civile.....	9.16
Services publics et Approvisionnement	9.16
Transports	9.18

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant de *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Affaires autochtones et du Nord					
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Agrandissement du territoire de la communauté Innu Assi de Mashteuiasth	-	-	-	-	3
	-	-	-	-	13
	-	-	-	-	<i>16</i>
Aide à la gestion des urgences	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Association des trappeurs Cris.....	-	-	-	-	82
	-	-	-	-	82
	-	-	-	-	<i>3 017</i>
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente concernant la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik	-	-	-	-	20 776
	-	-	-	-	20 181
	-	-	-	-	<i>196 887</i>
Entente sur les inondations du Nord.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Négociations de traité trilatéral.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme d'aide intérimaire de gestion des ressources	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Protection contre les inondations.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Protection des forêts.....	-	-	-	-	1 218
	-	-	-	-	1 262
	-	-	-	-	<i>8 284</i>
Routes des réserves	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Services sociaux.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	22 079
	-	-	-	-	21 538
	-	-	-	-	<i>208 204</i>
Agriculture et Agroalimentaire					
Agriculture et Agroalimentaire					
2011 Canada-Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

9.2 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
-	-	-	-	-	13	-	-	-	13
-	-	-	-	-	16	-	-	-	16
-	-	3 748	-	-	3 748	-	-	-	3 748
-	-	306	-	-	306	-	-	-	306
5 779	-	9 690	-	-	15 469	-	-	-	15 469
-	-	-	-	-	82	-	-	-	82
-	-	-	-	-	82	-	-	-	82
-	-	-	-	-	3 017	-	-	-	3 017
-	-	-	-	-	-	-	40	-	40
-	-	-	-	-	-	-	50	-	50
-	-	-	-	-	-	191	498	-	689
-	-	-	-	-	20 776	-	-	-	20 776
-	-	-	-	-	20 181	-	-	-	20 181
-	-	-	-	-	196 887	-	-	-	196 887
-	103	-	-	-	103	-	-	-	103
-	48	-	-	-	48	-	-	-	48
-	123 122	-	-	-	123 122	-	-	-	123 122
-	-	-	-	6 029	6 029	-	-	-	6 029
-	-	-	-	6 029	6 029	-	-	-	6 029
-	-	-	-	127 443	127 443	-	-	-	127 443
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	25 957	-	-	25 957
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	9 069	-	-	9 069	-	-	-	9 069
-	5 031	1 189	-	-	7 438	-	-	-	7 438
-	5 703	1 266	-	-	8 231	-	-	-	8 231
31 886	61 607	31 446	-	-	133 223	-	-	-	133 223
-	8 391	-	-	-	8 391	-	-	-	8 391
-	7 230	-	-	-	7 230	-	-	-	7 230
-	107 495	-	-	-	107 495	-	-	-	107 495
260 525	-	-	-	-	260 525	-	-	-	260 525
245 894	-	-	-	-	245 894	-	-	-	245 894
4 481 687	-	-	-	-	4 481 687	-	-	-	4 481 687
260 525	13 525	4 937	-	6 029	307 095	-	40	-	307 135
245 894	12 981	1 572	-	6 029	288 014	-	50	-	288 064
4 519 352	292 224	50 205	-	127 443	5 197 428	26 148	498	-	5 224 074
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1 176	-	1 176	-	-	-	1 176

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages	-	-	-	-	-
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine.....	-	-	-	-	-
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	-	-	-	-	-
2011 Canada-Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage.....	-	-	-	-	-
2011 Canada-Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	-	-	-	4 906	-
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour Alberta, Saskatchewan, Manitoba et Québec.....	-	-	-	-	-
2012 Canada-Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail	-	-	-	-	52
2012 Canada-Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage	-	-	-	-	-
2013 Canada-Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises	-	-	-	-	113
2014 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide pour la l'influenza aviaire.....	-	-	428	-	-
2014 Canada-Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport.....	-	-	756	-	-
2016 Canada-Nouvelle-Écosse Initiative l'éclosion de feu bactérien	-	-	294	-	-
2016 Canada-Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable	-	-	294	-	-
Agri-protection - Contributions	218	8 917	1 362	3 022	28 098
	217	10 002	1 315	3 262	30 517
Agri-stabilité - Contributions.....	4 330	113 501	22 670	68 403	776 458
	-	4 298	-	-	17 987
	-	1 861	-	-	29 748
Agri-stabilité - Subventions.....	1 653	71 551	25 870	63 263	994 340
	528	-	6 305	1 656	-
	476	-	8 592	2 221	-
Cultivons l'avenir 2 - Programmes à frais partagés	2 123	-	39 772	27 120	-
	3 871	4 880	4 054	4 309	29 593
	3 604	3 809	2 860	3 906	29 122
Initiatives Agri-risques - Activités de renforcement des capacités administratives.....	11 000	11 540	10 723	11 025	84 164
	-	-	-	-	824
	-	-	-	-	824

9.4 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Comptes publics du Canada 2015-2016

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	793	793	-	-	-	793
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	105	105	-	-	-	105
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 399	1 399	-	-	-	1 399
-	(155)	-	-	-	(155)	-	-	-	(155)
-	(7)	-	-	-	(7)	-	-	-	(7)
-	6 948	-	-	-	6 948	-	-	-	6 948
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	4 906	-	-	-	4 906
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	67 428	141 359	22 538	-	231 377	-	-	-	231 377
(1)	-	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
222	-	-	-	-	222	-	-	-	222
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	113	-	-	-	113
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	428	-	-	-	428
-	-	-	-	-	756	-	-	-	756
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	(600)	-	-	-	(600)	-	-	-	(600)
-	2 940	-	-	-	2 940	-	-	-	2 940
-	2 340	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
-	-	-	-	-	294	-	-	-	294
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	294	-	-	-	294
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
56 072	89 506	204 366	196 236	16 353	604 150	-	-	-	604 150
62 918	92 187	212 224	182 861	15 378	610 881	-	-	-	610 881
1 286 142	1 538 552	4 078 661	3 242 060	293 633	11 424 410	-	-	-	11 424 410
66 798	-	44 092	29 554	(6 232)	156 497	-	-	-	156 497
26 002	-	35 069	53 539	16 458	162 677	-	-	-	162 677
1 191 806	587 386	1 678 864	1 269 095	285 099	6 168 927	-	-	124	6 169 051
-	(9 378)	(458)	-	(424)	(1 771)	-	-	-	(1 771)
-	44 365	(17 603)	-	(2 909)	35 142	-	-	-	35 142
-	358 305	(28 083)	-	(1 628)	397 609	-	-	33	397 642
46 814	23 364	39 559	47 279	12 593	216 316	589	93	765	217 763
46 836	16 379	47 223	42 361	12 316	208 416	694	-	743	209 853
128 704	55 319	119 440	123 866	31 969	587 750	1 763	93	2 227	591 833
-	526	558	1 179	138	3 225	-	-	-	3 225
-	648	1 006	1 877	180	3 711	-	-	-	3 711
-	1 673	2 253	3 988	445	9 183	-	-	-	9 183

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programmes complémentaires de sécurité du revenu	-	-	-	-	-
	10 745	15 015	13 004	5 626	518 004
Programme Agri-investissement - Contributions	-	-	-	-	17 915
	-	-	-	-	22 676
	-	-	-	-	193 706
Programme Agri-investissement - Subventions	62	1 581	949	1 082	-
	88	1 584	1 125	1 113	-
	894	17 712	11 191	12 606	16 812
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	150	-
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins - Subventions	-	-	-	-	-
	-	-	(5)	-	-
	387	4 509	3 991	3 675	4 000
Programme de démarrage d'Agri-investissement - Contributions	-	-	-	-	(6)
	-	-	-	-	92 514
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs - Subventions	-	-	-	-	-
	-	-	(1)	-	-
	102	1 069	902	814	-
Stratégie emploi jeunesse - Programme objectif carrière	-	81	-	10	175
	-	34	14	53	161
	52	257	393	234	4 926
Total du portefeuille ministériel	4 679	19 757	13 114	10 079	94 592
	4 385	17 290	14 328	10 555	112 218
	31 286	235 154	129 716	197 822	2 685 913

Environnement et Changement climatique

Environnement

Accord Canada/Québec relatif à l'application des lois - protection de l'environnement.	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	404
Accord Canada/Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec	-	-	-	-	239
	-	-	-	-	240
	-	-	-	-	8 922
Accord Canada/Terre-Neuve relatif aux stations et programmes climatologiques	-	-	-	-	-
	1 403	-	-	-	-
Accord concernant les relevés hydrométriques	253	75	237	360	967
	299	65	205	219	1 098
	6 693	570	2 162	4 354	26 673
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau	47	204	-	29	136
	51	204	-	29	133
	97	408	-	58	580
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent/Atlantique	-	-	-	-	41
	-	-	-	-	47
	-	-	-	-	89
Entente Canada/Québec sur le plan du Saint-Laurent	-	-	-	-	5 740
	-	-	-	-	449
	-	-	-	-	37 173

9.6 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	-	416	1 149 093
-	-	-	-	-	17 915	-	-	-	17 915
-	-	-	-	-	22 676	-	-	-	22 676
-	-	-	-	-	193 706	-	-	-	193 706
27 260	19 298	49 971	38 439	4 366	143 008	-	-	2	143 010
29 844	19 723	50 636	41 412	4 434	149 959	-	-	2	149 961
312 234	214 838	521 538	383 029	49 250	1 540 104	-	-	13	1 540 117
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
(1)	-	(1)	-	-	(2)	-	-	-	(2)
(1)	-	(1)	(3)	-	(10)	-	-	-	(10)
95 684	56 249	97 389	248 182	22 849	536 915	-	-	10	536 925
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)
-	-	-	-	-	92 514	-	-	-	92 514
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
22 601	14 355	25 803	64 002	5 021	134 669	-	-	7	134 676
179	100	47	111	97	800	-	-	-	800
103	37	93	83	107	685	-	-	-	685
1 199	485	335	631	592	9 104	-	-	-	9 104
197 121	122 661	338 134	312 798	27 299	1 140 234	589	93	767	1 141 683
165 702	176 272	328 647	322 130	45 964	1 197 491	694	-	745	1 198 930
3 287 108	2 942 482	6 683 555	5 549 393	751 936	22 494 365	2 103	93	2 830	22 499 391
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	404	-	-	-	404
-	-	-	-	-	239	-	-	-	239
-	-	-	-	-	240	-	-	-	240
-	-	-	-	-	8 922	-	-	-	8 922
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1 403	-	-	-	1 403
1 802	994	1 351	1 575	2 088	9 702	2 506	-	893	13 101
2 667	1 297	1 755	1 731	2 277	11 613	2 623	-	555	14 791
43 674	14 626	17 487	27 865	11 005	155 109	5 128	-	1 448	161 685
-	-	-	-	-	416	46	-	-	462
-	-	-	-	-	417	41	-	-	458
-	-	-	-	-	1 143	87	-	-	1 230
-	-	-	-	-	41	-	-	-	41
-	-	-	-	-	47	-	-	-	47
-	-	-	-	-	89	-	-	-	89
-	-	-	-	-	5 740	-	-	-	5 740
-	-	-	-	-	449	-	-	-	449
-	-	-	-	-	37 173	-	-	-	37 173

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
LEP-Loi sur les espèces en péril	-	-	-	-	427
	-	-	-	-	332
	-	-	-	-	1 849
Pâtes et papier	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	50
	-	-	-	-	3 522
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme d'intendance de l'habitat	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes	-	-	-	-	30
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	1 151
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique.....	136	226	234	189	1 758
	137	228	235	190	1 769
	414	690	713	575	5 363
Régularisation de la rivière des Outaouais	-	-	-	-	45
	-	-	-	-	4
	-	-	-	-	11
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	-	-	-	-	246
	-	-	-	-	246
	-	-	-	-	3 972
Total du portefeuille ministériel	436	505	471	578	9 629
	487	497	440	438	4 368
	8 607	1 668	2 875	4 987	89 709
Famille, Enfants et Développement social					
Emploi et Développement social					
Ententes sur le développement du marché du travail	129 923	27 965	88 713	98 741	636 126
	123 411	28 302	88 982	98 219	638 764
	982 303	210 486	664 309	706 598	4 762 891
Ententes sur le marché du travail relatif aux personnes handicapées.....	4 578	1 376	8 290	5 951	45 893
	4 578	1 376	8 290	5 951	45 893
	54 940	16 508	99 484	71 410	550 715
Fonds Canadien pour l'emploi	7 338	2 036	13 112	10 482	114 901
	7 392	2 052	13 222	10 575	115 221
	14 730	4 088	26 334	21 057	230 122
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	-	240	1 163	650	5 546
	846	314	-	139	5 232
	10 898	3 306	10 269	8 920	66 928
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux (SIGEI)	26	26	26	26	26
	31	31	31	31	31
	1 257	1 257	1 257	1 257	1 257
Total du portefeuille ministériel	141 865	31 643	111 304	115 850	802 492
	136 258	32 075	110 525	114 915	805 141
	1 064 128	235 645	801 653	809 242	5 611 913
Finances					
Finances					
Programme de financement du Harbourfront Centre	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

9.8 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	427	-	-	-	427
-	-	-	-	-	332	-	-	-	332
-	-	-	-	502	2 351	35	-	-	2 386
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50 (a)
-	-	-	-	273	3 795	-	-	-	3 795 (a)
-	44	68	-	-	112	-	-	-	112
-	85	54	-	-	139	-	-	-	139
2 267	9 827	9 993	7 345	41	29 473	-	-	-	29 473 (a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	339	339	-	-	58	397
-	-	-	-	-	30	-	-	-	30
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1 151	-	-	-	1 151 (a)
2 671	287	257	732	988	7 478	41	14	14	7 547
2 688	289	258	737	995	7 526	41	14	14	7 595 (a)
8 147	875	783	2 232	3 015	22 807	124	41	41	23 013 (a)
-	-	-	-	-	45	-	-	-	45
71	-	-	-	-	75	-	-	-	75
906	-	-	-	-	917	-	-	-	917
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	3 972	-	-	-	3 972
4 473	1 325	1 676	2 307	3 076	24 476	2 593	14	907	27 990
5 426	1 671	2 067	2 468	3 272	21 134	2 705	14	569	24 422
54 994	25 328	28 263	37 442	15 175	269 048	5 374	41	1 547	276 010
631 902	49 165	41 250	118 998	296 363	2 119 146	4 294	3 122	3 677	2 130 239
627 548	49 161	41 876	118 732	296 396	2 111 391	4 480	2 115	3 697	2 121 683
4 725 759	375 410	319 026	900 825	2 164 590	15 812 197	32 475	23 050	28 503	15 896 225
76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	1 249	11	1 249	220 760
76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	1 249	1 249	1 249	221 998
911 962	107 580	130 231	302 284	368 929	2 614 043	2 499	1 260	2 499	2 620 301
191 771	17 984	15 763	58 350	65 117	496 854	1 113	1 013	1 020	500 000
191 862	17 982	15 785	57 812	64 960	496 863	1 112	1 013	1 012	500 000
383 633	35 966	31 548	116 162	130 077	993 717	2 225	2 026	2 033	1 000 001
8 640	389	-	1 849	2 908	21 385	-	-	240	21 625
7 543	-	-	1 115	2 908	18 097	240	-	220	18 557 (a)
66 443	2 748	5 038	8 298	34 317	217 165	1 170	180	2 958	221 473 (a)
26	26	26	26	26	260	26	26	26	338
31	31	31	31	31	310	31	31	31	403
1 257	1 257	1 257	1 257	1 257	12 570	1 257	1 257	1 257	16 341
908 750	76 529	67 892	204 413	395 158	2 855 896	6 682	4 172	6 212	2 872 962
903 395	76 139	68 545	202 880	395 039	2 844 912	7 112	4 408	6 209	2 862 641
6 089 054	522 961	487 100	1 328 826	2 699 170	19 649 692	39 626	27 773	37 250	19 754 341
3 101	-	-	-	-	3 101	-	-	-	3 101
5 185	-	-	-	-	5 185	-	-	-	5 185
39 486	-	-	-	-	39 486	-	-	-	39 486
3 101	-	-	-	-	3 101	-	-	-	3 101
5 185	-	-	-	-	5 185	-	-	-	5 185
39 486	-	-	-	-	39 486	-	-	-	39 486

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Édouard	Nouvelle-	Nouveau-Brunswick	Québec
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	3 041	–	–	–	47 800
	4 737	–	–	2 660	114 772
	95 863	30 006	105 500	378 600	895 111
Fonds Chantiers Canada-volet Collectivités.....	4 155	504	3 157	810	24 279
	5 125	547	2 267	1 527	29 285
	52 670	21 910	36 281	32 119	175 721
Fonds Chantiers Canada-volet Grandes infrastructures	4 941	–	24 999	620	62 831
	4 412	–	26 197	4 857	36 936
	64 221	13 250	168 381	15 696	945 554
Fonds pour l'infrastructure verte.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	–	–	–	–	609
	–	–	–	–	17 700
	–	–	–	–	20 863
	–	–	–	30 000	130 126
Nouveau Fonds Chantiers Canada-volet infrastructure provinciales-territoriales- Fonds des petites collectivités.....	–	–	–	1 689	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	1 689	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada-volet infrastructure provinciales-territoriales- Projets nationaux et régionaux ¹	–	2 788	9 708	–	–
	–	2 819	–	–	–
	–	5 607	9 708	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada-volet Infrastructures nationales.....	–	–	–	–	3 069
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	3 069
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.	37 500	–	–	12 500	–
	–	–	–	25 000	–
	162 500	175 000	159 800	175 000	150 000
Programme de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	49 637	3 292	37 864	15 619	155 679
	14 274	3 366	28 464	34 044	201 856
	375 254	245 773	479 670	633 104	2 300 190
Innovation, Sciences et Développement économique					
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	(1 457)
	–	–	–	–	21 357
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec - Initiative pour la restauration des traverses de cours d'eau sur les chemins à vocations faunique et multiresources	–	–	–	–	4 072
	–	–	–	–	1 457
	–	–	–	–	5 529
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Contributions pour le Programme de développement des entreprises internationales....	220	132	483	483	–
	230	138	507	507	–
	2 495	1 497	5 488	5 488	–
Agence spatiale canadienne					
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	427
	–	–	–	–	254
	–	–	–	–	741

9.10 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Comptes publics du Canada 2015-2016

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
62 806	3 249	–	13 465	–	130 361	–	1 159	3 868	135 388	
42 276	1 818	–	25 000	–	191 263	–	–	–	191 263	(a)
957 058	335 771	92 700	299 500	735 000	3 925 109	65 000	39 811	40 000	4 069 920	(a)
18 000	5 821	2 626	2 149	8 130	69 631	–	–	–	69 631	
13 718	4 369	7 446	1 486	10 568	76 338	–	–	–	76 338	
324 721	37 035	96 484	86 362	124 154	987 457	–	–	–	987 457	(a)
380 357	10 219	11 672	63 622	99 826	659 087	–	–	–	659 087	
217 812	16 384	19 471	44 009	94 531	464 609	–	–	–	464 609	
1 579 521	43 591	104 077	461 439	326 131	3 721 861	–	–	–	3 721 861	(a)
11 378	–	–	–	–	11 378	–	–	–	11 378	
23 859	–	–	–	13 000	36 859	–	–	–	36 859	(a)
114 572	–	–	–	130 000	245 181	–	–	71 000	316 181	(a)
–	–	–	–	–	17 700	–	–	–	17 700	
–	–	–	–	–	20 863	–	–	–	20 863	
291 827	–	5 000	–	88 000	544 953	–	–	–	544 953	
2 614	4 891	–	–	–	9 194	–	–	–	9 194	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
2 614	4 891	–	–	–	9 194	–	–	–	9 194	
–	7 323	11 917	–	3 220	34 956	–	–	–	34 956	
–	–	8 248	–	–	11 067	–	–	–	11 067	
–	7 323	20 164	–	3 220	46 022	–	–	–	46 022	
–	–	–	–	–	3 069	–	–	–	3 069	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	3 069	–	–	–	3 069	
–	–	–	–	–	50 000	–	–	–	50 000	
–	–	–	–	–	25 000	–	–	–	25 000	
157 365	165 000	165 000	162 500	171 950	1 644 115	181 953	182 680	182 910	2 191 658	
–	–	–	–	–	–	51 375	–	–	51 375	
–	–	–	–	–	–	79 275	–	–	79 275	
–	–	–	–	–	–	130 650	–	–	130 650	
475 155	31 503	26 215	79 236	111 176	985 376	51 375	1 159	3 868	1 041 778	
297 665	22 571	35 165	70 495	118 099	825 999	79 275	–	–	905 274	
3 427 678	593 611	483 425	1 009 801	1 578 455	11 126 961	377 603	222 491	293 910	12 020 965	
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
–	–	–	–	–	(1 457)	–	–	–	(1 457)	(a)
–	–	–	–	–	21 357	–	–	–	21 357	(a)(f)
–	–	–	–	–	4 072	–	–	–	4 072	
–	–	–	–	–	1 457	–	–	–	1 457	(a)
–	–	–	–	–	5 529	–	–	–	5 529	(a)
–	–	–	–	–	1 318	–	–	–	1 318	
–	–	–	–	–	1 382	–	–	–	1 382	
–	–	–	–	–	14 968	–	–	–	14 968	(f)
–	–	–	–	–	427	–	–	–	427	
–	–	–	–	–	254	–	–	–	254	
–	–	–	–	–	741	–	–	–	741	

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Les ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	220	132	483	483	4 499
	230	138	507	507	254
	2 495	1 497	5 488	5 488	27 627
Justice					
Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services et systèmes d'aide juridique	2 045	445	3 612	2 453	26 062
	2 049	445	3 612	2 453	26 287
	59 706	10 828	108 912	61 550	710 992
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones.....	-	-	111	-	530
	-	-	111	-	530
	2 936	102	2 185	-	16 131
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes.....	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	144 637	57 055	173 539	136 122	1 014 532
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes - Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation.....	486	414	711	392	1 002
	493	391	600	402	1 006
	3 818	3 982	6 367	4 325	6 060
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridique.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	6 622	2 474	9 365	6 699	56 909
	6 633	2 451	9 254	6 709	57 138
	211 097	71 967	291 003	201 997	1 747 715
Patrimoine canadien					
Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts.....	100	-	-	-	-
	100	-	-	-	-
	1 339	-	-	-	-
Fonds du Canada pour les espaces culturels.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	3 100	-	-	-	-
Programme de soutien au sport.....	277	257	297	289	657
	277	257	297	289	657
	3 460	2 874	3 942	3 556	8 466
Programme des langues officielles dans l'enseignement.....	4 291	5 414	10 444	24 492	70 192
	4 291	4 720	9 936	27 114	66 282
	134 856	100 759	282 703	911 501	3 149 296
Total du portefeuille ministériel	4 668	5 671	10 741	24 781	70 849
	4 668	4 977	10 233	27 403	66 939
	142 755	103 633	286 645	915 057	3 157 762

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	50 123	48 500	49 476	44 267	192 366	-	-	-	192 366
-	-	-	-	-	5 817	-	-	-	5 817
-	-	-	-	-	1 636	-	-	-	1 636
-	50 123	48 500	49 476	44 267	234 961	-	-	-	234 961
50 947	4 882	4 203	10 969	14 709	120 327	-	-	-	120 327
50 692	4 875	4 203	11 015	14 697	120 328	-	-	-	120 328
1 423 498	133 272	109 798	281 118	377 275	3 276 949	24 435	-	7 605	3 308 989
1 040	435	620	1 009	994	4 739	-	-	-	4 739
1 040	435	620	1 009	994	4 739	-	-	-	4 739
30 017	12 635	16 436	34 980	33 870	149 292	6 832	65	2 336	158 525
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
1 823 720	176 144	209 471	450 696	571 807	4 757 723	108 068	26 591	35 062	4 927 444
1 212	1 334	1 350	1 431	1 350	9 682	416	573	332	11 003
1 456	1 298	914	1 506	1 446	9 512	303	729	302	10 846
16 998	10 310	10 146	13 360	13 279	88 645	3 570	4 572	3 214	100 001
-	-	-	-	-	-	1 972	1 792	1 092	4 856
-	-	-	-	-	-	1 972	1 792	1 092	4 856
-	-	-	-	-	-	32 062	28 809	17 418	78 289
104 192	11 792	12 100	26 960	34 742	271 855	4 833	3 625	2 305	282 618
104 181	11 749	11 664	27 081	34 826	271 686	4 720	3 781	2 275	282 462
3 294 233	332 361	345 851	780 154	996 231	8 272 609	174 967	60 037	65 635	8 573 248
-	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	1 339	-	-	-	1 339
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	900	-	-	4 000	-	88	50	4 138
912	312	303	438	477	4 219	352	352	352	5 275
912	312	303	438	477	4 219	252	252	252	4 975
10 544	3 923	4 088	5 689	6 060	52 602	3 789	2 817	3 331	62 539
83 097	15 414	8 950	15 791	18 474	256 559	2 716	1 423	2 213	262 911
84 148	16 228	9 058	15 906	18 106	255 789	2 699	1 423	2 213	262 124
3 066 315	415 366	284 162	434 761	474 572	9 254 291	58 105	28 113	45 731	9 386 240
84 009	15 726	9 253	16 229	18 951	260 878	3 068	1 775	2 565	268 286
85 060	16 540	9 361	16 344	18 583	260 108	2 951	1 675	2 465	267 199
3 076 859	419 289	289 150	440 450	480 632	9 312 232	61 894	31 018	49 112	9 454 256

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Pêches et Océans					
Conservation de la ouananiche et des stocks de reproduction issus des activités d'écloseries et d'élevage	-	-	-	26	-
	-	-	-	27	-
Enquête sur la pêche récréative au Canada.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	2 631
	-	-	-	-	2 795
	-	-	-	-	13 230
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec (1990 à 2005)	-	-	-	-	32
	-	-	-	-	32
	-	-	-	-	889
Modèle de prévision des ondes de tempête du Pacifique Nord pour une période additionnelle de 5 ans.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Poisson et son habitat d'échantillonnage en réponse à la marée noire de Mount Polley bassin de résidus dans le lac Quesnel.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard.....	-	155	-	-	-
	-	132	-	-	-
	-	2 725	-	-	-
Programme de surveillance de l'impact cumulatif.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Projet Quinte	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Science pour le développement de la pêche côtière de l'omble chevalier.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	155	-	26	2 663
	-	132	-	-	2 827
	-	2 725	-	27	14 119
Ressources naturelles					
Ressources naturelles					
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.....	-	-	2 070	-	-
	-	-	2 885	-	-
	-	-	41 580	-	-
Office Canada/Terre-Neuve-et-Labrador sur les hydrocarbures extracôtiers	4 262	-	-	-	-
	5 385	-	-	-	-
	81 886	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	4 262	-	2 070	-	-
	5 385	-	2 885	-	-
	81 886	-	41 580	-	-
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Groupe de travail sur l'économie clandestine.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	2	1	4	4	157
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	2	1	4	4	157

9.14 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Comptes publics du Canada 2015-2016

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	26	-	-	-	26
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	27	-	-	-	27
128	-	-	-	-	128	-	-	-	128
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
128	-	-	-	-	128	-	-	-	128
-	-	-	-	-	2 631	-	-	-	2 631
-	-	-	-	-	2 795	-	-	-	2 795
-	-	-	-	-	13 230	-	-	-	13 230 (f)
-	-	-	-	-	32	-	-	-	32
-	-	-	-	-	32	-	-	-	32
-	-	-	-	-	889	-	-	-	889
-	-	-	-	134	134	-	-	-	134
-	-	-	-	1	1	-	-	-	1
-	-	-	-	150	150	-	-	-	150 (a)(f)
-	-	-	-	20	20	-	-	-	20
-	-	-	-	10	10	-	-	-	10
-	-	-	-	30	30	-	-	-	30 (f)
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	132	-	-	-	132
-	-	-	-	-	2 725	-	-	-	2 725
-	-	-	-	-	-	2	-	-	2
-	-	-	-	-	-	6	-	-	6
-	-	-	-	-	-	8	-	-	8
182	-	-	-	-	182	-	-	-	182
227	-	-	-	-	227	-	-	-	227
4 337	-	-	-	-	4 337	-	-	-	4 337
-	-	-	-	-	-	-	231	-	231
-	-	-	-	-	-	-	26	-	26
-	-	-	-	-	-	-	257	-	257
310	-	-	-	154	3 308	2	231	-	3 541
227	-	-	-	11	3 197	6	26	-	3 229
4 465	-	-	-	180	21 516	8	257	-	21 781
-	-	-	-	-	2 070	-	-	-	2 070
-	-	-	-	-	2 885	-	-	-	2 885
-	-	-	-	-	41 580	-	-	-	41 580
-	-	-	-	-	4 262	-	-	-	4 262
-	-	-	-	-	5 385	-	-	-	5 385
-	-	-	-	-	81 886	-	-	-	81 886
-	-	-	-	-	6 332	-	-	-	6 332
-	-	-	-	-	8 270	-	-	-	8 270
-	-	-	-	-	123 466	-	-	-	123 466
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
136	11	16	68	56	455	-	-	-	455
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
136	11	16	68	56	455	-	-	-	455

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Santé					
Santé					
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	4
	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	22
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Programme d'indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	5	232
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	26
	-	-	-	-	14
	-	-	-	-	103
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	30
	-	-	-	-	15
	-	-	-	5	357
Sécurité publique et Protection civile					
Sécurité publique et Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC).....	-	-	7 685	7 000	-
	48 262	-	610	-	30 000
	163 905	11 649	64 382	94 994	1 068 364
Contributions pour Lac-Mégantic, Québec	-	-	-	-	19
	-	-	-	-	56 700
	-	-	-	-	81 719
Programme de services de police des Premières nations	-	-	336	255	36 730
	-	-	331	748	28 151
	1 345	1 020	21 439	9 478	447 371
Subventions au Système national de repérage.....	29	26	32	31	84
	29	26	32	31	84
	258	234	284	273	724
Gendarmerie royale du Canada					
Programme canadien du contrôle des armes à feu	-	225	1 009	975	5 871
	-	225	1 009	975	5 871
	2 255	4 402	19 059	20 125	141 190
Total du portefeuille ministériel	29	251	9 062	8 261	42 704
	48 291	251	1 982	1 754	120 806
	167 763	17 305	105 164	124 870	1 739 368
Services publics et Approvisionnement					
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue - Remplacement du barrage de l'Ontario.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier	-	-	-	-	3 421
	-	-	-	-	3 109
	-	-	-	-	11 190
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	25
	-	-	-	-	21
	-	-	-	-	110

Comptes publics du Canada 2015-2016

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
-	-	-	-	-	22	-	-	-	22
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 401	92	18	1	-	2 749	-	-	-	2 749 (f)
-	-	-	-	-	26	-	-	-	26
-	-	-	-	-	14	-	-	-	14
-	-	-	-	-	103	-	-	-	103
-	-	-	-	-	30	-	-	-	30
-	-	-	-	-	15	-	-	-	15
2 401	92	18	1	-	2 874	-	-	-	2 874
-	16 500	-	100 000	7 440	138 625	-	-	723	139 348
-	-	165 000	-	59 700	303 572	1 700	-	-	305 272
142 196	737 852	325 030	923 349	451 611	3 983 332	7 315	5 300	6 388	4 002 335
-	-	-	-	-	19	-	-	-	19
-	-	-	-	-	56 700	-	-	-	56 700
-	-	-	-	-	81 719	-	-	-	81 719
31 209	5 250	1 065	5 620	817	81 282	-	-	-	81 282
38 847	5 014	1 055	6 818	808	81 772	-	-	-	81 772
661 028	102 463	85 476	120 851	71 418	1 521 889	6 910	3 784	16 774	1 549 357
121	34	33	52	58	500	-	-	-	500
121	34	33	52	58	500	-	-	-	500
1 033	301	290	448	499	4 344	43	69	43	4 499
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
121 058	2 464	2 190	4 587	27 893	345 223	1 137	-	1 297	347 657
37 480	21 784	1 098	105 672	8 315	234 656	-	-	723	235 379
45 118	5 048	166 088	6 870	60 566	456 774	1 700	-	-	458 474
925 315	843 080	412 986	1 049 235	551 421	5 936 507	15 405	9 153	24 502	5 985 567
15 276	-	-	-	-	15 276	-	-	-	15 276
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 276	-	-	-	-	15 276	-	-	-	15 276
3 421	-	-	-	-	6 842	-	-	-	6 842
3 109	-	-	-	-	6 218	-	-	-	6 218
16 328	-	-	-	-	27 518	-	-	-	27 518
-	-	-	-	-	25	-	-	-	25
-	-	-	-	-	21	-	-	-	21
-	-	-	-	-	110	-	-	-	110

Comptes publics du Canada 2015-2016

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés - fin

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Remplacement du tablier du complexe des barrages Témiscamingue.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	54
	-	-	-	-	<i>513</i>
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	3 446
	-	-	-	-	3 184
	-	-	-	-	<i>11 813</i>
Transports					
Transports					
Code canadien de sécurité.....	189	161	-	207	-
	191	161	225	210	769
	<i>3 808</i>	<i>3 210</i>	<i>5 526</i>	<i>4 474</i>	<i>14 423</i>
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	<i>5</i>
Fonds d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	-	-	-	-	-
	-	750	-	13	-
	-	<i>8 000</i>	<i>9 153</i>	<i>110 521</i>	-
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Rénovations des routes en Outaouais	-	-	-	-	393
	-	-	-	-	9 367
	-	-	-	-	<i>146 943</i>
Total du portefeuille ministériel	189	161	-	207	393
	191	911	225	223	10 137
	<i>3 808</i>	<i>11 210</i>	<i>14 679</i>	<i>114 995</i>	<i>161 371</i>
Total global.....	212 607	64 041	194 474	182 583	1 265 964
	220 802	62 088	178 843	196 548	1 406 421
	<i>2 089 081</i>	<i>926 578</i>	<i>2 158 477</i>	<i>3 007 598</i>	<i>17 756 218</i>

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

¹ Ce programme était présenté antérieurement sous le nom de Fonds sur le volet infrastructure provinciales territoriales – projets nationaux et régionaux

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18	-	-	-	-	72	-	-	-	72 (a)
170	-	-	-	-	683	-	-	-	683 (a)
18 697	-	-	-	-	22 143	-	-	-	22 143
3 127	-	-	-	-	6 311	-	-	-	6 311
31 774	-	-	-	-	43 587	-	-	-	43 587
1 123	241	228	-	483	2 632	153	50	153	2 988
1 148	244	229	420	488	4 085	153	-	153	4 391
22 945	5 421	5 502	9 309	8 582	83 200	2 676	50	2 877	88 803
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
-	-	-	19 948	767	20 715	-	-	-	20 715
-	-	-	32 189	1 368	33 557	-	-	-	33 557
-	33 565	-	71 250	500 667	605 482	-	-	-	605 482
296 287	1 715	120	-	-	298 122	-	-	-	298 122
297 236	3 395	4 803	-	-	306 197	-	-	-	306 197
624 790	27 614	26 969	-	-	807 047	-	-	252	807 299
-	-	-	-	-	-	377	-	283	660
-	-	-	-	-	-	440	44	337	821
-	-	-	-	-	-	1 021	374	1 027	2 422
-	-	-	-	-	393	-	-	-	393
-	-	-	-	-	9 367	-	-	-	9 367
-	-	-	-	-	146 943	-	-	-	146 943
297 410	1 956	348	19 948	1 250	321 862	530	50	436	322 878
298 384	3 639	5 032	32 609	1 856	353 207	593	44	490	354 334
647 735	66 600	32 471	80 559	509 249	1 642 677	3 697	424	4 156	1 650 954
2 391 223	296 801	461 653	767 563	606 150	6 443 059	69 672	11 159	17 783	6 541 673
2 159 364	326 610	628 141	680 877	684 245	6 543 939	99 756	9 998	12 753	6 666 446
25 400 590	6 088 162	8 861 540	10 325 405	7 754 215	84 367 864	706 825	351 785	478 942	85 905 416

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

Comptes publics du Canada

2015-2016

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Table des matières

	<i>Page</i>
Commission	10.2
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	10.3
Frais d'études.....	10.4
Revenus de placements.....	10.6
Dépenses des cabinets des ministres	10.10
Frais de déplacements des ministres et secrétaires parlementaires	10.22
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres	10.26

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique. Cependant, il n'y a pas de commissions en activité pour l'exercice courant.

Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commissions. Cependant, il n'y a pas de frais de déplacement et de séjour par commission pour l'exercice courant.

Comptes publics du Canada 2015-2016

Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un frais d'étude représente le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employé	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Affaires autochtones et du Nord						
Affaires indiennes et du Nord canadien.....	7	149 565	–	18 323	–	167 888
Agriculture et Agroalimentaire						
Agriculture et Agroalimentaire.....	7	61 681	25 918	134 667	–	222 266
Anciens Combattants						
Anciens Combattants.....	1	166	–	–	–	166
Conseil du Trésor						
Secrétariat.....	3	20 596	7 258	68 350	–	96 204
École de la fonction publique du Canada.....	3	5 224	893	21 301	–	27 418
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé.....	6	47 113	21 894	108 031	–	177 038
Bureau du directeur général des élections.....	1	21 571	150	2 635	–	24 356
Défense nationale						
Défense nationale.....	462	32 119 855	3 733 888	3 708 766	120 562	39 683 071
Environnement et Changement climatique						
Agence Parcs Canada.....	1	12 695	–	4 322	752	17 769
Famille, Enfants et Développement social						
Emploi et Développement social.....	5	37 139	30 969	24 393	–	92 501
Finances						
Finances.....	1	–	–	34 762	–	34 762
Bureau du vérificateur général.....	23	45 953	4 531	74 602	–	125 086
Innovation, Sciences et Développement économique						
Industrie.....	4	39 168	–	62 727	–	101 895
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	1	9 016	3 926	22 000	–	34 942
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	9	5 905	–	17 608	–	23 513
Agence spatiale canadienne.....	1	–	–	1 365	–	1 365
Statistique Canada.....	2	9 916	–	23 897	–	33 813
Justice						
Justice.....	1	1 000	–	–	–	1 000
Patrimoine Canadien						
Bibliothèque et Archives du Canada.....	2	17 733	–	1 111	–	18 844
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Pêches et Océans.....	4	53 344	2 381	15 125	–	70 850
Ressources naturelles						
Ressources naturelles.....	1	48 761	7 294	2 499	631	59 185
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	1	–	–	–	45 000	45 000
Revenu national						
Agence du revenu du Canada.....	6	111 774	–	25 171	–	136 945
Santé						
Santé.....	39	321 823	45 473	180 620	–	547 916
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	1	37 025	–	32 000	–	69 025
Sécurité publique et Protection civile						
Sécurité publique et Protection civile.....	2	88 809	–	9 762	–	98 571
Gendarmerie royale du Canada.....	5	68 421	3 914	105 130	4 799	182 264
Service correctionnel du Canada.....	2	8 040	–	6 855	–	14 895

10.4 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Frais d'études – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employé	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Services publics et Approvisionnement						
Travaux publics et Services gouvernementaux	8	109 351	13 835	176 732	3 960	303 878
Services partagés Canada	1	3 279	–	2 290	–	5 569
Transports						
Transports	4	22 567	31 544	–	196	54 307
Total.....	614	33 477 490	3 933 868	4 885 044	175 900	42 472 302

¹ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.² Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations en change et aux revenus des sociétés d'État aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

Revenus de placements

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2015-2016 ¹
Trésorerie et créances	
Emploi et Développement social	
Intérêt des dépôts bancaires	109 157
Finances	
Intérêt des dépôts bancaires	221 582 048
Total de la Trésorerie et des créances.....	221 691 205
Comptes d'opérations de change	
Finances	
Fonds monétaire international – virement des bénéfices	
Prêts	683 529
Souscriptions	751 520
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	
Virement des bénéfices	2 186 636 621
Total des comptes d'opérations de change.....	2 188 071 670
Prêts, placements et avances	
Sociétés d'État entreprises	
Banque de développement du Canada	
Dividendes.....	62 888 173
Intérêts.....	76 158 667
	139 046 840
Banque du Canada	
Virement des bénéfices	1 113 562 111
Commission canadienne du lait	
Intérêts.....	182 761
Corporation de développement des investissements du Canada	
Dividendes.....	2 093 610 922
Exportation et développement Canada	
Dividendes.....	500 000 000
Financement agricole Canada	
Dividendes.....	90 380 000
Intérêts.....	132 841 551
	223 221 551
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Intérêts.....	438 898 136
Société immobilière du Canada limitée	
Dividendes.....	10 000 000
Monnaie royale canadienne	
Dividendes.....	84 000 000

Revenus de placements – suite

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2015-2016 ¹
Autres entreprises publiques	
Autres que des intérêts	
Administration portuaire de Belledune	157 773
Administration portuaire de Halifax	1 523 751
Administration portuaire de Hamilton	796 948
Administration portuaire de Montréal	4 072 758
Administration portuaire de Nanaimo	175 760
Administration portuaire d'Oshawa	33 120
Administration portuaire de Port Alberni	101 547
Administration portuaire de Prince Rupert	2 580 007
Administration portuaire de Québec	973 860
Administration portuaire de Saguenay	59 727
Administration portuaire de Saint John	511 283
Administration portuaire de Sept-Îles	152 598
Administration portuaire de St. John's	149 935
Administration portuaire de Thunder Bay	72 473
Administration portuaire de Toronto	2 748 195
Administration portuaire de Trois-Rivières	148 689
Administration portuaire de Windsor	37 528
Administration portuaire Vancouver Fraser	6 785 638
	21 081 590
Total des sociétés d'État entreprises	4 623 603 911
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Aide au développement international	
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	2 523
Prêts aux pays en développement	4 209 506
Finances	
Aide au développement international	
Gouvernements étrangers - Ukraine	6 886 630
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	11 098 659
Organisations internationales	
Fonds monétaire international	
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance	417 689
Société financière internationale	
Programme du Canada sur les changements climatiques	1 569 181
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire	641 270
Total des organisations internationales	2 628 140
Autres prêts, placements et avances	
Prêts, placements et avances	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Employés affectés à l'étranger	192 839
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Dividendes sur investissements	13 839
	206 678

Comptes publics du Canada 2015-2016

Revenus de placements – fin

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2015-2016 ¹
Autre	
Affaires indiennes et du Nord canadien	
Conseil des Premières nations du Yukon - Aînés	102 556
Premières nations de la Colombie-Britannique	474 188
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688
Programme de prêts garantis pour le Développement économique des Indiens	20 357
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	1 625 130
Revendicateurs autochtones	1 595 442
Agriculture et Agroalimentaire	
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1 606 737
Anciens Combattants	
Caisse de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants - Avances</i>	154
Citoyenneté et Immigration	
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	253 969
Emploi et Développement social	
Intérêt sur prêts canadiens aux étudiants	634 873 629
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Expansion du commerce d'exportation	66 368 579
Finances	
Agence de la consommation en matière financière du Canada	58 944
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	30 668
	<u>707 022 041</u>
Total des autres prêts, placements et avances	<u>707 228 719</u>
Total des prêts, placements et avances	<u>5 344 559 429</u>
Autres comptes	
Affaires étrangères, Commerce et Développement	
Intérêt sur les comptes de banque des missions	44 688
Affaires indiennes et du Nord canadien	
Esso Ltd Projet Norman Wells - Bénéfices	10 470 635
Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	3 849
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	91 941
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	190 374
Sécurité publique et Protection civile	
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger	4 680
Total des autres comptes	<u>10 806 167</u>
Total des revenus de placements	<u>7 765 128 471</u>
Sommaire	
Dividendes	2 840 892 934
Intérêts	1 591 047 008
Virement des bénéfices	3 312 104 416
Autres	21 084 113
Total	<u>7 765 128 471</u>

¹ Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006 la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministre d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 80 576 555 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres consultez l'annexe E des présentes politiques.

Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Affaires autochtones et du Nord					
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministre des Affaires autochtones et du Nord					
L'hon C Bennett.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	237 380	83 145	121	1 534
Ministre des Affaires autochtones et du Nord canadien					
L'hon B Valcourt	1 avr 2015 au 4 nov 2015	792 289	49 980	–	33 208
		1 029 669	133 125	121	34 742
Affaires mondiales					
Affaires étrangères, Commerce et Développement					
Ministres des Affaires étrangères					
L'hon S Dion.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	402 722	83 324	–	20 509
L'hon R Nicholson.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	1 034 459	37 513	–	50 118
Ministres du Commerce international					
L'hon C Freeland	4 nov 2015 au 31 mars 2016	185 282	36 210	–	418
L'hon E Fast.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	854 537	54 455	–	18 251
Ministres du Développement international et de la Francophonie					
L'hon M-C Bibeau	4 nov 2015 au 31 mars 2016	162 790	17 017	–	1 199
L'hon C Paradis	1 avr 2015 au 4 nov 2015	570 232	53 633	–	–
Ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)					
L'hon L Yelich.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	315 957	3 406	–	13 225
		3 525 979	285 558	–	103 720
Agriculture et Agroalimentaire					
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministres de l'Agriculture et Agroalimentaire					
L'hon L MacAulay.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	153 845	33 222	610	98
L'hon G Ritz	1 avr 2015 au 4 nov 2015	997 261	104 025	–	17 393
Ministre d'État (Agriculture et Agroalimentaire)					
L'hon M Bernier	1 avr 2015 au 4 nov 2015	40 454	300	–	–
		1 191 560	137 547	610	17 491

Location (5)	Réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	3 612	-	422	-	326 214
-	-	6 919	-	90	-	882 486
-	-	10 531	-	512	-	1 208 700
-	-	2 645	-	-	-	509 200
-	-	3 091	-	-	82	1 125 263
-	-	220	-	26	-	222 156
359	-	66	-	-	-	927 668
-	-	524	-	-	-	181 530
-	-	-	-	-	-	623 865
-	-	1 291	-	-	-	333 879
359	-	7 837	-	26	82	3 923 561
-	-	571	-	361	-	188 707
-	-	495	-	-	-	1 119 174
-	-	-	-	-	-	40 754
-	-	1 066	-	361	-	1 348 635

Comptes publics du Canada 2015-2016

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Anciens Combattants					
Anciens Combattants					
Ministres des Anciens Combattants					
L'hon K Hehr	4 nov 2015 au 31 mars 2016	205 110	79 902	–	6 464
L'hon E O'Toole	1 avr 2015 au 4 nov 2015	747 707	69 854	257	28 384
		952 817	149 756	257	34 848
Conseil du Trésor					
Secrétariat					
Présidents du Conseil du Trésor					
L'hon S Brison	4 nov 2015 au 31 mars 2016	242 354	18 722	235	787
L'hon T Clement	1 avr 2015 au 4 nov 2015	766 055	30 690	40	11 018
		1 008 409	49 412	275	11 805
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Premiers ministres					
Le très hon J Trudeau	4 nov 2015 au 31 mars 2016	2 264 504	199 113	–	35 655
Le très hon S Harper	1 avr 2015 au 4 nov 2015	4 088 684	251 066	1 230	236 526
Leaders du gouvernement à la Chambre des communes					
L'hon D LeBlanc	4 nov 2015 au 31 mars 2016	211 653	7 834	275	25 320
L'hon P Van Loan	1 avr 2015 au 4 nov 2015	526 883	10 536	–	17 699
Ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada					
L'hon D Lebel	1 avr 2015 au 4 nov 2015	405 954	1 582	255	17 996
Ministre des Institutions démocratiques					
L'hon M Monsef	4 nov 2015 au 31 mars 2016	182 761	6 269	310	2 301
Ministre de la Réforme démocratique					
L'hon P Poilievre	1 avr 2015 au 4 nov 2015	16 743	2 037	–	–
Ministre d'État et whip en chef du gouvernement					
L'hon J Duncan	4 nov 2015 au 31 mars 2016	84 330	1 127	–	–
		7 781 512	479 564	2 070	335 497
Défense nationale					
Défense nationale					
Ministres de la Défense nationale					
L'hon H S Sajjan	4 nov 2015 au 31 mars 2016	316 729	76 437	–	3 511
L'hon J Kenney	1 avr 2015 au 4 nov 2015	1 141 157	96 393	–	54 559
Ministres associés de la Défense nationale					
L'hon K Hehr	4 nov 2015 au 31 mars 2016	–	1 045	–	–
L'hon J Fantino	1 avr 2015 au 4 nov 2015	307 848	27 593	–	4 610
		1 765 734	201 468	–	62 680
Environnement et Changement climatique					
Environnement					
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique					
L'hon C McKenna	4 nov 2015 au 31 mars 2016	417 682	216 842	1 201	1 626
Ministre de l'Environnement					
L'hon L Aglukkaq	1 avr 2015 au 4 nov 2015	935 524	57 484	–	72 984
		1 353 206	274 326	1 201	74 610

10 . 12 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Comptes publics du Canada 2015-2016

Location (5)	Réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
–	–	551	–	533	5	292 565
488	–	4 166	–	315	29	851 200
488	–	4 717	–	848	34	1 143 765
–	–	1 011	–	–	–	263 109
–	–	2 215	–	–	–	810 018
–	–	3 226	–	–	–	1 073 127
744	1 207	30 819	–	–	142	2 532 184
5 774	–	46 356	–	133	21	4 629 790
–	–	211	–	4 885	–	250 178
88	–	922	–	–	–	556 128
93	–	76	–	–	–	425 956
–	–	755	–	4 243	–	196 639
–	–	–	–	–	8	18 788
–	–	–	–	–	–	85 457
6 699	1 207	79 139	–	9 261	171	8 695 120
–	–	29 856	–	2 268	–	428 801
–	–	14 239	–	–	2 289	1 308 637
–	–	1 371	–	–	–	2 416
–	–	1 100	–	–	–	341 151
–	–	46 566	–	2 268	2 289	2 081 005
2 118	986	3 071	–	–	–	643 526
3 083	297	2 235	–	596	–	1 072 203
5 201	1 283	5 306	–	596	–	1 715 729

Comptes publics du Canada 2015-2016

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Famille, Enfants et Développement social					
Emploi et Développement social					
Ministre de la Famille, des Enfants et Développement social					
L'hon J-Y Duclos.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	296 333	12 875	624	13 716
Ministre de l'Emploi et du Développement social					
L'hon P Poilievre	1 avr 2015 au 4 nov 2015	808 448	61 707	451	45 183
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail					
L'hon M Mihychuk.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	216 429	58 353	1 582	1 204
Ministre du Travail					
L'hon K K Leitch.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	479 016	37 406	775	13 412
Ministre des Sports et des Personnes handicapées					
L'hon C Qualtrough.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	35 956	23 409	106	–
Ministre d'État (Aînés)					
L'hon A Wong	1 avr 2015 au 4 nov 2015	267 250	29 603	468	20 000
Ministre d'État (Développement social)					
L'hon C Bergen.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	289 128	26 906	51	22 124
		2 392 560	250 259	4 057	115 639
Finances					
Finances					
Ministres des Finances					
L'hon B Morneau.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	546 728	155 213	11 420	4 303
L'hon J Oliver	1 avr 2015 au 4 nov 2015	1 170 918	50 306	1 559	33 479
Ministre d'État (Finances)					
L'hon K Sorenson.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	297 359	19 873	150	13 440
		2 015 005	225 392	13 129	51 222
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Citoyenneté et Immigration					
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'hon J McCallum.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	407 874	51 173	1 304	2 453
Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration					
L'hon C Alexander.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	804 401	34 762	692	60 189
Ministre d'État (Multiculturalisme)					
L'hon T Uppal.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	283 594	7 947	528	5 549
		1 495 869	93 882	2 524	68 191
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'hon A Sohi.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	366 256	101 020	–	10 479
Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales					
L'hon D Lebel.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	603 683	34 723	575	310
		969 939	135 743	575	10 789

10 . 14 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Comptes publics du Canada 2015-2016

Location (5)	Réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	8 167	-	-	452	332 167
-	-	3 745	-	761	65	920 360
-	-	7 259	-	-	-	284 827
350	660	6 354	-	-	-	537 973
-	-	100	-	-	-	59 571
-	-	753	-	-	-	318 074
-	562	519	-	741	-	340 031
350	-	1 222	-	1 502	517	2 793 003
-	-	4 497	-	-	5 683	727 844
-	-	7 923	-	209	204	1 264 598
-	-	169	-	-	-	330 991
-	-	12 589	-	209	5 887	2 323 433
-	351	4 651	-	-	1 058	468 864
210	-	4 090	-	-	-	904 344
-	-	168	-	-	-	297 786
210	351	8 909	-	-	1 058	1 670 994
-	-	6 062	-	516	-	484 333
2 194	-	-	-	-	-	641 485
2 194	-	6 062	-	516	-	1 125 818

Comptes publics du Canada 2015-2016

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Innovation, Sciences et Développement					
Industrie					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	134 087	149 529	634	54
Ministre de l'Industrie					
L'hon J Moore.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	977 323	48 268	71	32 955
Ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario					
L'hon G Rickford.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	20 340	24 069	–	–
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme					
L'hon B Chagger.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	143 343	87 676	1 220	3 024
Ministre des Sciences					
L'hon K Duncan.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	106 658	28 860	276	10 291
Ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)					
L'hon M Bernier	1 avr 2015 au 4 nov 2015	259 569	14 499	–	122
Ministre d'État (Sciences et Technologie)					
L'hon E Holder	1 avr 2015 au 4 nov 2015	354 245	24 598	156	8 887
		1 995 565	377 499	2 357	55 333
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre de l'Agence canadienne de Développement économique du Nord					
L'hon L Aglukkaq.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	98 260	6 333	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
L'hon D Lebel	1 avr 2015 au 4 nov 2015	478 640	33 896	–	10 960
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	4 968	–	–	–
Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)					
L'hon R Moore.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	635 256	19 851	–	22 339
		640 224	19 851	–	22 339
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	5 520	–	–	–
Ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)					
L'hon G Goodyear	1 avr 2015 au 4 nov 2015	232 658	19 914	–	4 425
		238 178	19 914	–	4 425

10.16 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Comptes publics du Canada 2015-2016

Location (5)	Réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
14	–	1 791	–	252	–	286 361
128	58	2 720	–	–	–	1 061 523
–	–	–	–	–	–	44 409
73	20	1 986	–	–	–	237 342
46	20	2 145	–	249	–	148 545
120	58	154	–	–	–	274 522
134	58	2 137	–	20	–	390 235
515	214	10 933	–	521	–	2 442 937
–	–	–	–	–	–	104 593
–	–	–	–	–	–	523 496
–	–	–	–	–	–	4 968
567	–	–	–	255	–	678 268
567	–	–	–	255	–	683 236
–	–	–	–	–	–	5 520
–	–	341	–	–	–	257 338
–	–	341	–	–	–	262 858

Comptes publics du Canada 2015-2016

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	7 551	–	–	–
Ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)					
L'hon M Rempel.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	282 246	60 312	–	17 699
		289 797	60 312	–	17 699
		3 740 664	517 805	2 357	110 756
Justice					
Justice					
Ministres de la Justice et procureur général du Canada					
L'hon J Wilson-Raybould.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	240 286	194 941	2 102	6 558
L'hon P G MacKay.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	1 335 788	38 779	498	35 792
		1 576 074	233 720	2 600	42 350
Patrimoine canadien					
Patrimoine canadien					
Ministre du Patrimoine canadien					
L'hon M Joly.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	303 582	113 468	348	177
Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles					
L'hon S Glover.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	881 340	26 982	33	30 285
Ministre des Sports et des Personnes handicapées					
L'hon Qualtrough.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	116 552	39 364	106	244
Ministre d'État (Sports)					
L'hon B Gosal.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	227 737	28 628	334	9 084
		1 529 211	208 442	821	39 790
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
Ministres de la Condition féminine					
L'hon P Hajdu.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	141 055	58 188	693	–
L'hon K K Leitch.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	160 903	23 178	–	18 024
		301 958	81 366	693	18 024
		1 831 169	289 808	1 514	57 814
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Pêches et Océans					
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'hon H Tootoo.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	197 951	66 593	6 500	12 539
Ministre des Pêches et des Océans					
L'hon G Shea.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	825 778	26 062	–	23 415
		1 023 729	92 655	6 500	35 954
Ressources naturelles					
Ressources naturelles					
Ministres des Ressources naturelles					
L'hon J Carr.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	193 522	57 581	–	11 304
L'hon G Rickford.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	809 482	73 436	–	39 037
		1 003 004	131 017	–	50 341

Comptes publics du Canada 2015-2016

Location (5)	Réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	7 551
-	-	-	-	-	-	360 257
-	-	-	-	-	-	367 808
1 082	214	11 274	-	776	-	4 384 928
853	-	688	-	1 829	7	447 264
-	335	2 004	-	6 838	894	1 420 928
853	335	2 692	-	8 667	901	1 868 192
1 130	-	994	-	-	-	419 699
6 120	60	1 455	-	-	-	946 275
-	-	98	-	-	-	156 364
-	30	280	-	-	3	266 096
7 250	90	2 827	-	-	3	1 788 434
-	-	187	-	-	-	200 123
-	-	-	-	-	-	202 105
-	-	187	-	-	-	402 228
7 250	90	3 014	-	-	3	2 190 662
-	-	158	-	762	-	284 503
717	3 203	1 926	-	-	77	881 178
717	3 203	2 084	-	762	77	1 165 681
-	-	733	-	-	-	263 140
-	5	963	-	-	-	922 923
-	5	1 696	-	-	-	1 186 063

Comptes publics du Canada 2015-2016

Dépenses des cabinets des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Ministres du Revenu national					
L'hon D Lebouthillier	4 nov 2015 au 31 mars 2016	223 705	10 114	162	4 212
L'hon K-L.D Findlay	1 avr 2015 au 4 nov 2015	654 519	17 845	–	12 186
		878 224	27 959	162	16 398
Santé					
Santé					
Ministres de la Santé					
L'hon J Philpott.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	313 868	46 678	659	1 290
L'hon R Ambrose.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	861 403	56 873	–	35 698
		1 175 271	103 551	659	36 988
Sécurité publique et Protection civile					
Sécurité publique et Protection civile					
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile					
L'hon R Goodale.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	323 478	36 638	–	553
L'hon S Blaney	1 avr 2015 au 4 nov 2015	958 048	33 814	–	26 533
		1 281 526	70 452	–	27 086
Services publics et Approvisionnement					
Services publics et Approvisionnement					
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'hon J Foote	4 nov 2015 au 31 mars 2016	255 430	86 070	681	2 632
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
L'hon D Finley.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	960 811	34 765	66	4 767
		1 216 241	120 835	747	7 399
Transports					
Transports					
Ministres des Transports					
L'hon M Garneau.....	4 nov 2015 au 31 mars 2016	265 477	27 333	27	–
L'hon L Raitt.....	1 avr 2015 au 4 nov 2015	624 317	42 469	167	9 416
		889 794	69 802	194	9 416
Total		40 097 955	4 073 636	39 552	1 315 736

Comptes publics du Canada 2015-2016

Location (5)	Réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	2 427	-	387	-	241 007
-	-	1 010	-	42	-	685 602
-	-	3 437	-	429	-	926 609
-	658	4 459	-	1 007	148	368 767
-	88	4 817	-	-	-	958 879
-	746	9 276	-	1 007	148	1 327 646
-	-	400	-	-	-	361 069
-	-	2 784	-	15	-	1 021 194
-	-	3 184	-	15	-	1 382 263
-	-	6 361	-	4 430	86	355 690
394	670	8 754	-	-	-	1 010 227
394	670	15 115	-	4 430	86	1 365 917
-	-	3 329	-	12 292	2 355	310 813
-	-	1 501	-	-	1 246	679 116
-	-	4 830	-	12 292	3 601	989 929
25 797	9 326	269 447	-	44 477	14 854	45 890 780

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes – État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2015-2016 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Montant
Affaires autochtones et du Nord		
Ministre des Affaires autochtones et du Nord		
L'hon C Bennett	1	73 400
Secrétaire parlementaire		
Y Jones	1	3 113
Ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien		
L'hon B Valcourt	1	42 854
Secrétaire parlementaire		
M Strahl	1	7 086
Affaires mondiales		
Ministres des Affaires étrangères		
L'hon S Dion	1	33 950
L'hon R Nicholson	1	19 462
Secrétaires parlementaires		
L'hon D Obhrai	1	10 504
P Goldsmith-Jones	1	8 820
Ministres du Commerce international		
L'hon C Freeland	1	21 082
L'hon E Fast	1	30 796
Secrétaire parlementaire		
D Lametti	1	7 936
Ministres du Développement international et de la Francophonie		
L'hon M-C Bibeau	1	35 896
L'hon C Paradis	1	12 205
Secrétaires parlementaires		
K Gould	1	1 566
L Brown	1	1 333
Ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)		
L'hon L Yelich	1	11 206
Secrétaire parlementaire		
D Anderson	1	2 212

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Montant
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministres de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'hon L MacAulay	1	17 973
L'hon G Ritz	1	20 468
Secrétaire parlementaire		
G Keddy	1	2 225
Anciens Combattants		
Ministres des Anciens Combattants		
L'hon K Hehr	1	19 860
L'hon E O'Toole	1	18 735
Secrétaire parlementaire		
P Lemieux	1	2 576
Conseil du Trésor		
Présidents du Conseil du Trésor		
L'hon S Brison	1	14 204
L'hon T Clement	1	8 542
Conseil privé		
Premier ministres		
Le très hon J Trudeau	1	6 699
Le très hon S Harper	1	3 255
Leader du gouvernement à la Chambre des communes		
L'hon P Van Loan	1	6 078
Ministre des Institutions démocratiques		
L'hon M Monsef	1	2 362
Défense nationale		
Ministres de la Défense nationale		
L'hon H S Sajjan	1	12 525
L'hon J Kenney	1	27 820
Secrétaire parlementaire		
J Bezan	1	143
Ministres associés de la Défense nationale		
L'hon K Hehr	1	1 045
L'hon J Fantino	1	9 429
Environnement et Changement climatique		
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique		
L'hon C McKenna	1	35 369
Secrétaire parlementaire		
J Wilkinson	1	2 289
Ministre de l'Environnement		
L'hon L Aglukkaq	1	25 719
Secrétaire parlementaire		
C Carrie	1	13 976
Famille, Enfants et Développement social		
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'hon J-Y Duclos	1	3 858
Ministre de l'Emploi et du Développement social		
L'hon P Poilievre	1	30 732
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail		
L'hon M Mihychuk	1	9 964
Ministre des Sports et des Personnes handicapées		
L'hon C Qualtrough	1	5 552
Ministre du Travail		
L'hon K K Leitch	1	7 903
Ministre d'État (Aînés)		
L'hon A Wong	1	11 800
Ministre d'État (Développement Social)		
L'hon C Bergen	1	10 166

Comptes publics du Canada 2015-2016

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Montant
Finances		
Ministres des Finances		
L'hon B Morneau	1	49 689
L'hon J Oliver	1	33 481
Secrétaire parlementaire		
F-P Champagne	1	14 287
Ministre d'État (Finances)		
L'hon K Sorenson	1	10 349
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'hon J McCallum	1	18 376
Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration		
L'hon C Alexander	1	7 868
Secrétaire parlementaire		
C Menegakis	1	1 821
Ministre d'État (Multiculturalisme)		
L'hon T Uppal	1	3 170
Infrastructure et Collectivités		
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'hon A Sohi	1	13 504
Secrétaire parlementaire		
P Rodriguez	1	1 034
Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales		
L'hon D Lebel	1	9 985
Innovation, Sciences et Développement économique		
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique		
L'hon N Bains	1	6 540
Secrétaire parlementaire		
G Fergus	1	906
Ministre de l'Industrie		
L'hon J Moore	1	12 739
Secrétaire parlementaire		
L'hon M Lake	1	5 678
Ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord		
L'hon L Aglukkaq	1	6 333
Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
L'hon D Lebel	1	8 196
Ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario		
L'hon G Rickford	1	6 075
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme		
L'hon B Chagger	1	7 088
Ministre des Sciences		
L'hon K Duncan	1	21 414
Ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)		
L'hon R Moore	1	19 709
Ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)		
L'hon G Goodyear	1	6 471
Ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)		
L'hon M Rempel	1	25 954
Ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)		
L'hon M Bernier	1	7 412
Ministre d'État (Sciences et Technologie)		
L'hon E Holder	1	9 762
Justice		
Ministres de la Justice et procureur général du Canada		
L'hon J Wilson-Raybould	1	53 214
L'hon P G MacKay	1	21 419

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Montant
Patrimoine canadien		
Ministre du Patrimoine canadien		
L'hon M Joly	1	14 973
Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles		
L'hon S Glover	1	8 010
Ministres de la Condition féminine		
L'hon P Hajdu	1	28 083
L'hon K K Leitch	1	23 178
Ministre des Sports et des Personnes handicapées		
L'Hon C Qualtrough	1	12 446
Ministre d'État (Sports)		
L'hon B Gosal	1	8 766
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'hon H Tootoo	1	14 826
Secrétaire parlementaire		
S Cormier	1	8 788
Ministre des Pêches et Océans		
L'hon G Shea	1	4 591
Ressources naturelles		
Ministres des Ressources naturelles		
L'hon J Carr	1	31 188
L'hon G Rickford	1	35 631
Secrétaire parlementaire		
K Rudd	1	10 900
Revenu national		
Ministres du Revenu national		
L'hon D Lebouthillier	1	2 643
L'hon K-L D Findlay	1	8 462
Santé		
Ministres de la Santé		
L'hon J Philpott	1	16 134
L'hon R Ambrose	1	10 905
Secrétaires parlementaires		
C McLeod	1	3 104
K Khera	1	1 389
Sécurité publique et Protection civile		
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile		
L'hon R Goodale	1	37 695
L'hon S Blaney	1	9 449
Secrétaire parlementaire		
M Picard	1	2 963
Services publics et Approvisionnement		
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement		
L'hon J Foote	1	9 164
Secrétaire parlementaire		
L Alleslev	1	2 243
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux		
L'hon D Finley	1	15 052
Secrétaire parlementaire		
C Warkentin	1	9
Transports		
Ministres des Transports		
L'hon M Garneau	1	9 522
L'hon L Raitt	1	22 983
Secrétaire parlementaire		
K Young	1	518

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel/Ministre	Montant
Ministres des Affaires étrangères	
L'hon S Dion	91 149
L'hon R Nicholson	37 455
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'hon G Ritz	28 617
Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	
L'hon C Alexander	17 477
Ministres du Commerce international	
L'hon C Freeland	22 907
L'hon E Fast	38 719
Ministres de la Condition féminine	
L'hon P Hajdu	20 175
L'hon K K Leitch	19 690
Ministres de la Défense nationale	
L'hon H S Sajjan	202 844
L'hon J Kenney	42 756
Ministres associés de la Défense nationale	
L'hon K Hehr	20 217
L'hon J Fantino	22 169
Ministres du Développement international et de la Francophonie	
L'hon M-C Bibeau	65 907
L'hon C Paradis	19 582
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail	
L'hon M Mihychuk	10 298
Ministre de l'Environnement	
L'hon L Aglukkaq	35 146
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	
L'hon C McKenna	72 982
Ministres des Finances	
L'hon B Morneau	62 654
L'hon J Oliver	39 996
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'hon J McCallum	87 285
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	
L'hon N Bains	1 108
Ministres de la Justice et procureur général du Canada	
L'hon J Wilson-Raybould	11 890
L'hon P G MacKay	12 048

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel/Ministre	Montant
Ministre du Patrimoine canadien	
L'hon M Joly	2 031
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	
L'hon H Tootoo	7 804
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme	
L'hon B Chagger	225
Ministres des Ressources naturelles	
L'hon G Rickford	36 183
L'hon J Carr	30 852
Ministre de la Santé	
L'hon J Philpott	6 245
Ministre des Sciences	
L'hon K Duncan	9 413
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile	
L'hon R Goodale	32 987
L'hon S Blaney	3 019
Ministre des sports et des Personnes handicapées	
L'hon C Qualtrough	2 576
Ministres des Transports	
L'hon M Garneau	4 750
L'hon L Raitt	6 687
Ministre du Travail	
L'hon K K Leitch	3 902
Ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)	
L'hon L Yelich	17 471
Ministre d'État (Multiculturalisme)	
L'hon T Uppal	10 011
Total	1 157 227

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 11

Comptes publics du Canada

2015-2016

Autres informations diverses

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires mondiales	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	11.2
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Affaires étrangères, Commerce et Développement)	11.4
Conseil du Trésor	
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat) ...	11.12
Conseil privé	
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections)	11.18
Détails des dépenses – 42 ^e élection générale octobre 2016 (Bureau du directeur général des élections)	11.18
Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé)	11.19
Famille, Enfants et Développement social	
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Emploi et Développement social)	11.20
Parlement	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2015-2016 (Sénat)	11.21
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2015-2016 (Chambre des communes)	11.24
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2015-2016 (Chambre des communes)	11.37
Sécurité publique et Protection civile	
État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada)	11.39

Affaires mondiales Affaires étrangères, Commerce et Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'Affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite bilatérale du premier ministre à Hong Kong et à Beijing (Chine) – Sommet du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), novembre 2014	54 878
Visite du premier ministre à Dakar (Sénégal) – Sommet de la Francophonie, décembre 2014	1 632
Visite du premier ministre à Panama City (Panama) – Sommet des Amériques.....	138 849
Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni), à Malte – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) et à Paris (France) – Conférence sur les changements climatiques	1 035 015
Visite du premier ministre à Kiev (Ukraine), à Elmau (Allemagne) – Sommet du G7, à Varsovie et à Gdynia (Pologne), Rome (Italie) et au Vatican (Saint-Siège).....	748 683
Visite du premier ministre en Irak, au Koweït (Moyen-Orient) et aux Pays-Bas – Cérémonies du 70 ^e anniversaire de la libération	505 810
Visite du premier ministre à Antalya (Turquie) – Sommet du G20 et à Manille (Philippines) – Sommet du Forum de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2015.....	698 048
Visite du premier ministre à Davos (Suisse) – Forum économique mondial (FEM)	855 379
Visite du premier ministre à Washington – Visite à la Maison-Blanche	184 253
Visite du premier ministre à New York (États-Unis).....	161 636
Visite du premier ministre à Washington – Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN)	136 889
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Hangzhou (Chine) – G20.....	1 506
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Varsovie (Pologne) – OTAN.....	60 162
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Ise-Shima (Japon) – G7	6 281
Visite du gouverneur général à Santiago (Chili), à Bogota et à Medellín (Colombie), décembre 2014	2 679
Visite du gouverneur général dans le Midwest (États-Unis).....	110 245
Visite du gouverneur général à Washington (États-Unis).....	28 403
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du gouverneur général à Rio de Janeiro (Brésil)	4 124
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)	29 700
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites).....	46 904
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites).....	34 510
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Visites bilatérales (agent de visites).....	11 295
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au 7 ^e Sommet des Amériques, Panama City (Panama)	18 174
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, Lübeck (Allemagne)	30 288
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) chargés du commerce, Boracay (Philippines)	68 412
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Délégation canadienne au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), New York (États-Unis)	54 235
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Antalya (Turquie).....	40 007
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à la réunion du Conseil des ministres (RCM), Paris (France)	13 221

11.2 Autres informations diverses

Affaires mondiales

Affaires étrangères, Commerce et Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au forum global contre l'antisémitisme, Jérusalem (Israël)	8 428
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du petit groupe de ministres des Affaires étrangères sur l'anti-EIIS, Paris (France)	28 595
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Délégation canadienne à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OAE), Washington (États Unis)	16 893
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la Conférence postministérielle et au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Kuala Lumpur (Malaisie)	15 846
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne à la troisième conférence internationale sur le financement du développement, Addis-Abeba (Éthiopie)	82 075
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Nairobi (Kenya)	128 885
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne (Autriche)	22 397
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne de la 70 ^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), New York (États-Unis)	71 126
Ministre des Affaires étrangères et ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), à la réunion des dirigeants économiques, Manille (Philippines)	83 897
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne à la Conférence ministérielle de la Francophonie, Erevan (Arménie)	37 861
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne de la 38 ^e session de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris (France)	25 046
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Kuala Lumpur (Malaisie)	17 335
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres du G20 chargés du commerce, Istanbul (Turquie)	18 979
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), pour les ministres des Affaires étrangères, Malte	28 597
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)	26 135
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel chargé de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Belgrade (Serbie)	43 966
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne du petit groupe de ministres des Affaires étrangères sur la coalition mondiale pour contrer EIIL, Rome (Italie)	54 412
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au forum ministériel de haut niveau sur le partenariat en Somalie, Istanbul (Turquie)	35 366
Participation du Canada à la cérémonie marquant l'anniversaire du génocide arménien	10 942
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Nigeria	10 503
Participation du Canada aux funérailles d'États de l'ancien Chancelier Schmidt en Allemagne	8 707
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture en Argentine	16 599
Total	5 873 808

Affaires mondiales Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, et des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales par le ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'ACI font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement, par conséquent, ils ne sont donc pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Dakar (Sénégal) – Sommet de la Francophonie, décembre 2014</i>	542
Cabinet du Premier ministre Curran R.	
Bureau du Conseil privé Massabki M.	
<i>Visite du premier ministre à Panama City (Panama) – Sommet des Amériques</i>	68 024
Chambre des communes Le très hon. Harper S., Nicholson l'hon. R.	
Cabinet du Premier ministre Anglin H., Atwood M., Belous D., Brisbin M., Cox M., Hourigan C., Lilly M., Loubier C., Nicol R., Ransom D., Robinson A., Stackaruk D., Staley R., Staley S.	
Bureau du Conseil privé Burnham N., Cloutier B., Gascon A., Hage M., Hannaford J., Larocque D., Lemire M., Massabki M., Natale G., Picard A., Pilon T., Taylor A., Tremblay É., Troy R.	
Affaires mondiales Aggelopoulos T., Atar L., Beaudoin N., Climenhage C., Cryderman D., Guerin M., Guilbeault M., Healy Z., Lambert D., Le Roy M., Loten J., Meunier G., Monfils J., Morrison D., Nisan R., Normandin H-P., Ouellet M., Pilon J-L., Tremblay M., Veilleux V.	
Intervenants Bromann A., Dispalto M., Gagné P., Gosselin N., Marcotte E., Rafi S., Van Beilen T.	
Services publics et Approvisionnement (Interprète) Gonzalez A.	
<i>Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni), à Malte – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) et à Paris (France) – Conférence sur les changements climatiques</i>	251 134
Chambre des communes Le très hon. Trudeau J., Dion l'hon. S., McKenna l'hon. C.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Bouchard M., Butts G., Desfossés T., Guillon T., Hallé A-L., Menzies G., Paris R., Pueyo M., Ritchie D., Scotti A., Trayvilla M.	
Bureau du Conseil privé Bazinet E., Charette J., Chevrier J., Cloutier B., Coleman R., Galarneau S., Gaudreault S., Grecco B., Hage M., Hannaford J., Henderson C., Laporte E., Larocque D., Lemire M., Lepage S., Lindblad A., MacDougall P., Madore J., Maloley J., Massabki M., McGovern D., Mercer J., Paul J., Picard A., Pilon T., Prusakowski T., Richard W., Singh A., Soni S-M., Sweet S., Tsai-Klassen F.	
Affaires mondiales Aggelopoulos T., Barratt A., Boucher C., Boutet J., C., Campbell G., Fountain-Smith S., Henderson C., Huot-Bolduc F., Hustins N-L, Jacovella D., Jean D., Lambert D., Marchuk L., Munro H., Ovens J., Roy S., Snider C.	
Environnement et Changement climatique Raynols M.	
Autres Grégoire-Trudeau S., Wasser E. (Dr).	

II . 4 Autres informations diverses

Affaires mondiales

Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Kiev (Ukraine), à Elmau (Allemagne) – Sommet du G7, à Varsovie et à Gdynia (Pologne), à Rome (Italie) et au Vatican (Saint-Siège).....</i>	275 329
Chambre des communes Le très hon. Harper S., Andreychuk Sen. R., Bezan J. (M.P.), Kenney l'hon. J., Novak R. (M.P.), Opitz T. (M.P.), Lizon W. (M.P.).	
Cabinet du Premier ministre Atwood M., Belous D., Boothby K., Brennan J., Brisbin M., Bucci L., Curran R., Grills M., Huestis B., Keller-Hobson M., Lawrence S., Lecce S., Novak R., Pettit T., Raj S., Ransom J., Robinson A., Sheehy M., Speer S., Stackaruk D., Staley S., Terrien P., Thompson J., Tomala A.	
Bureau du Conseil privé Bazinet E., Beaulieu J., Black G., Brooman K., Charron M-F., Cloutier B., De Feu J., Dionne M., Fitzgerald R., Gascon A., Gaudreault S., Grecco B., Hage M., Hannaford J., Laporte E., Larocque D., Lemire M., Maloley J., Mercer J., Pilon T., Pomerleau P., Prusakowski T., Shouldice M., Sweet S., Thompson A., Tremblay É., Vaillancourt D., Williams P., Wittmann P.	
Affaires mondiales Aggelopoulos T., Boehm P., Boucher C., Flanagan-Whalen A., Gompf J., Goodlet C., Guérin M., Lambert D., Racine A., Roy S., Séguin B.	
Défense nationale Mahon C., Roszak D., Zencovich C.	
Services publics et Approvisionnement (Interprètes) Ceriello E., Shymansky V., Stronska B., Vogt B.	
Autres Harper L., Vu E. (Dr).	
<i>Visite du premier ministre en Irak, au Koweït (Moyen-Orient) et aux Pays-Bas – Cérémonies du 70^e anniversaire de la libération</i>	175 943
Chambre des communes Le très hon. Harper S., Atamanenko A. (M.P.), Dykstra R. (M.P.), Kenny l'hon. J., McColeman P. (M.P.), McLeod K. (M.P.), Paradis l'hon. C., Van Kesteren D. (M.P.), Valeriotte F. (M.P.).	
Cabinet du Premier ministre Anglin H., Atwood M., Belous D., Boothby K., Brisbin M., Chu C., Grills M., Hourigan C., Huestis B., Lily M., Loubier C., Mohamed A., Nicol R., Pettit T., Raj S., Ransom D., Ransom J., Robinson A., Shelly D., Simovic M., Stackaruk D., Staley S., Thompson J., Tomala A., Wood T.	
Bureau du Conseil privé Bazinet E., Beaulieu J., Charette J., Cloutier B., De Feu J., Gaudreault S., Hannaford J., Harris T., Larocque D., Lenarcic D., Maloley J., Pilon T., Prusakowski T., Théoret J., Tremblay É.	
Affaires mondiales Aggelopoulos T., Boucher C., Roy S.	
Délégation d'accompagnement Coffey P., de Jong l'hon. M., McCarney R., McLeod l'hon. B., Smyth R., Singh P.	
Autre Harper L.	
<i>Visite du premier ministre à Antalya (Turquie) – Sommet du G20 et à Manille (Philippines) – Sommet du Forum de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2015.....</i>	276 974
Chambre des communes Le très hon. Trudeau J., Dion l'hon. S., Freeland l'hon. C., Morneau l'hon. W.	
Cabinet du Premier ministre Desfossés T., Guillon T., Menzie G., Paris R., Purchase K., Ritchie D., Scotti A., Telford K.	
Bureau du Conseil privé Bazinet E., Beaulieu J., Brooman K., Cahill K., Charette J., Clippingdale R., Edwards L., Gascon A., Gaudreault S., Hage M., Hannaford J., Larocque D., Lindblad A., MacDougall P., Maloley J., Massabki M., Mineau M-A., Picard A., Pilon T., Tremblay É., Wittmann P.	
Affaires mondiales Aggelopoulos T., Bacile R., Barratt A., Belmahdi L., Girtel K., Gompf J., Gregson S., Gucciardi-Gonsalves B., Eyestone M., Flanagan-Whalen A., Guérin M., Healy B., Hillman K., Hogan C., Huot-Bolduc F., Lambert D., Ovens J., Rigby V., Smith B., Smith J., Wallace J-L., Yap R.	
Services publics et Approvisionnement (Interprètes) Chu M., Guerrere N., Yasutake Y.	
Autre Wasser E. (Dr).	

Comptes publics du Canada 2015-2016

Affaires mondiales Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Davos (Suisse) – Forum économique mondial (FEM).....</i>	<i>178 858</i>
Chambre des communes Le très hon. Trudeau J., Bains l'hon. N., Brisson l'hon. S., Freeland l'hon. C., McKenna l'hon. C., Morneau l'hon. F.	
Cabinet du Premier ministre Butts G., Desfossés T., Guillon T., Hallé A-L., McNair M., Menzies G., Paris R., Purchase K., Scotti A., Telford K., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Bazinet E., Beaulieu J., Brooman K., Fox C., Grecco B., Hage M., Hannaford J., Larocque D., Lindblad A., Mineau M-A., Paul J., Prusakowski T.	
Affaires mondiales Bacile R., Boucher C., Christopher L., Clow B., Dubé A., Ediger R., Guérin M., Munro H., Roy S.	
Conseil du trésor Saini S.	
Défense nationale Richer D. (Dr).	
Innovation, Sciences et Développement économique Marques E.	
Finances Maksymetz R.	
Environnement et changement climatique Tsaï-Klassen F.	
Autres Guilmore S., McCain N., St-Pierre M.	
<i>Visite du premier ministre à Washington – Visite à la Maison-Blanche.....</i>	<i>35 823</i>
Chambre des communes Le très hon. Trudeau J., Caesar-Chavannes C. (M.P.), Dion l'hon. S., Freeland l'hon. C., McKenna l'hon. C., Sajjan l'hon. H.S., Tootoo l'hon. H.	
Cabinet du Premier ministre Almeida C., Arnold D., Bouchard M., Broadhurst J., Butts G., Desfossés T., Gagné C., Grech A., Guillon T., Hallé A-L., McNair M., Paris R., Pueyo M., Purchase K., Scotti A., Sommer D., Telford K., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Brooman K., Cloutier B., Gaudreault S., Hannaford J., Larocque D., Lemire M., Lockhart T., Massabki M., Pilon T., Soni S-M., Wernick M., Williams P., Wittmann P.	
Affaires mondiales Bacile B., Bogdan A., Cayer R., Clow B., Guérin M., Huot-Bolduc F., Lambert D., Ovens J., Roy S.	
Défense nationale Bohunicky B.	
Environnement et Changement climatique Raynolds M.	
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne Pashkoski N.	
Autre Grégoire-Trudeau S.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis).....</i>	<i>40 423</i>
Chambre des communes Le très hon. Trudeau J., Dion l'hon. S.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Butts G., Desfossés T., Guillon T., Menchini S., Purchase K., Scotti A., Telford K., Travers P., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Brooman K., Burnham N., Cloutier B., Galarneau S., Gaudreault S., Lindblad A., MacDougall P., Madore J., Picard A., Prusakowski T., Williams P.	
Affaires mondiales Berlanga P., Boucher C., Gagnon C., Huot-Bolduc F., Lambert D., Munroe H., Ovens J.	

II . 6 Autres informations diverses

Affaires mondiales Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Autre Grégoire-Trudeau S.	
<i>Visite du premier ministre à Washington – Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN).....</i>	<i>27 877</i>
Chambre des communes Le très hon. Trudeau J.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Almeida C., Butts G., Desfossés T., Guillon T., Paris R., Scotti A., Telford K., Travers P., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Brandon R., Brunette L., Grecco B., Hannaford J., Huot P., Lemire M., Madore J., Massabki M., Rae B., Ritchie R., Tarry S., Tremblay É.	
Affaires mondiales Boehm P., Hanley M., Hulan H., Lambert D., Roy S., Tomlinson B.	
Services publics et Approvisionnement (Interprète) Nakamura S.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Ise-Shima (Japon) – G7.....</i>	<i>6 281</i>
Bureau du Conseil privé Tremblay É.	
<i>Visite du gouverneur général dans le Midwest (États-Unis).....</i>	<i>14 600</i>
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Mousseau D., Rocheleau J.	
Affaires mondiales Lachance A., Nickel J.	
Défense nationale Carbonneau MCpl V., Thwaites Lt(N) J.	
<i>Visite du gouverneur général à Washington (États-Unis).....</i>	<i>5 452</i>
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Johnston Son Excellence S., Claxton L., Cloutier A., Mousseau D.	
Affaires mondiales Lachance A.	
Défense nationale Caceres Lt(N) D., Duchesne Sgt. R.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du gouverneur général à Rio de Janeiro (Brésil).....</i>	<i>4 124</i>
Affaires mondiales Lachance A.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites).....</i>	<i>29 543</i>
Affaires mondiales Berlanga P., Huot-Bolduc H.	
<i>Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites).....</i>	<i>46 657</i>
Affaires mondiales Bacile R., Huot-Bolduc H.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites).....</i>	<i>33 114</i>
Affaires mondiales Berlanga P.	
<i>Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Visites bilatérales (agent de visites).....</i>	<i>11 160</i>
Affaires mondiales Bacile R.	

Comptes publics du Canada 2015-2016

Affaires mondiales Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au 7^e Sommet des Amériques, Panama City (Panama)</i>	17 768
Chambre des communes Nicholson Hon. R.	
Affaires mondiales Atar L., Beaudoin N., Climenhage C., Healy Z., Le Roy M., Monfils J., Morrison D., Normandin H-P., Tremblay M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, Lübeck (Allemagne).....</i>	30 288
Chambre des communes Nicholson l'hon. R.	
Affaires mondiales Buck K., Di Mambro J., Ford C., Murphy M., Walma M.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de l'APEC chargés du commerce, Boracay (Philippines)</i>	61 247
Chambre des communes Fast Hon. E.	
Affaires mondiales Gregson S., Huot-Bolduc F., Jackson L-A., Kennedy P., Lo M., Moncaster M., Wallace J-L.	
<i>Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Délégation canadienne au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), New York (États-Unis).....</i>	54 235
Chambre des communes Yelich l'hon. L.	
Affaires mondiales Buck K., Grout C., Hulan H., McArthur A.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Antalya (Turquie)</i>	39 658
Chambre des communes Nicholson l'hon. R.	
Affaires mondiales Bernardo A., Buck K., Di Mambro J., May J.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à la réunion du Conseil des ministres (RCM), Paris (France).....</i>	11 567
Affaires mondiales Clarke W., Hogan C.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au forum global contre l'antisémitisme, Jérusalem (Israël).....</i>	8 428
Chambre des communes Frum Sen. L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du petit groupe de ministres des Affaires étrangères sur l'anti-EIIS, Paris (France).....</i>	28 595
Chambre des communes Nicholson l'hon. R.	
Affaires mondiales Berlanga P., Darling B., Di Mambro J., Galligan G., May J., Murphy M.	

II . 8 Autres informations diverses

Affaires mondiales

Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) – Délégation canadienne à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), Washington (États Unis).....</i>	15 717
Chambre des communes	
Yelich l'hon. L.	
Affaires mondiales	
Climenhage C., Fitchett J., Normandin H-P., Tremblay M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la Conférence postministérielle et au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Kuala Lumpur (Malaisie).....</i>	14 998
Affaires mondiales	
Heinbecker Y., Jean D.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne à la troisième conférence internationale sur le financement du développement, Addis-Abeba (Éthiopie).....</i>	79 461
Chambre des communes	
Paradis l'hon. C.	
Affaires mondiales	
Buchan G., Bui T., Inyangudor I., Longchamps L., Rigby V., Rothschild J., Wiseman G.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Nairobi (Kenya).....</i>	89 402
Chambre des communes	
Freeland l'hon. C.	
Affaires mondiales	
Bacile R., Chiu J., Clow B., O'Shaughnessy M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne (Autriche).....</i>	22 397
Affaires mondiales	
Bilodeau A., Boehm P.M., Semblat N.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne de la 70^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), New York (États-Unis).....</i>	68 971
Chambre des communes	
Paradis Hon. C.	
Affaires mondiales	
Boehn P., Brown M., Jacovella D., Jean D., Longchamp L., Marland K., Rigby V., Smith S.F., Valière M.	
<i>Ministre des Affaires étrangères et ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), à la réunion des dirigeants économiques, Manille (Philippines).....</i>	68 682
Chambre des communes	
Dion l'hon. S., Freeland l'hon. C.	
Affaires mondiales	
Bacile R., Barratt A., Belmahdi L., Girtel K., Gregson S., Hogan C., Huot-Bolduc F., Ovens J., Smith B., Wallace J-L.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne à la Conférence ministérielle de la Francophonie, Erevan (Arménie).....</i>	35 146
Chambre des communes	
Paradis l'hon. C.	
Affaires mondiales	
Beaulne P., Cousineau P., Fontaine E., Longchamps L., Saint-Louis V.	

Comptes publics du Canada 2015-2016

Affaires mondiales
Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne de la 38^e session de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris (France).....</i>	25 046
Affaires mondiales	
Cameron C., Huot E., Filiatrault L.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Kuala Lumpur (Malaisie).....</i>	17 335
Affaires mondiales	
Hogan C., Teo O.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres du G20 chargés du commerce, Istanbul (Turquie).....</i>	18 979
Affaires mondiales	
Fried J., Hogan C., Usher D.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC), pour les ministres des Affaires étrangères, Malte.....</i>	28 461
Chambre des communes	
Dion l'hon. S.	
Affaires mondiales	
Baratt A., Fountain-Smith S., Huot-Bolduc F., Hustins N-L., Jacovella D., Ovens J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, Bruxelles (Belgique).....</i>	25 901
Chambre des communes	
Dion l'hon. S.	
Affaires mondiales	
Barratt A., Chan J., Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Ovens J., Poulin O.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel chargé de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Belgrade (Serbie).....</i>	43 924
Chambre des communes	
Dion l'hon. S.	
Affaires mondiales	
Barratt A., Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Panitcherska E., Poulin O.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne du petit groupe de ministres des Affaires étrangères sur la coalition mondiale pour contrer EILH, Rome (Italie).....</i>	54 352
Chambre des communes	
Dion l'hon. S.	
Affaires mondiales	
Darling B., Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Khatchadourian R., Ovens J., Pickerill J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne au forum ministériel de haut niveau sur le partenariat en Somalie, Istanbul (Turquie).....</i>	35 226
Chambre des communes	
Dion l'hon. S.	
Affaires mondiales	
Berzins C., Huot-Bolduc F., Pickerill J.	

11 . 10 Autres informations diverses

Affaires mondiales
Affaires étrangères, Commerce et Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Description	Montant
<i>Participation du Canada à la cérémonie marquant l'anniversaire du génocide arménien.....</i>	538
Chambre des communes Albrecht H. (M.P.)	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Nigeria.....</i>	10 485
Chambre des communes Obhrai l'hon. D.	
<i>Participation du Canada aux funérailles d'États de l'ancien Chancelier Schmidt en Allemagne.....</i>	8 088
Autres Le très hon. Chrétien J., Hartley B.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture en Argentine.....</i>	16 599
Autre Le très hon. Clark J.	

Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Affaires autochtones et du Nord					
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Dépenses de fonctionnement	1	–	34 834 093	–	–
Dépenses en capital	5	15 166 921	–	–	1 988 261
Subventions et contributions	10	1 150 000	–	–	–
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens					
Dépenses de programme	1	–	2 750 185	100 309	–
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique					
Dépenses de programme	1	–	67 190	–	–
Affaires mondiales					
Affaires étrangères, Commerce et Développement					
Dépenses de fonctionnement	1	–	52 772 470	19 000 000	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	51 523 284
Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale	15	10 023 000	–	–	–
Commission mixte internationale (section canadienne)					
Dépenses de programme	1	–	308 473	35 292	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Agriculture et Agroalimentaire					
Dépenses de fonctionnement	1	–	30 072 472	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	6 714 391
Commission canadienne des grains					
Dépenses de programme	1	–	244 685	–	–
Commission canadienne du lait					
Dépenses de programme	1	–	–	125 881	–
Anciens Combattants					
Anciens Combattants					
Dépenses de fonctionnement	1	–	10 351 758	676 659	–
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)					
Dépenses de programme	1	–	473 901	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général					
Bureau du secrétaire du gouverneur général					
Dépenses de programme	1	–	764 577	–	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat					
Dépenses de programme	1	12 500 000	11 208 083	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public					
Dépenses de programme	1	–	244 185	1 539	–
Commissariat au lobbying					
Dépenses de programme	1	–	185 118	–	–
École de la fonction publique du Canada					
Dépenses de programme	1	–	1 996 093	–	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Dépenses de programme	1	–	5 291 481	–	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
Dépenses de programme	1	–	789 398	–	–
Bureau du directeur général des élections					
Dépenses de programme	1	–	1 526 914	562 636	–

Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
Dépenses de programme	1	–	25 274	33 718	–
Commissariat aux langues officielles					
Dépenses de programme	1	–	342 551	3 302	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
Dépenses de programme	1	–	277 448	–	–
Défense nationale					
Défense nationale					
Dépenses de fonctionnement	1	–	358 309 851	1 503 232	–
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications					
Dépenses de programme	1	–	92 351	–	–
Centre de la sécurité des télécommunications					
Dépenses de programme	1	–	18 081 548	35 197 998	–
Comité externe d'examen des griefs militaires					
Dépenses de programme	1	–	307 250	1 783	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire					
Dépenses de programme	1	–	258 355	1 783	–
Environnement et Changement climatique					
Environnement					
Dépenses de fonctionnement	1	–	38 788 039	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	13 789 374
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Dépenses de programme	1	6 383 000	947 405	–	–
Agence Parcs Canada					
Dépenses de programme	1	–	–	6 321 478	–
Famille, Enfants et Développement social					
Emploi et Développement social					
Dépenses de fonctionnement	1	–	27 290 708	7 844	–
Subventions et contributions	5	3 750 000	–	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme¹					
Dépenses de fonctionnement	1	–	499 497	–	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
Dépenses de programme	1	–	198 913	148 671	–
Finances					
Finances					
Dépenses de fonctionnement	1	–	4 732 865	–	–
Bureau du vérificateur général					
Dépenses de programme	1	–	3 522 897	1 200 000	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Dépenses de programme	1	–	2 335 132	–	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Citoyenneté et Immigration					
Dépenses de fonctionnement	1	–	22 796 812	–	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Dépenses de programme	1	–	4 888 292	1 419 757	–
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 877 591	780 983	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	18 634 000

Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Innovation, Sciences et Développement économique					
Industrie					
Dépenses de fonctionnement	1	22 656 649	18 841 851	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	528 578
Subventions et contributions	10	917 000	–	–	–
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Dépenses de fonctionnement	1	–	561 568	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 895 361	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Dépenses de fonctionnement	1	–	3 252 679	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 301 871	–	–
Agence spatiale canadienne					
Dépenses de fonctionnement	1	–	7 763 300	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	7 474 576
Commission du droit d'auteur					
Dépenses de programme	1	–	141 498	1 783	–
Conseil canadien des normes					
Paievements au Conseil canadien des normes.....	1	–	–	365 937	–
Conseil de recherches en sciences humaines					
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 132 577	–	–
Subventions et contributions	5	1 265 000	–	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 145 788	–	–
Subventions et contributions	5	320 000	–	–	–
Conseil national de recherches du Canada					
Dépenses de fonctionnement	1	–	5 092 391	23 001	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	2 783 225
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 846 448	–	–
Statistique Canada					
Dépenses de programme	1	–	6 351 030	4 487 597	–
Justice					
Justice					
Dépenses de fonctionnement	1	–	26 425 067	5 828 075	–
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale					
Dépenses de fonctionnement	1	–	445 921	4 986	–
Conseil canadien de la magistrature					
Dépenses de fonctionnement.....	5	–	75 681	–	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Dépenses de programme	1	–	8 653 091	52 837	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Commissariat à l'information du Canada					
Dépenses de programme	1	–	149 040	–	–
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada					
Dépenses de programme	5	–	659 156	3 463	–
Commission canadienne des droits de la personne					
Dépenses de programme	1	–	751 034	232 215	–
Registraire de la Cour suprême du Canada					
Dépenses de programme	1	–	1 115 383	312 342	–

Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Dépenses de programme	1	8 418 545	2 376 763	654 240	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs					
Dépenses de programme	1	–	2 477 118	2 924	–
Patrimoine canadien					
Patrimoine canadien					
Dépenses de fonctionnement	1	–	6 608 794	2 861 338	–
Bibliothèque et Archives du Canada					
Dépenses de programme	1	5 100	3 683 279	–	–
Commission de la capitale nationale					
Paiements à la Commission de la capitale nationale à l'égard des dépenses de fonctionnement	1	–	–	983 140	–
Commission de la fonction publique ²					
Dépenses de programme	1	–	4 296 434	–	–
Commission des champs de bataille nationaux					
Dépenses de programme	1	–	597 032	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Dépenses de programme	1	–	2 569 483	87 464	–
Musée canadien de l'histoire					
Paiements au Musée canadien de l'histoire à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	217 778	–
Musée canadien de la nature					
Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	323 481	–
Musée des beaux-arts du Canada					
Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	–	–	2 003 219	–
Musée national des sciences et de la technologie					
Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	1	–	–	490 831	–
Office national du film					
Dépenses de programme	1	–	3 353 860	717 922	–
Société du Centre national des Arts					
Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement	1	–	–	174 337	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Pêches et Océans					
Dépenses de fonctionnement	1	–	46 248 449	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	65 716 950
Ressources naturelles					
Ressources naturelles					
Dépenses de fonctionnement	1	–	30 954 623	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	15 026
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Dépenses de programme	1	–	1 740 413	886 372	–
Énergie atomique du Canada, Limitée					
Paiements à l'Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	232 800 000	–	–	–
Office national de l'énergie					
Dépenses de programme	1	–	3 029 879	68 240	–

Conseil du Trésor Secrétariat

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses- recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance emploi</i>	1	–	–	81 889 528	–
Santé					
Santé					
Dépenses de fonctionnement	1	–	57 148 430	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	6 594 089
Subventions et contributions	10	98 829 432	–	–	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Dépenses de fonctionnement et contributions	1	–	8 857 420	13 270 513	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	4 846 645
Agence de la santé publique du Canada					
Dépenses de fonctionnement	1	–	15 427 428	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	443 926
Subventions et contributions	10	250 000	–	–	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Dépenses de programme	1	–	373 967	1 783	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Dépenses de fonctionnement	1	872 664	286 856	775 815	–
Subventions	5	2 465 076	–	–	–
Sécurité publique et Protection civile					
Sécurité publique et Protection civile					
Dépenses de fonctionnement	1	–	5 683 749	–	–
Agence des services frontaliers du Canada					
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	26 995 530	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada					
Dépenses de programme	1	–	206 015	11 262	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
Dépenses de programme	1	–	42 928	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada					
Dépenses de programme	1	–	452 456	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Dépenses de programme	1	–	1 866 887	–	–
Gendarmerie royale du Canada					
Dépenses de fonctionnement	1	–	62 077 567	14 650 557	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	37 238 222
Service canadien du renseignement de sécurité					
Dépenses de programme	1	–	18 960 823	–	6 495 326
Service correctionnel du Canada					
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	–	42 568 928	20 298 032	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	51 670 278

**Conseil du Trésor
Secrétariat**

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor			
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Services publics et Approvisionnement					
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Dépenses de fonctionnement	1	–	44 028 940	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	155 873 847
Services partagés Canada					
Dépenses de fonctionnement	1	–	34 493 020	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	36 911 852
Transports					
Transports					
Dépenses de fonctionnement	1	75 000 000	16 740 589	6 400 458	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	21 980 005
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	1	26 800 000	–	–	–
Office des transports du Canada					
Dépenses de programme	1	–	1 193 896	333 456	–
Total		519 572 387	1 148 400 616	252 533 321	491 221 855

¹ Le Bureau a reçu les sommes virées du Conseil du Trésor quand il était sous la responsabilité du ministre de la Famille, Enfants et Développement social. Depuis le 4 novembre 2015 le Bureau relève de la responsabilité du ministre du Patrimoine canadien.

² La Commission a reçu les sommes virées du Conseil du Trésor quand elle était sous la responsabilité du ministre du Patrimoine canadien. Depuis le 4 novembre 2015 la Commission relève de la responsabilité du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Conseil privé Bureau du directeur général des élections

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Crédit 1 - Dépenses de programme					
Salaires des postes indéterminés.....	12 207 029	4 695 748	3 134 478	9 338 878	29 376 133
Dépenses législatives					
Élection générale d'octobre 2015 ¹	298 148 924	107 657 570	1 070	–	405 807 564
Élections partielles et autres élections générales.....	294 504	209 303	–	–	503 807
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription.....	–	865 182	–	–	865 182
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	15 814 943	2 393 312	4 274 339	18 600 233	41 082 827
	314 258 371	111 125 367	4 275 409	18 600 233	448 259 380
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 121 402	956 209	834 416	1 858 814	8 770 841
Total	331 586 802	116 777 324	8 244 303	29 797 925	486 406 354

¹ Ce sont les dépenses pour la 42^e élection générale encourues en 2015-2016, toutefois les déboursés liés à une élection générale se font sur plusieurs exercices financiers.

Détails des dépenses – 42^e élection générale octobre 2016

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Terre-Neuve.....	4 171 641	550 059	–	–	4 721 700
Île-du-Prince-Édward.....	1 262 088	437 909	–	–	1 699 997
Nouvelle-Écosse.....	7 049 161	1 180 950	–	–	8 230 111
Nouveau-Brunswick.....	8 485 798	1 512 449	–	–	9 998 247
Québec.....	40 739 622	6 222 898	–	–	46 962 520
Ontario.....	68 542 089	16 210 443	–	–	84 752 532
Manitoba.....	8 043 748	1 592 766	–	–	9 636 514
Saskatchewan.....	7 258 846	1 551 174	–	–	8 810 020
Alberta.....	17 870 379	3 136 884	–	–	21 007 263
Colombie-Britannique.....	24 082 417	6 546 780	–	–	30 629 197
Territoire du Yukon.....	482 392	207 096	–	–	689 488
Territoires du Nord-Ouest.....	421 415	53 310	–	–	474 725
Nunavut.....	2 390 965	105 493	–	–	2 496 458
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des travailleurs d'élection.....	8 937 177	–	–	–	8 937 177
Remboursement des dépenses d'élection aux partis politiques.....	–	64 610 235	–	–	64 610 235
	199 737 738	103 918 446	–	–	303 656 184
Bureau chef d'Élections Canada.....	98 411 186	3 739 124	1 070	–	102 151 380
Total	298 148 924	107 657 570	1 070	–	405 807 564

¹ Ce sont les dépenses pour la 42^e élection générale encourues en 2015-2016, toutefois les déboursés liés à une élection générale se font sur plusieurs exercices financiers.

Conseil privé
Bureau du Conseil privé

Traitements et indemnités aux ministres d'État

(en dollars)

Ministres d'État	Traitements	Indemnités	Total
L'hon J Duncan	19 134	1 189	20 323
Total	19 134	1 189	20 323

Famille, Enfants et Développement social

Emploi et Développement social

Paiements d'indemnités et frais d'administration¹

(en dollars)

Description	Paiements d'indemnités ²	Frais d'administration ³	Total des paiements
Terre-Neuve-et-Labrador.....	2 962 424	1 089 038	4 051 462
Île-du-Prince-Édouard	630 860	212 510	843 370
Nouvelle-Écosse—Fédéral	10 244 678	2 332 680	12 577 358
Nouvelle-Écosse—Société d'expansion du Cap-Breton.....	10 345 693	2 009 976	12 355 669
Nouvelle-Écosse—Société d'expansion du Cap-Breton (article 9a)	3 369 903	647 632	4 017 535
Nouvelle-Écosse—Silicose	270 735	32 972	303 707
Nouveau-Brunswick.....	4 883 814	1 238 247	6 122 061
Québec	20 114 204	4 390 363	24 504 567
Ontario	35 551 406	10 089 397	45 640 803
Manitoba.....	2 858 811	1 879 295	4 738 106
Saskatchewan.....	2 997 220	1 823 992	4 821 212
Alberta	10 909 704	2 809 394	13 719 098
Colombie-Britannique	17 341 597	6 200 000	23 541 597
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>	1 920	—	1 920
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (section 7).....	29 284	—	29 284
	122 512 253	34 755 496	157 267 749
Moins: recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État	33 280 189	12 555 977	45 836 166
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux..	62 961 393	17 933 510	80 894 903
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi	388 634	77 727	466 361
Recouvrements de tierces parties responsables (subrogation).....	416 554	—	416 554
	97 046 770	30 567 214	127 613 984
Dépenses nettes⁴	25 465 483	4 188 282	29 653 765

¹ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (référer au Sommaire du portefeuille ministériel de la section 11 du volume II).

² Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);

b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et

c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

³ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales. Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁴ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

Parlement
Sénat

États des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2015-2016

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Andreychuk R, Saskatchewan	142 400	52 926	116 624
<i>Président de comité</i>	11 413	—	—
Ataullahjan S, Ontario	142 400	24 464	106 789
<i>Vice-président de comité</i>	3 742	—	—
Baker G, Terre-Neuve-et-Labrador	142 400	55 428	104 475
<i>Vice-président de comité</i>	1 964	—	—
Batters D L, Saskatchewan	142 400	65 010	160 646
<i>Président de comité</i>	3 929	—	—
Bellemare D, Québec	142 400	21 122	107 841
Beyak L, Ontario	142 400	45 881	144 751
Black D, Alberta	142 400	94 428	158 402
Boisvenu P-H, Québec	142 400	21 529	108 250
Brazeau P, Québec ²	94 551	—	—
Campbell L W, Colombie-Britannique	142 400	71 305	140 228
<i>Vice-président de comité</i>	1 777	—	—
Carignan C, Québec	142 400	22 988	72 029
<i>Leader de l'opposition</i>	15 558	—	—
<i>Leader du gouvernement</i>	47 392	—	—
Chaput M, Manitoba ³	130 533	49 162	113 834
Cools A C, Ontario	142 400	53 637	177 427
Cordy J, Nouvelle-Écosse	142 400	52 459	114 814
<i>Vice-président de comité</i>	1 793	—	—
Cowan J, Nouvelle-Écosse	142 400	84 300	72 860
<i>Leader de l'opposition</i>	22 543	—	—
Dagenais J-G, Québec	142 400	25 594	152 883
Dawson D, Québec	142 400	46 979	135 992
<i>Président de comité</i>	7 484	—	—
Day J A, Nouveau-Brunswick	142 400	54 706	171 551
<i>Président de comité</i>	4 023	—	—
<i>Vice-président de comité</i>	1 076	—	—
Demers J, Québec	142 400	10 768	84 457
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard	142 400	40 597	153 195
<i>Président du caucus de l'opposition</i>	3 432	—	—
<i>Vice-président de comité</i>	3 742	—	—
Doyle N E, Terre-Neuve-et-Labrador	142 400	47 111	114 765
Duffy M, Île-du-Prince-Édouard ²	94 551	—	—
Dyck L E, Saskatchewan	142 400	40 028	139 385
<i>Président de comité</i>	3 586	—	—
<i>Vice-président de comité</i>	1 965	—	—
Eaton N, Ontario	142 400	27 261	145 502
<i>Président à titre provisoire</i>	20 016	—	—
Eggleton A, Ontario	142 400	39 181	155 628
<i>Vice-président de comité</i>	3 742	—	—
Enverga T C, Ontario	142 400	42 233	120 553
Fortin-Duplessis S, Québec ³	35 204	8 230	38 004
<i>Vice-président de comité</i>	1 434	—	—
Fraser J, Québec	142 400	21 675	133 683
<i>Leader adjoint de l'opposition</i>	14 259	—	—
<i>Président de comité</i>	3 555	—	—
Frum L, Ontario	142 400	40 460	147 588
<i>Président du caucus de l'opposition</i>	2 368	—	—
Furey G, Terre-Neuve-et-Labrador	142 400	64 530	155 138
<i>Président du Sénat</i>	19 185	—	—
<i>Vice-président de comité</i>	4 007	—	—

Parlement
Sénat

États des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Gerstein I, Ontario ³	122 349	20 375	148 033
<i>Président de comité</i>	3 929	–	–
Greene S, Nouvelle-Écosse	142 400	44 931	165 042
<i>Whip adjoint du gouvernement</i>	3 432	–	–
Greene Raine N, Colombie-Britannique	142 400	63 095	138 404
Hervieux-Payette C, Québec	142 400	20 015	173 445
<i>Vice-président de comité</i>	3 758	–	–
Housakos L, Québec	142 400	31 929	171 254
<i>Président à titre provisoire</i>	2 203	–	–
<i>Président de comité</i>	10 446	–	–
<i>Président du Sénat</i>	33 968	–	–
Hubley E, Île-du-Prince-Édouard	142 400	47 414	126 018
<i>Vice-président de comité</i>	3 025	–	–
<i>Whip adjoint de l'opposition</i>	1 834	–	–
Jaffer M S B, Colombie-Britannique	142 400	61 410	169 631
<i>Président de comité</i>	3 929	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	1 777	–	–
Johnson J G, Manitoba	142 400	36 874	140 904
Joyal S, Québec	142 400	10 527	172 115
<i>Vice-président de comité</i>	2 548	–	–
Kenny C, Ontario	142 400	24 164	151 098
Lang D, Yukon	142 400	44 572	163 060
<i>Président de comité</i>	6 081	–	–
LeBreton M, Ontario ³	36 748	–	42 141
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick	142 400	60 922	141 375
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse	142 400	55 498	105 108
<i>Vice-président de comité</i>	1 777	–	–
Maltais G, Québec	142 400	29 398	163 113
<i>Président de comité</i>	3 555	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador	142 400	73 043	157 319
<i>Président de comité</i>	6 049	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador	142 400	40 550	139 280
<i>Whip du gouvernement</i>	6 863	–	–
Martin Y, Colombie-Britannique	142 400	60 517	153 887
<i>Leader adjoint de l'opposition</i>	9 841	–	–
<i>Leader adjoint du gouvernement</i>	22 543	–	–
Massicotte P J, Québec	142 400	11 602	49 594
<i>Vice-président de comité</i>	1 965	–	–
McCoy E, Alberta	142 400	44 980	179 300
McInnis T J, Nouvelle-Écosse	142 400	44 864	121 558
<i>Président de comité</i>	1 167	–	–
McIntyre P E, Nouveau-Brunswick	142 400	24 233	62 304
Mercer T M, Nouvelle-Écosse	142 400	53 909	142 102
<i>Vice-président de comité</i>	1 777	–	–
Merchant P, Saskatchewan	142 400	81 489	166 216
<i>Président de comité</i>	686	–	–
Meredith D, Ontario	142 400	33 230	108 627
Mitchell G, Alberta	142 400	74 590	165 771
<i>Vice-président de comité</i>	2 915	–	–
Mockler P, Nouveau-Brunswick	142 400	36 354	147 801
<i>Président de comité</i>	3 929	–	–
Moore W P, Nouvelle-Écosse	142 400	43 546	170 125
Munson J, Ontario	142 400	11 433	156 164
<i>Président de comité</i>	3 555	–	–
<i>Whip de l'opposition</i>	4 023	–	–
Neufeld R, Colombie-Britannique	142 400	72 336	156 260
<i>Président de comité</i>	6 049	–	–

Parlement Sénat

États des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2015-2016 – fin

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Ngo T H, Ontario.....	142 400	40 682	160 136
Nolin P C, Québec ³	11 867	1 400	11 247
<i>Président de comité</i>	741	–	–
<i>Président du Sénat</i>	3 738	–	–
Ogilvie K K, Nouvelle-Écosse.....	142 400	56 211	133 157
<i>Président de comité</i>	8 754	–	–
Oh V, Ontario.....	142 400	31 720	156 885
Patterson D G, Nunavut.....	142 400	61 604	158 253
<i>Président de comité</i>	3 929	–	–
<i>Vice-Président de comité</i>	1 793	–	–
Plett D N, Manitoba.....	142 400	78 433	157 796
<i>Vice-Président de comité</i>	1 965	–	–
<i>Whip de l'opposition</i>	2 777	–	–
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick.....	142 400	39 241	132 291
<i>Président du caucus du gouvernement</i>	4 023	–	–
<i>Vice-Président de comité</i>	1 045	–	–
Poulin (Charette) M-P, Ontario ³	6 724	–	7 838
Ringuette P, Nouveau-Brunswick.....	142 400	36 464	143 634
Rivard M, Québec.....	142 400	24 671	154 457
Runciman B, Ontario.....	142 400	15 881	133 845
<i>Président de comité</i>	7 484	–	–
Ruth N, Ontario.....	142 400	47 584	116 521
Seidman J, Québec.....	142 400	26 136	150 893
Sibbeston N G, Territoires du Nord-Ouest.....	142 400	116 639	163 082
Smith D P, Ontario.....	142 400	16 768	144 885
<i>Vice-Président de comité</i>	1 965	–	–
Smith L, Québec.....	142 400	18 527	103 407
<i>Président de comité</i>	3 555	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 011	–	–
Stewart Olsen C, Nouveau-Brunswick.....	142 400	48 099	146 914
Tannas S, Alberta.....	142 400	94 732	107 210
Tardif C, Alberta.....	142 400	65 955	123 946
<i>Président de comité</i>	6 018	–	–
<i>Vice-Président de comité</i>	1 965	–	–
Tkachuk D, Saskatchewan.....	142 400	70 185	166 735
<i>Président de comité</i>	3 586	–	–
Unger B E, Alberta.....	142 400	36 416	60 121
Verner J, Québec.....	142 400	22 332	160 511
Wallace J D, Nouveau-Brunswick.....	142 400	31 815	114 379
Wallin P, Saskatchewan ⁴	94 551	12 287	22 463
Watt C, Québec.....	142 400	52 899	176 793
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador.....	142 400	89 891	166 935
<i>Whip adjoint de l'opposition</i>	1 266	–	–
White V D, Ontario.....	142 400	3 762	85 171
<i>Président de comité</i>	3 929	–	–
<i>Vice-Président de comité</i>	1 777	–	–
Total	12 154 208	3 622 126	11 153 848

¹ Incluant les frais de subsistance dans la région de la capitale nationale.

² La suspension du sénateur a pris fin à la dissolution de la 41^e législature. Le salaire du sénateur a été rétabli à compter du 2 août 2015, mais la suspension du droit au bureau et aux ressources a été maintenue.

³ Sénateurs qui ont pris leur retraite, qui ont démissionné ou qui sont décédés au cours de l'exercice 2015-2016, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice financier précédent.

⁴ La suspension de la sénatrice a pris fin à la dissolution de la 41^e législature. Le salaire de la sénatrice ainsi que son accès au bureau et aux ressources ont été rétablis à compter du 2 août 2015.

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Ablonczy L'hon D.....	91 800	29 938
Aboutaif Z.....	75 600	45 647
Adams E.....	91 800	34 189
Adler M.....	91 800	24 075
Aglukkaq L'hon L.....	91 800	45 459
Albas D.....	167 400	81 000
Albrecht H.....	167 400	34 047
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	4 655	–
Aldag J.....	75 600	48 708
Alexander L'hon C.....	91 800	18 622
Alghabra O.....	75 600	22 543
Allen Malcolm.....	91 800	31 812
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Allen Mike.....	91 800	26 023
Alleslev L.....	75 600	23 615
Allison D.....	167 400	48 459
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	932	–
Ambler S.....	91 800	27 684
Ambrose L'hon R.....	167 400	92 291
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle.....</i>	32 485	–
Amos W.....	75 600	6 073
Anandasangaree G.....	75 600	24 820
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	349	–
Anders R.....	91 800	49 640
Anderson D.....	167 400	89 490
Andrews S.....	91 800	42 063
Angus C.....	167 400	63 762
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition.....</i>	1 190	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	932	–
Armstrong S.....	91 800	46 042
Arnold M.....	75 600	34 743
Arseneault R.....	75 600	26 782
Arya C.....	75 600	–
Ashfield L'hon K.....	91 800	25 936
Ashton N.....	167 400	138 584
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	2 710	–
Aspin J.....	91 800	30 446
Atamanenko A.....	91 800	55 056
Aubin R.....	167 400	26 502
Ayala P.....	91 800	16 748
Ayoub R.....	75 600	9 529
Badawey V.....	75 600	24 871
Bagnell L'hon L.....	75 600	34 137
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	3 680	–
Bains L'hon N.....	75 600	26 709
Barlow J.....	167 400	87 306
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	712	–
Barsalou-Duval X.....	75 600	16 516
Bateman J.....	91 800	67 787
Baylis F.....	75 600	8 125
Beaulieu M.....	75 600	12 285
Beech T.....	75 600	40 191
Bélanger L'hon M.....	167 400	1 420
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Bellavance A.....	91 800	11 487

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Bennett L'hon C	167 400	39 599
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Benoit L	91 800	67 551
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Benskin T	91 800	19 245
Benson S	75 600	37 631
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	397	–
Bergen L'hon C	167 400	68 665
Bernier L'hon M	167 400	46 954
Berthold L	75 600	19 304
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	949	–
Bevington D	91 800	74 202
Bezan J	167 400	83 007
Bibeau L'hon M-C	75 600	11 373
Bittle C	75 600	17 776
Blaikie D	75 600	40 338
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	932	–
Blair B	75 600	15 509
Blanchette D	91 800	19 725
Blanchette-Lamothe L	91 800	9 316
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Blaney L'hon S	167 400	38 576
Blaney R	75 600	29 677
Block K	167 400	70 163
Boissonnault R	75 600	38 340
Boivin F	91 800	2 307
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Borg C	91 800	14 234
Bossio M	75 600	18 633
Boucher S	75 600	14 013
Boudrias M	75 600	10 849
Boughen R	91 800	35 278
Boulerice A	167 400	22 869
Boutin-Sweet M	167 400	34 553
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition</i>	4 485	–
Brahmi T	91 800	16 307
Braid P	91 800	37 159
Brassard J	75 600	19 911
Bratina B	75 600	15 014
Breitkreuz G	91 800	56 260
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Breton P	75 600	21 046
Brisson L'hon S	167 400	63 012
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Brosseau R E	167 400	57 714
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	949	–
Brown G	167 400	34 479
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	11 750	–
Brown L	91 800	30 809
Brown P	20 250	10 801
Bruinooge R	91 800	37 689
Butt B	91 800	19 424
Byrne L'hon G	91 800	47 717
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Caesar-Chavannes C	75 600	13 041
Calandra P	91 800	23 125

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Calkins B	167 400	87 484
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 849	–
Cannan L'hon R	91 800	35 144
Cannings R.....	75 600	40 125
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	712	–
Carmichael J	91 800	23 828
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Caron G.....	167 400	34 284
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 931	–
Carr L'hon J	75 600	40 510
Carrie C.....	167 400	36 815
Casey B	75 600	20 220
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 883	–
Casey S	167 400	47 505
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Cash A	91 800	24 992
Chagger L'hon B.....	75 600	16 874
Champagne F-P	75 600	25 176
Chan A.....	167 400	26 669
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement.....</i>	5 489	–
Charlton C.....	91 800	18 735
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	3 963	–
Chen S.....	75 600	18 232
Chicoine S.....	91 800	10 332
Chisholm R.....	91 800	32 783
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Chisu C	91 800	14 335
Chong L'hon M.....	167 400	36 011
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	3 963	–
Choquette F.....	167 400	28 704
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	712	–
Christopherson D.....	167 400	38 287
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 585	–
Clarke A.....	75 600	16 637
Clarke R	91 800	61 980
Cleary R	91 800	22 380
Clement L'hon T.....	167 400	51 913
Comartin J.....	91 800	35 905
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités plénières.....</i>	28 001	–
Cooper M.....	75 600	43 436
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 205	–
Cormier S.....	75 600	26 979
Côté R	91 800	12 045
Cotler L'hon I.....	91 800	17 364
Crockatt J	91 800	28 549
Crowder J.....	91 800	38 717
Cullen N.....	167 400	134 080
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 931	–
Cuzner R.....	167 400	56 842
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Dabrusin J	75 600	21 403
Damoff P.....	75 600	19 089
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	932	–
Daniel J	91 800	18 259
Davidson P.....	91 800	32 416
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	1 998	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Davies D	167 400	80 102
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 948	–
Davies L.....	91 800	49 354
Day A-M.....	91 800	17 076
Dechert B.....	91 800	27 103
DeCoursey M.....	75 600	25 314
Deltell G.....	75 600	10 471
Devolin B.....	91 800	20 686
<i>Indemnité à titre de vice-président des comités pléniers</i>	5 623	–
Dewar P	91 800	1 330
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Dhaliwal S	75 600	58 455
Dhillon A	75 600	10 649
Di Iorio N.....	75 600	8 923
Dion L'hon S.....	167 400	36 173
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Dionne Labelle P.....	91 800	14 365
Diotte K	75 600	47 754
Doherty T.....	75 600	79 362
Donnelly F.....	167 400	60 489
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	729	–
Doré Lefebvre R.....	91 800	13 830
Dreeshen E.....	167 400	84 588
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	729	–
Drouin F.....	75 600	1 325
Dubé M	167 400	29 280
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	2 262	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	932	–
Dubourg E.....	167 400	23 016
Duclos L'hon J-Y.....	75 600	34 412
Duguid T.....	75 600	40 717
Duncan L'hon J.....	91 800	67 144
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	16 532	–
Duncan L'hon K.....	167 400	51 230
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Duncan L	167 400	73 253
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	949	–
Dusseault P-L.....	167 400	20 333
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	349	–
Duvall S	75 600	27 758
Dykstra R.....	91 800	46 050
Dzerowicz J.....	75 600	21 004
Easter L'hon W.....	167 400	65 975
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 849	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Eglinski J	167 400	81 279
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	932	–
Ehsassi A	75 600	19 326
El-Khoury F.....	75 600	11 876
Ellis N.....	75 600	14 358
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 446	–
Erskine-Smith N.....	75 600	20 359
Eyking L'hon M.....	167 400	73 226
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 849	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Eyolfson D.....	75 600	29 580

Comptes publics du Canada 2015-2016

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Falk T.....	167 400	55 624
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	729	–
Fantino L'hon J.....	91 800	16 073
Fast L'hon E.....	167 400	79 472
Fergus G.....	75 600	1 603
Fillmore A.....	75 600	27 230
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 849	–
Findlay L'hon K-L D.....	91 800	67 937
Finley L'hon D.....	167 400	35 831
Finnigan P.....	75 600	25 193
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 883	–
Fisher D.....	75 600	22 315
Fletcher L'hon S.....	91 800	31 657
Fonseca P.....	75 600	16 250
Foote L'hon J.....	167 400	57 487
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition.....</i>	6 448	–
Fortin J-F.....	91 800	42 091
Fortin R.....	75 600	13 050
Fragiskatos P.....	75 600	23 852
Fraser C.....	75 600	39 881
Fraser S.....	75 600	38 581
Freeland L'hon C.....	167 400	33 935
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	1 998	–
Freeman M.....	91 800	15 257
Fry L'hon H.....	167 400	104 357
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	1 849	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	1 998	–
Fuhr S.....	75 600	27 527
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 378	–
Galipeau R.....	91 800	4 682
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	3 963	–
Gallant C.....	167 400	29 548
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	695	–
Garneau L'hon M.....	167 400	21 362
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Garrison R.....	167 400	76 332
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 694	–
Généreux B.....	75 600	29 775
Genest R.....	91 800	14 476
Genest-Jourdain J.....	91 800	15 712
Genuis G.....	75 600	21 022
Gerretsen M.....	75 600	11 421
Giguère A.....	91 800	21 707
Gill M.....	75 600	29 592
Gill P.....	91 800	25 627
Gladu M.....	75 600	26 179
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	1 849	–
Glover L'hon S.....	91 800	38 647
Godin J.....	75 600	26 116
Godin Y.....	91 800	29 365
Goguen R.....	91 800	29 029
Goldring P.....	91 800	57 667
Goldsmith-Jones P.....	75 600	42 016
Goodale L'hon R.....	167 400	55 643
Goodyear L'hon G.....	91 800	18 736
Gosal L'hon B.....	91 800	32 559
Gould K.....	75 600	24 495
Gourde J.....	167 400	45 015

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Graham D.....	75 600	16 621
Gravelle C.....	91 800	32 395
Grewal N.....	91 800	53 685
Grewal R.....	75 600	18 794
Groguhé S.....	91 800	14 510
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Opposition officielle.....</i>	3 963	–
Hadju L'hon P.....	75 600	35 440
Hardcastle C.....	75 600	26 569
Harder R.....	75 600	39 677
Hardie K.....	75 600	49 663
Harper Le très hon S.....	167 400	41 526
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle.....</i>	223	–
Harris D.....	91 800	46 455
Harris J.....	91 800	45 918
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	1 998	–
Harris R.....	91 800	55 934
Harvey TJ.....	75 600	45 521
Hassainia S.....	91 800	7 756
Hawn L'hon L.....	91 800	50 375
Hayes B.....	91 800	25 625
Hehr L'hon K.....	75 600	45 043
Hiebert R.....	91 800	93 788
Hillyer J.....	163 800	70 394
Hoback R.....	167 400	84 111
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	932	–
Holder L'hon E.....	91 800	32 980
Holland M.....	75 600	21 462
Housefather A.....	75 600	11 893
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 446	–
Hsu T.....	91 800	13 344
Hughes C.....	167 400	65 292
<i>Indemnité à titre de vice-présidente des comités pléniers.....</i>	5 266	–
Hussen A.....	75 600	18 413
Hutchings G.....	75 600	29 968
Hyer B.....	91 800	25 749
Iacono A.....	75 600	12 169
Jacob P.....	91 800	12 142
James R.....	91 800	31 437
Jeneroux M.....	75 600	45 671
Johns G.....	75 600	46 970
Jolibois G.....	75 600	39 344
Joly L'hon M.....	75 600	10 638
Jones Y.....	167 400	145 087
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	1 998	–
Jordan B.....	75 600	26 932
Jowhari M.....	75 600	16 438
Julian P.....	167 400	59 598
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition.....</i>	6 363	–
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle.....</i>	22 870	–
Kamp R.....	91 800	50 898
Kang D S.....	75 600	38 193
Keddy G.....	91 800	46 707
Kellway M.....	91 800	19 634
Kelly P.....	75 600	20 820
Kenney L'hon J.....	167 400	35 136
Kent L'hon P.....	167 400	29 078
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	3 963	–

Comptes publics du Canada 2015-2016

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Kerr G	91 800	36 092
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Khalid I	75 600	19 862
Khera K.....	75 600	15 441
Kitchen R G	75 600	28 942
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	729	–
Kmiec T	75 600	34 677
Komarnicki E.....	91 800	22 789
Kramp D	91 800	33 191
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Kwan J	75 600	40 625
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	729	–
Lake L'hon M.....	167 400	89 090
Lametti D.....	75 600	12 948
Lamoureux K.....	167 400	47 399
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	1 998	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Lapointe F.....	91 800	18 349
Lapointe L.....	75 600	12 778
Larose J-F	91 800	6 824
Latendresse A	91 800	17 904
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Lauzon G	167 400	14 754
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement</i>	3 963	–
Lauzon S.....	75 600	2 865
Laverdière H.....	167 400	34 003
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	932	–
Lebel L'hon D	167 400	73 101
LeBlanc L'hon D.....	167 400	70 933
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	9 148	–
LeBlanc H.....	91 800	12 643
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	3 963	–
Lebouthillier L'hon D	75 600	34 112
Leef R	91 800	75 734
Lefebvre P.....	75 600	19 341
Leitch L'hon K K.....	167 400	30 971
Lemieux D.....	75 600	17 354
Lemieux P.....	91 800	12 710
Leslie L'hon A	75 600	1 123
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	10 917	–
Leslie M.....	91 800	38 237
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Leung C	91 800	34 522
Levitt M	75 600	22 694
Liepert R.....	75 600	38 382
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	932	–
Lightbound J	75 600	13 314
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	932	–
Liu L	91 800	16 732
Lizon W	91 800	19 205
Lobb B	167 400	58 933
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Lockhart A	75 600	31 172
Long W	75 600	24 193
Longfield L.....	75 600	19 242
Ludwig K.....	75 600	41 965
Lukiwski T.....	167 400	53 037
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 446	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Lunney J.....	91 800	54 627
MacAulay L'hon L.....	167 400	76 930
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
MacGregor A.....	75 600	47 940
MacKay L'hon P G.....	91 800	47 260
MacKenzie D.....	167 400	40 845
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Gouvernement</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle</i>	4 583	–
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	1 476	–
MacKinnon S.....	75 600	1 054
Maguire L.....	167 400	66 956
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	932	–
Mai H.....	91 800	15 718
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Malcolmson S.....	75 600	50 279
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	932	–
Maloney J.....	75 600	17 733
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 412	–
Marcil S.....	75 600	10 828
Marston W.....	91 800	25 548
Martin P.....	91 800	60 772
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Masse B.....	167 400	53 993
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	729	–
Massé R.....	75 600	31 855
Mathyssen I.....	167 400	53 705
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Opposition officielle</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	729	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	2 262	–
May B.....	75 600	23 628
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 412	–
May E.....	167 400	47 315
Mayes C.....	91 800	31 340
McCallum L'hon J.....	167 400	50 115
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
McCauley K.....	75 600	57 642
McColeman P.....	167 400	45 404
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
McCrimmon K.....	75 600	–
McDonald K.....	75 600	36 614
McGuinty D.....	167 400	2 591
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
McKay L'hon J.....	167 400	51 734
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
McKenna L'hon C.....	75 600	438
McKinnon R.....	75 600	37 430
McLeod C.....	167 400	78 131
McLeod M.....	75 600	28 617
Mendès A.....	75 600	12 416
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	729	–
Mendicino M.....	75 600	22 934
Menegakis C.....	91 800	25 470
Michaud E.....	91 800	17 876
Mihychuk L'hon M.....	75 600	32 121
Miller L.....	167 400	41 898
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	932	–
Miller M.....	75 600	11 743

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Monsef L'hon M	75 600	12 150
Moore C	167 400	58 194
Moore L'hon J	91 800	44 887
Moore L'hon R	91 800	20 730
Morin D	91 800	31 502
Morin I	91 800	11 434
Morin M-A	91 800	15 604
Morin M-C	91 800	9 525
Morneau L'hon B	75 600	20 947
Morrissey R	75 600	31 997
Mourani M	91 800	15 484
Mulcair L'hon T	167 400	105 583
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	25 499	–
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle</i>	44 141	–
Murray J	167 400	90 582
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Nantel P	167 400	18 636
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 931	–
Nash P	91 800	32 017
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Nassif E	75 600	12 476
Nater J	75 600	23 799
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	712	–
Nault L'hon R	75 600	58 928
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 849	–
Nicholls J	91 800	12 459
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Nicholson L'hon R	167 400	41 112
Norlock R	91 800	19 709
Nunez-Melo J	91 800	11 996
Nuttall A	75 600	21 968
Obhrai L'hon D	167 400	94 383
O'Connell J	75 600	17 978
O'Connor L'hon G	91 800	–
Oliphant R	75 600	21 462
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 239	–
Oliver L'hon J	91 800	9 934
Oliver J	75 600	26 750
O'Neill Gordon T	91 800	34 080
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Opitz T	91 800	30 221
O'Regan S	75 600	41 092
O'Toole L'hon E	167 400	38 992
Ouellette R-F	75 600	54 078
Pacetti M	91 800	14 480
Papillon A	91 800	14 385
Paradis L'hon C	91 800	25 302
Paradis L'hon D	75 600	29 682
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 412	–
Patry C	91 800	5 004
Paul-Hus P	75 600	14 004
Pauzé M	75 600	8 991
Payne L	91 800	71 257
Péclet E	91 800	9 497
Perkins P	91 800	14 139
Perreault M	91 800	19 468
Peschisolido J	75 600	49 869
Peterson K	75 600	15 921

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Petitpas Taylor L'hon G	75 600	26 406
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	3 869	–
Philbott L'hon J	75 600	19 882
Picard M	75 600	12 307
Pilon F	91 800	12 207
Plamondon L	167 400	36 650
Poileviere L'hon P	167 400	317
Poissant J-C	75 600	16 769
Preston J	91 800	27 744
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Quach A M-T	167 400	28 581
Qualtrough L'hon C	75 600	57 303
Rafferty J	91 800	40 841
Raitt L'hon L	167 400	69 427
Rajotte J	91 800	57 755
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Ramsey T	75 600	29 096
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	932	–
Rankin M	167 400	70 145
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 933	–
Ratansi Y	75 600	20 389
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	729	–
Rathgeber B	91 800	31 434
Ravignat M	91 800	5 296
Rayes A	75 600	19 331
Raynault F	91 800	22 187
Regan L'hon G	167 400	34 140
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i>	26 269	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Reid S	167 400	–
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement</i>	5 623	–
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	6 041	–
Rempel L'hon M	167 400	76 248
Richards B	167 400	82 556
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 856	–
Rickford L'hon G	91 800	49 145
Rioux J	75 600	14 409
Ritz L'hon G	167 400	88 423
Robillard Y	75 600	14 790
Rodriguez P	75 600	17 004
Romanado S	75 600	17 243
Rota A	75 600	18 262
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président adjoint des comités plénières</i>	5 176	–
Rousseau J	91 800	10 241
Rudd K	75 600	24 374
Ruimy D	75 600	38 216
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 446	–
Rusnak D	75 600	32 884
Saganash R	167 400	53 030
Sahota R	75 600	23 013
Saini R	75 600	17 093
Sajjan L'hon H S	75 600	34 197
Samson D	75 600	25 166
Sandhu J	91 800	36 751
Sangha R	75 600	18 259
Sansoucy B	75 600	11 937
Sarai R	75 600	56 135

Comptes publics du Canada 2015-2016

Parlement
Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Saroya B.....	75 600	11 595
Saxton A.....	91 800	51 937
Scarpaleggia F.....	167 400	28 691
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	1 998	–
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement</i>	5 284	–
Scheer A.....	167 400	83 134
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	13 610	–
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i>	53 831	–
Schellenberger G.....	91 800	22 560
Schiefke P.....	75 600	16 138
Schmale J.....	75 600	20 096
Schulte D.....	75 600	21 282
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 849	–
Scott C.....	91 800	14 253
Seeback K.....	91 800	32 830
Sellah D.....	91 800	19 755
Serré M G.....	75 600	22 160
Sgro L'hon J.....	167 400	40 605
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 883	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Shanahan B.....	75 600	9 845
Shea L'hon G.....	91 800	37 274
Sheehan T.....	75 600	32 779
Shields M.....	75 600	50 988
Shipleby B.....	167 400	57 347
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	949	–
Shory D.....	91 800	45 826
Sidhu J.....	75 600	44 860
Sidhu S.....	75 600	20 742
Sikand G.....	75 600	21 937
Simms S.....	167 400	87 190
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 446	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Sims J J.....	91 800	35 228
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Sitsabaiesan R.....	91 800	37 686
Smith J.....	91 800	40 542
Sohi L'hon A.....	75 600	41 281
Sopuck R.....	167 400	89 831
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	729	–
Sorbara F.....	75 600	22 249
Sorenson L'hon K.....	167 400	78 031
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 446	–
Spengemann S.....	75 600	14 714
Stanton B.....	167 400	34 422
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint des comités pléniers</i>	5 623	–
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités pléniers</i>	13 499	–
St-Denis L.....	91 800	7 476
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 998	–
Ste-Marie G.....	75 600	9 597
Stetski W.....	75 600	50 964
Stewart K.....	167 400	67 573
Stoffer P.....	91 800	43 411
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
Storseth B.....	91 800	80 633
Strahl M.....	167 400	83 045

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Stubbs S	75 600	38 479
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	397	–
Sullivan M	91 800	31 266
Sweet D	167 400	43 806
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	4 745	–
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Tabbara M	75 600	24 015
Tan G	75 600	18 555
Tassi F	75 600	13 074
Thériault L	75 600	17 113
Tilson D	167 400	35 115
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	729	–
Toet L	91 800	26 393
Toone P	91 800	52 671
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	5 623	–
Tootoo L'hon H	75 600	32 856
Tremblay J	91 800	10 125
Trost B	167 400	80 862
Trottier B	91 800	26 297
Trudeau Le très hon J	167 400	25 499
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	33 607	–
Trudel K	75 600	20 019
Truppe S	91 800	39 334
Turmel N	91 800	1 253
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	16 532	–
Uppal L'hon T	91 800	48 537
Valcourt L'hon B	91 800	30 267
Valeriotte F	91 800	19 801
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 998	–
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Autre parti d'opposition</i>	1 998	–
Van Kesteren D	167 400	43 633
Van Loan L'hon P	167 400	44 513
Vandal D	75 600	31 780
Vandenbeld A	75 600	–
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	786	–
Vaughan A	167 400	47 484
Vecchio K	75 600	33 840
Vellacott M	91 800	40 196
Viersen A	75 600	41 037
Virani A	75 600	19 777
Wagantall C	75 600	37 966
Wallace M	91 800	29 402
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Warawa M	167 400	87 256
Warkentin C	167 400	88 209
Watson J	91 800	45 206
Watts D L	75 600	33 444
Waugh K	75 600	28 668
Webber L	75 600	35 235
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	949	–
Weir E	75 600	18 667
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	729	–
Weston J	91 800	36 729
Weston R	91 800	30 470
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	3 963	–
Whalen N	75 600	37 223

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2015-2016 – fin

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Wilkinson J.....	75 600	52 613
Wilks D.....	91 800	57 238
Williamson J.....	91 800	45 094
Wilson-Raybould L'hon J.....	75 600	57 711
Wong L'hon A.....	167 400	77 099
Woodworth S.....	91 800	33 954
Wrzesnewskyj B.....	75 600	16 522
Indemnité à titre de président de comité.....	1 446	–
Yelich L'hon L.....	91 800	58 840
Young K.....	75 600	25 256
Young T.....	91 800	29 599
Young W.....	91 800	73 608
Yurdiga D.....	167 400	122 880
Indemnité à titre de vice-président de comité.....	932	–
Zahid S.....	75 600	24 766
Zimmer B.....	167 400	129 366
Indemnité à titre de vice-président de comité.....	712	–
Anciens députés ²	–	595
Total	54 235 348	18 176 314

¹ Cette colonne exclut :

- frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »
- frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toute dépense du ministère de la Défense nationale liée à l'utilisation des avions de l'État; et tout frais de déplacement des députés engagé pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct dans cette section intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement - Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

² Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses

Parlement Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2015-2016

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
Albas D	président du Conseil du Trésor.....	5 623
Alghabra O	ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires)	5 489
Alleslev L	ministre des Services publics et de l'Approvisionnement	5 489
Anderson D	ministre des Affaires étrangères et consulaires	5 623
Armstrong S	ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Travail	5 623
Beech T	pour les Sciences ¹	5 489
Bezan J	ministre de la Défense nationale.....	5 623
Blair B	ministre de la Justice et procureure générale du Canada	5 489
Block K	ministre des Ressources naturelles	5 623
Boissonnault R	ministre du Patrimoine canadien	5 489
Braid P	pour l'Infrastructure et les Collectivités ¹	5 623
Brown L	ministre du Développement international	5 623
Caesar-Chavannes C	premier ministre.....	5 489
Calandra P	premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales	5 623
Carrie C	ministre de l'Environnement.....	5 623
Casey S	ministre de la Justice et procureure générale du Canada	5 489
Champagne F-P	ministre des Finances.....	5 489
Cormier S	ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	5 489
Cuzner R	ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail	5 489
Dechert B	ministre de la Justice.....	5 623
Dhillon A	pour la Condition féminine ¹	5 489
Dubourg E	ministre du Revenu national	5 489
Duguid T	ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social.....	5 489
Dykstra R	ministre du Patrimoine canadien	5 623
Fergus G	ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.....	5 489
Gill P	ministre du Commerce international	5 623
Goguen R	ministre de la Justice.....	5 623
Goldsmith-Jones P	ministre des Affaires étrangères	5 489
Gould K	ministre du Développement international	5 489
Gourde J	premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	5 623
Holland M	ministre des Institutions démocratiques	5 489
Hutchings G	pour la Petite Entreprise et le Tourisme ¹	5 489
James R	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	5 623
Jones Y	ministre des Affaires autochtones et du Nord	5 489
Kamp R	ministre des Pêches et des Océans.....	5 623
Keddy G	ministre de l'Agriculture, ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	5 623
Khera K	ministre de la Santé.....	5 489
Lake L'hon M	ministre de l'Industrie	5 623
Lametti D	ministre du Commerce international	5 489
Lamoureux K	leader du gouvernement à la Chambre des communes	5 489
Lauzon S	pour les Sports et les Personnes handicapées ¹	5 489
Lemieux P	ministre des Anciens Combattants	5 623
Leung C	pour le Multiculturalisme ¹	5 623
Lukiwski T	leader du gouvernement à la Chambre des communes	5 623
McCrimmon K	ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale.....	5 489
McKay L'hon J	ministre de la Défense nationale.....	5 489
McLeod C	ministre de la Santé et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	5 623
Menegakis C	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	5 623
Murray J	président du Conseil du Trésor.....	5 489
Obhrai L'hon D	ministre des Affaires étrangères et des Droits internationaux de la personne	5 623
Picard M	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	5 489
Poissant J-C	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	5 489
Rodriguez P	ministre de l'Infrastructure et des Collectivités	5 489
Rudd K	ministre des Ressources naturelles	5 489

Parlement
Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2015-2016 – fin

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
Saxton A	ministre des Finances.....	5 623
Schiefke P	premier ministre (Jeunesse)	5 489
Strahl M	ministre des Affaires autochtones et développement du Grand Nord.....	5 623
Trottier B	ministre des Affaires étrangères et pour la Francophonie.....	5 623
Truppe S	pour la Condition féminine ¹	5 623
Vaughan A	premier ministre (Affaires intergouvernementales)	5 489
Virani A	ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.....	5 489
Warkentin C	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	5 623
Watson J	ministre des Transports.....	5 623
Wilkinson J	ministre de l'Environnement et du Changement climatique	5 489
Young K	ministre des Transports.....	5 489
	Total	360 805

¹ Portefeuille

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario	207 360 804	12 910 606	220 271 410
Administration régionale - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	29 593 660	68 216	29 661 876
Administration régionale - Ontario, Kingston, Ontario	34 729 897	588 384	35 318 281
Administration régionale - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	41 203 375	963 663	42 167 038
Administration régionale - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	39 163 493	435 559	39 599 052
Administration régionale - Québec, Laval, Québec	35 002 983	713 047	35 716 030
Bureaux de district régionaux - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	29 065 224	2 103 952	31 169 176
Bureaux de district régionaux - Ontario, Kingston, Ontario	64 114 110	2 027 210	66 141 320
Bureaux de district régionaux - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	44 668 204	407 993	45 076 197
Bureaux de district régionaux - Prairies, Winnipeg, Manitoba	55 140 187	960 323	56 100 510
Bureaux de district régionaux - Québec, Montréal, Québec	61 100 600	1 239 060	62 339 660
Centre fédéral de formation, Laval, Québec	54 317 204	5 799 322	60 116 526
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcîs, Alberta	6 636 824	1 122 207	7 759 031
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan	39 911 894	290 534	40 202 428
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	42 692 650	2 341 392	45 034 042
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	7 414 580	30 364	7 444 944
Centre régional de traitement, Bath, Ontario	11 298 632	317 983	11 616 615
Collège régional de formation du personnel - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick	2 001 548	–	2 001 548
Collège régional de formation du personnel - Ontario, Kingston, Ontario	4 062 511	153 307	4 215 818
Collège régional de formation du personnel - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique	2 548 354	–	2 548 354
Collège régional de formation du personnel - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan	3 302 928	60 835	3 363 763
Collège régional de formation du personnel - Québec, Laval, Québec	3 998 830	260 829	4 259 659
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec	55 981 106	20 218 749	76 199 855
Établissement de Bath, Bath, Ontario	45 152 851	1 737 153	46 890 004
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario	56 211 153	5 158 507	61 369 660
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta	51 248 197	8 965 361	60 213 558
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario	61 522 375	3 448 788	64 971 163
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec	46 308 229	5 466 086	51 774 315
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec	44 921 136	6 361 298	51 282 434
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta	47 173 881	2 762 616	49 936 497
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta	33 663 096	280 301	33 943 397
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario	65 798 608	3 227 167	69 025 775
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique	41 078 985	2 930 264	44 009 249
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec	29 143 305	5 499 116	34 642 421
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique	19 522 132	992 552	20 514 684
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick	38 650 019	2 735 634	41 385 653
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique	31 113 274	2 686 679	33 799 953
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique	40 038 038	2 151 436	42 189 474
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec	33 710 520	594 193	34 304 713
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse	46 536 738	3 990 640	50 527 378
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba	61 702 369	8 305 218	70 007 587
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario	45 460 828	2 544 877	48 005 705
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta	23 778 617	5 773 545	29 552 162
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta	42 529 733	4 332 521	46 862 254
Établissement Drummond, Drummondville, Québec	34 148 869	1 377 611	35 526 480
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique	51 169 313	1 559 999	52 729 312
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta	3 786 181	68 613	3 854 794
Établissement Joliette, Joliette, Québec	18 465 883	830 441	19 296 324
Établissement Millhaven, Bath, Ontario	43 631 536	6 868 597	50 500 133
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique	35 042 088	1 019 215	36 061 303
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse	19 534 518	800 537	20 335 055
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario	26 814 862	3 422 236	30 237 098
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique	12 240 744	2 552 445	14 793 189
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan	7 664 814	281 934	7 946 748
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan	6 860 893	5 178 733	12 039 626
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick	65 747 874	4 867 081	70 614 955
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario	2 727 603	40 679	2 768 282

Sécurité publique et Protection civile
Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement – fin

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan	73 887 565	3 780 066	77 667 631
Village de guérison Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique.....	6 714 688	3 078 400	9 793 088
Total	2 189 011 113	168 684 074	2 357 695 187

Section 12

Comptes publics du Canada

2015-2016

Index

Index

A

Acquisition de machinerie et matériel, 5
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux, 4
Actifs non financiers, *se référer au volume I, section 10*
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.2
Analyse des états financiers, *se référer au volume I, section 1*
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *se référer au volume II, section 1*
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *se référer au volume II, section 1*
Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *se référer au volume II, section 1*
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *se référer au volume II, section 1*
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, *se référer au volume II, section 1*
Autres informations diverses, 11
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement, 10
Avances à justifier, 2.12

B

Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers), 1.12

C

Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.23
Commissions, 10.2
Comptes consolidés, *se référer au volume I, section 4*
Comptes d'opérations de change, *se référer au volume I, section 8*
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.37
Créances – radiations ou renonciations, 2.7
Créditeurs et charges à payer, *se référer au volume I, section 5*

D

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres, 10.26
Dépenses des cabinets des ministres, 10.10
Dépenses ministérielles par article courant, *se référer au volume II, section 1*
Dépenses ministérielles par catégorie, *se référer au volume II, section 1*
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères, Commerce et Développement), 11.2
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du Conseil privé), 11.18
Détail budgétaire par affectation, *se référer à la section ministérielle correspondante, volume II*
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, *se référer au volume II, section 1*
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel, *se référer au volume II, section 1*
Détails des dépenses – 42^e élection générale octobre 2016 (Bureau du directeur général des élections), 11.18
Détail des montants disponibles pour être dépensés, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Conseil du Trésor), 11.12
Dette portant intérêt, *se référer au volume I, section 6*

E

État consolidé des revenus et charges, *se référer au volume II, section 1*
État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile), 11.39
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2015-2016, (Sénat), 11.13
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2015-2016, (Chambre des communes), 11.24
États financiers consolidés du gouvernement du Canada et Rapport et observations du vérificateur général du Canada, *se référer au volume I, section 2*
États financiers des fonds renouvelables, 1

F

Frais d'études, 10.4
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 10.22
Frais de déplacement et de séjour par commission, 10.3
Frais de la dette publique, 7
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères, Commerce et Développement), 11.4

G

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.50

I

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*, 2

M

Montants adjugés par une cour, 8.28

O

Obligations contractuelles et passif éventuel, *se référer au volume I, section 11*
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.59
Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.70

P

Paiements à titre gracieux, 8.25
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Emploi et Développement social), 11.20
Paiements de réclamations contre l'État, 8.2
Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour, 8
Paiements de transfert, 6
Paiements de transfert, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
Passport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.86
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2015-2016, 2.19
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2015-2016, 2.24

P – Fin

Pertes de fonds et de biens publics, 2.15
Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs, 2.30
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2015-2016, 2.16
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2015-2016, 2.15
Prêts, placements et avances, *se référer au volume I, section 9*
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.97
Programmes, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés, 9
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, *se référer au volume II, section 1*
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, *se référer au volume II, section 1*
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), *se référer au volume II, section 1*

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, *se référer au volume II, section 1*
Récapitulation des charges externes par catégorie, *se référer au volume II, section 1*
Récapitulation des revenus externes par provenance, *se référer au volume II, section 1*
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, 2.2
Résultat stratégique et description des programmes, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
Revenus, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
Revenus, charges et déficit accumulé, *se référer au volume I, section 3*
Revenus de placements, 10.6
Revenus ministériels, *se référer au volume II, section 1*

S

Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.99
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.109
Services professionnels et spéciaux, 3
Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations), *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2015-2016, (Chambre des communes), 11.37
Traitements et indemnités aux ministres d'État, (Bureau du Conseil privé), 11.19
Trésorerie et créances, *se référer au volume I, section 7*

V

Ventes de biens et de services, *se référer au volume II, section 1*